

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Yvelines, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13951 - 4,50 F

MARDI 5 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Une « ère nouvelle » s'ouvre après le sommet de Malte

## M. Bush veut intégrer l'URSS à la communauté internationale

### Un pays « normal »

L'URSS redevenue un pays « normal », en voie de réintégration dans la communauté internationale, tel pourrait être le bilan du sommet de Malte, qui n'a pas été seulement le premier entre MM. Bush et Gorbatchev, mais aussi et surtout la première rencontre soviéto-américaine presque complètement débarrassée de ses antagonismes traditionnels.

Sans doute l'Union soviétique de M. Gorbatchev n'est-elle pas devenue un Etat démocratique, et encore moins prospère. Mais le fait est qu'elle a cessé, en trois jours, d'être considérée comme un adversaire à la fois par le principal chef religieux du monde occidental et par le président de la plus puissante démocratie de la planète. Un Etat auquel l'ensemble de ce même monde est décidé à tendre la main.

C'est bien ce que M. Bush, longtemps accusé de scepticisme à l'égard de la perestroïka, a voulu signifier en assurant son partenaire, au cours d'une conférence de presse commune — encore une première — de son « respect » et de son « soutien », en invitant ses hommes d'affaires à « l'aider » et en annonçant la levée des restrictions imposées aux échanges entre les deux pays.

Il est vrai que ces gestes sont à bien des égards symboliques. Peu de résultats sont à attendre en matière de commerce international tant que l'URSS n'aura pas une monnaie convertible et des produits compétitifs à exporter. Il n'est pas question, du côté américain, d'abolir le barrière du COCOM, le chien de garde de l'Occident pour le contrôle des échanges de produits stratégiques. Mentionnons encore, au chapitre des désaccords, non seulement les reliques de la guerre froide que sont les conflits du Nicaragua et du Salvador, mais aussi l'hostilité des Etats-Unis aux projets soviétiques de désarmement naval : l'Amérique n'oubliera pas que les océans sont à la fois le fondement de sa puissance et le lien avec ses alliés partout dans le monde.

Le premier test de la détente soviéto-américaine sera constitué par les négociations de désarmement, en particulier par celles qui portent sur les armements stratégiques. Depuis plus de trois ans que Moscou et Washington parlent de réduire de moitié leurs arsenaux de missiles à longue portée, rien n'a été fait de concret pour traduire cette promesse en actes : il est temps pour les Deux Grands de donner l'exemple dans un domaine qui concerne — beaucoup plus que leurs forces en Europe, sur lesquelles il leur est plus facile de se montrer généreux — le cœur de leur défense.

Le calendrier arrêté à Malte est en tout cas copieux pour l'année à venir. Du sommet des deux alliances au très probable « Helsinki II » à prévoir pour la fin de 1990, en passant par des accords à Vienne et à Genève sur les armements, les diplomates auront fort à faire pour adapter le paysage international aux bouleversements à l'Est. A condition, évidemment, que les peuples veuillent bien suivre leur rythme : l'accélération du changement en RDA, les lenteurs constatées à Prague et ailleurs, montrent que ce paysage sera, dans un an, tout aussi fortement contrasté qu'aujourd'hui, et sans doute encore plus chaotique.

MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev devaient rendre compte, lundi 4 décembre, à leurs alliés respectifs réunis à Bruxelles et à Moscou, des résultats du sommet soviéto-américain de Malte. Les deux présidents s'étaient quittés dimanche après-midi après avoir tenu une conférence de presse commune au cours de laquelle le président américain, qui « soutient » la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev, avait annoncé son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale, notamment en l'aidant à se rapprocher des institutions commerciales et financières.

Un sommet des deux alliances a été prévu pour 1990. Les résultats de la rencontre de l'île de Malte sont salués, tant par les protagonistes que dans la plupart des capitales, comme le début d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales.

Les dirigeants du monde vont beaucoup se voir dans les mois à venir et, sans doute, à trente-cinq au bout du compte.

Pour le reste, c'était à qui souriait le plus, se montrait le plus ouvert et le plus constructif, le plus désireux d'ouvrir cette « ère nouvelle » dont a parlé M. Bush, reprenant l'une des expressions favorites de M. Gorbatchev. Les Soviétiques auraient souhaité la publication

d'un communiqué commun ; les Américains n'ont pas voulu aller jusque-là, mais ils sont allés jusqu'à cette conférence de presse commune, la première qu'ont jamais tenue des dirigeants soviétique et américain.

JACQUES AMALRIC  
et BERNARD GUETTA

Lire la suite page 2

### MALTE

de nos envoyés spéciaux

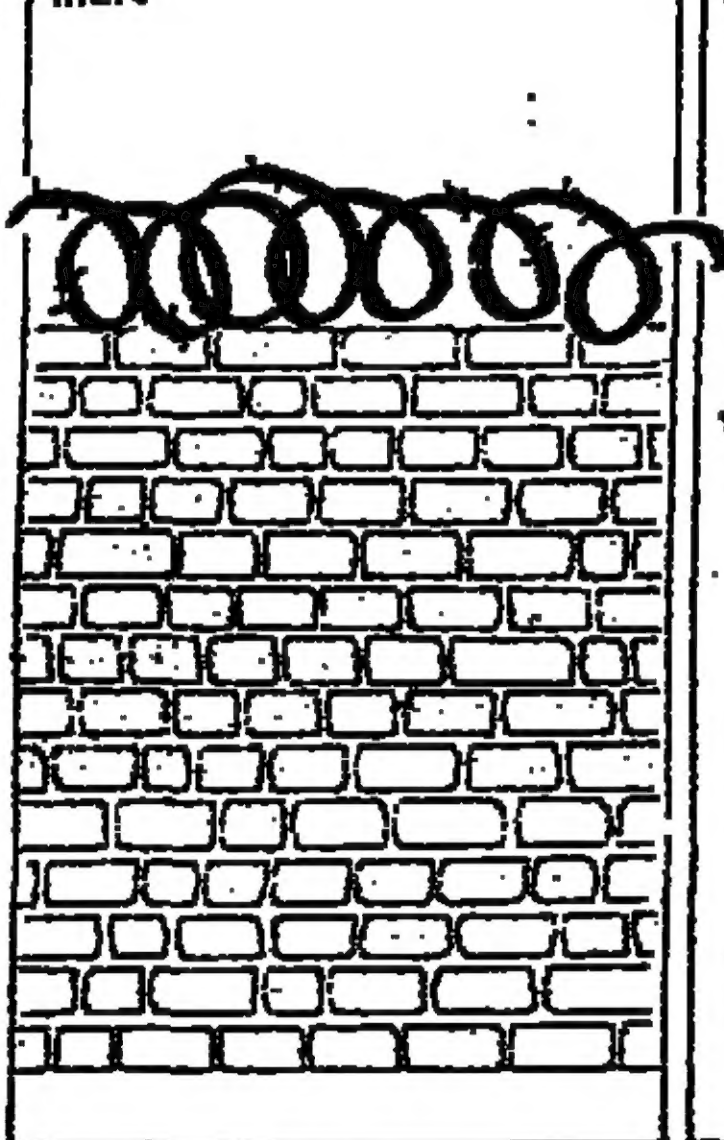
M. Gorbatchev n'a pas, dimanche à Malte, tout obtenu tout de suite de M. Bush, mais c'est tout comme. Il n'a pas obtenu le soutien des Etats-Unis à sa proposition de convoquer, dès l'année prochaine, un sommet des trente-cinq Etats signataires des accords d'Helsinki,

pour tenter de canaliser l'explosion démocratique de l'Europe centrale et le processus de réunification allemande. On s'en disait naturellement « déçu » du côté soviétique, mais, outre que c'est là l'unique déception pour M. Gorbatchev, elle est très relative puisque la décision prise de donner un coup de fouet aux négociations sur le désarmement implique que

## Tourmente en RDA

Discréditée auprès de la population la direction du PC est-allemand s'est sabordée

HIER



AUJOURD'HUI



### BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

« SED : la fin ou le recommencement ? » Ainsi était titré, dimanche soir 3 décembre, le journal exceptionnel de la première chaîne de télévision. Quelques heures auparavant, dans un geste dramatique, la direction du Parti communiste tout entière s'était sabordée. A peu près au même moment, on apprenait l'arrestation de quatre anciens dirigeants de l'équipe Honecker : les ex-membres du bureau politique Günter Mittag et Harry Tisch, et les deux anciens chefs du parti à Erfurt et à Suhl, Gerhard Müller et Hans Albrecht, accusés de corruption et d'abus de pouvoir. Mis en cause dans une affaire de trafic d'armes, l'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Schalick-Goldkowsky, est en fuite.

La RDA est donc dirigée aujourd'hui par un gouvernement dont la seule légitimité repose sur la popularité de son président, M. Hans Modrow. Le Parlement est certes toujours en place, mais personne ne sait qui ses députés, en grande majorité issus de l'ancien parti, représentent vraiment. Sans attendre la réunion, le 15 décembre à Berlin-Est, du congrès extraordinaire du SED, qui doit se pencher sur une réforme en profon-

deur du parti, le comité central et le bureau politique ont annoncé, dimanche, leur dissolution, cédant à la tempête déclenchée dans le pays par la révélation ces derniers jours des abus de pouvoir et des privilèges dont avaient bénéficié les dirigeants du parti sous le régime Honecker.

HENRI DE BRESSON  
Lire la suite page 6

## Les victoires du Front national

L'élection de candidats d'extrême droite à Dreux et à Salon-de-Provence sur le thème de l'immigration constitue un défi pour le PS et la droite classique

par Jean-Marie Colombani  
et Jean-Yves Ithemo

Tout va bien ! Les citoyens ne vont plus voter ; leur indifférence nuit singulièrement aux socialistes et profite à l'extrême droite. « Tout va bien », si l'on en croit M. Rocard. Le Front national a gagné l'élection législative partielle de Dreux et l'élection cantonale de Salon-de-Provence. Les socialistes ont perdu trois cantons (Saint-Brieuc-Nord, Solliès-Pont, Salon-de-Provence). Tout ira encore mieux sans doute s'ils perdent aussi dimanche prochain l'élection cantonale de Guipavas (Finistère), où leur candidat, sortant, est en ballottage défavorable.

L'optimisme du premier ministre est épatant. Il est vrai que M. Rocard peut se fonder sur un exemple venu de plus haut. M. Mitterrand, qui n'a pourtant pas l'habitude de se tromper dans ses pronostics électoraux, affirmait dans *Paris-Match*, avant les premiers tours des élections législatives de Dreux et de Marseille : « Les partis qui s'inspirent du racisme pour agiter l'opinion (...) n'obtiennent malgré tout qu'une audience très limitée. »

Or toutes les élections partielles des deux dimanches

passés se sont déroulées sur fond de voile islamique, et l'extrême droite — quand ce n'était pas la droite classique, comme à Dreux ou à Salon-de-Provence — les a orchestrées sur le thème de l'immigration. Le Front national a mené des campagnes ouvertement racistes, comme en témoigne le cri de victoire lancé lundi par M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, élue la veille députée d'Eure-et-Loir. Son succès est celui, dit-elle, de la lutte contre « l'envahisseur » étranger, et la mission de l'extrême droite est comparable à celle des combattants de la Résistance contre les troupes nazies pendant la dernière guerre mondiale. Les immigrés maghrébins, ainsi rebaptisés, n'ont qu'à bien se tenir.

La brutale flambée du Front national s'explique par la cristallisation du débat autour du voile islamique et, par amplification, de l'immigration. Sur ce thème, les sondages d'opinion montrent que l'électorat de la droite classique est proche de celui de l'extrême droite (1). Il est donc naturel que ces deux électorats effectuent leur jonction lorsque, dans des élections partielles, l'immigration est au cœur du débat.

En trait-il de même pour des élections générales ? Le thème

de l'« identité nationale », même dominant, ne serait plus qu'un parmi d'autres : l'enjeu national de pouvoir peut être de nature à forger, comme le dit M. Pierre Mauroy, « l'alliance de tous ceux qui servent la République et la démocratie ». Le coup du « front républicain » tenté par la gauche à Dreux et à Marseille a manqué en partie son objectif. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, y a mis du sien en expliquant qu'il n'était pas question pour lui de « s'acquiescer » avec les socialistes et les communistes. A Salon-de-Provence, le RPR local est allé encore plus loin en demandant, en sous-main, des consignes de vote pour le Front national.

Lire la suite page 10

(1) Les positions du Front national sur l'immigration ont toujours eu auprès du corps électoral, selon tous les sondages d'opinion, un impact nettement supérieur aux intentions de vote exprimées en sa faveur. Les différents sondages effectués pour le *Monde* par la SOFRES confirment l'existence, sur ce terrain, d'un potentiel électoral important susceptible d'être capté un jour ou l'autre par le parti de M. Le Pen. Le pourcentage des personnes approuvant les prises de position du président du Front national sur l'immigration était de 28 % en mai 1984, de 31 % en octobre 1985, septembre 1986 et mai 1987, mais il était retombé à 24 % en janvier 1989.

### Le soutien au général Aoun

Des milliers de chrétiens libanais mobilisés page 6

### L'échec du putsch aux Philippines

La crédibilité de M<sup>re</sup> Aquino sérieusement érodée page 7

### Offensive de M. Silvio Berlusconi

Le patron de la télévision italienne tente de prendre le contrôle de Mondadori page 19 - section B

### NRJ en Bourse

La saga d'une radio privée page 13 - section B

### CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Recomposer le syndicalisme avant 1993
  - Sortie de crise au Mexique
  - La chronique de Paul Fabra : « Les grinchoux et l'Europe démuselée »
- pages 27 à 30 - section C

### SPORTS

La victoire de Stefan Edberg sur Boris Becker dans la finale du Tournoi des maîtres de tennis page 24 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48.



### La politique internationale des années quatre-vingt.

De Reagan à Gorbatchev.

PAR FRANÇOIS PUAUX

L'histoire d'une décennie qui s'achève. Le XXI<sup>e</sup> siècle n'attend pas l'an 2000 pour se dessiner sous nos yeux.

Collection « Perspectives Internationales » dirigée par Charles Zorgbibe, 394 pages - 140 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

### ● TCHÉCOSLOVAQUIE

L'opposition rejette le nouveau gouvernement page 4

### ● YOUGOSLAVIE

Une crise économique profonde page 25 - section C

M 0147 - 1205 0 - 4,50 F



3790147004500 12050

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Arabie Saoudite, 2,25 \$ ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Israël, 150 dr. ; Italie, 1,800 L. ; Liban, 0,400 LD. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (hors NY), 2 \$.



## ÉTRANGER

## Les entretiens américano-soviétiques de Malte et l'ouverture

A son retour à Moscou, dimanche 3 décembre, dans la soirée, M. Mikhail Gorbatchev, s'est félicité que « pour la première fois », lors du sommet de Malte, l'administration américaine ait manifesté le souhait d'avoir une « coopération économique normale » avec l'URSS. M. Bush avait notamment proposé que Moscou et Washington engagent tout de suite

des discussions conduisant à un accord commercial permettant d'octroyer à l'URSS la clause de « la nation la plus favorisée ».

A propos du désarmement, M. Gorbatchev a déclaré que, après les entretiens de Malte, un accord sur la réduction des armes conventionnelles pouvait être conclu en 1990 et que des résultats dans le domaine des

armes chimiques étaient possibles. M. Gorbatchev, qui s'est montré résolument optimiste, a ajouté : « Le monde rompt avec la guerre froide et entre, comme nous le pensons et l'espérons, dans une longue période de développement pacifique. »

Le sommet de Malte est un « succès », ont estimé des sénateurs

américains mais certains ont cependant ajouté qu'il faudrait éviter de faire preuve de précipitation dans la préparation de traités de désarmement. Le dirigeant de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell, a jugé le sommet « réussi » tandis que le président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn, parlait de sommet

« constructif ». Selon le leader de la minorité républicaine, M. Bob Dole, Malte donne au président Bush l'occasion d'affirmer ses « qualités de chef ».

Mais M. Dole, tout comme M. Nunn, a exprimé sa préoccupation face au risque de trop d'emballement à bouclier des accords de désarmement. Il a déclaré : « Je suis un peu

## Faux sommet et vraie tempête

MALTE

de notre envoyé spécial

Les meilleures idées tournent parfois au cauchemar. Ainsi en est-il allé de ce faux sommet de Malte, qui devait avoir lieu successivement sur un croiseur lance-missiles soviétique (le *Slava*), puis américain (le *Belknap*). Il s'agissait, avait expliqué la partie américaine à l'origine de la proposition, de réduire au minimum les inconvénients dus à la sécurité et d'assurer aux deux présidents confidentialité et confidentialité (1). Loubables intentions, mais quel échec !

Dès samedi matin, des vents de 100 kilomètres à l'heure et des vagues de plusieurs mètres avaient jeté à la mer les plans longuement négociés par les deux protocoles. Le *Slava*, ancré dans la baie de Marsaxlokk, était inaccessible aux chaloupes présidentielles. Il fallut donc transférer les entretiens en un lieu moins agité, le paquebot *Maxime-Gorki*, sur lequel M. Gorbatchev avait passé la nuit et qui avait le grand avantage d'être armé à quai.

C'est à grand-peine que M. Bush, qui avait dormi comme prévu sur le *Belknap*, parvint à le quitter pour rejoindre le *Gorki*, mais enfin ce fut possible. Les deux délégations purent avoir trois heures de discussions, suivies par un tête-à-tête des deux présidents d'une heure et demie.

Le désastre fut pour l'après-midi, lorsque le président Bush, revenu sur le *Belknap*, après quatre ou cinq tentatives d'accostage, s'y retrouva littéralement prisonnier et dut annuler purement et simplement les entretiens de l'après-midi et le dîner officiel. A en croire les services de la Maison Blanche, quelque chose fonctionnait encore : les transmissions...

La mer s'étant quelque peu calmée dans la nuit, tout le monde (surtout les Américains) s'attendait, dimanche matin, qu'on renoue avec le programme officiel, c'est-à-dire que les derniers entretiens aient lieu à bord du *Belknap*. Grave erreur : M. Gorbatchev fit alors savoir qu'il n'était pas question qu'il quitte son havre

du *Gorki* pour se rendre sur le *Belknap*, qui tanguait au large.

Le numéro un soviétique est-il plus sensible au mal de mer que son homologue américain, connu, au contraire, pour aimer les parties de pêche au large des côtes du Maine, même s'il en revient le plupart du temps bredouille ? Sans doute. En tout cas, le président américain lui donnait satisfaction, et c'est encore M. Bush, dimanche, qui se rendait à bord du *Gorki*, où il donnait sa conférence de presse, conjointement avec M. Gorbatchev.

Peu avant, il avait expliqué : « Peu importe où nous nous rencontrons. L'important, c'est de progresser. » Plus subtilement politique, M. Gorbatchev vit dans tout cela la preuve d'une grande « capacité d'adaptation aux changements ». Il n'en reste pas moins, selon M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, que M. Gorbatchev « ne partage pas notre amour de la mer ».

## Démilitariser la Méditerranée

Au palmarès des bons mots dus à cet épisode rocambolesque de la vie diplomatique, c'est quand même le camp soviétique qui l'aura emporté. C'est M. Gorbatchev qui déclarait samedi : « La première chose à faire, c'est de nous débarrasser de ce genre de bateaux sur lesquels on ne peut pas monter lorsqu'il fait ce temps. »

Fidèle jusque dans l'humour, M. Gorbatchev, porte-parole soviétique, renchérit, dimanche, en affirmant : « Si nos deux marines ne peuvent pas s'en sortir dans des mers un peu difficiles, comment pourraient-elles faire face au moment de vérité ? Faut-il dire : « Nous nous en débarrasser. » Façon comme une autre de relancer la proposition faite à Rome par M. Gorbatchev de démilitariser la Méditerranée. Une idée dont les Américains ne veulent pas entendre parler.

J. A.

(1) L'idée, a confirmé dimanche soir M. Bush, est de son frère. Bien qu'elle se soit révélée désastreuse, le président a affirmé qu'il continuerait à adresser la parole à Bucky Bush.

## M. Bush veut intégrer l'URSS dans la communauté internationale

Suite de la première page

Leurs États-majors sont là. M. Gorbatchev aussi. Les journalistes s'écroulent sans pitié dans cette salle de danse pour plaisanciers et là, en territoire soviétique et pour l'information des dirigeants de l'URSS, les téléviseurs diffusent la chaîne américaine CNN. C'est M. Bush qui ouvre le feu, revendiquant, à juste titre, l'initiative et, en quelque sorte, l'honneur de ce « non-sommet summit » (ce faux-semblant), qui « nous a permis, dit-il, de jeter les bases de progrès sur un large éventail de problèmes ».

« Il n'y a virtuellement pas de problèmes au monde — et certainement pas en Europe — qu'une amélioration des relations soviéto-américaines ne contribuerait pas à simplifier », ajoute-t-il, avant de déclarer que, avec les réformes en cours en Union soviétique, « nous sommes au seuil d'une coopération nouvelle : il est à notre portée de contribuer à surmonter la division de l'Europe (...) d'assurer une paix durable et de transformer les relations Est-Ouest en relations de coopération solide ».

Au fil des questions, M. Gorbatchev dira que « le monde quitte une époque de guerre froide et entre dans une autre période (dont) ce n'est que le début, celui d'une longue route pour une période de paix de longue durée ». Vingt fois, cette idée de page tournée, de relations qualitativement nouvelles, reviendra dans les propos des deux présidents qui observent et applaudissent leurs principaux collaborateurs. Sur ce point, il abaisse complètement ses cartes, faisant comprendre que le « partenariat » économique et politique avec l'Ouest a pour fonction première, à ses yeux, d'assurer les réformes soviétiques dans des engagements internationaux. Ces nouveaux engagements auraient aussi pour intérêt d'ouvrir des perspectives concrètes de changements économiques, et de faire passer, de freiner les embouteillages intérieurs par la négociation des rythmes de l'évolution avec l'étranger, en l'occurrence, avec les démocraties.

Ce n'est pas seulement une grosse partie qui se joue là pour M. Gorbatchev, c'est aussi d'une pierre, deux coups : et lorsque des journalistes télescopiques lui demandent en groupe si l'URSS a « vraiment renoncé à la doctrine Brejnev », il répond en élevant le sujet aux bienfaits du changement démocratique. « Chaque peuple, dit-il, a le droit de choisir sa propre destinée et je peux seulement expliquer ma propre attitude : aussi bien en Union soviétique qu'en Europe centrale, ces changements ont été préparés par le cours de l'évolution historique elle-même. Ils sont liés au désir de la population de rendre ces sociétés plus démocratiques, plus humaines, et de faire face au monde. J'en suis encouragé ».

« Le changement est spectaculaire (et) entre les doctrines antérieures », répond quant à lui M. Bush, après avoir expliqué qu'il existe aux États-Unis « énormément de respect et de soutien pour le fait que le président Gorbatchev a prononcé le « changement pacifique en Europe ».

M. Bush n'a pas tout cédé à M. Gorbatchev, mais il a reconnu, en la personne du chef de l'Etat soviétique, un homme de la liberté. Pour M. Gorbatchev, c'est un atout gigantesque. Et si le président des États-Unis n'a pas voulu se rallier dimanche à sa proposition de sommet des États signataires des accords d'Helsinki, c'est qu'il sera toujours temps, a-t-il dit en substance, d'aviser. Il est étonnant aussi de sembler décider de cela avec l'Union soviétique seule, alors que M. Bush s'entretenait, ce lundi à Bruxelles, avec ses alliés occidentaux.

En attendant, M. Bush a donné son accord pour une réunion au plus haut niveau à Vienne des pays membres de l'alliance atlantique et du pacte de Varsovie, si un accord est conclu sur la réduction des armes conventionnelles. Sous-entendu la réunion de Vienne, qui pourrait avoir lieu avant la fin de

l'année, de la clause de la nation la plus favorisée, si elle aura libéralisé sa politique d'émigration. Un projet de loi en ce sens est en discussion, depuis septembre, au Sénat américain. M. Gorbatchev, il a déjà été adopté en première lecture et, s'il devait être amendé, ce serait dans le sens d'une plus grande, et certainement pas d'une moindre, libéralisation. Cette condition n'en est pas une. C'est, au contraire, la reconnaissance d'un changement.

Le tournant est tellement pris que, de la salle de danse du *Maxime-Gorki*, M. Bush appelle les hommes d'affaires américains à soutenir la perestroïka. « J'aimerais, déclare-t-il, que nous parvenions à un climat dans lequel nos hommes d'affaires puissent aider le président Gorbatchev dans ce qu'il essaie de faire (...) ». « C'est un plus d'une extraordinaire importance, poursuit-il, que résulte de ces conversations un climat favorable aux investissements en URSS et à certaines choses que nous pouvons faire pour aider l'Union soviétique » et d'autres pays, bien sûr — à chercher un terrain commun avec les organisations financières multilatérales.

## Vers un sommet OTAN-pacte de Varsovie en 1990

Et M. Gorbatchev non seulement d'applaudir — c'est logique — mais de parler aussi d'« impulsion politique (dont) l'avenir dépendra des actes de l'URSS » dans le domaine des réformes. Sur ce point, il abaisse complètement ses cartes, faisant comprendre que le « partenariat » économique et politique avec l'Ouest a pour fonction première, à ses yeux, d'assurer les réformes soviétiques dans des engagements internationaux. Ces nouveaux engagements auraient aussi pour intérêt d'ouvrir des perspectives concrètes de changements économiques, et de faire passer, de freiner les embouteillages intérieurs par la négociation des rythmes de l'évolution avec l'étranger, en l'occurrence, avec les démocraties.

Ce n'est pas seulement une grosse partie qui se joue là pour M. Gorbatchev, c'est aussi d'une pierre, deux coups : et lorsque des journalistes télescopiques lui demandent en groupe si l'URSS a « vraiment renoncé à la doctrine Brejnev », il répond en élevant le sujet aux bienfaits du changement démocratique. « Chaque peuple, dit-il, a le droit de choisir sa propre destinée et je peux seulement expliquer ma propre attitude : aussi bien en Union soviétique qu'en Europe centrale, ces changements ont été préparés par le cours de l'évolution historique elle-même. Ils sont liés au désir de la population de rendre ces sociétés plus démocratiques, plus humaines, et de faire face au monde. J'en suis encouragé ».

« Le changement est spectaculaire (et) entre les doctrines antérieures », répond quant à lui M. Bush, après avoir expliqué qu'il existe aux États-Unis « énormément de respect et de soutien pour le fait que le président Gorbatchev a prononcé le « changement pacifique en Europe ».

M. Bush n'a pas tout cédé à M. Gorbatchev, mais il a reconnu, en la personne du chef de l'Etat soviétique, un homme de la liberté. Pour M. Gorbatchev, c'est un atout gigantesque. Et si le président des États-Unis n'a pas voulu se rallier dimanche à sa proposition de sommet des États signataires des accords d'Helsinki, c'est qu'il sera toujours temps, a-t-il dit en substance, d'aviser. Il est étonnant aussi de sembler décider de cela avec l'Union soviétique seule, alors que M. Bush s'entretenait, ce lundi à Bruxelles, avec ses alliés occidentaux.

En attendant, M. Bush a donné son accord pour une réunion au plus haut niveau à Vienne des pays membres de l'alliance atlantique et du pacte de Varsovie, si un accord est conclu sur la réduction des armes conventionnelles. Sous-entendu la réunion de Vienne, qui pourrait avoir lieu avant la fin de



Dess. de la Repubblica du 2 décembre

1990, si le coup d'accélérateur donné aux négociations est suffisamment puissant, pourrait constituer une étape intermédiaire en direction d'Helsinki 2.

La charge a été confiée à MM. James Baker et Edouard Chevardnadze, les chefs des diplomates américains et soviétiques, de relancer toutes les négociations en cours sur la réduction des armements grâce à une rencontre de travail fin janvier ou début février, en Union soviétique, peut-être en Géorgie.

Les deux hommes devront se préoccuper non seulement des armes conventionnelles, mais aussi des armes stratégiques et chimiques. MM. Baker et Gorbatchev souhaitent en effet pouvoir signer un accord de principe sur la réduction des armes stratégiques (START) au cours de leur prochain sommet qui aura lieu, a-t-il été annoncé, durant la deuxième quinzaine du mois de juin, à Washington. L'accord définitif devrait être signé quelques mois plus tard. Après l'abandon par l'URSS de ses préférences concernant la « guerre des étoiles », les deux dossiers les plus importants qui restent à régler sont les missiles de croisière lancés à partir de la mer et la réduction des forces navales, qui pose de très difficiles problèmes de vérification et de contrôle, et dont M. Bush n'a pas caché qu'il était guère partisan.

MM. Baker et Chevardnadze devront aussi se pencher sur le dossier des armes chimiques. M. Bush a lancé à ce sujet une proposition qui a été bien accueillie par M. Gorbatchev : il s'est déclaré prêt à suspendre la fabrication des armes chimiques binaires — les plus sophistiquées, les plus faciles à manier et donc les plus dangereuses — si Moscou s'engage à détruire conjointement avec les États-Unis 96 % des stocks d'armes chimiques en dix ans.

Là où MM. Baker et Gorbatchev ont déçu, si on peut dire, c'est sur la question allemande. Mais le président soviétique s'était déjà prononcé sur le sujet à Rome et à Milan en insistant sur la nécessité de respecter l'héritage de la guerre, qui a légué deux États allemands, et sur le fait que c'est à l'histoire à régler cette question. Sans jamais mentionner le plan Kohl sur la réunification allemande, il s'est cependant prononcé dimanche contre « toute accélération artificielle » du processus. Savait-il qu'au moment où il parlait le comité central et le bureau politique du SED, accusés de prévarication venant de donner leurs démissions collectives ?

M. Bush, lui, a été prudent comme à l'accoutumée. « Ce n'est pas aux États-Unis et à l'Union soviétique de décider de l'avenir pour les Européens ou pour tout autre peuple », a-t-il dit après avoir rappelé les accords d'Helsinki sur l'intangibilité des frontières et sur la possibilité de leur modification pacifiquement. « Ce n'est pas le rôle des États-Unis de dicter la rapidité des changements intervenant dans n'importe quel pays. C'est aux peuples à se déterminer. » Répondant aux soucis de M. Gorbatchev quant à un prosélytisme idéologique de l'Occident dans les pays de l'Est, il a ajouté : « Je crois que nous avons essayé de réagir avec prudence en ne manifestant pas sur le sommet du mur

de Berlin pour montrer combien nous étions heureux du changement. Mais nous sommes heureux du changement. »

L'heure, en tout cas, n'est pas à la dissolution des alliances militaires en Europe, qui présenterait l'avantage pour l'un comme pour l'autre de freiner un cours des événements susceptible de devenir incontrôlable, mais plutôt à leur adaptation. C'est bien sûr M. Gorbatchev qui va le plus loin dans cette voie en proposant de réduire l'aspect militaire (et offensif) des alliances au bénéfice d'un contenu politique et économique. M. Bush pense en revanche que la question ne se pose pas encore pour l'OTAN, même s'il est favorable à des réductions importantes des effectifs américains en Europe.

## Deux moutons noirs : Cuba et le Nicaragua

L'échange de plus vir — mais on resta toujours courtois — eut lieu où on l'attendait, c'est-à-dire sur l'Amérique centrale. Là, M. Bush, tout soucieux de plaire à son opinion publique, était clairement sur l'offensive. M. Gorbatchev sur la défensive, démentant une nouvelle fois toute livraison d'armes au Nicaragua et au Front Farabundo Martí du Salvador, se prononçant en faveur d'élections libres sous contrôle de l'ONU dans le premier de ces pays, faisant l'apologie des solutions politiques dans la région et comprenant les préoccupations américaines. M. Bush, évitant de traiter M. Gorbatchev de menteur, ne se priva pas de lui dire qu'il était victime des « mensonges » de Managua et de Cuba, dont les fausses notes dans le concert de la perestroïka font décidément de plus en plus désordre. Vu les silences en retour de M. Gorbatchev, on peut douter et déjà dire que les deux moutons noirs de Malte ont bien été Cuba et le Nicaragua.

Il fut aussi question du Liban et particulièrement du Proche-Orient en général. Mais rien de précis ne fut dit au cours de la conférence de presse conjointe, sinon que M. Bush a estimé que l'URSS ne faisait pas encore suffisamment sentir son influence (à Damas et sur l'OLP), reproche que M. Gorbatchev a discrètement réfuté. M. Bush, qui n'a pas repris les conseils de soumission que son administration a adressés au général Aoun, a cependant convenu que le rôle de l'URSS dans la région était devenu « constructif », sans retirer pour l'instant l'idée d'une initiative conjointe.

JACQUES AMALRIC et BERNARD GUETTA

Les Américains aussi favorablement disposés envers l'URSS qu'en 1945. — Selon un sondage *New York Times*-CBS, publié dimanche 3 décembre, les sentiments des Américains envers l'URSS sont aussi favorables qu'ils l'étaient à la fin de la seconde guerre mondiale : 30 % des personnes interrogées admettent que l'URSS recherche la paix ; 54 % ont une impression neutre et 13 % une opinion défavorable (contre 41 % en septembre 1987). Chiffres presque semblables à ceux publiés par le magazine *Fortune* en 1945, souligne le *New York Times*. — (AFP.)

MIGUEL BENASAYAG ET EDITH CHARLTON

## CRITIQUE DU BONHEUR

Droits de l'homme, éthique, réalisme gestionnaire : l'idéologie dominante dans la France contemporaine est un cocktail bien étrange, dont Miguel Benasayag et Edith Charlton, psychanalystes, proposent dans cet essai une critique radicale. Au cœur de leur analyse, qui prolonge celle du livre précédent de Miguel Benasayag (*Utopie et liberté*, La Découverte, 1987), un constat : la recherche du bonheur, conçu comme une utopie négative visant à « éviter le pire », semble être devenue la justification dernière des actes de nos contemporains.

LA DÉCOUVERTE

## Les délégations

Les présidents Bush et Gorbatchev étaient accompagnés, lors de leurs entretiens de Malte, par six et cinq personnes respectivement.

M. Bush était entouré de MM. James Baker, secrétaire d'Etat, Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité nationale, John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, Robert Blackwill, spécialiste de l'URSS au Conseil national de sécurité, Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la défense, et Robert Zoellick, conseiller juridique du département d'Etat.

M. Gorbatchev était accompagné de MM. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, Anatoli Dobrynine, conseiller diplomatique, Alexandre Iakovlev, chargé des affaires internationales au bureau politique du Parti, communiste, Alexandre Bessmertnykh, vice-ministre des affaires étrangères, et Anatoli Tchorniev, conseiller du président.



## DIPLOMATIE

### d'une « nouvelle ère » dans les relations internationales

inquiète que l'on tente de mettre une date limite à la mise au point de tels accords.

M. Nunn a ajouté : « Il n'y a aucun mal à ce que nos dirigeants donnent une impulsion aux négociations, mais il serait dangereux de les pousser trop fort et trop vite car nous obtiendrions alors un mauvais accord plutôt qu'un

accord pouvant résister à l'épreuve du temps. »

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. John Kelly, était attendu, lundi 4 décembre, à Jérusalem pour rendre compte des résultats du sommet. En attendant, les autorités israéliennes se sont refusées à toute réaction et notamment à commenter les propos tenus par

M. George Bush, lors de sa conférence de presse, selon lesquels « Moscou joue un rôle constructif au Proche-Orient [cependant que] les positions de l'Union soviétique et des Etats-Unis ne sont plus très éloignées sur cette question ». Une telle déclaration — à la tonalité très nouvelle — pourrait être diversement appréciée

dans l'entourage du premier ministre, M. Itzhak Shamir.

On y redoute une pression commune américano-soviétique pour faire avancer le principe d'un dialogue israélo-palestinien où l'OLP aurait son mot à dire — ne serait-ce que dans la composition de la délégation palestinienne.

Réaction très négative : le prési-

dent des Emirats arabes unis, cheikh Zayed Ben Sultan al-Nahyane, a indiqué dimanche qu'il ne croyait pas que Bush et Gorbatchev aient eu à l'esprit les intérêts du reste du monde. « Ils ne se préoccupent que de leurs seuls intérêts, et il est difficile de savoir ce qu'ils ont en tête », a-t-il ajouté dans une conférence de presse à Abou-Dhabi.

### Echanges commerciaux : retour à la « normale »

Si aucune mesure spectaculaire, comme la mise en place d'un nouveau plan Marshall, n'a été présentée à Malte en matière commerciale, les deux présidents ont formalisé certaines discussions en cours depuis plusieurs mois qui devaient permettre la réintégration de l'URSS dans la communauté économique internationale.

Il s'agit principalement de l'accès de l'URSS au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et de l'octroi par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée. M. Gorbatchev a déclaré, dimanche 3 décembre au soir, à la télévision soviétique, qu'il se félicitait de voir que les Etats-Unis avaient manifesté à Malte le souhait d'instaurer une « coopération économique normale » avec l'URSS.

L'adoption de ces deux mesures permettrait de lever rapidement les principaux obstacles au commerce américano-soviétique. La clé, bien sûr, est l'octroi par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée, dont ils font déjà bénéficier 150 pays environ. Les produits soviétiques pourraient alors pénétrer sur le marché américain en jouissant de droits de douane similaires à ceux qui sont imposés sur les biens de la plupart de leurs concurrents ; actuellement, ils peuvent être jusqu'à dix fois plus élevés. L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée avait été consenti en 1972, lors du sommet entre Nixon et Brejnev. Cependant,

la détérioration des relations des deux pays liée au problème de l'émigration des citoyens juifs soviétiques avait engendré le vote de l'amendement Jackson-Vanik, en 1974. Le texte stipulait que les Etats-Unis ne pourraient accorder d'avantages commerciaux à l'URSS tant que le président américain ne pourrait certifier que les juifs qui le souhaitaient étaient en mesure de quitter l'URSS librement.

#### La remise en question de l'amendement Jackson

La remise en question, au moins temporaire, de l'amendement Jackson-Vanik est nécessaire à tout déblocage des relations commerciales : elle est déjà évoquée depuis plusieurs mois, et l'ancien parlementaire Charles Vanik déclarait lui-même en juin dernier que « le climat est bon maintenant ». Vingt mille juifs environ avaient émigré hors d'Union soviétique en 1974. Ils devraient être cinquante mille environ cette année. En cas d'adoption prochaine, comme c'est probable, d'une nouvelle loi soviétique sur l'émigration, l'amendement pourrait être purement aboli.

Le volume des échanges américano-soviétiques ne dépassait pas l'an dernier 20 milliards de francs et plaçait les Etats-Unis loin derrière la RFA, la Finlande et le Japon. Les industriels américains n'ont pourtant pas manqué de prouver récemment leur intérêt

pour le marché soviétique : malgré l'absence d'un accord commercial et de protection des investissements, près d'une centaine de sociétés mixtes fonctionnent déjà et un consortium formé de plusieurs grandes entreprises américaines a été formé au printemps dernier.

L'intégration de l'URSS dans le commerce mondial passe aussi par l'adhésion au GATT, le principal organisme qui en régit le fonctionnement. A cet égard, les Etats-Unis ont fait savoir à Malte qu'ils soutiendraient l'octroi d'un statut d'observateur à l'URSS, à la fin du « round » actuel de négociations multilatérales, en 1990, et ce malgré les réticences encore grandes de nombre de parlementaires américains.

Si ce statut lui est accordé, l'URSS franchira une première étape pour rejoindre les rangs des pays d'Europe socialiste qui sont déjà membres de l'Organisation (Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, la Bulgarie ayant le statut d'observateur). L'accession au GATT marquerait symboliquement l'entrée de l'URSS dans les organismes multilatéraux. De là, c'est le Fonds monétaire international (FMI) qui est dans la ligne de mire, conformément au souhait exprimé depuis longtemps déjà par Mikhail Gorbatchev. L'URSS n'avait-elle pas participé, en 1944, à la réunion de Bretton-Woods qui permit la création du FMI ?

FRANÇOISE LAZARE

### Avant le sommet de l'OTAN M. Kohl a entretenu M. Bush de la réunification de l'Allemagne

Le président George Bush devait expliquer, lundi 4 décembre, à Bruxelles, aux alliés de l'OTAN sur quelles bases les Etats-Unis, au lendemain du sommet soviéto-américain de Malte, estiment que les divisions de l'Europe pourraient être dépassées. Ce dixième sommet de l'OTAN a été convoqué pour permettre à M. Bush de rendre compte aux chefs d'Etat et de gouvernement des quinze autres pays membres des résultats de ses deux jours d'entretien avec Mikhail Gorbatchev. M. Mitterrand participe à cette réunion de l'Alliance. Pour la première fois depuis l'accélération des événements cet automne en Europe de l'Est, les alliés ont ainsi l'occasion de débattre des grands thèmes de l'heure : la réunification de l'Allemagne, l'avenir de l'OTAN et du pacte de Varsovie, et les perspectives de désarmement nucléaire, conventionnel et chimique.

Dès dimanche soir, M. Bush a eu un entretien avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, lors d'un dîner en tête à tête à Bruxelles. Les deux chefs de sont montrés discrets sur le contenu de ces conversations, sans doute pour ne pas donner l'impression à leurs alliés de s'être entendus en dehors d'eux. Le chancelier Kohl a toutefois fait savoir qu'il avait exposé à

M. Bush le plan de réunification qu'il avait présenté au Bundestag (Parlement fédéral) mardi dernier, en insistant sur le fait que ce processus ne devait pas remettre en cause l'appartenance de la RFA à la CEE et à l'Alliance atlantique.

Rien n'a cependant filtré de ce que se sont dit MM. Bush et Kohl sur le fond de la question allemande. Lors de leur conférence de presse commune à Malte, les présidents américain et soviétique avaient de concert prévenu la presse que M. Bush avait mis en garde contre toute attitude « irréaliste » susceptible d'entraîner « un retour en arrière dans un pays quelconque », tandis que M. Gorbatchev avait rejeté « toute accélération artificielle des processus », qui, selon lui, « ne ferait qu'aggraver les tensions et rendre plus difficiles les changements en Europe ».

Quant à l'avenir de l'OTAN, M. Bush a réaffirmé à son arrivée à Bruxelles que, « maintenant plus que jamais », l'Alliance restait « la base d'un changement pacifique en Europe » et devait continuer à encadrer les « efforts occidentaux » en ce sens. Rien de ce qui a été discuté à Malte « pour faire avancer plus rapidement les relations Est-Ouest (...) n'aurait été possible sans l'Alliance atlantique », a-t-il assuré.

De son côté, le chancelier Kohl a estimé « vraisemblable » qu'après le nouvel élan que leur avait donné MM. Bush et Gorbatchev, les négociations sur le désarmement stratégique (START), conventionnel et chimique, aboutissent l'an prochain, selon une source ouest-allemande.

Les seize dirigeants alliés devraient discuter de la proposition faite par M. Bush — et agréée par M. Gorbatchev — de tenir l'an prochain à Vienne un sommet OTAN-pacte de Varsovie, qui viendrait couronner la conclusion d'un traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe.

Dans cette perspective, les alliés pourraient également demander à M. Bush des précisions sur le retrait de la moitié des troupes américaines aujourd'hui stationnées en Europe qu'envisagerait Washington, notamment pour des motifs budgétaires.

Le Pentagone a récemment révélé qu'il étudiait la possibilité pour les Etats-Unis d'aller au-delà de la proposition actuellement débattue à Vienne, de retirer trente mille soldats américains (- 10 %) du Vieux Continent en échange du retrait parallèle de trois cent vingt-cinq mille soldats soviétiques (- 54 %) — (AFP).

#### EN BREF

La visite de Gorbatchev au Vatican. — Radio-Vatican et l'Observateur Romano ont rendu public, samedi 2 décembre, des commentaires enthousiastes sur la visite de M. Gorbatchev, vendredi, au Saint-Siège. « Après le mur de Berlin, le mur de la haine est tombé également ; désormais, nous pouvons dialoguer comme des frères convaincus que Dieu n'est plus l'ennemi de l'homme mais

que, au contraire, tous les hommes peuvent travailler ensemble pour bâtir la maison commune », a déclaré à Radio-Vatican le cardinal français Paul Poupard, président du conseil pour le dialogue avec les non-croyants. « L'après-midi, le pape a reçu l'assemblée de l'UFOE. Les bouleversements en Europe centrale dominent les travaux de l'assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale

(UEO) qui s'est ouverte lundi 4 décembre à Paris. Les parlementaires devraient examiner les conséquences des évolutions rapides en cours à l'Est sur l'organisation de la sécurité en Europe de l'Ouest, indiquer dans les milieux proches de l'assemblée, l'UEO est la seule institution européenne compétente en matière de défense. Elle regroupe les pays de la CEE moins le Danemark, l'Irlande et la Grèce.

#### M. Chirac : Gorbatchev vent la paix

M. Jacques Chirac a déclaré, lundi matin 4 décembre à France-Inter, que le sommet de Malte était « un succès » qui « confirme la détente » mais qu'il fallait, avant de poursuivre dans la voie du désarmement, « être certain que l'évolution politique en Europe de l'Est est définitive ».

L'ancien premier ministre a estimé qu'il ne faut « gâcher » la politique menée par M. Gorbatchev, car « c'est de cette politique que vient la liberté que retrouvent les pays de l'Est et l'évolution lente et sérieuse en URSS. M. Gorbatchev veut la paix, j'en suis sûr, mais l'empire soviétique est un colosse surarmé, déstabilisé par une crise politique, économique et ethnique majeure ».

« Attendons que cette évolution soit confirmée, avant d'en tirer les conclusions en matière de désarmement ».

#### M. Jean François-Poncet : un anti-Yalta

M. Jean-François Poncelet, sénateur du Lot-et-Garonne (UDF) invité du « Grand Jury-RTL-Le Monde », dimanche 3 décembre, a estimé : « Ce sommet est le premier d'une brève nouvelle », ajoutant : « Il est étonnant que la demande de l'URSS pour que le président Gorbatchev puisse recevoir en quelque sorte la caution ou même l'aide du président américain. Ce sommet le renforce, le crédibilise dans un moment où il est faible et, par ailleurs, plus personne ne songe à considérer que l'URSS et les Etats-Unis placent d'un même poids dans le monde. (...) »

« L'autre changement, qui est très frappant, d'autant plus que les Européens n'ont pas représenté et qu'un certain nombre d'entre eux se demandent si ce n'est pas un nouveau Yalta, c'est qu'au fond c'est plutôt un anti-Yalta en ce sens que ce qui frappe, c'est non pas la capacité des Deux Grands d'imposer leurs vues à l'Europe mais plutôt l'incapacité dans laquelle ils sont de se faire entendre. »

#### M. Rocard : la fin de l'affrontement entre deux modèles d'organisation de la société

Invité, dimanche 3 décembre, de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, M. Michel Rocard a notamment affirmé, à propos des bouleversements en RDA et de leurs prolongements : « La fin du mur de Berlin, c'est la fin d'un condominium (...) La fin du mur de Berlin et tout ce qui se passe dans les Républiques d'Europe de l'Est signifie la fin de l'affrontement frontal, direct entre non seulement deux superpuissances militaires, mais entre deux modèles d'organisation de la société. L'implosion du modèle communiste met fin à ce type de tension, ce type de danger de guerre. (...) Le risque central, celui de la guerre thermonucléaire, me paraît maintenant condamné. »

A propos d'une éventuelle réunification des deux Allemagnes, le premier ministre a affirmé : « Je ne comprend pas l'espèce d'inquiétude, de panique, qui se répand dans quelques milieux. Je considère, pour ma part, que, première-

ment, moins les Allemands ont de problèmes entre eux et moins ils auront tendance à créer des problèmes pour les autres ; deuxièmement, que cela les regarde ; que troisièmement, cette proposition de gens qui ont la même histoire, la même culture, la même appartenance nationale depuis toujours à retrouver est bien compréhensible ; et si nous devons nous en méfier, cela se fera contre nous, ce serait grotesque. La France est assez puissante (...) pour équilibrer les pressions, mais ce qui est sûr, c'est que des discussions de cet ordre ne peuvent être ouvertes qu'à partir de l'existence en Allemagne de l'Est d'un pouvoir légitime, stabilisé et issu d'élections libres, pluralistes et secrètes. On n'y est pas encore. »

Enfin, M. Rocard a rappelé que la France est « bien d'accord » avec l'URSS pour dire que « ce à quoi il ne fallait pas toucher, ce sont les frontières ».

## AMÉRIQUES

### NICARAGUA : après plusieurs années d'exil

#### Le discret retour d'un héros de la révolution

##### MANAGUA

De notre correspondant en Amérique centrale

Eden Pastora, le célèbre « commandant zéro » qui accéda à la chute de la dictature de Somoza en s'emparant du Palais national en août 1978, est rentré au Nicaragua dimanche 3 décembre, après plusieurs années d'exil au Costa-Rica. Dès son arrivée à Managua, il a confirmé son intention de participer à la campagne électorale en appuyant le candidat à la présidence pour le petit Parti social-chrétien (PSC), M. Erick Ramirez.

Après avoir remis à plusieurs reprises son retour au Nicaragua, Eden Pastora a finalement décidé d'aller mesurer sur place la popularité qui fut très grande et dont il croit encore bénéficier. Une centaine de personnes à peine l'attendaient à l'aéroport et deux mille sympathisants tout au plus sont allés émettre l'ovation sur la place de la Révolution, devant le Palais national où il avait tenu en otage pendant trois jours — du 22 au 25 août 1978 — plusieurs centaines de partisans de Somoza (ministres, députés, officiers, etc.), relâchés en échange de la libération des prisonniers politiques du Front sandiniste.

Plus que sa déception, le « commandant zéro » a montré son émo-

tion de se retrouver dans son pays dévasté par la guerre et la crise économique après dix ans de révolution. Sur un ton passionné — c'est un excellent orateur — il a repris les grands thèmes qu'il défend depuis des années, en particulier la recherche d'une « troisième voie pour revenir au projet original de la révolution sandiniste qui ne doit dépendre ni des Soviétiques ni des Etats-Unis ». Renvoyant des à des « les deux impérialismes », il a appelé les Nicaraguayens à régler leurs problèmes entre eux sans ingérence des grandes puissances ni des Cubains.

A ceux qui l'accusent d'avoir été « acheté » par le gouvernement pour diviser l'opposition et permettre une victoire du Front national sandiniste de libération nationale (FSLN) aux élections du 25 février, Eden Pastora répond avec véhémence qu'il est rentré au Nicaragua « contre la volonté des neuf commandants (principale source du pouvoir) et contre celle de l'Union nationale d'opposition » (UNO, coalition de quatorze partis, de la droite aux communistes).

Il reste que, au cours des derniers mois, les autorités ont effectivement envoyé à plusieurs reprises des émissaires de haut niveau pour aller discuter du Costa-Rica les conditions de son retour.

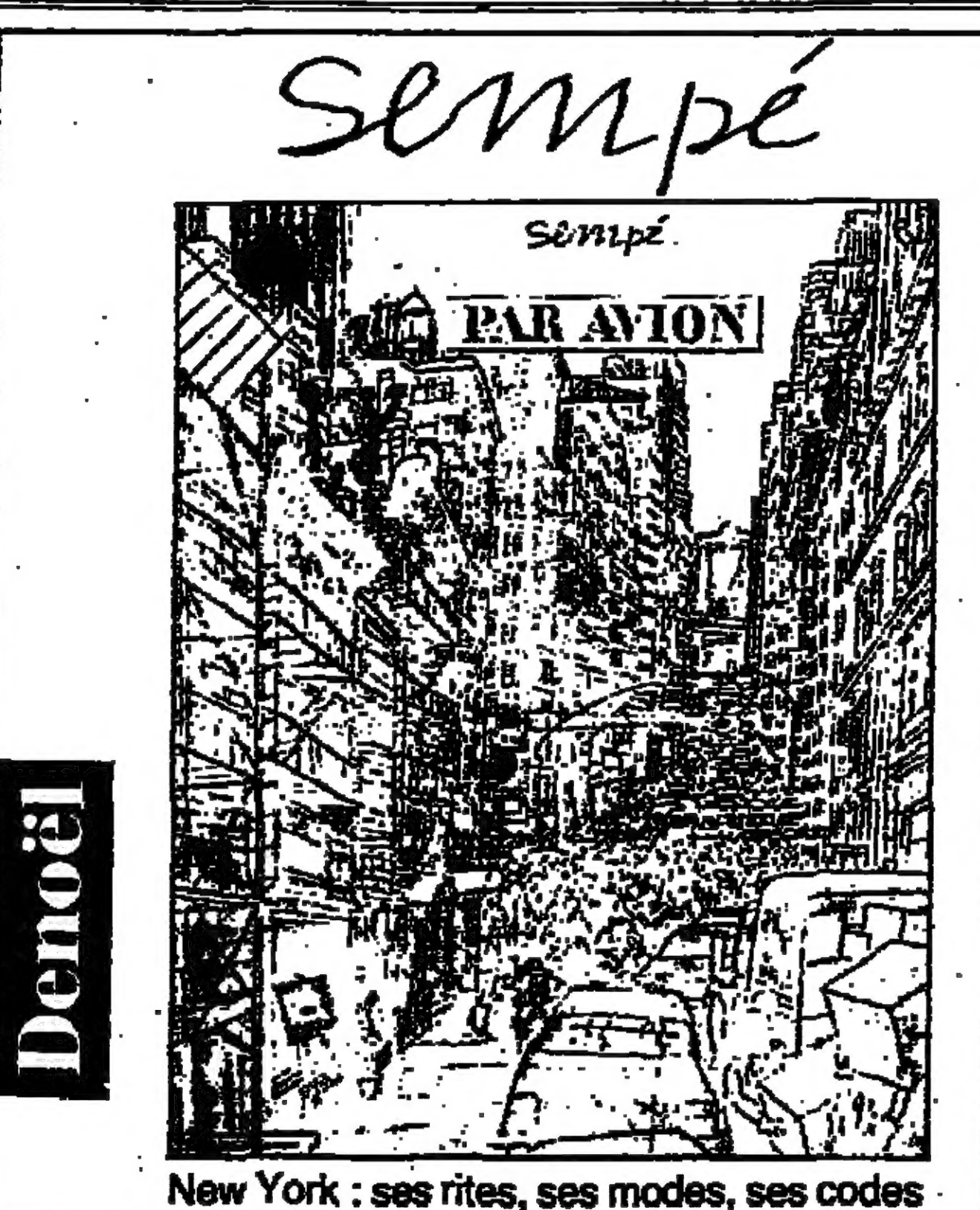
BERTRAND DE LA GRANGE

### VENEZUELA

#### Abstention record lors des élections des gouverneurs et des maires

Les élections des gouverneurs et des maires au Venezuela ont été marquées, dimanche 3 décembre, par une abstention sans précédent dans l'histoire du pays : elle atteint 70 %, selon les premières estimations, qui révèlent par ailleurs une certaine poussée de l'opposition démocrate-chrétienne et surtout socialiste, l'abstention — dans un pays qui se présente jusqu'ici comme un modèle de démocratie en Amérique latine et où le vote est obligatoire — représente un désaveu cinglant de la classe politique dans son ensemble. La campagne avait déjà souligné le désintérêt des électeurs (Le Monde des 3 et 4 décembre).

La mairie de Caracas a été gagnée par le candidat de l'Action démocratique (social-démocrate au pouvoir) Claudio Fermín. Les postes de gouverneur ont été remportés par le Parti démocrate-chrétien COPEI dans les deux Etats les plus peuplés (Miranda et Zulia) et par le Mouvement vers le socialisme (MAS) dans celui d'Aragua. Les électeurs étaient appelés à choisir les gouverneurs des 20 Etats et les maires des 267 municipalités pour la première fois dans l'histoire du pays. Apparaissant, les gouverneurs étaient désignés par le gouvernement et la fonction de maire n'existait pas. (AFP.)



New York : ses rites, ses modes, ses codes

1989 150



## EUROPE

## TCHÉCOSLOVAQUIE : appels à des manifestations

## L'opposition rejette le nouveau gouvernement de M. Ladislav Adamec

L'épreuve de force est d. nouveau engagée en Tchécoslovaquie entre le pouvoir communiste, qui s'accroche à ses prérogatives, et l'opposition, menée par le Forum civique, qui dispose désormais de l'arme de la rue et de la grève.

## PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Dans des déclarations diffusées par la télévision aussitôt après le journal du soir, dimanche 3 décembre, les représentants du Forum civique ont rejeté le nouveau gouvernement, présenté quelques heures plus tôt au président Gustav Husak par le premier ministre Ladislav Adamec, et ont convoqué une nouvelle manifestation lundi à 16 heures, place Venceslas.

Ce gouvernement, dont seize membres sur vingt et un sont communistes, « n'est pas nouveau, il n'est composé ni d'experts ni de nouvelles idées », et il est dominé par le Parti communiste, alors que celui-ci « a perdu la confiance de la population ». Le rôle dirigeant du parti a été aboli sur le papier, mais il demeure dans les faits, a poursuivi un représentant des ouvriers, Petr Miller, avant de donner une semaine au pouvoir pour présenter un nouveau gouvernement, sans quoi le Forum civique appellera à la grève générale lundi 11 décembre. L'opposition a d'autre part fixé pour la première fois un délai pour l'organisation d'élections libres : juillet 1990.

La composition du nouveau gouvernement de M. Adamec, qui comprenait auparavant les cadres du Forum pour avoir négocié avec ses dirigeants à plusieurs reprises, a fait l'effet d'une douche froide dans les milieux d'opposition, où l'on n'attendait pas à parler de « provocation ». Le Forum civique n'avait pas demandé à participer au gouvernement, mais voulait que des personnalités indépendantes et connues pour leur expertise y soient largement représentées. Or, il n'y a que cinq non-communistes, trois n'appartiennent à aucun parti, un vient du Parti socialiste et un autre du Parti populaire, jusqu'à, il y a peu, tout à fait asservis au Parti communiste. La personnalité la plus novatrice est le vice-premier ministre Joseph Hromádka, un théologien évangéliste, qui ne peut cependant guère cacher cer-

taines liens avec le régime puisqu'il avait été autorisé à devenir président du Conseil œcuménique des Eglises.

Le Forum civique avait aussi demandé que le ministre de la défense soit un civil, tout en acceptant qu'il fût communiste, et que le ministre de l'intérieur ne soit pas membre du PC. Aucune de ces exigences n'est satisfaite, puisque le nouveau ministre de la défense, le général Miroslav Vacek, était l'adjoint du précédent, et que le nouveau ministre de l'intérieur, M. Frantisek Pinc, est membre du PC. M. Adamec a en beau souligner à la télévision que ce gouvernement était renouvelé à 40 % et que l'âge moyen avait baissé de quatre ans, il n'y avait rien là qui puisse convaincre l'opposition, même si le tout était accompagné d'une nouvelle déclaration officielle condamnant l'intervention soviétique de 1968.

## « La révolution de velours » compromise ?

Le Forum civique a également réclamé dimanche soir la démission « immédiate » des ministres de l'énergie et des affaires étrangères, MM. Antonín Krumml et Jaromír Johanes, ce dernier étant considéré comme « compromis » pour avoir défendu la politique officielle des droits de l'homme devant divers forums internationaux. Dans la foulée, le représentant des ouvriers a enfin demandé que les organisations du PC quittent les lieux de travail, une revendication déjà repoussée par le secrétaire général Karel Urbánek.

La « révolution de velours », comme l'appellent les artistes des théâtres de Prague, serait-elle en passe de mal tourner ? M. M. Urbánek, Adamec et Johanes, partis dans l'après-midi pour Moscou, où M. Gorbatchev, revenu de Malte, les attendait avec les autres dirigeants des pays du pacte de Varsovie, n'auront pas vu les premières réactions populaires à leur nouveau gouvernement, mais ils ne pouvaient pas ne pas s'y attendre. Place Venceslas, où un meeting permanent est animé par des étudiants au pied de la statue recouverte d'affiches et de drapeaux, c'était la colère. Et lorsque, dans la soirée, le leader du Forum civique, l'écrivain Vaclav Havel, a fait irruption sur la scène d'un concert de rock, au stade de hockey de Prague, pour lire la prise de position de son mouvement, il a été accueilli par un tonnerre

d'applaudissements de milliers de jeunes qui criaient : « A bas le gouvernement » et « Elections libres ».

Car le pouvoir ne doit pas s'y méprendre, après s'être tue pendant vingt ans, la société tchécoslovaque n'a pas abandonné la partie. Si les dirigeants du Forum civique n'ont pas manqué une

occasion, ces derniers temps, de tendre la main aux « bons » communistes, comme l'a encore fait Havel dans une interview publiée samedi par *Rude Pravo*, l'organe du PC, ce n'est pas par faiblesse, mais par souci de préserver le caractère non conflictuel de leur « révolution ». Car plus de deux semaines après le début du

mouvement, la dynamique est loin de s'être ralentie : à Bratislava, cent mille personnes manifestaient encore vendredi ; à Prague, les théâtres, où les comédiens en grève organisaient des débats tous les soirs pour le public qui entonnait en chœur, debout ou se tenant la main, le « we shall overcome » tchèque, n'ont pas désempli. Les orateurs, qui promettent le retour imminent aux traditions démocratiques des présidents Masaryk et Benes, ont le triomphe assuré.

## Les badges Havel

Vaclav Havel est littéralement partout, visiblement à bout de nerfs mais se dépassant sans compter pour passer cinq minutes avec ses collègues écrivains qui fondaient dimanche un syndicat indépendant, la Communauté des écrivains, dont il sera bien sûr le président, avant d'aller soutenir les étudiants qui décidaient de suspendre leur grève tout en organisant des cours indépendants, puis saluer rapidement, en s'excusant de ne pouvoir faire plus, un groupe de politiciens français, Michel Noir en tête, venus s'informer de la situation, puis se joindre avec les autres dirigeants du Forum pour préparer la réaction au nouveau gouvernement, et apparaître enfin à un concert de rock. Havel est aussi depuis samedi sur les boulevards, sous la forme d'un badge tricolore proclamant « Havel for president », un don des jeunes démocrates hongrois (FIDESZ) qui n'avaient pas réalisé que Havel ne visitait pas la présidence de la République, et qui ont gratifié son nom d'un accent sur le « a » très magyar, mais qu'importe... le badge a un succès fou.

Signe tout aussi symptomatique de la profondeur du mouvement, on assiste à un début de démantèlement des structures communistes. L'Union officielle des artistes s'est dissoute, les universités ont mis fin aux cours de marxisme-léninisme, le doyen de la faculté de lettres de Prague, par exemple, a démissionné, les médias officiels, comme l'agence CTK, la télévision et la radio se sont pris en main et travaillent honnêtement, sans prendre de directives du comité central ; les journalistes membres du PC se sont en général ralliés en douceur aux revendications de l'opposition. Les milices populaires, le bras armé du Parti, ont été désarmées et placées sous l'autorité du gouvernement... Des partis politi-

ques commencent à émerger, comme l'ancien Parti social-démocrate, légal de 1878 à 1948, qui vient de se réactiver, ou les coopérateurs agricoles, qui sont s'être organisés en parti. Et tout cela en deux semaines, dans une ambiance que les anciens de 1968 trouvent extraordinairement disciplinée, révélant « une maturité et un esprit de tolérance incroyables » au sein de la population.

Partout, pourtant, l'appéhension demeure d'une réaction conservatrice, et la composition du nouveau gouvernement n'a fait que confirmer ces craintes. Force est de constater que le changement affecte surtout jusqu'ici les sphères intellectuelles, mais qu'en milieu ouvrier les structures du parti restent en place, en particulier dans certaines régions, comme la zone minière de la Bohême du Nord. D'éventuels remous dans l'armée continuent d'inquiéter, et il n'est pas un jour sans que les médias cherchent à rassurer la population à ce sujet. Dimanche encore, M. Adamec tenait à répéter que son gouvernement n'aurait recours à rien d'autre qu'à « des moyens politiques » pour sortir le pays de la crise actuelle.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Husak évoque sa retraite. — Le président de la République tchécoslovaque, M. Gustav Husak, a indiqué dimanche 3 décembre qu'il envisageait de démissionner dans un proche avenir, sans toutefois préciser le date.

Dans une déclaration diffusée par l'agence CTK, M. Husak souligne qu'il n'a pas l'intention de rester à son poste « à tout prix », d'autant que son mandat touche à sa fin et qu'il aura « soixante-dix ans en janvier prochain ». Le mandat de M. Husak, considéré comme le père de la « normalisation » après l'écrasement du « printemps de Prague », expire le 22 mai 1990. — (AFP.)

Ouverture de la frontière avec l'Autriche. — Depuis lundi 4 décembre, les Tchécoslovaques peuvent se rendre pour la première fois en Autriche avec leur seul passeport et sans autre formalité. L'ouverture de la frontière entre les deux pays fait suite à la suppression des visas de sortie dans le cadre de la politique de libéralisation des voyages décidée par les autorités tchécoslovaques et à la suspension, jusqu'au 17 décembre, des visas d'entrée en Autriche. — (AFP.)



## La composition du cabinet

Voici la composition du nouveau gouvernement fédéral tchécoslovaque dirigé par M. Ladislav Adamec (Parti communiste tchécoslovaque, PCT).

Premier ministre : Ladislav Adamec (PCT, sortant).

Premiers vice-premiers ministres : Marian Čulla (PCT, nouveau à ce poste), Bohumil Urban (PCT, sortant).

Vice-premiers ministres : Frantisek Pina (PCT, sortant, chef du gouvernement tchèque), Pavel Hrivnak (PCT, sortant, chef du gouvernement slovaque).

Ministre chargé de la commission du développement scientifique et technique : Frantisek Reichel (parti populaire, nouveau).

Ministre sans portefeuille : Vilém Roth (sans parti, nouveau).

Finances : Jan Stejskal (PCT, Commerce extérieur : Andrej Banský (PCT, nouveau).

Travail et affaires sociales : Alfred Šebek (PCT, nouveau à ce poste).

Energie : Antonín Krumml (PCT, sortant).

Agriculture et alimentation : Jaromír Algrayer (PCT, sortant).

Transports et télécommunications : Frantisek Podlenský (PCT, sortant).

Ministre chargé de l'Office fédéral des prix : Ladislav Dvorník (parti socialiste, nouveau).

Ministre chargé du comité de gestion des biens : Kvestoslav Korinkova (sans parti, nouveau).

Ministre chargé de la commission du développement scientifique et technique : Frantisek Reichel (parti populaire, nouveau).

Ministre sans portefeuille : Vilém Roth (sans parti, nouveau).

## ROUMANIE

## M. Ceausescu critique sévèrement le PC et le gouvernement

M. Nicolae Ceausescu a reconnu des « carences » dans le travail du PC et des organismes d'Etat du pays, dans un discours prononcé vendredi 2 décembre lors de la première réunion du nouveau comité politique exécutif de son parti, a indiqué l'agence de presse roumaine Agerpres.

Dans une sévère critique de l'activité du gouvernement et des ministères, M. Ceausescu a constaté que « beaucoup de problèmes n'ont pas été discutés de manière sérieuse, que les décisions adéquates n'ont pas été prises et

leur mise en œuvre mal contrôlée ». Il a demandé « un renforcement du rôle de la Grande Assemblée nationale (Parlement) dans le contrôle de l'application des lois par le gouvernement ».

M. Ceausescu a réclamé « un programme spécial de modernisation de l'industrie alimentaire et une meilleure organisation du réseau de distribution. Dans deux ans au maximum, les problèmes devront être réglés dans ce secteur », a-t-il souligné. L'approvisionnement de la population

demeure très précaire et de nombreux produits alimentaires sont rationnés (viande, fromage, beurre, huile, œufs).

Fait assez inhabituel : un premier plénum du nouveau comité central, issu du dernier congrès du PC roumain, se tiendra le 12 décembre. Il sera chargé, selon M. Ceausescu, « de traduire dans les faits les résolutions du congrès » et de prendre des décisions pour faire face notamment aux problèmes survenus dans le ravitaillement de la population. — (AFP.)

## RFA

## Les libéraux critiquent le plan de réunification du chancelier Kohl

Le plan en dix points présenté mardi 28 novembre au Bundestag par le chancelier Kohl a été sévèrement critiqué samedi 2 décembre par les libéraux du FDP, le parti du ministre des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher.

## BONN

de notre correspondant

Devant le comité directeur du parti réuni à Celle, le président du FDP, le comte Lambdorff, a reproché au chancelier de n'avoir consulté ni les alliés ni ses partenaires de la coalition avant de présenter ce plan devant le Parlement. L'absence, dans les propositions du chancelier, d'une reconnaissance sans équivoque du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale d'une future Allemagne réunifiée constitue le principal point de divergence entre le chancelier et les libéraux. « La seule en question continue des frontières existantes détruit la confiance de nos voisins », a affirmé M. Lambdorff, approuvé par M. Genscher.

Selon les dirigeants du FDP, la CDU seule au pouvoir n'aurait pas été capable d'effectuer les pas nécessaires pour surmonter la division du pays. Après s'être livré à l'énumération des « griefs » du chancelier en matière de politique étrangère, comme la visite au cimetière militaire de Bitburg en 1985, ou le projet d'assister à une messe en allemand au mont Sainte-Anne en Pologne tout récemment, le président du FDP a conclu : « Celui qui est si beloué a besoin d'être tenu en laisse par le FDP dans le domaine de la politique étrangère ».

M. Genscher n'a pas apprécié d'avoir dû aller défendre à Paris, à Londres — et de devoir prochainement le faire à Moscou — un plan à l'élaboration duquel il n'avait pas participé, et s'irrite au plus haut point des fâcheuses qui partent contre lui de la chancellerie. Cela ne signifie pas pourtant que l'on est à la veille d'une rupture de la coalition.

## Faire entendre sa différence

Les partis qui la composent savent fort bien qu'en cette période de bouleversement les électeurs sanctionneraient ceux qui seraient rendus responsables de l'ouverture d'une crise politique. Mais le FDP, en prévision d'une année électorale très chargée, tient à faire entendre sa différence et à laisser, pour l'avenir, la porte ouverte à une collaboration avec les sociaux-démocrates si l'arithmétique parlementaire l'exige.

Au SPD, c'est M. Oskar Lafontaine qui a pris résolument ses dis-

tances avec le plan du chancelier Kohl, alors qu'au cours du débat au Bundestag les sociaux-démocrates avaient soutenu l'ensemble des dix points de ce plan. Le ministre-président de Sarre, un Land où les élections régionales se dérouleront le 28 janvier prochain, a qualifié le plan Kohl d'« échec le plus important subi par un chancelier dans l'histoire récente ».

Conçu essentiellement pour redonner au chancelier l'initiative dans le débat politique intérieur, ce plan en dix points avait pris tout le monde à contre-pied : les alliés à l'extérieur, les partenaires de la coalition et l'opposition à l'intérieur. L'effet de surprise passé, il est remis par les uns et les autres à sa juste place : comme un élément de dispositif « kohlien » qui doit l'amener à conserver le pouvoir en faisant des concessions à sa droite sans remettre en question fondamentalement les engagements européens et atlantiques de la République fédérale.

LUC ROSENZWEIG

## EN BREF

URSS : un appel d'Andrei Sakharov à une grève générale de deux heures. — Le Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov a appelé à une grève générale de deux heures en URSS le 11 décembre, veille de l'ouverture des travaux du congrès des députés du peuple, pour réclamer la suppression de l'article 6 de la Constitution garantissant le rôle dirigeant du Parti communiste. Signé par quatre autres députés, le texte observe que si l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du PC n'est pas supprimé, « la crise de confiance envers le Parti et la direction grandira ». — (AFP.)

Important accord commercial entre Israël et l'URSS. — Israël et l'Union soviétique ont conclu un accord commercial d'une valeur de 30 millions de dollars à l'issue d'une visite à Moscou que vient d'effectuer le ministre israélien de l'Agriculture, M. Abraham Katz-Oz. Cet accord, nouveau signe d'une amélioration constante des relations entre les deux pays, porte sur l'exportation de produits alimentaires israéliens en Union soviétique au cours des six prochains mois. — (Reuters.)

## Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle PEUGEOT parmi notre stock permanent de 1000 véhicules\*

toujours plus avec la griffe NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MINITEL 3615 NEUBAUER

NUMERIS, C'

Après Rennes et Paris, t

Marseille, Lille. Fin 90, l

est un événement des

En effet. NUMERIS

textes et des images. A

10 fois plus vite, on c

beneficier des nouveaut

formatique et les téléco

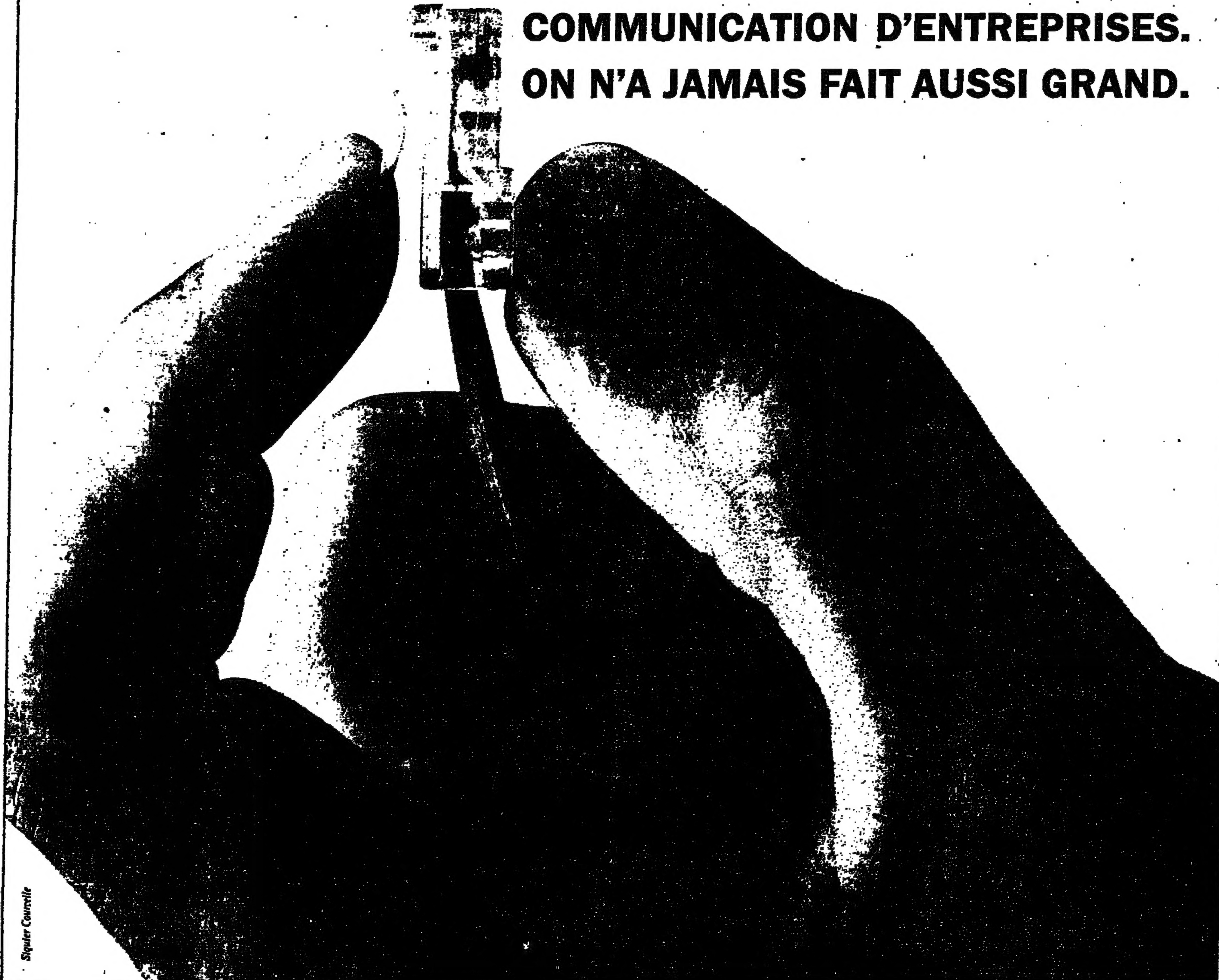


[illegible]

1892  
 1893  
 1894  
 1895  
 1896  
 1897  
 1898  
 1899  
 1900  
 1901  
 1902  
 1903  
 1904  
 1905  
 1906  
 1907  
 1908  
 1909  
 1910  
 1911  
 1912  
 1913  
 1914  
 1915  
 1916  
 1917  
 1918  
 1919  
 1920  
 1921  
 1922  
 1923  
 1924  
 1925  
 1926  
 1927  
 1928  
 1929  
 1930  
 1931  
 1932  
 1933  
 1934  
 1935  
 1936  
 1937  
 1938  
 1939  
 1940  
 1941  
 1942  
 1943  
 1944  
 1945  
 1946  
 1947  
 1948  
 1949  
 1950  
 1951  
 1952  
 1953  
 1954  
 1955  
 1956  
 1957  
 1958  
 1959  
 1960  
 1961  
 1962  
 1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030  
 2031  
 2032  
 2033  
 2034  
 2035  
 2036  
 2037  
 2038  
 2039  
 2040  
 2041  
 2042  
 2043  
 2044  
 2045  
 2046  
 2047  
 2048  
 2049  
 2050  
 2051  
 2052  
 2053  
 2054  
 2055  
 2056  
 2057  
 2058  
 2059  
 2060  
 2061  
 2062  
 2063  
 2064  
 2065  
 2066  
 2067  
 2068  
 2069  
 2070  
 2071  
 2072  
 2073  
 2074  
 2075  
 2076  
 2077  
 2078  
 2079  
 2080  
 2081  
 2082  
 2083  
 2084  
 2085  
 2086  
 2087  
 2088  
 2089  
 2090  
 2091  
 2092  
 2093  
 2094  
 2095  
 2096  
 2097  
 2098  
 2099  
 2100  
 2101  
 2102  
 2103  
 2104  
 2105  
 2106  
 2107  
 2108  
 2109  
 2110  
 2111  
 2112  
 2113  
 2114  
 2115  
 2116  
 2117  
 2118  
 2119  
 2120  
 2121  
 2122  
 2123  
 2124  
 2125  
 2126  
 2127  
 2128  
 2129  
 2130  
 2131  
 2132  
 2133  
 2134  
 2135  
 2136  
 2137  
 2138  
 2139  
 2140  
 2141  
 2142  
 2143  
 2144  
 2145  
 2146  
 2147  
 2148  
 2149  
 2150  
 2151  
 2152  
 2153  
 2154  
 2155  
 2156  
 2157  
 2158  
 2159  
 2160  
 2161  
 2162  
 2163  
 2164  
 2165  
 2166  
 2167  
 2168  
 2169  
 2170  
 2171  
 2172  
 2173  
 2174  
 2175  
 2176  
 2177  
 2178  
 2179  
 2180  
 2181  
 2182  
 2183  
 2184  
 2185  
 2186  
 2187  
 2188  
 2189  
 2190  
 2191  
 2192  
 2193  
 2194  
 2195  
 2196  
 2197  
 2198  
 2199  
 2200  
 2201  
 2202  
 2203  
 2204  
 2205  
 2206  
 2207  
 2208  
 2209  
 2210  
 2211  
 2212  
 2213  
 2214  
 2215  
 2216  
 2217  
 2218  
 2219  
 2220  
 2221  
 2222  
 2223  
 2224  
 2225  
 2226  
 2227  
 2228  
 2229  
 2230  
 2231  
 2232  
 2233  
 2234  
 2235  
 2236  
 2237  
 2238  
 2239  
 2240  
 2241  
 2242  
 2243  
 2244  
 2245  
 2246  
 2247  
 2248  
 2249  
 2250  
 2251  
 2252  
 2253  
 2254  
 2255  
 2256  
 2257  
 2258  
 2259  
 2260  
 2261  
 2262  
 2263  
 2264  
 2265  
 2266  
 2267  
 2268  
 2269  
 2270  
 2271  
 2272  
 2273  
 2274  
 2275  
 2276  
 2277  
 2278  
 2279  
 2280  
 2281  
 2282  
 2283  
 2284  
 2285  
 2286  
 2287  
 2288  
 2289  
 2290  
 2291  
 2292  
 2293  
 2294  
 2295  
 2296  
 2297  
 2298  
 2299  
 2300  
 2301  
 2302  
 2303  
 2304  
 2305  
 2306  
 2307  
 2308  
 2309  
 2310  
 2311  
 2312  
 2313  
 2314  
 2315  
 2316  
 2317  
 2318  
 2319  
 2320  
 2321  
 2322  
 2323  
 2324  
 2325  
 2326  
 2327  
 2328  
 2329  
 2330  
 2331  
 2332  
 2333  
 2334  
 2335  
 2336  
 2337  
 2338  
 2339  
 2340  
 2341  
 2342  
 2343  
 2344  
 2345  
 2346

Après Rennes et Paris, le nouveau réseau numérique national de FRANCE TELECOM s'étend aujourd'hui à Lyon, Marseille, Lille. Fin 90, **NUMERIS** sera accessible sur l'ensemble du territoire. Pour les entreprises françaises, c'est un événement dont l'importance est inversement proportionnelle à la taille de la prise **NUMERIS**. En effet, **NUMERIS** permet, sur le même réseau, l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images. Avec **NUMERIS** on fait dialoguer les ordinateurs, on transfère des documents 10 fois plus vite, on consulte et transmet plans et photos... Se raccorder à **NUMERIS** c'est aussi bénéficier des nouveaux services du téléphone avec en plus la qualité du son numérique. En intégrant l'informatique et les télécommunications, **NUMERIS** augmente les performances de toutes les entreprises.

**COMMUNICATION D'ENTREPRISES.  
ON N'A JAMAIS FAIT AUSSI GRAND.**



*Siquet Curville*

**Slender Councils**

**FRANCE TELECOM**   
**UN AVENIR D'AVANCE.**



## EUROPE

RDA : Wolfgang Berghofer, Gregor Gysi, Markus Wolf

## Les trois nouvelles figures marquantes du PC est-allemand

Trois hommes se détachent parmi les nouveaux venus à la tête du Parti communiste est-allemand. Le premier d'entre eux, le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, est le moins connu à Berlin-Est. Mais il paraît cependant le mieux placé pour succéder à Egon Krenz à la tête du parti lors du congrès extraordinaire de la mi-décembre. Agé de quarante-six ans, M. Berghofer fait partie de cette génération de jeunes fonctionnaires communistes, longtemps frustrés par l'immobilisme de l'ancienne direction. Par leurs fonctions au contact des réalités, ils étaient bien placés pour se rendre compte de la paralysie d'un système qui les empêchait eux-mêmes de faire quoi que ce soit.

Arrivé à Dresde en 1986, M. Berghofer, qui avait exercé auparavant des fonctions à la direction des Jeunesses communistes à Berlin-Est, s'était rapidement taillé dans sa ville d'adoption une réputation

de compétence et d'efficacité. Sa chance aura été d'avoir à ses côtés, comme premier secrétaire du parti pour le district de Dresde, un homme depuis longtemps persuadé de la nécessité de réformes profondes, M. Hans Modrow, l'actuel chef du gouvernement et aujourd'hui la personnalité la plus populaire de RDA. La force des deux hommes a été d'avoir su, avant tout le monde, se décider à ouvrir le dialogue avec les manifestants, au début d'octobre, et de reconnaître un peu plus tard, de facto, les nouveaux mouvements d'opposition comme interlocuteurs.

L'avocat Gregor Gysi appartient à la même génération. Président de l'équivalent est-allemand de l'Ordre des avocats français, il a eu depuis longtemps des positions courageuses sur la défense de l'Etat de droit et, depuis le début des événements, a su montrer une réelle capacité d'initiative. On lui doit tous les projets de lois en cours de

discussion, dans le domaine des libertés, de la réforme du code pénal. Il s'est très tôt prononcé pour un droit aux voyages sans restrictions et sans visa. Invité samedi soir à Berlin-Est à participer à un débat avec des artistes de l'Est et de l'Ouest ainsi que des représentants de l'opposition à l'occasion du concert donné par l'ancien dissident Wolfgang Biermann, il avait souligné que le plus important pour lui était justement, dans la situation actuelle, l'établissement en RDA d'un véritable Etat de droit.

Le dernier de cette trinité est le personnage le plus connu mais aussi le plus mystérieux des trois : Markus Wolf. Chef des services d'espionnage de la RDA en 1958, à ce titre numéro deux du ministère de la sécurité d'Etat, il était devenu célèbre au moment de l'affaire Guillaume, l'agent est-allemand dans la défection dans l'entourage du chancelier Willy Brandt avait provoqué la chute de ce dernier.

Frère du metteur en scène Konrad Wolf, une personnalité très estimée en son temps en RDA, qui est mort en 1982, Markus Wolf a été depuis le départ au partisan dévoué de M. Gorbatchev. Il avait démissionné de ses fonctions en 1986. Convenu de la nécessité de changements dans son propre pays, et bien placé pour comprendre les signes de crise qui se multipliaient, il a consacré sa semi-retraite à écrire un livre publié cette année pour prôner une politique d'ouverture. Très lié aux Soviétiques, cet homme élégant, qui est âgé aujourd'hui de soixante-six ans, apporte aux nouveaux dirigeants du parti une compétence dans l'organisation, l'analyse des situations, mais aussi une connaissance de la RFA qui ne peut qu'être précieuse dans cette période délicate pour les relations entre les deux Allemagnes.

H. de B.

## Tourmente

Suite de la première page

Quarante-six jours après avoir été élu à la tête de la formation, le 18 octobre, pour remplacer Erich Honecker et mettre en route le processus de réformes, Egon Krenz disparaît donc à son tour dans la tourmente avec toute son équipe, mise en place seulement le 8 novembre dernier. M. Günter Schabowski, responsable de l'information du bureau politique démisionnaire, est venu lui-même annoncer la nouvelle devant les quelques milliers de personnes massées devant le siège du comité central, dans un froid glacial. Sans cesse interrompu par des sifflets et des cris d'impatience, il a également rendu publique l'existence du parti de douze anciens dirigeants, dont Erich Honecker lui-même. La déclaration du comité central reproche au bureau politique démisionnaire son « incompétence et son manque d'empressement » à tirer au clair le comportement des anciens dirigeants.

## Révélations

Dans le communiqué annonçant son retrait, le bureau politique déclare accepter de tirer les conséquences de ces critiques, bien que ses membres — souligne-t-il — « aient eu un rôle essentiel pour imposer les changements de personnes et de politique, qui ont permis de mettre en route le processus de rénovation dans la direction du parti ». Il explique son retrait par sa volonté de « ne pas faire peser un nouveau danger sur l'existence du parti et permettre la préparation du congrès ».

M. Egon Krenz avait signé son arrêt de mort vendredi dernier

**EMERICH MEERSON**  
PARIS  
Montres & Bijoux

200, Bd SAINT GERMAIN  
75007 PARIS  
TEL: (1) 42 22 12 89

11, Rue TRONCHET  
75008 PARIS  
TEL: (1) 42 65 80 13

devant le Parlement en affirmant qu'il n'avait jamais rien eu des agissements de ses anciens collègues et des avantages dont ils bénéficiaient. Le lendemain samedi, plusieurs milliers de militants communistes réclamaient sa tête à grands cris devant le siège du comité central à Berlin-Est. Sorti lui-même du bâtiment pour répondre à la foule, il avait été conquis et était reparti sans trouver les mots pour retourner la situation.

La pression était devenue trop forte à la suite des nouvelles révélations distillées ces derniers jours sur l'étendue des passe-droits et des abus commis sous le régime Honecker. Les partisans d'un grand nettoyage pour sauver le parti, en liquidant tout ce qui le rattachait encore à son passé n'avaient cessé de gagner du terrain dans les organisations de base du parti où l'on procédait actuellement à l'élection des délégués pour le congrès. La dégradation du climat politique général a fait le reste. Au découragement qui a suivi l'ouverture du mur, à la reconnaissance de l'incapacité de l'économie est-allemande à se mesurer avec l'Occident, aux appels à la réunification, est venu s'ajouter dans la population un terrible sentiment d'avoir été spoliés, abusés pendant quarante ans. Elle demande désormais des comptes. Après deux semaines de flottement

devant le Parlement en affirmant qu'il n'avait jamais rien eu des agissements de ses anciens collègues et des avantages dont ils bénéficiaient. Le lendemain samedi, plusieurs milliers de militants communistes réclamaient sa tête à grands cris devant le siège du comité central à Berlin-Est. Sorti lui-même du bâtiment pour répondre à la foule, il avait été conquis et était reparti sans trouver les mots pour retourner la situation.

La destinée du Parti communiste — et en grande partie celle de la RDA — compte tenu du rôle que celui-ci continue à occuper sur l'échiquier politique — est désormais entre les mains d'une commission de vingt-cinq membres dont la plupart sont totalement inconnus de l'opinion publique. Trois noms se détachent pourtant : ceux du maire de Dresde, Wolfgang Berghofer, probable successeur d'Egon Krenz, de l'avocat Gregor Gysi et de l'ancien patron des services secrets Markus Wolf (voir portraits ci-joint). Tous trois se sont imposés depuis le début des événements comme chefs de file du courant réformateur auquel appartient également le premier ministre, M. Hans Modrow, qui a préféré ne pas faire partie de la commission pour se consacrer aux tâches

## Les rendez-vous manqués de M. Egon Krenz

Egon Krenz n'était décidément pas de taille à jouer les Gorbatchev est-allemands. Il ne lui aura fallu que quarante-six jours pour être balayé à son tour du pouvoir sous la pression de son parti et d'une population qui découvre avec rage à quel point elle a pu être trompée et abusée par quarante ans de régime communiste. Elu le 18 octobre dernier à la tête du SED puis, le 24 octobre à la présidence de l'Etat en remplacement d'Erich Honecker, il a probablement été sincère dans sa volonté d'opérer de profonds changements dans le système sans jamais cependant prendre la mesure de la tâche qui lui incombait.

Dauphin désigné d'Erich Honecker pendant près de six ans, plus jeune membre du bureau politique, Egon Krenz devait surtout son éléction à la tête du parti au fait qu'il rassurait ceux qui, notamment parmi ses collègues plus âgés, hésitaient à commettre le meurtre du père. Hors de la direction du parti, il possédait alors pour un tenant de l'orthodoxie la plus pure. On lui reprochait ses déclarations de soutien au gouvernement chinois après la répression des manifestants de la place Tiananmen, sa responsabilité dans le truquage des élections communales du mois de mai en tant que membre du bureau politique chargé de la sécurité intérieure.

Toute sa carrière a été celle d'un apparatchik modèle. Né le

19 mars 1937 à Kolberg, il fait des études pour devenir instituteur et, très vite, commence à exercer ses fonctions dans les organisations de jeunesse du parti. Envoyé à l'école supérieure du Parti communiste à Moscou en 1964, à 1967, il devient chef de la puissante organisation des Jeunesses communistes, poste qu'il conserve jusqu'en 1984, année où il accède au bureau politique.

Ces dernières semaines, il a affirmé à plusieurs reprises qu'il avait été convaincu depuis longtemps de la nécessité du changement, et qu'avec d'autres il avait tenté en vain de faire bouger les choses au sein de la direction du parti.

Après la chute d'Honecker, Egon Krenz promet des réformes du système politique et économique toujours plus importantes, mais on lui reproche de résister aux événements, de ne pas avoir de stratégie, de manquer de flair dans les moments importants. Il restera malgré tout dans l'histoire comme celui qui aura permis la réouverture du mur de Berlin.

Paradoxalement, pourtant, c'est probablement cette décision, dont la précipitation a totalement déstabilisé la situation en RDA, qui a signé sa condamnation en le faisant apparaître comme un apprenti sorcier dangereux auprès des réformateurs du parti et de leurs alliés soviétiques.

H. de B.

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : plus déterminé que jamais

## Le général Aoun continue de mobiliser des milliers de partisans

Lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 3 décembre, M. Michel Rocard a critiqué les modalités du voyage de plusieurs députés de l'opposition au Liban : « Pour la première fois, a-t-il dit, ces parlementaires français sont allés au Liban et n'y ont rencontré qu'une communauté. Et jamais, jamais, jamais, ni les pouvoirs publics, l'autorité politique, ni même les représentants de l'autorité législative ne s'étaient permis en France d'aller témoigner leur sympathie ou leur soutien à une seule des communautés libanaises. (...) Ils n'ont pas, ce faisant, l'approbation des autorités exécutives de la République française et (...) ils sont sans mandat, c'est bien clair. (...) Que l'on aille rencontrer une communauté menacée, cela se comprend mais pas au point de changer la politique traditionnelle de la France qui est l'ouverture à toutes les communautés du Liban. »

BEYROUTH  
de notre envoyé spécial

Il est minuit et demi près de l'estrade installée à l'entrée de la cour d'honneur du palais présidentiel de Baabda. Serré de très près par ses gardes du corps, le général Aoun, travail camouflé et béret, contemple, incognito, dans la nuit, les quelques milliers de personnes qui, bravant le froid sec, écoutent un orchestre qui distille de la musique rock, entrecoupée de discours à la gloire de la libération.

Dans les pinèdes alentour, où des tentes sont installées, des jeunes gens ont allumé des grands feux de camp autour desquels ils dansent pour se réchauffer. Ce soir, le général Aoun ne s'adresse pas à la foule. « Si j'apparaissais et si je parle, ce sera du délire », dit-il. Ces manifestations, qui se poursuivent maintenant depuis une semaine avec un fervorisme nouveau et qui gagnent toutes les couches de la population chrétienne, même si la jeunesse y est très majoritaire, le confortent sans aucun doute. Ce « plébiscite » chrétien prend des allures de mouvement pour cet homme qui campe, plus déterminé que jamais, sur des positions de plus en plus dures.

Jusqu'où tout cela peut-il tout de suite mener ? « Jusqu'à la croix », répond, serein, Michel Aoun qui réaffirme : « Mieux vaut mourir dans la liberté que vivre dans l'asservissement. »

Les négociations qui se déroulent au niveau international pour tenter de trouver une issue au conflit pour l'instant dans l'impasse, entre le président Elias Hraoui, caillé dans la Bekaa sous contrôle syrien, son gouvernement internationalement appuyé et le général Aoun — « rebelle » pour les autorités légales mais héros pour nombre de chrétiens — n'intéressent que de très loin ce dernier. Il est persuadé que la communauté internationale, « signataire de la Charte des droits de l'homme », doit reconsidérer sa position et ne plus même chercher d'armement ou d'annexion à l'accord de Taëf sur le point controversé de la souveraineté du Liban. « Je n'attends rien de la communauté internationale », dit-il.

A quelles conditions, aujourd'hui, le général Aoun est-il prêt à quitter le pouvoir ? « Que la Syrie reconnaisse l'indépendance et la liberté du Liban. Qu'elle dépose ses intérêts vitaux et n'intervienne en conséquence », affirme le général, qui revendique de négocier directement avec Damas.

L'obtention d'un calendrier pour le redéploiement des soldats syriens dans la Bekaa, deux ans au maximum après le vote des réformes essentielles prévues dans

l'accord de Taëf, sur lesquelles travailleraient les diplomates français et vaticans ne satisfait pas le général. « C'est déposé et secondaire, la France est incapable de proposer quelque chose vu ses liens avec les Etats-Unis. Le peuple français me donne un appui moral (les députés de l'opposition continuent de se succéder à Baabda), c'est bien, mais c'est tout. »

## Les jeunes séduits

Combien de temps la situation peut-elle se poursuivre ainsi ? « Si nous tenons jusqu'à Noël, les choses peuvent changer », affirme sans plus de précisions le général Aoun. Depuis les menaces d'une opération militaire contre Baabda, profitées par le président Hraoui, c'est tout le pays chrétien qui est en effervescence, et Baabda, rebaptisée « la Maison du peuple », est devenue le dernier lieu de rassemblement pour une foule nombreuse.

La politique au sens étroit du terme est relativement absente de Baabda, où l'immense majorité des manifestants avouent n'avoir jamais lu l'accord de Taëf et n'en connaître que ce qu'en dit le général Aoun, à savoir « un acte de reddition à la Syrie ». Mais là n'est même pas le problème tant la fête « révolutionnaire » de Baabda paraît avant tout traduire la frustration d'une partie d'un peuple qui subit depuis quinze ans de guerre la loi de dirigeants qu'elle rejette aujourd'hui.

A l'exception du général Aoun, dont le discours simple et très populaire séduit, en particulier la jeunesse qui voit en lui une rupture par rapport à un ordre traditionnel trop souvent corrompu, féodal ou milicien ; tous les dirigeants chrétiens sont aujourd'hui quasiment abandonnés de leurs troupes et dépassés par les événements. Les contorsions politiques et la surenchère militaire dans la défense du « pays chrétien » du chef de la puissante milice des Forces libanaises, M. Samir Geagea, n'y ont rien fait, celui-ci ne rassemble que quelques centaines de partisans alors que des milliers viennent à Baabda.

Pour la première fois, un dirigeant du parti Kataeb (phalangistes), dont le chef, M. Georges Saade, figure toujours sur la liste des ministres du gouvernement de M. Solim Hoss, a conduit à Baabda une manifestation de son parti, lequel a pourtant pris fait et cause pour l'accord de Taëf, rejeté par le général Aoun. Membre du bureau politique des Kataeb, M. Fouad Abounader, petit-fils de Pierre Gemayel, fondateur du parti, a renouvelé sous les applaudissements de la foule, l'engagement de ses militants à combattre aux côtés de l'armée dans un geste qui menace quand même l'unité du plus vieux parti chrétien.

FRANÇOISE CHIPAUX

GAZA : une fillette tuée par l'armée. — Une fillette palestinienne de dix ans a été tuée d'une balle en pleine tête, dimanche 3 décembre, dans un camp de réfugiés de la bande de Gaza lors de manifestations consécutives à la mort à Naplouse, en Cisjordanie, de quatre chefs d'un des « groupes de choc » de l'intifada, les « Parthènes noirs » (le Monde daté 3-4 décembre). Une quarantaine de Palestiniens auraient été blessés par balles. Par ailleurs, l'armée a procédé durant le week-end à la plus importante perquisition jamais conduite dans la casbah de Naplouse afin d'y démanteler les réseaux de complicité des « Parthènes noirs ». — (Corresp.)

ETUDIANTS  
**ANGLAIS-ALLEMAND**  
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maitrise l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council. OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.

**OISE**  
LANGUAGES TRAINING

BRISLEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. (01895) 240 216. MEMBERS OF ANIELS-FOUO  
21, RUE THEOPHILASTE-RENAUDOT - 75005 PARIS - AGREEE PAR L'UNESCO  
TEL. (1) 45 33 13 02

LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

PHILIPPINES  
La tentative

La tentative de réconciliation entre les deux camps philippins, celle qui a été lancée par le président Corason Aquino, a été accueillie avec une certaine réserve par les deux camps. Les dirigeants du mouvement de libération, les « New People's Army », ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas entraîner par une tentative de réconciliation qui ne serait que le résultat d'une manœuvre de la part du régime. Ils ont souligné que la seule solution à la crise philippine est la victoire définitive du mouvement de libération.

## L'opposition a obtenu plus du tiers des voix

Les élections législatives philippines, qui ont eu lieu dimanche 5 décembre, ont été marquées par une victoire inattendue de l'opposition. Les candidats du mouvement de libération ont obtenu plus du tiers des voix, ce qui constitue une véritable révolution politique. Cette victoire a été interprétée comme un signe de la popularité croissante du mouvement de libération et de la déception des électeurs vis-à-vis du régime actuel.

Le résultat des élections a été accueilli avec une certaine réserve par les deux camps. Les dirigeants du mouvement de libération ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas entraîner par une tentative de réconciliation qui ne serait que le résultat d'une manœuvre de la part du régime. Ils ont souligné que la seule solution à la crise philippine est la victoire définitive du mouvement de libération.

La tentative de réconciliation entre les deux camps philippins, celle qui a été lancée par le président Corason Aquino, a été accueillie avec une certaine réserve par les deux camps. Les dirigeants du mouvement de libération, les « New People's Army », ont déclaré qu'ils ne se laisseraient pas entraîner par une tentative de réconciliation qui ne serait que le résultat d'une manœuvre de la part du régime.



# général Aoun continue de mobiliser milliers de partisans

Le général Aoun continue de mobiliser des milliers de partisans. Les forces armées libanaises ont lancé une offensive contre les troupes syriennes dans le sud du Liban. Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

Le général Aoun a déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère. Il a également déclaré que les forces libanaises étaient prêtes à défendre leur pays contre toute agression étrangère.

## ASIE

PHILIPPINES : tandis que se poursuivent des affrontements sporadiques

### La tentative de putsch a sérieusement érodé le crédit de M<sup>re</sup> Aquino

MANILLE

De notre envoyé spécial

L'intervention des forces aériennes américaines aux Philippines a provoqué des remous dans les milieux politiques aux Etats-Unis, nous câble notre correspondant à Washington, Henri Pierre. Le principe n'est pas mis en question au Capitole, où la mise au point du département d'Etat est acceptée. « Nous avons aidé un gouvernement démocratiquement élu ayant demandé notre aide... et cela conformément au droit international », a dit le porte-parole. Il est acquis d'autre part que M. Bush avait rejeté les demandes antérieures de M<sup>re</sup> Aquino de bombarder les bases aériennes et les objectifs aux mains des rebelles.

Néanmoins, les parlementaires s'interrogent sur l'effet de ce précédent sur les négociations imminentes au sujet des bases américaines aux Philippines. M. Solarz, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, pense, pour sa part, que les Philippines auront pris conscience maintenant que les bases américaines sont là pour sauver la démocratie.

La vie tendait à reprendre son cours normal en milieu de journée, lundi 4 décembre après trois jours de combats de rue meurtriers entre l'armée régulière et les troupes rebelles. A l'exception du quartier de Makati, centre financier de Manille, où se poursuivaient des accrochages ponctués de coups de feu sporadiques, les gros des troupes rebelles (six cents hommes et cinquante officiers) s'est rendu.

Le gouvernement a pu annoncer dimanche soir que la rébellion avait été matée après que l'armée eut repris le contrôle de Camp Aguinaldo où est situé son quartier général, à la suite de durs affrontements au cours desquels furent utilisés l'artillerie et les troupes aéroportées.

La situation est plus incertaine en province, où des jeunes officiers ont déclaré être du côté des mutins. Ceux-ci contrôlent encore la base de Cebu, à 560 kilomètres au sud de Manille. A Davao (Mindanao), certains jeunes officiers ont publié un communiqué dans lequel ils déclarent être solidaires des rebelles « dans leur lutte contre un gouvernement amoral et corrompu » et dénoncent l'intervention américaine. Des chasseurs de l'US Air Force étaient apparus dans le ciel de Manille vendredi et samedi au moment le plus critique pour le gouvernement.

Les dégâts dans les quartiers de Makati et de Quizon City, qui pré-

sentaient par endroits l'aspect d'une ville victime d'une guerre civile, témoignent de la dureté des affrontements. Ceux-ci se poursuivaient lundi après-midi à Makati, où les rebelles ont pris position sur les toits de certains immeubles avec des mitrailleuses lourdes. L'hôtel Intercontinental restait notamment occupé par quarante Rangers. Les troupes gouvernementales ont bloqué le quartier.

Au cours des trois derniers jours, les affrontements ont fait une centaine de morts et plus de cinq cents blessés. Selon le porte-parole de l'armée, il y aurait « plusieurs centaines » de morts et de blessés, surtout parmi les civils. Plus de dix mille personnes résident dans les quartiers où se déroulaient les combats ont été évacuées.

#### L'aide américaine

Ce sixième coup d'Etat perpétré par les militaires contre M<sup>re</sup> Aquino a été non seulement le plus meurtrier mais aussi celui qui risque d'entamer le plus gravement sa crédibilité. Le recours à l'armée américaine pour défendre son gouvernement a, soulevé non seulement le tollé de la gauche, mais aussi des critiques sévères d'une partie des opposants - de droite comme de gauche -. Sa décision a été en outre ridiculisée par la presse. Bien que limité, le soutien de l'aviation américaine au gouvernement Aquino est la première intervention directe des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique depuis la

fin de la guerre du Vietnam. Cette intervention donne en effet des arguments à ceux qui estiment que le gouvernement Aquino est trop dépendant des Etats-Unis.

Les informations en provenance de Washington selon lesquelles, tour à tour, M<sup>re</sup> Aquino et le général Ramos, ministre de la défense, auraient pressé les Etats-Unis de demander « conjugué » d'intervention (notamment le bombardement des positions rebelles) ne pouvaient qu'alimenter la polémique.

Cette tentative de putsch intervient au moment où la popularité de M<sup>re</sup> Aquino est au plus bas, où l'inflation creuse encore l'écart entre la petite minorité de nantis et la majorité des pauvres, et où son gouvernement et son entourage sont de plus en plus vivement attaqués, le premier pour sa incapacité, et le second pour sa corruption.

L'opération lancée par de jeunes officiers ne paraît en rien cette fois un « coup d'Etat moustique », selon l'expression employée à Manille. Les putschistes n'avaient sans doute pas le soutien actif de la population. Mais leurs mobiles, sinon leurs méthodes, ne peuvent que susciter un écho favorable chez une partie des Philippines, inconsciemment depuis par la dégradation de la situation économique et sociale. La présidence a gagné militairement, mais la reprise en main politique, après ce grave coup porté à son crédit, s'annonce plus difficile.

PHILIPPE PONS

TAIWAN : les premières élections libres

### L'opposition a obtenu plus du tiers des suffrages

L'opposition a obtenu environ 35 % des votes et a presque doublé sa représentation au sein du Parlement de Taïwan, à l'issue du scrutin du 2 décembre, d'où le Kuomintang (parti nationaliste) sort affaibli.

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Pour la première fois, un gouvernement chinois a entériné l'émergence d'un contre-pouvoir dans les institutions. « Les jours où le pouvoir était contrôlé sans partage par un parti unique sont révolus », commentait lundi le *China Post*, quotidien pro-gouvernemental. Le secrétaire-général du Kuomintang (KMT), M. James Soong, un homme de la jeune génération réformiste, a assuré pour sa part : « Nous acceptons ce revers dans le calme. Notre détermination et notre sincérité dans la mise en pratique de la démocratie ne changeront jamais ».

Pour conserver le « mandat du Ciel » sur l'île préservée de la suprématie communiste, les lointains héritiers de Tchang Kai-shek sont désormais conscients qu'ils doivent continuer de se réformer afin de mieux répondre aux aspirations de la classe moyenne née du succès économique.

L'électorat a fait preuve d'une détermination tranquille. Le beau temps, ici, joue en faveur de l'isolement : plus de 75 % des douze millions d'électeurs ont voté, un record que n'avait pas laissé prévoir le faible intérêt du public pour la campagne. Les gens sont venus, dans le calme, avec, en mains, la carte d'électeur et, plus précieux encore, le sceau gravé au nom de chacun. Tout autant que la Chine continentale, l'île nationaliste est restée le « royaume du tampon », héritage inaltérable de vingt siècles d'administration mandarinale. Hormis quelques incidents en province, le scrutin n'a pas donné lieu aux violences que redoutait la police, mobilisée en force.

#### Un pouvoir renoué

Le résultat de la principale formation d'opposition, le Parti démocratique progressiste (PDP), est d'autant plus significatif. Le scrutin a porté de 12 à 21 sièges sa représentation dans l'Assemblée, n'en laissant que 72 au KMT, et huit aux indépendants et autres petits partis. Le PDP dispose main-

tenant d'un nombre suffisant de députés pour proposer des lois. La rénovation du pouvoir est accentuée par le départ à la retraite d'une nouvelle « charrette » de trente-quatre vieillards jusqu'alors détenteurs de sièges de députés à vie. Les 130 nouveaux députés - 101 élus, 29 nommés par le président Lee Teng-hui, lui-même d'ascendance taïwanaise - sont d'ores et déjà majoritaires face aux 128 « vieux législateurs » continuateurs qui y demeurent.

La percée de l'opposition est encore plus nette dans les mairies et districts : le KMT ne conserve que 14 des 21 sièges soumis au scrutin. Le district d'origine du président Lee a voté pour un homme de l'opposition. Les « Jeunes-Turcs » réformistes du KMT se sont, eux aussi, taillés un certain succès.

Les embardées de l'indice boursier des derniers jours, d'une ampleur sans précédent, montrent la poussée des incertitudes. Plus encore que les accusations d'achats de vote - usage auquel l'opposition a tout autant recours que le parti au pouvoir - celui-ci doit à présent gérer les conséquences d'une campagne conduite sur un ton d'une liberté sans précédent. Une cinquantaine de plaintes pour déclarations indépendantes (anti-constitutionnelles) ont été déposées.

Fermer les yeux présente le risque de voir Pékin se fâcher devant une complaisance envers l'autonomie. Fuir, c'est se mettre à dos une bonne partie des 80 % de Taïwanais de l'île, alors même que le pouvoir est condamné à se « taïwaniser ». Un choix que rend encore plus délicat la prochaine échéance politique, lorsque le mandat du président Lee parviendra à expiration au printemps prochain.

FRANCIS DERON

Le dalaï-lama à Paris pour recevoir le Prix de la Mémoire. Le chef spirituel des bouddhistes tibétains devait recevoir dans la soirée du lundi 4 décembre à Paris le Prix de la Mémoire des mérites de M<sup>re</sup> Danielle Mitterrand, présidente d'honneur du comité de cette nouvelle distinction, qui sera également attribuée au directeur du Maténadar, « lieu de mémoire » du peuple arménien, situé à Erevan, et à l'avocat Serge Klarsfeld pour son ouvrage *Mémorial pour la déportation des juifs de France*. Le 10 décembre, le dalaï-lama doit recevoir à Oslo le prix Nobel de la paix.

INDE : dans son premier discours

### M. V.P. Singh lance un appel au consensus et à la justice sociale

INDE

de notre correspondant

Les Indiens retiendront une image forte de la prestation de serment de M. V.P. Singh, celle de la poignée de main et du sourire échangés, samedi 2 décembre, entre le nouveau et l'ancien premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Les principaux responsables de la majorité, en revanche, en gardent un goût amer : aucun n'était au courant de l'élévation au poste de vice-premier ministre de M. Devi Lal, l'octogénaire chef-ministre de l'Etat d'Haryana qui, il est vrai, a joué un rôle déterminant pour écarter du chemin de M. Singh un rival dangereux, M. Chandrabhai Shekhar. Les critiques, eux, ont déjà dénoncé le népotisme dans le remplacement de M. Devi Lal par son fils, M. Om Parkash Chautala, à la tête de l'Haryana.

M. V.P. Singh, pour sa part, s'est adressé, dimanche, à la nation dans un discours à la fois écumeux et populiste. Il a déclaré qu'il s'efforcerait de remplir sa tâche dans un climat de « consensus et de réconciliation ». Un « effort national », a-t-il ajouté, doit être mené

pour résoudre les crises au Pendjab et au Cachemire ainsi que la tension entre hindouistes et musulmans.

Evouant à plusieurs reprises la situation des couches les plus pauvres, M. V.P. Singh a déclaré : « Delhi peut accueillir, mais des millions d'Indiens sont dépourvus de la lumière de l'espoir. La voie du gouvernement sera celle de ces foyers, celle des paysans, des travailleurs et de la jeunesse. Si le pouvoir est une épée, alors elle doit être maniée au nom des pauvres et des masses laborieuses ».

Soulignant que les « caisses » (de l'Etat) sont vides, que l'inflation a appauvri la population, il a promis que la moitié des investissements devront bénéficier aux zones rurales. Parlant à plusieurs reprises de « justice sociale », le premier ministre s'est engagé à améliorer le sort des femmes « négligées et exploitées », des tribus arriérées et des castes inférieures.

En matière de politique étrangère, M. Singh a réaffirmé la position de l'Inde dans un strict non-alignement.

LAURENT ZECCHINI

## AFRIQUE

MAROC : après un « oui » massif au référendum

### L'opposition se défend d'avoir donné un chèque en blanc au pouvoir

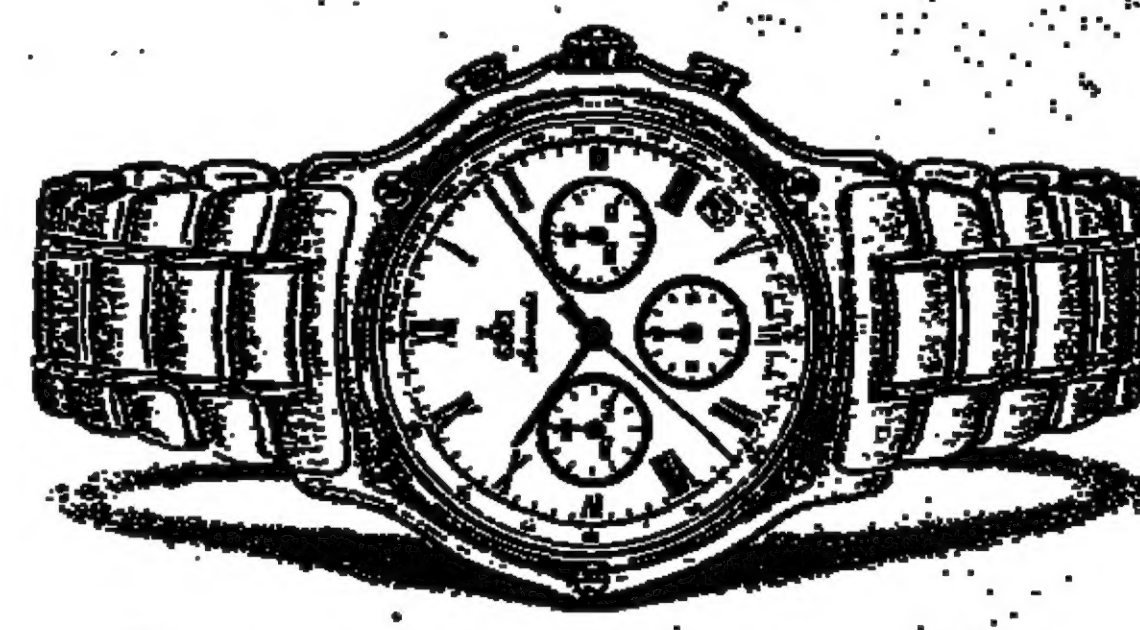
Rabat (AFP). - 99,89 % des Marocains, selon les chiffres officiels, ont répondu, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à l'appel du roi Hassan II à reporter à 1992 des élections générales initialement prévues pour l'été prochain, afin de permettre aux Nations unies d'organiser le référendum d'autodétermination envisagé au Sahara occidental. Le taux de participation a été de 98,83 %.

A l'exception de l'istigial (opposition nationaliste), qui a préféré laisser à ses militants la liberté de voter « selon leurs convictions », tous les partis politiques appelaient à voter « oui ». Le gouvernement, qui jouit d'une confortable majorité parlementaire, va sans doute tenter de mettre à profit la prorogation de la législature actuelle pour faire adopter des projets de loi comme celui concernant la privati-

sation de certains établissements du secteur public.

Les partis d'opposition soulignent que, s'ils ont appelé leurs électeurs à voter « oui » sur une question concernant, selon eux, l'« intégrité territoriale » du pays, ils n'entendent pas pour autant donner au gouvernement un « chèque en blanc pour les éventuels errements et défaillances futures ». Ils ont lancé un appel aux pouvoirs publics afin qu'ils mettent à profit le report des échéances électorales pour revoir les choix économiques et sociaux pratiqués jusqu'à présent et procéder à une « révision radicale des options suivies dans le pays dans les domaines de l'exercice de la démocratie et des libertés publiques, pour un Etat de droit et pour le respect des droits de l'homme ».

EBEL  
Les Architectes du temps

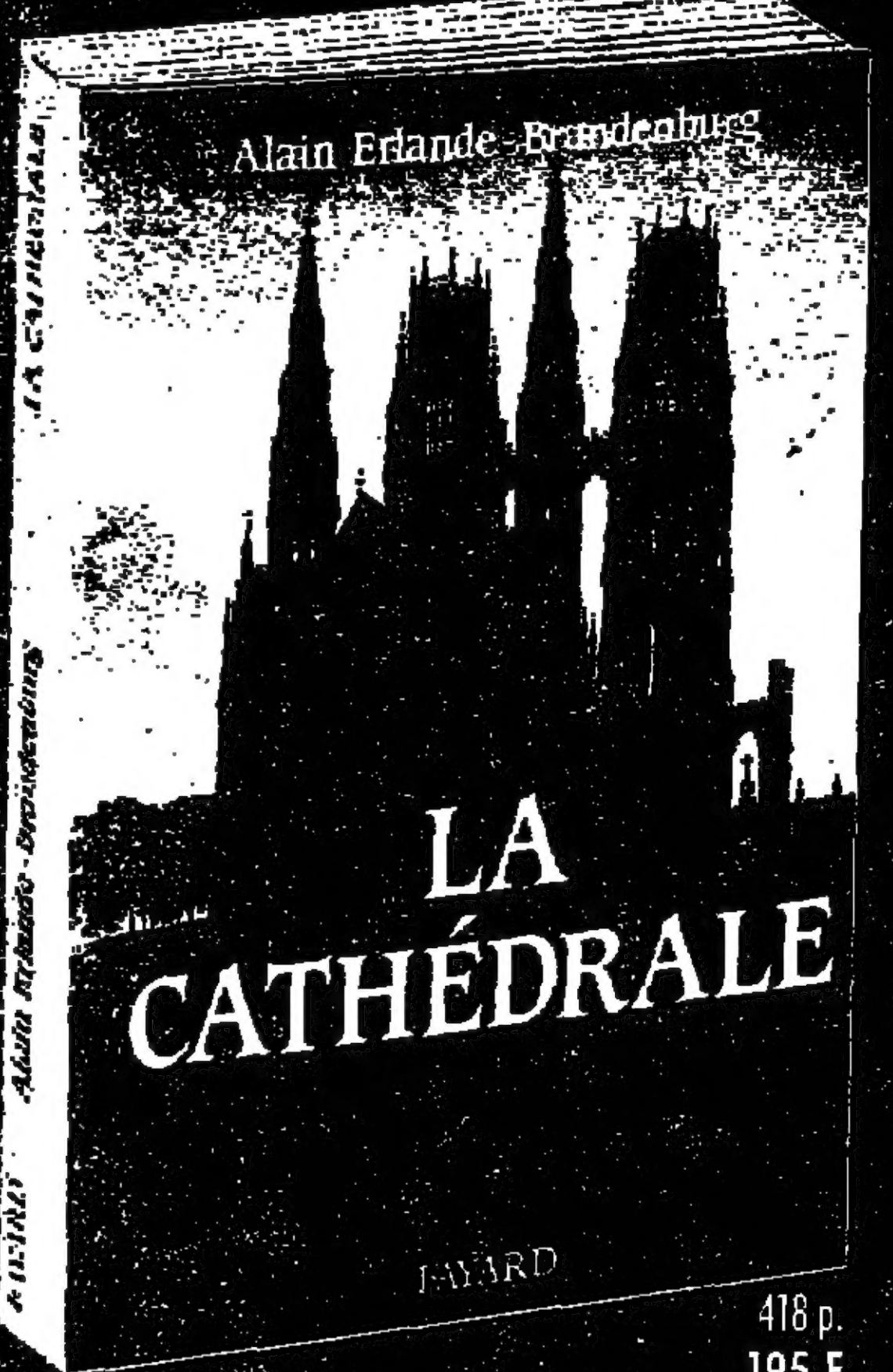


Chronographe, automatique. Acier, étanche 30 m.

Barrier et Fils  
Horloger-Joaillier depuis 1901

20, av. Franklin-Delano-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 42.89.05.29

## LA CATHÉDRALE part en flèche



416 p.  
195 F

Le propos est ambitieux. Ce grand livre d'historien que nous devons à l'un de nos meilleurs archéologues est une réflexion nuancée, nourrie d'exemples... Alain Erlande-Brandenburg a l'habitude de renouveler les sujets. Avec La Cathédrale nous gardons celle de le lire avec passion.

Jean Favier, *Le Figaro*

L'Histoire  
chez  
FAYARD

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES ET MÉDECINE



## POLITIQUE

## Le Parti socialiste et le RPR sont confrontés chacun à des problèmes

Si le PS et le RPR ont désormais en commun d'avoir à résoudre de difficiles problèmes internes de synthèse, les dirigeants socialistes continuent, pour leur part, de se livrer à des querelles de personnes dont l'intensité est, en ce moment, bien plus vive que les divergences qui s'expriment à l'intérieur du RPR. Au conseil national du RPR, qui s'est réuni, samedi 2 décembre, dans un hôtel parisien, les débats ont mis en évidence deux désaccords

majeurs. Le premier oppose M. Séguin à la plupart des autres dirigeants du mouvement chiraquien sur l'opportunité de modifier la Constitution de la V<sup>e</sup> République : le maire d'Epinal est partisan de l'instauration d'un véritable régime présidentiel alors que MM. Chirac et Juppé, notamment, rejettent cette proposition. La seconde divergence porte sur l'organisation de l'opposition : MM. Séguin, Noir, et quelques autres, sont partisans d'une fusion

du RPR et de l'UDF en une formation unique, alors que les autres dirigeants s'en tiennent à la stratégie d'union de l'opposition dont chaque composante doit, à leurs yeux, conserver son identité. Un groupe de travail tentera néanmoins d'aboutir à une synthèse des huit « contributions » en présence avant le 5 janvier. Au comité directeur du PS, qui a siégé tout le week-end à Paris, la synthèse sera rendue encore plus aléatoire par la pour-

La réunion du comité directeur du PS

## L'évolution à l'Est et la situation de l'Europe n'ont pas fait oublier les querelles des mitterrandistes

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 2 et dimanche 3 décembre, a entendu, au début de ses travaux, une intervention de M. Michel Rocard (le Monde daté 3-4 décembre). Les débats en commission, samedi après-midi, ont porté sur la situation internationale, la situation économique et sociale, les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que sur la nouvelle rédaction de la déclaration de principes du parti et sur la révision de ses statuts. La discussion politique a continué samedi en début de soirée et dimanche matin, le comité directeur adoptant au terme de sa réunion une résolution exprimant son soutien aux changements dans les pays de l'Est.

M. Pierre Mauroy a traité d'abord de l'évolution en Europe de l'Est, pour souligner notamment le risque que la « conversion » de ces pays à l'économie de marché « ne tourne à l'apologie du libéralisme et ne lève ainsi la condamnation qui le marquait jusqu'ici ». « La victoire historique de nos idées contre le communisme peut, en définitive, se retourner contre nous si nous n'a-

prévisons garde », a déclaré le premier secrétaire. Il a souligné la nécessité d'une « évolution de notre socialisme » et celle d'un « nouvel âge de la communauté européenne » qui sorte de « l'économisme européen » et qui apporte la réponse au problème de la division de l'Allemagne, en étant « susceptible de tisser les liens indispensables avec ses voisins ».

M. Mauroy a insisté sur l'importance du « dialogue avec l'Est », car « le débat de fond perdure avec ce communisme en devenir ». Le maire de Lille a mis en garde contre le passage « du scepticisme à l'angélisme » vis-à-vis de l'Union soviétique. Selon lui, « le projet de Gorbatchev est un projet de grande puissance » et « soit reste la domination ». Il a invité les socialistes à appuyer « au plan international » le débat qui « va avoir lieu au sein même des pays de l'Est entre socialistes et communistes ». Il estime enfin que l'évolution de la politique soviétique fait que « la discussion sur les problèmes militaires est, dès maintenant, à l'ordre du jour, au moins sur le niveau trop élevé des dépenses d'armement et sur les conditions du service national ».

M. Jospin : une « crise de comportement »

Le premier secrétaire a parlé ensuite des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, en affirmant la nécessité d'un « combat moral » contre l'extrême droite. « Au moment où l'après-guerre s'efface à l'Est, a-t-il dit, nous avons le devoir de nous souvenir de notre histoire, de la résistance de notre peuple, et de condamner sans appel le Front national ». Justifiant l'appel du PS à voter au second tour, dans ces circonscriptions, pour les candidats de la droite contre les lepénistes, il a déclaré : « Nous

donnerons toujours une chance à la démocratie contre ceux qui veulent l'abattre ».

Pour M. Lionel Jospin, la période actuelle est caractérisée par les « incertitudes » qui pèsent sur les socialistes, en raison du contexte international et de la situation économique et sociale, et par celles qu'ils ont « affichées », sur le plan idéologique, à propos de l'affaire des fondateurs islamiques. « Si, sur la question de la laïcité et sur un problème de société », a déclaré le ministre de l'éducation nationale, nous ne marquons pas ensemble notre différence par rapport à la droite et à l'extrême droite (...), si, de nos rangs mêmes, vient, sans aucun fondement, le proche abandon de la laïcité : si les (...) positionnements de congrès se substituent à la cohérence des positions, (...) alors nous ne pouvons pas convaincre l'opinion et, d'une certaine façon, malgré les intentions de chacun, nous nous risquons nous-mêmes la xénophobie ».

« Quand je dirigeais le parti et dans les moments difficiles, a dit M. Jospin, j'ai toujours été solidaire (...). J'étais en droit d'attendre et je suis en droit d'exiger la même solidarité en ce qui concerne l'affaire des fondateurs, surtout quand ma position est juste et soutenue par le premier ministre et par le président de la République. » Selon le ministre de l'éducation nationale, le PS souffre moins d'une « crise d'identité » que d'une « crise de comportement ». « Si nous n'enrayons pas la tendance actuelle au fractionnement et au positionnement, a-t-il dit, je crois sincèrement que (...) notre parti peut être menacé d'un affaiblissement dramatique et, même, d'une décomposition ». Citant les questions qui devraient donner matière à débat chez les socialistes, M. Jospin a évoqué la nécessaire « adaptation de notre politique européenne », face aux évolutions à l'Est, et

l'ajustement de notre politique économique. « L'impasse, a-t-il dit, la frustration, l'absence de mouvement sociaux ne débouchent pas, la déception, lourde, déjà, de démobilité électorale, sont fortes chez les salariés, notamment du public, et, dans notre électorat ».

Le ministre de l'éducation nationale a abordé, ensuite, le problème de l'immigration, en se déclarant pour l'intégration, qu'il a opposée à l'assimilation et au « différentialisme ». M. Jospin souhaite une intégration « qui accepte les hommes et les femmes dans leur diversité, (...) mais qui, au même temps, les rapproche autour de valeurs communes, par la citoyenneté pour ceux qui sont nés sur notre sol ou qui choisissent de rejoindre la communauté nationale, par le respect des droits et de la participation à la vie de la cité — ce qui pose le problème du droit de vote local — pour ceux qui choisissent de rester étrangers ».

Revenant aux problèmes internes, M. Jospin a demandé : « Comment rénover le Parti socialiste et renouveler sa direction (...) si l'on commence par casser son axe majoritaire et par le fractionnement dans l'absence de solidarité, dans l'idée des alliances d'intérêts, qui, d'ailleurs, sont fluctuantes ? Comment rassembler le courant majoritaire dans la gauche, comment rassembler un courant majoritaire dans l'opinion, si l'on commence par diviser les socialistes ? »

M. Louis Mermaz a déclaré qu'il faut veiller « à ne pas déstabiliser » M. Gorbatchev. Sur le plan intérieur, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale souhaite, notamment, une réforme fiscale. Il a énuméré les domaines dans lesquels « le parti et le groupe parlementaire ont obtenu du gouvernement un « plus », et il a affirmé sa volonté de parvenir à une « synthèse entre les mitterrandistes,

qui permettra, d'ailleurs, de débattre et de s'entendre avec les autres courants ».

M. Fabius : « reconquérir notre électorat »

M. Laurent Fabius a répété qu'il souhaite, lui aussi, parvenir à une synthèse au congrès de Rennes, mais que celle-ci doit se faire « sur le base du vote des militants ». Le président de l'Assemblée nationale est passé aussitôt à l'analyse de la révolution « économique », « politique », « sociale » et « culturelle » qui se produit à l'Est. « On découvre, si on ne le savait pas déjà, a-t-il déclaré, que la Communauté n'est plus la seule Europe en Europe. (...) Si les Européens eux-mêmes sont incapables d'assurer la stabilité des frontières, cela veut dire que nous nous en remettons, en fait, aux papiers des Etats-Unis d'un côté, à l'Union soviétique de l'autre, pour garantir ces frontières ». Estimant qu'un accord sur la réduction des forces est « probable » à Vienne, M. Fabius a observé que « la stratégie classique de la France, qui est celle de l'Europe, n'est plus la même ». La République démocratique allemande, la Hongrie, devient assez problématique lorsque ces pays (...) deviennent des démocraties ».

M. Fabius se méfie, lui aussi, de « toute vision euphorique de ce qui se passe à l'Est », car l'évolution qui s'y produit peut « aller loin à droite ». « L'Union soviétique, a-t-il rappelé, est passée sans transition du tsarisme au communisme. Elle n'a pas de tradition démocratique ». A propos des problèmes posés à la Communauté européenne, M. Fabius a émis le souhait que, lors du sommet de Strasbourg, « le gouvernement de Bonn montre que, à ses yeux, plus d'Allemagne ne signifie pas moins d'Europe ». Il juge que l'union politique des Douze est « encore plus nécessaire » qu'elle ne l'était avant ces événements, « quitte à la proposer par des moyens audacieux », tels que, par exemple, la réunion d'une Assemblée constituante.

« Comment (...) reconquérir notre électorat ? », s'est interrogé M. Fabius. La réponse à cette question réside, selon lui, dans une plus grande justice sociale, qui suppose un effort au niveau européen. Dans la fonction publique, a-t-il dit, le plan de revalorisation qui sera adopté « doit, pour être crédible, couvrir la période pendant laquelle les socialistes sont assurés de diriger les affaires ». Pour ce qui concerne l'intégration des immigrants, il estime nécessaire « que le gouvernement annonce des mesures pour cette semaine ».

M. Fabius pense que « les entreprises nationales ont un rôle-pilote à jouer » dans le domaine des avancées sociales. Il s'est prononcé, aussi, pour une réforme fiscale, pour des actions d'aménagement du territoire et pour le développement « de liens entre l'individu et l'éducation ».

M. Lindeberg : « déficit d'explication »

Le président de l'Assemblée nationale prévoit que le Parti communiste — qu'il « régresse vers le statut de groupe politique de plus en plus minoritaire » ou bien que, faisant sa propre percée, il soit en mesure de retrouver un terrain perdu, — n'adoptera pas une attitude unitaire vis-à-vis du PS. Les socialistes, selon M. Fabius, doivent « occuper (eux-mêmes) le terrain le plus large à gauche » et « promouvoir et traduire aussi concrètement que possible un projet (...) de transformation sociale ».

Les rocardiens ont répondu aux critiques faites au gouvernement

sur le thème du « déficit social ». Pour M. Gérard Lindeberg, membre du secrétariat national, coordinateur du courant du premier ministre, « s'il y a un sentiment de déficit social face à une politique de gauche, conforme aux engagements du président, il faut bien qu'il y ait, quelque part, un déficit d'explication, dont une partie, pour le moins, est imputable à notre parti ». « Qu'attendons-nous, a-t-il demandé, pour parler de la hausse du chômage, des 17 % de hausse (des crédits) en faveur du logement social, de l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires, de l'impôt de solidarité sur la fortune, du revenu minimum d'insertion, du crédit-facilité, de l'action en faveur de l'éducation, de la culture, de la recherche ? ».

M. Lindeberg a mis en garde son auditoire contre une préparation de congrès qui verrait « les ministres (siéger) la journée au gouvernement et s'aligner le soir sur les critiques des fédérations ». « Si on est ainsi, a-t-il dit, la cacophonie de ces derniers jours risque de prendre une intensité insupportable », et il faut craindre le jugement des militants et des électeurs, « qui attendent autre chose de responsables et de ministres socialistes ». Le dirigeant rocardien a souligné, à l'intention des mitterrandistes, que « l'axe majoritaire n'est pas une donnée préalable, autour de laquelle s'organise le débat des débats du congrès ».

M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, s'est interrogé, lui aussi, sur ces « divergences de fond », qui font que les uns (fabusiens) « disent d'ores et déjà » vouloir solliciter le vote des militants, tandis que les autres (jospinistes et mazziniens) « seraient prêts à s'entendre avec les rocardiens, mais pas avec les rocardiens ». Il a invité les uns et les autres, s'ils estiment nécessaire et possible d'améliorer la politique du gouvernement, à « proposer des mesures concrètes ». Faute de quoi, a demandé M. Fuchs, « à qui servirait, au bout du compte, l'encouragement de demandes, mêmes légitimes, qu'aucun gouvernement (...) ne peut immédiatement satisfaire, sinon à la droite ? Il a invité les socialistes à débattre en responsables, qui (veulent) garder quelques chances de le rester ».

Les orateurs du courant Socialiste et République, qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, ont ironisé, eux aussi, sur la référence des mitterrandistes à un « axe majoritaire ». « S'il y a bien une formule aujourd'hui périmée, c'est celle d'axe majoritaire », a déclaré M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national, qui s'est demandé quel rôle les tenants de cette formule attendaient réserver aux autres, au cas où, eux-mêmes, ils parviendraient à s'entendre le 13 janvier prochain. Pour ce qui est de Socialisme et République, a dit M. Guidoni, il n'est pas sûr que ses membres acceptent d'assumer « l'animation culturelle ou l'intermède artistique », comme cela avait pu leur arriver dans le passé.

M. Jean-Paul Planchon, membre du bureau exécutif, délégué national de ce courant, a dénoncé, lui aussi, une « petite synthèse d'appareil », qui interviendrait avant le congrès lui-même. Il a consacré une bonne part de son propos, ensuite, à l'Europe, pour exprimer ses craintes devant une fuite en avant communautaire, sous la pression des événements de l'Est, alors que « la vision libérale de constitution d'un espace européen occidental est obsolète ». « Pourquoi ne pas faire une pause, vu les circonstances, justement, s'est interrogé M. Planchon, tant que des politiques correctrices des déséquilibres structurels ne sont pas édifiées ? ».

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOUS ALLER RETOUR A PARTIR DE 1790 F

5, AV DE L'OPERA 4273 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

## Quel « axe majoritaire » ?

par Patrick Jorreau

M. LAURENT FABIUS a confié aux membres du comité directeur du Parti socialiste l'armement que lui avait donné le dossier de la première page du Monde daté 3-4 décembre, dans lequel MM. Bush et Gorbatchev, au dernier degré de l'angoisse, se demandaient quel rôle les jospinistes ou des fabusiens, l'emporteraient au congrès du PS. S'il avait voulu être vraiment méchant, Planchon aurait caricaturé MM. Jospin, Fabius, Mauroy et quelques autres, au troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, s'interrogeant gravement sur l'évolution des pays de l'Est.

Il faut être juste : ils en ont parlé. MM. Mauroy et Fabius se sont défilés de l'illusion d'une évolution paisible de ces pays vers la démocratie sociale, et ils se sont interrogés sur les conséquences que la France doit tirer, pour sa politique de défense, de la nouvelle politique soviétique. M. Jospin a esquissé un débat avec M. Jean-Paul Planchon, responsable du courant « Socialisme et République », sur la validité des choix communautaires devant le retour d'une Europe multipolaire, dominée par la question allemande.

Ils en ont parlé, mais ils n'étaient pas venus là pour cela. La seule question qui occupait les esprits était de savoir si le courant mitterrandiste, est promis ou non à l'égalité, et quelle sera, dans cette hypothèse, la configuration du PS à la sortie du congrès. M. Fabius, qui a confirmé sa volonté d'une « synthèse » fondée sur le vote des militants, n'a

pas précisé quels doivent être, selon lui, les contours de cette synthèse. M. Jospin a expliqué que, à partir du moment où l'on présente des motions différentes, la mécanique de la procédure elle-même fait que chacun, ensuite, est libre de ses alliances.

Accélérer l'histoire ?

« La PSU vient de mourir, et nous, nous allons inventer nos tendances ! », ironisait M. Jospin, dans les coulisses, en se référant au nombre des contributions générales sur lesquelles les militants sont censés exercer, actuellement, leur sagacité. Des proches du ministre de l'éducation nationale émettaient toutes sortes d'hypothèses : M. Fabius voudrait à tout prix souder son courant, fût-il minoritaire, pour préparer son propre avenir. N'aurait-il pas en tête, même, une « accélération de l'histoire », qui, au prix de la défaite du PS aux élections législatives de 1993, de la démission de M. François Mitterrand et de l'échec de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle, laisserait au président de l'Assemblée nationale le champ libre pour l'an 2000 ?

Scénario-catastrophe ou pas, les rocardiens n'ont pas dissimulé leur inquiétude devant les risques de cacophonie et de tangage qui s'accumuleraient si les trois mois qui viennent voient les principaux dirigeants du PS et membres du gouvernement, s'affronter pour quelques mandats de congrès de plus. Leur inquiétude n'était pas feinte, même s'il ne leur déplait pas de

faire la leçon aux mitterrandistes en leur demandant de bien vouloir prendre garde à ne pas déstabiliser le pouvoir exécutif. La franchise ironie était, plutôt, permise au courant « Socialisme et République », éternel exclu du mitterrandisme « pur sucre » et qui se demandait combien de temps encore on allait entendre parler d'axe majoritaire.

Yaine agitation aux yeux des fabusiens, qui étaient tout à la satisfaction d'avoir déjoué le piège de la synthèse anticipée que leur avait tendu M. Mauroy en convoquant, il y a deux mois, cette réunion du comité directeur. Ayant gardé les mains libres pour l'avenir, en banalisant depuis quinze jours leur souhait de « donner la parole aux militants », les amis du président de l'Assemblée nationale ont été à deux doigts de refuser leur signature au bas de la nouvelle déclaration de principes du parti.

M. Jean-Luc Mélenchon, après avoir proposé aux pöperinistes et au courant « Socialisme et République » de former avec son groupe une aile — forcément — gauche, a mis les pieds dans le plat : si on refuse la déclaration de principes, a-t-il expliqué, c'est qu'on refuse le parti. M. Mauroy a renchéri. Finalement, les fabusiens ont soldé l'affaire avec deux ou trois amendements, mais « Socialisme et République », refusant de considérer la Communauté européenne comme « l'élément moteur » de l'Europe, a fait bande à part.

C'est ce que M. Pierre Guidoni, responsable historique de ce courant, appelle « un « intermède artistique ».

la synthèse diff

le débat entre les « 1 » a permis de circo

M. Mitterrand le mouvement de prob



## des problèmes

## ope andistes

## POLITIQUE

### de synthèse difficiles à résoudre

suite de la controverse, au sein du courant mitterrandiste, entre les partisans de M. Jospin et ceux de M. Fabius. Le ministre de l'éducation nationale a estimé que son parti souffrait d'une « crise de comportement » en appelant ses amis à envoyer ce qu'il a appelé la « tendance actuelle au fractionnement et au positionnement » sous peine de menacer le PS de la « décomposition ».

M. Fabius lui a répondu qu'il demeurait favorable à l'élaboration d'une synthèse lors du congrès de Rennes, en mars prochain,

Le conseil national du RPR

### Le débat entre les « rénovateurs » et les autres chiraquiens a permis de circonscrire les principales divergences

Le conseil national du RPR, réuni samedi 2 décembre a permis de décanter la situation au sein du mouvement chiraquien sans pour autant la clarifier complètement. Ce sera la tâche qui devra être réalisée avant le 5 janvier par un groupe de travail chargé de vérifier si une synthèse est possible entre les huit contributions déposées et le rapport du secrétaire général.

Au terme des longs débats, où chaque sensibilité s'est exprimée, il est nettement apparu que les divergences principales étaient circonscrites. Il s'agit essentiellement de l'établissement d'un véritable régime présidentiel, que prône M. Philippe Seguin, et de la création rapide d'une formation unique de l'opposition, que souhaitent également le maire d'Épinal et — avec plus de nuances — celui de Grenoble, M. Alain Carignon, et surtout M. Michel Noir, maire de Lyon, présent aux travaux mais silencieux. Sur tous les autres points, les convergences s'accompagnent seulement de nuances plus ou moins grandes mais qui ne semblent pas diviser, même en ce qui concerne l'immigration et l'identité nationale.

Si M. Chirac n'a pas voulu préjuger la réalisation d'une synthèse, il a souligné le caractère « dangereux » d'un système présidentiel que de Gaulle lui-même avait refusé. Quant au projet de fusion de tous les partis de l'opposition, le président du RPR soupçonne ses auteurs de nourrir des « arrière-

pensées politiques » et il lui préfère une union organisée. Ce que M. Juppé traduit en disant qu'il vaut mieux « la pédagogie de l'union » que « la démagogie de la fusion ».

La synthèse, dès lors, est-elle possible et est-elle souhaitée ? M. Seguin n'a pas défendu son projet constitutionnel devant le conseil national, préférant faire un discours sur les bouleversements de l'Europe d'un ton particulièrement dramatique — et par moments apocalyptique — afin de mettre gravement en garde contre les dangers de la réunification de l'Allemagne, contre les menaces de l'Union soviétique, pour appeler à la vigilance contre les risques nouveaux et souhaiter une organisation réformée de l'Occident.

Reprenant les idées exposées par M. Balladur, dans le Monde du 1<sup>er</sup> décembre, chaleureusement félicité par M. Chirac, approuvé par la salle, le maire d'Épinal a choisi délibérément ce sujet en pensant que son projet de réforme constitutionnelle, encore flou, n'aurait pas reçu le même accueil.

Personne, en effet, n'a préconisé une telle réforme, bien au contraire, tous soulignant même le risque qu'elle comporterait notamment pour la souplesse et l'équilibre des pouvoirs.

Pour tous ses auditeurs, M. Seguin avait délibérément « dégauché » le débat. C'est pourquoi certains de ses proches

mais que celle-ci devait se faire « sur la base du vote des militants ». Quant aux rocardiens, ils ont répliqué à ceux qui reprochent au premier ministre un certain « déficit social », que si déficit il y a, cela tient aussi, sans doute, à un « déficit d'explication » imputable à l'ensemble du parti. Ce ne sont pas les résultats des dernières élections partielles qui vont favoriser le rapprochement de ces analyses...

n'excluaient pas que, faute d'une action pédagogique assez convaincante, un relatif rapprochement puisse s'effectuer avec M. Juppé. Et pourtant ce dernier et M. Chirac, mais aussi la majorité du conseil national, n'envisagent que des réformes « mineures » des institutions ne touchant pas à l'équilibre des pouvoirs (saisine du Conseil constitutionnel, réforme du Conseil supérieur de la magistrature, extension du champ du référendum).

M. Seguin, qui va maintenant expliquer et préciser le sens de son projet, soulignera-t-il compter ses partisans lors des assises RPR du 11 février ?

M. Alain Carignon, qui n'a pas remporté un grand succès au cours du conseil national, affirme qu'il y est, pour sa part, décidé, et qu'il ne souhaite de synthèse ni avec M. Seguin ni avec les autres courants. Le maire de Grenoble, animateur du courant VIE, soutient que la fidélité au RPR s'accompagne très bien de l'affirmation de diversité reflétant le « besoin de réforme » de la société française.

#### L'expression des sensibilités

En raison des modifications apportées par M. Juppé aux structures, aux méthodes et au ton du RPR, les « rénovateurs » n'apparaissent donc plus comme un groupe cohérent de contestataires organisés mais comme l'expression

de nouvelles sensibilités qui trouvent leur place au sein du gréganisme gaullien. Il est vrai que, hormis leurs chefs de file, les « rénovateurs » se sont peu exprimés au conseil national alors que tous les autres, bien que soulignant leurs nuances, ont fréquemment parlé montrant, de M. Borotra à M. Kasperreit, de M. Mazeaud à M. Toubon, de M. Giraud à M. Chamard, de M. Balladur à M. Pandraud, qu'ils représentaient une large majorité dans cette instance.

Toutes tendances confondues, les membres du conseil national ont d'ailleurs applaudi M. Chirac quand il a souhaité le développement des libertés individuelles et surtout lorsqu'il a dénoncé l'action de M. Mitterrand en matière d'immigration, lui qui a « cyniquement joué avec le feu » en favorisant le Front national alors que M. Juppé affirmait : « Je préfère prendre le risque de perdre une élection en combattant l'extrémisme plutôt que de perdre mon âme en m'acquinant avec M. Marchais ou M. Mermaz », rejoignant ainsi, curieusement, M. Noir dans sa condamnation du Front national. Nombreux furent, en effet, les orateurs insistant sur le concept d'identité nationale, comme si le RPR voulait récupérer ce label dont le Front national a voulu s'arroger le monopole.

ANDRÉ PASSERON

### « M. Mitterrand a joué avec le feu et amplifié le mouvement de protestation du Front national », déclare M. Chirac

Tirant les conclusions des travaux du conseil national, M. Chirac a estimé que trois points importants s'en dégageaient. Tout d'abord, le renforcement des libertés individuelles : « Je ne crois pas que nous devions changer nos institutions, mais nous devons les faire évoluer. Les institutions de la V<sup>e</sup> République telles que de Gaulle les a voulues sont efficaces, souples, stables, et elles ont résisté aux traumatismes. De Gaulle a toujours refusé le régime présidentiel, qu'il estimait dangereux. En revanche, nos institutions doivent être réformées à trois niveaux plus modestes : la réforme du Conseil constitutionnel liée au mode de désignation de ses membres, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature et l'extension de l'article 11 pour permettre un référendum populaire ».

Le deuxième thème est celui de l'identité nationale. « Il doit être étudié sans passion », a déclaré M. Chirac, ajoutant : « M. Mitterrand porte une très large part de responsabilité dans la situation de l'immigration. Pour des raisons politiques, il nous a divisés en jouant avec le feu et a mené cyniquement une action qui a amplifié le mouvement de protestation du Front national et les réactions de rejet dont ce mouvement est porteur ». M. Chirac a ensuite exposé ses projets sur l'immigration en affirmant : « La nation française doit être préservée dans son unité et dans son identité, mais aussi dans le respect des droits de l'homme et de l'humanité. Il faut maîtriser les problèmes de l'immigration par la réforme des procédures et accélérer également les mesures d'intégration ». Il a demandé qu'une commission spéciale du RPR établisse une synthèse sur ce sujet.

Le troisième thème retenu par M. Chirac concerne la situation extérieure. A propos de l'évaluation eu Europe de l'Est, il a déclaré : « Nous ne devons pas aborder ce problème avec un esprit chauvin. Nos valeurs sont en train de triompher. Le système d'oppression s'effondre. Dans la situation d'aujourd'hui, la France est le seul pays d'Europe à avoir la chance de pouvoir jouer un grand rôle. Mais elle doit être vigilante et s'adapter. Elle doit défendre avec énergie ses intérêts, assurer sa sécurité et renforcer son économie et sa démographie. Il faut aider les pays de l'Est dans la voie de la démocratie ».

La réunification allemande, qui se réalisera aujourd'hui ou demain dans les faits, d'une façon ou d'une autre, ne doit pas nous inquiéter mais nous inciter à être très conscients des intérêts de la France. Les nations européennes se construisent, mais les fondations n'existent pas encore. M. Mitterrand manque d'imagination et d'ambition. Depuis les années 80, nous nous sommes effacés aux yeux des Soviétiques. La situation d'aujourd'hui nous redonne une chance. Nous devons développer l'ouverture vers l'Angleterre et le renforcement des liens avec les pays de l'Europe du Sud. Cela exige une véritable ambition, qui est hors de portée du président de la République et de son gouvernement ».

Enfin, M. Chirac a évoqué les problèmes propres à l'opposition, en disant : « Chaque fois que j'entends proposer une solution miracle pour l'union de l'opposition, je sais que cela est fait avec des arrière-pensées politiques qui rendent cette union plus difficile. Aujourd'hui, ce processus ne passe pas seulement par les partis, qui sont nécessaires, mais par le comportement de chacun et par un discours qui s'adresse à tous les Français et qui les rassemble ».

#### M. Juppé : « Ne pas perdre son âme »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a évoqué la situation électorale en demandant : « Qui se place en première ligne contre l'extrémisme et la démesure ? Un candidat RPR à Dreux, un candidat UDF à Marseille. Qu'on ne vienne pas, dès lors, nous donner des leçons de morale politique. Le Parti socialiste paie le prix de ses turpitudes. Après avoir créé, entretenu et manipulé pendant des années le phénomène extrémiste pour déstabiliser l'opposition républicaine, voici qu'il est à son tour atteint. Je suis sûr d'être compris de tous si je dis que je préfère prendre le risque de perdre une élection en combattant l'extrémisme que de perdre mon âme en m'acquinant avec M. Marchais ou M. Mermaz ».

M. Philippe Seguin, défendant sa contribution, déclare : « Les données du débat politique en France ont connu des bouleversements qui sont d'une ampleur comparable à ceux qui modifient le

paysage politique de l'Europe. Il n'y a plus aujourd'hui dans notre pays, si ce n'est les extrêmes, deux projets de société aussi irréductiblement contradictoires qu'ils l'étaient hier. Et nous devons d'autant moins nous en lamentoir que c'est notre projet de société qui, pour l'essentiel, l'a emporté. Un grand mouvement politique en France, aujourd'hui, ne peut plus avoir pour seule ambition d'incarner une idéologie, de représenter des intérêts particuliers ou des catégories ».

« S'il veut avoir une vocation majoritaire, il doit être le reflet de l'ensemble des aspirations et de la diversité de ses contradictions. Sa raison d'être est de procéder à leur arbitrage ou à leur synthèse à la faveur d'un débat interne large, libre et permanent. Mais nous n'échapperons pas à une réflexion sur notre pratique institutionnelle. Pendant un peu plus de deux décennies, le Parlement, certes rationalisé, a été du moins la chambre d'écho du débat idéologique. Sans débat idéologique à l'extérieur, il n'est pas possible de le faire à l'intérieur. Le Parlement tourne à vide et le moment viendra où il ne servira plus à rien. Il faut que le président de la République, élu au suffrage universel, s'occupe de l'essentiel. Il faut que les élus du peuple ne soient pas les seuls à rester exclus de l'aspiration générale à plus de participation. Il faut que notre Parlement puisse enfin s'affirmer face aux institutions communautaires ».

Après avoir longuement parlé de la situation européenne, M. Seguin conclut : « Pour certains d'entre nous, rien, ou presque, n'a changé sinon la vitalité et la cohésion de notre mouvement. Pour d'autres, dont je suis, tout a changé sauf la capacité d'initiative et de proposition de notre mouvement ».

M. Alain Carignon, défendant la motion du courant « Vie », affirme : « Nous sommes capables de devenir une identité nationale forte, attractive, ouverte et généreuse, qui rassemble et qui rend fier. Alors, dans cette diversité, la différence ne conduit pas à se montrer du doigt mais à se servir la main ». Le maire de Grenoble poursuit : « Parce que la France d'aujourd'hui a besoin de réformes et d'un nouvel élan, nous devons

les impulser. Notre temps est venu parce que nous n'avons pas inventé les défaites électorales et que l'histoire nous montre que les malentendus ne demandent qu'à être dissipés. Voilà l'esprit de notre contribution. Nous le ferons ensemble en comptant nos forces respectives pour mieux les additionner ».

M. Gabriel Kasperreit, qui défend la contribution « Nouveaux horizons du gaullisme », traite longuement de l'idée de patrie — et du « sentiment national ». Il déclare : « Tout le monde s'est emparé du mot intégration, devenu la panacée alors que personne ne sait ce qu'on met dedans. Je ne souhaite pas qu'on laisse tout cela entre les mains d'un extrémisme quel qu'il soit. Il faut rappeler aux Français qui s'égarent que, si nous sommes prêts à accueillir ceux pour qui la France n'est pas seulement une terre d'asile mais une terre d'élection, nous sommes décidés à conserver notre identité. Il ne faut pas tomber dans les vieux panéaux d'une gauche qui a toujours eu l'art de créer des sentiments de culpabilité chez ceux qui ne pensent pas comme elle. Les Français ne sont pas coupables, ne sont pas racistes, ne sont pas xénophobes. Nous sommes décidés à conserver notre identité et notre culture, et nous pensons que ceux qui viennent chez nous, ou bien adoptent notre genre de vie et nos habitudes, ou bien ne sont que des étrangers de passage. Nous sommes opposés à toute forme de société pluri-culturelle ».

M. Frank Borotra, au nom de la contribution « Avenir et fidélité », estime tout d'abord que M. Alain Juppé « a dit ce que nous avions envie d'entendre ». Il estime ensuite qu'il n'y a pas trop-plein, mais vide de la vie politique — et que « les partis ont abdiqué au profit de la technocratie ». Il assure : « Le gaullisme doit retrouver son identité et exister sous ses propres couleurs. Nous ne sommes ni des libéraux ni des centristes. Mais avons-nous quelque chose d'original à dire ? » Il pense qu'il convient d'affirmer le principe de l'identité nationale et de réhabiliter la politique pour moraliser la vie publique ». Enfin, M. Borotra refuse que soient remises en cause les institutions de la V<sup>e</sup> République.

# LA CULTURE DES APPARENCES



552 p.  
195 F.

En tirant le fil de l'histoire du vêtement entre les débuts du règne de Louis XIII et les retombées napoléoniennes, bourgeoises et romantiques de la Révolution française, Roche fait venir à nous l'écheveau entier de la civilisation matérielle, sensible, intellectuelle, spirituelle, politique et symbolique d'une ère historique qui se fissure avant de se transformer radicalement... Il nous fournit des matériaux d'une grande richesse pour construire une économie politique des signes vestimentaires.

Pierre Lepgpe, Le Monde

L'Histoire  
chez  
**FAYARD**



## POLITIQUE

Après le deuxième tour des élections en Eure-et-Loir et dans les Bouches-du-Rhône

Dreux : le parler courtois de M<sup>me</sup> Stirbois

DREUX

de notre envoyé spécial

La salle des fêtes de Dreux a vraiment compris que « Marie-France » avait gagné quand les gros bras autour de la candidate élue ont crié : « Le Pen, France libérée ! ». Une voix isolée a lancé le slogan, aussitôt repris, amplifié comme une gifle victorieuse assénée aux militants opposés au Front national, eux aussi massés dans cette salle devenue forum explosif.

Entourée, happée mais toujours souriante, la permanente insonnante Marie-France Stirbois se réfugia derrière les micros pour faire part de sa « grande joie ». Elle rêvait d'une coupe de champagne, d'une grande fête avec ses amis. Patience... Il n'est que 19 h 15 à Dreux. La France ne sait pas encore la nouvelle, pas tout à fait. Et la ville elle-même, transie, cadencée derrière ses volets, ne sait pas.

A 100 mètres de la grand-place, la permanence du RPR sombre doucement mais résolument dans la déprime : « Aïe, aïe, aïe... ». Une jeune femme raccroche le téléphone. Trois militants répètent mécaniquement l'information : « Aïe, le canton d'Aïe est tombé ! ». Un jeune, gros pull pour affronter le froid, commente incertain : « On est dans les choux, on est cuit... ». La jeune femme analyse calmement : « Les abstentionnistes du premier tour ont voté Stirbois ». Un petit sec à moustache explose : « Si on avait écouté Pasqua, on serait pas dans la merde ! ».

C'est une pauvre scène de théâtre miniature : un bureau, quelques

chaises recouvertes d'un Skat beige.

« C'est foutu. Demain, là, on va se battre dans les rues ! Vous allez voir ! »

— On pouvait pas lutter. Qu'est-ce que tu réponds à quelqu'un qui t'explique sur les marchés : « Marie-France, elle va remettre la peine de mort, elle va raser les tours à immigrants, elle va remettre dans des bateaux ? »

— Ça va exploser. Les affrontements, on va les avoir entre les murs et les autres. Ce sont les innocents qui paieront.

— On n'est pas en Algérie ici !

— J'y étais ! Vous ne connaissez pas l'histoire de l'Algérie !

La discussion tourne comme un disque. Couplets, refrain. La base du RPR tanque et chavire.

## « Un piège énorme »

18 h 15. La ville sommeille déjà. La bruine ronge les rares nappes de lumière. L'obscurité a établi un couvre-feu naturel. Dans son costume croisé, le maire de Dreux, Jean Hicau (RPR), égrène ses certitudes dans un coin de la salle des fêtes. Les résultats ne sont pas connus, mais il sait : « Globalement, ce sera du 40/60... ». Il murmure une prière : « Puisse, enfin nos gouvernants comprendre qu'il y a un problème, et qu'ils y réfléchissent ». Il regrette : « On est tombé dans un piège énorme. Vous prononcez le mot immigration, on vous qualifie aussitôt de raciste ! Maintenant, ce n'est pas cinquante mesures qu'il faut, mais deux ou trois... ».

19 h 30. Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire ont arrêté de crier : « Front national, fascistes ! ». Marie-France a fait place nette. C'est son prénom qui est scandé, hurlé : « Marie-France, Marie-France ! ». Loïc du tourbillon, de la mêlée des caméras et des micros, Nathalie et Christophe, ses enfants, attendent tranquillement l'heure de la photo, de la belle image d'une « France française ».

Pour l'instant, sans désemparer, Marie-France Stirbois, l'ancienne étudiante de Nanterre, successivement professeur d'anglais puis imprimeur aux côtés de son mari, mort l'an passé dans un accident de voiture, répond, explique, répète. Elle parle le Front national avec courtoisie.

Elle a des réflexes innés : « Je pense à tous ces braves gens qui ont voté pour moi et aussi à ceux qui n'ont pas voté pour moi... »

— C'est une revanche ?

— Ne parlons pas en termes de revanche, j'y vais plat.

Elle donne aimablement rendez-vous aux journalistes mercredi, date de son entrée à l'Assemblée nationale : « Je ne serai pas seule. J'aurai tout le peuple de France qui restera avec moi au Palais-Bourbon ». Elle sera « une petite chandelle destinée à devenir un grand feu de joie ». Elle a du métier et promène son supplicat masqué comme une ombre pâle. Marie-France Stirbois embrasse Roland Gaucher, de National-Hebdo. Elle sourit. On l'ovationne. Elle ne s'étonne de rien. Cela fait si longtemps qu'elle milite. Elle savoure. En 1982, elle avait « fait »

10 % des voix dans une cantonale à Dreux-Ouest : en 1988, 15,78 % aux législatives, et plus de 22 % aux dernières municipales. Elle a progressé, non ?

LAURENT GRELSAMER

Inscr., 60 502 ; vot., 32 892 ; abst., 45,63 % ; suffr. expr., 29 903. M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois, FN, cons. rég., cons. mun., 18 331 voix (61,30 %), ÉLU. M. Michel Lethuillier, RPR, 11 572 (38,69 %).

[Rapport des précédents résultats : 26 novembre 1988 (1<sup>er</sup> tour) : Inscr., 60 605 ; vot., 26 701 ; abst., 55,94 % ; suffr. expr., 26 272. M<sup>me</sup> Stirbois, 11 164 voix (42,49 %). M. Lethuillier, 6 452 (24,55 %). Claude Neapoulos, PS, 4 762 (18,12 %). Gérard Labouret, Verts, 1 281 (4,87 %). Michel Legendre, MRG, 1 108 (4,21 %). M<sup>me</sup> Gisèle Quérité, PC, 1 024 (3,89 %). M. Serge Jones, RPR diss., 481 (1,83 %).

5 juin 1988 (1<sup>er</sup> tour) : Inscr., 59 551 ; abst., 34,25 % ; suffr. expr., 38 879. M. Martial Tanguet, RPR, 15 897 (40,88 %). M<sup>me</sup> Françoise Gagnard, PS, 13 063 (33,58 %). Marie-Françoise Schiwe, FN, 6 136 (15,77 %). Gisèle Quérité, PC, 1 770 (4,55 %). M. Christian Mager-Maury, MRG diss., 1 212 (3,11 %). Jacques Lefebvre, PNF, 893 (2,04 %).

12 juin 1988 (2<sup>e</sup> tour) : Inscr., 60 158 ; vot., 43 584 ; abst., 27,55 % ; suffr. expr., 42 567. M. Tanguet, 23 768 (55,83 %), RÉÉLU. M<sup>me</sup> Gagnard, 18 799 (44,16 %).

## Le double glissement de l'électorat à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin qui aime les symboles, a voulu placer l'élection de son dauphin, M. Jean-François Marté, sous le signe de la continuité de la droite marseillaise. L'écharpe qu'il lui a solennellement remise après l'annonce des résultats était celle qu'il avait portée depuis 1978. Une véritable écharpe reliée, conquise en 1936, par M. André Delzer et transmise par celui-ci, en 1962, à un autre élu de la droite locale, Francis Ripert qui, lui-même, l'avait léguée à l'ancien président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.

Le cœur, pourtant, n'y était pas. Il avait fallu attendre longtemps, dans la soirée, pour voir se dessiner la victoire du candidat de l'opposition. La tendance avait été, certes, immédiatement favorable à M. Marté. Mais M<sup>me</sup> Marie-Claude Roussel ne cédait que peu de terrain et ce n'est qu'après le dépouillement de plus de la moitié des bureaux de vote que l'avantage de son adversaire apparut décisif.

Comme la médiatisation du scrutin le laissait prévoir, la participation électorale a sensiblement augmenté, passant, d'un tour à l'autre, de 32,56 % à 41,92 %, soit 9,3 points et 5 762 votants en plus. Avec 52,82 % des suffrages exprimés, M. Marté devance finalement la candidate du Front national de 1 404 voix.

Il perd près de 9 points par rapport au score obtenu par M. Gaudin — qui était opposé à un candidat socialiste — au deuxième tour des élections législatives de 1988 et près de 10 par rapport à celui de M. Chirac lors de la dernière élection présidentielle. Comme elle l'a souligné, M<sup>me</sup> Roussel, elle, dépasse en voix le meilleur résultat du Front national dans la circonscription qui était celui de M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, marqué, pourtant, par un taux de participation très supérieur (1).

Contre toute attente, M. Marté n'a que peu profité de l'augmentation sensible du nombre des votants.

## « J'ai senti la montée du racisme »

L'analyse détaillée du scrutin tend, en fait, à montrer que M. Marté a nettement amélioré son score dans les bureaux de vote favorables à la gauche alors que ses positions se sont effritées dans ceux traditionnellement favorables à la droite. Cette observation corrobore notamment le soutien que lui a apporté entre les deux tours l'électorat juif d'obédience socialiste. Il semble qu'un double transfert se soit effectué, de la gauche vers la droite et de la droite vers l'extrême-droite. Le second concernant notamment l'électorat juif, important dans la circonscription.

d'exercice du pouvoir par M. Rocard « il y a une nouvelle étape ». Celle-ci doit, à l'évidence, lier les difficultés liées de l'immigration aux questions sociales. Sur le principe, M. Rocard en reste à l'idée d'un traitement social du racisme, en partant d'un constat : celui de l'importance prise dans la France des années 80 par le phénomène de l'exclusion, et la place qu'occupent, parmi les exclus, les immigrés. Encore faudrait-il passer des discours aux actes.

« Cela a été un sombre dimanche », a lancé, non sans raison, M. Mauroy. Sombre, en effet, pour les socialistes : ils sont au premier rang des victimes de la démobilité de l'électorat

tion et particulièrement sensible aux thèses du Front national sur l'immigration et à son argumentation sur la « collusion » de M. Marté avec la gauche.

Comme au premier tour, en effet, M<sup>me</sup> Roussel a axé exclusivement sa campagne sur les problèmes créés par le projet de construction d'une « mosquée cathédrale » à Marseille et le port du voile islamique. Ses tracts visaient, de plus, à assombrir l'attention ou le vote en faveur de M. Marté à une aide « à l'islamisation de la France ».

Le candidat de l'opposition a vu, aussi, ses affiches détournées par des bulles lui faisant dire, contre toute évidence : « Oui à la mosquée » ou « Oui au tchador ». Aussi bien, s'il a, d'abord, remercié les électeurs de sa famille politique, M. Marté n'a pas manqué de saluer ceux d'un autre bord qui ont renforcé leurs rangs. M. Marté, qui s'est inlassablement prononcé pour une « rénovation du discours politique », aura pu mesurer, au demeurant, les ravages que peuvent produire sur l'opinion la simplification de ses discours. « J'ai senti dans cette élection, nous a-t-il déclaré, le montage du racisme et j'ai rencontré, pour la première fois, des gens qui proclamaient leur fierté de voter pour le Front national ».

GUY PORTE

(1) M. Le Pen avait obtenu 11 734 voix alors que le taux des suffrages exprimés était de 77,04 %.

Inscr., 61 604 ; vot., 25 823 ; abst., 58,08 % ; suffr. expr., 24 918. M. Jean-François Marté, UDF-FR, cons. gén., cons. mun., 13 161 voix (52,81 %), ÉLU. M<sup>me</sup> Marie-Claude Roussel, FN, 11 757 (47,18 %).

[Rapport des précédents résultats : 26 novembre 1988 (1<sup>er</sup> tour) : Inscr., 61 604 ; vot., 20 051 ; abst., 67,43 % ; suffr. expr., 19 861. M. Marté, 7 725 voix (39,19 %). M<sup>me</sup> Roussel, 6 564 (33,04 %). Michèle Fournet-Emmadi, PS, 2 692 (13,10 %). MM. Robert Allome, PC, 1 471 (7,40 %). Gérard Monnier-Bézouzes, Verts, 1 264 (6,36 %). Didier Tureau, Parti nationaliste français, 1 151 (5,76 %). Pierre Avoine, Mouvement républicain français, 23 (0,11 %).

5 juin 1988 (1<sup>er</sup> tour) : Inscr., 63 028 ; vot., 40 033 ; abst., 36,48 % ; suffr. expr., 39 613. MM. Jean-Claude Gaudin, UDF-FR, député sortant, 17 276 (43,61 %). Jean-Victor Cordemans, PS, 11 010 (27,79 %). Jean Gaudin, FN, 8 961 (22,34 %). Robert Allome, PC, 3 013 (7,60 %). Jean-Pierre Castellani, RPR diss., 253 (0,63 %).

12 juin 1988 (2<sup>e</sup> tour) : Inscr., 63 028 ; vot., 43 908 ; abst., 30,33 % ; suffr. expr., 43 902. MM. Gaudin, 26 074 (60,63 %), RÉÉLU ; Cordemans, 16 928 (39,36 %).

## La « reine législative »

« Tout ce que je fais en politique, c'est pour l'avenir de mes enfants », disait Marie-France Stirbois en novembre 1985. Si je ne suis pas élue, ce n'est pas un problème. Ce qui compte avant tout, c'est faire passer le message. L'avenir immédiat de Nathalie et Christophe, ses deux enfants, est donc maintenant assuré. Non seulement « le message » est passé mais il a apparemment été reçu cinq sur cinq dans la deuxième circonscription législative d'Eure-et-Loir. Stirbois était un nom, celui du secrétaire général du Front national, mort dans un accident de voiture en novembre 1988 entre Dreux et Paris : Stirbois, c'est maintenant un prénom, celui de sa veuve, élue dans une consultation au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

Marie-France entre au Palais-Bourbon après avoir inlassablement labouré sa circonscription. Si elle dit aujourd'hui que « la nation est trompée depuis quarante-cinq ans », c'est post-

être — qui sait — par nostalgie d'une période où a précédé sa propre vie. Sa mère l'appela Marie-France car elle est née en 1944, un 11 novembre. Elle tient à faire savoir que la Résistance, à cette époque, dans sa famille, on la faisait contre l'occupant nazi qui voulait installer un ordre nouveau en Europe. Un demi-siècle après, Marie-France se veut résistante à la « colonisation » de la France par ces immigrés maghrébins qui peuplent chacun de ses discours. Une fois encore, avec le voile islamique providentiel et provocateur, ils auront fait l'essentiel de sa campagne victorieuse dans cette ville dont les rues, des vingt heures, sont d'artères. Celle qui son adversaire socialiste du premier tour appelait par ses initiales « MFS » — lourde plaisanterie que l'on croirait puisée dans le langage de l'extrême droite plutôt que dans celui du PS — avait été baptisée, par Jean-Marie Le Pen « reine législative ». Elle par-

te se tire avec Marie-Claude Roussel, sa candidate à Marseille. Pour le président du Front national, elle était la carte maîtresse d'un « breton » avait-il dit, pour une partie de poker électoral. Tel ne fut pas toujours le cas !

Car cette « belle et ardente jeune femme », selon l'expression utilisée par Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de l'élection de Dreux n'a pas toujours eu droit aux mêmes honneurs. Elle distille aujourd'hui le chef de l'extrême droite. Écartant progressivement les amis politiques de Jean-Pierre Stirbois après le décès de celui-ci, il avait proposé, en juin dernier, la vingt-cinquième place à Marie-France sur sa liste européenne. Autant dire, rien. Elle l'avait remercié. Et avait refusé. Jean-Marie Le Pen avait alors choisi des gens « compétents » en position éligible... et Claude Autant-Lara fut élu.

L'ancienne professeur d'anglais, qui a repris les rênes

de l'imprimerie qui son époux dirigeait, a-t-elle gardé rancune à Jean-Marie Le Pen de cette mauvaise manière ? Qui le sait ? Ses amis « solidaristes », aussi rétro au communisme soviétique qu'à la capitale américaine, voteront sans doute une revanche tardive dans ce nouveau coup de tonnerre de Dreux. Revanche tardive, mais peut-être significative dans l'équilibre interne du Front national.

Étudiante à Nanterre, elle avait fait la connaissance de Jean-Pierre Stirbois, qui n'avait pas la réputation d'être un mou, dans les « comités TV » de soutien à la candidature de Jean-Louis Trier-Vignancour à l'élection présidentielle de 1985. Parée d'un sourire au charme redoutable et d'une voix qui fait tout passer, la « reine législative » qui est aussi conseiller municipal de Dreux et conseiller régional du Centre, est une dame de fer avant d'être une dame de cœur.

OLIVIER BIFFAUD

## Les victoires du Front national

Suite de la première page

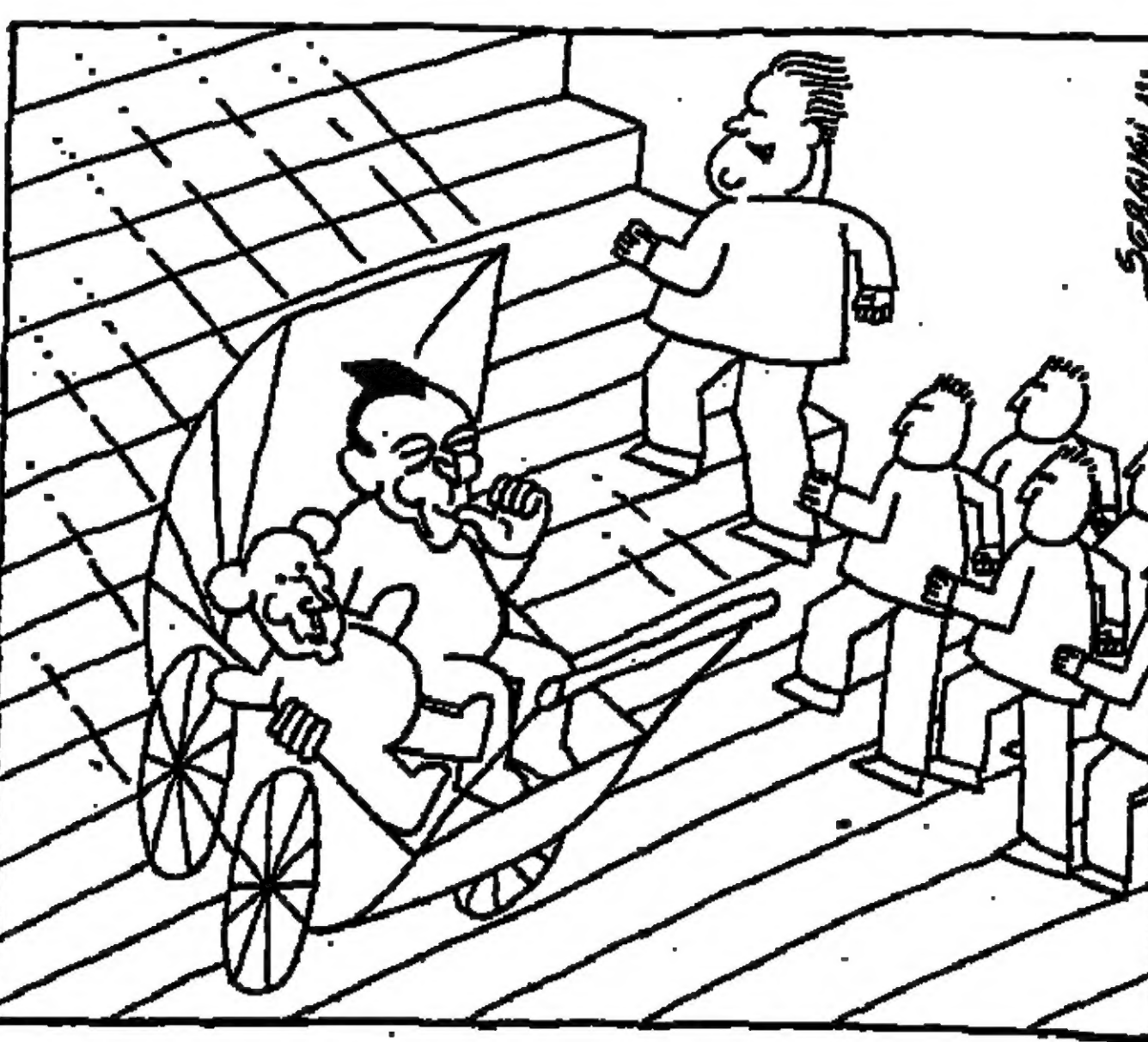
Le front républicain a fonctionné, des électeurs de gauche en direction d'un candidat de droite, à Marseille. Mais aucun des principaux dirigeants de la droite parlementaire n'a encore consenti à un travail pédagogique qui permettrait à terme d'obtenir, à l'inverse (des électeurs de droite en direction d'un candidat de gauche), le même résultat. Bien au contraire. M. Michel Noir et les quelques centristes qui se situent sur la même ligne que lui restent isolés.

La tâche pédagogique que la droite classique pourrait éventuellement entreprendre, si elle le décide enfin, est d'autant plus lourde qu'un « tabou », comme le note M. Laurent Fabius, a sauté dimanche dernier. On vote désormais pour l'extrême droite sans réticence, et même d'enthousiasme, comme à Dreux, de la même manière que l'on apporte son suffrage à n'importe quel représentant de la « bande des quatre ».

Afin d'endiguer ce phénomène inquiétant, deux solutions sont proposées aux Français. L'une par M. Jacques Chirac, qui suggère de reprendre où elle a été interrompue, en 1988, la politique Pasqua mise en œuvre sous son gouvernement de cohabitation. L'autre par le premier ministre, qui, après maintes tergiversations, présentera mercredi au conseil des ministres

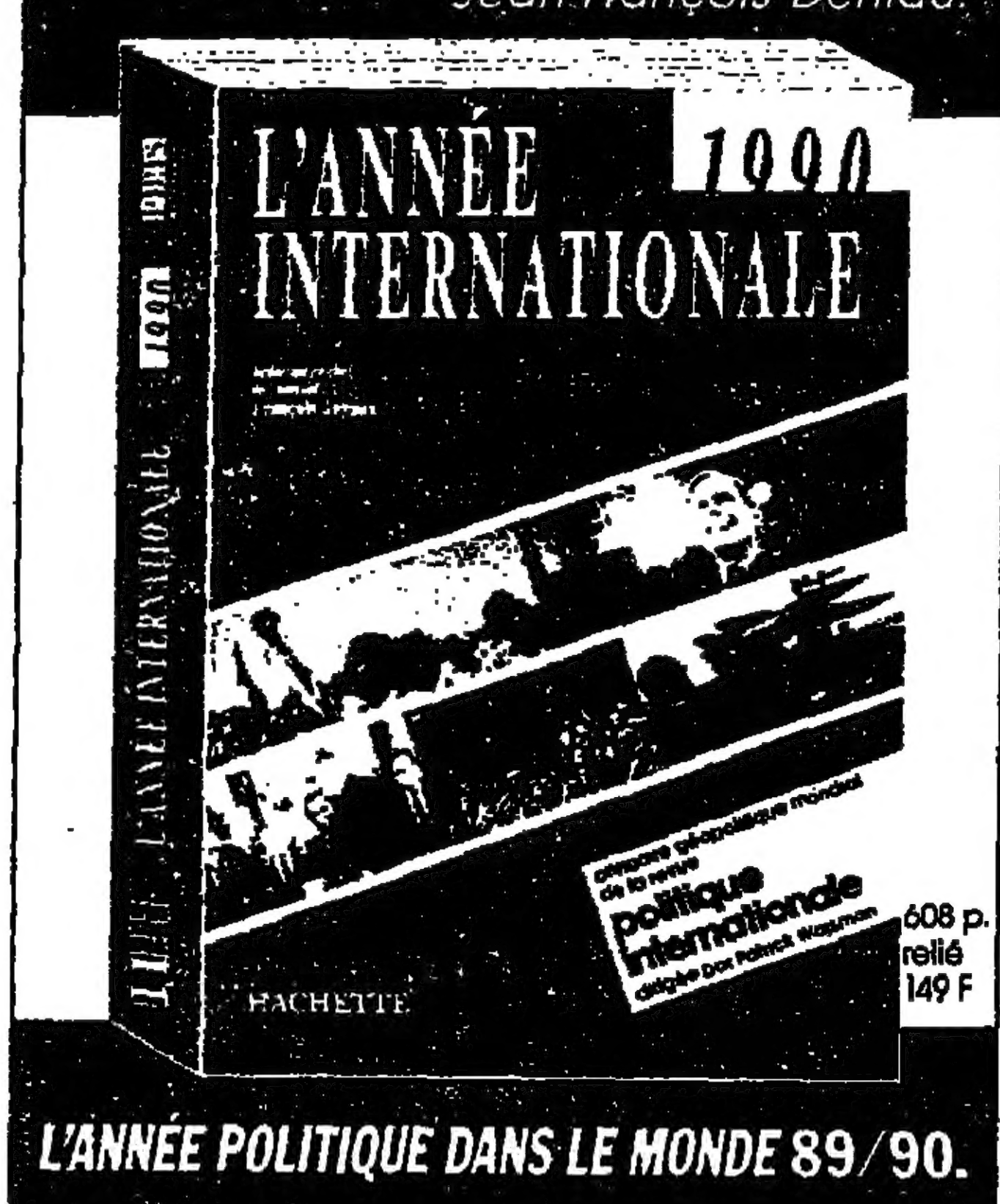
une cinquantaine de mesures en faveur de l'intégration des immigrés. Ce plan est rejeté d'avance par M. Chirac, selon lequel M. Rocard s'efforce simplement de « noyer le poisson ».

Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne peut plus attendre, déficit électoral oblige. Le premier secrétaire du PS le presse de mettre en œuvre « une grande politique d'intégration qui se traduise par des décisions rapides » et souhaite, ni plus ni moins, qu'après dix-huit mois



Mieux qu'un annuaire... Le commentaire des faits éclaire les faits sans les dénaturer.

Jean-François Deniau.



L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.



## double glissement électorat à Marseille

Le double glissement électoral à Marseille, qui a été constaté lors des élections municipales de 1989, est le résultat de deux phénomènes distincts. D'une part, la population de la ville a augmenté de manière significative, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de sièges à pourvoir. D'autre part, la répartition de la population entre les différents quartiers a évolué, ce qui a entraîné un déplacement des centres de gravité électoraux.

Ces deux phénomènes ont conduit à une redistribution des sièges entre les différents groupes politiques. Les socialistes, qui étaient traditionnellement la force dominante à Marseille, ont vu leur nombre de sièges diminuer, tandis que les communistes et les radicaux ont vu le leur augmenter.

Cette redistribution des sièges a eu des conséquences importantes sur la composition du conseil municipal. Les socialistes ont perdu leur majorité absolue, ce qui a entraîné la formation d'une coalition entre les communistes et les radicaux.

Cette coalition a permis à ces deux groupes de maintenir leur influence sur la politique municipale de Marseille, malgré la perte de leur majorité absolue.

Cette situation a entraîné une certaine instabilité politique à Marseille, ce qui a conduit à des élections municipales anticipées en 1993.

Ces élections ont été marquées par la victoire de la droite, ce qui a entraîné une nouvelle redistribution des sièges et une nouvelle coalition.

# Société Française du Radiotéléphone

Fin 1989, la SFR, opérateur national de radiotéléphonie publique, dessert les principales agglomérations françaises. Dès la fin de 1990, son service LIGNE SFR sera accessible à 75 % de la population métropolitaine, et couvrira toutes les autoroutes.

Un réseau de 200 distributeurs agréés SFR offre à l'utilisateur une gamme de plus de 20 postes pouvant être utilisés quel que soit l'abonnement : National ou Province. Ils assurent la mise en service de la ligne de l'abonné SFR dans les 48 heures.

Facture simple ou détaillée, renvoi d'appel, annuaire express sont autant de services proposés à tout usager de LIGNE SFR.

La SFR rassemble l'expérience de treize sociétés françaises et étrangères qui, chacune dans leur domaine, préparent l'Europe.

Avec LIGNE SFR, le radiotéléphone fait partie intégrante de la vie professionnelle comme de la vie privée. LIGNE SFR, c'est le nouvel outil de communication au service du temps. C'est le téléphone liberté.

**LIGNE  
SFR**  
LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

Informations 24 H/24 H : (1) 47 30 90 00 et Minitel 3615 SFR



# POLITIQUE

## Cinq élections cantonales partielles

### A Salon-de-Provence, le PS perd, au profit du FN, un canton qu'il détenait depuis cinquante ans

Ni la mobilisation nettement plus forte des électeurs, ni la réconciliation — tardive — intervenue au sein de la famille socialiste, n'ont empêché le candidat du Front national, M. Philippe Adam, de remporter l'élection cantonale partielle de Salon-de-Provence.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le scrutin était destiné à pourvoir le siège laissé vacant, pour cause de cumul des mandats, par M. André Vallet, maire (Majorité présidentielle) de Salon-de-Provence, récemment élu au Sénat. M. Adam, qui a obtenu 50,81 % des suffrages exprimés, devance de 371 voix le candidat de la Majorité présidentielle, M. Maurice Méridol, maire (PS) d'Aurons et secrétaire général de l'Association des maires des Bouches-du-Rhône. Son élection est un véritable événement. Elle prive, en effet, le PS d'un siège que le sénateur honoraire, M. Roger Carcassonne, avait détenu, sans interruption, pendant un demi-siècle avant que M. Vallet ne lui succède en 1982. D'un tour à l'autre, la participation électorale a augmenté de plus de 12 points. M. Adam, qui était arrivé de justesse en tête au premier tour, partait avec une avance sensible sur M. Méridol puisque le total des voix de droite et d'extrême droite était de 47,05 % alors que la gauche ne réunissait que 43,16 % des suffrages exprimés.

Le candidat unique de l'opposition UDF-RPR, M. Antoine Toran, maire (RPR) de Lançon-de-Provence (21 % des voix), éliminé au premier tour, avait laissé ses électeurs « se déterminer en leur âme et conscience » tout en désignant la gauche

comme son adversaire. Les instances départementales du RPR s'étaient, elles aussi, prononcées pour la liberté de vote, alors qu'un conseiller municipal salonnais de ce parti avait indiqué, à titre personnel, qu'il voterait pour le candidat de la Majorité présidentielle. L'UDF, elle, était restée muette. A gauche, le PS, dont le candidat officiel, M. Jean-Pierre Maggi, avait obtenu 14 % des suffrages exprimés, et le PC (6,13 %), soutenaient M. Méridol, le candidat des Verts, M. Patrick Sauvage (9,74 %), fidèle à la ligne de son mouvement, s'abstenant de donner toute consigne de vote.

L'échec de M. Méridol est sévère, aussi bien pour le PS que pour M. Vallet, à titre personnel, qui avait été réélu, au deuxième tour, en 1988, avec 64,02 % des voix après avoir obtenu 51 % dès le premier tour sans franchir la barre du quart des électeurs inscrits. Il est encore plus flagrant à Salon-de-Provence même, ville conquise par M. Vallet — à la tête d'une liste socialiste homogène — en mars dernier, où M. Méridol ne recueille que 45,83 % des voix et n'arrive en tête que dans quatre bureaux de vote sur dix-neuf.

Il affecte également le sénateur (Majorité présidentielle) et maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, qui s'était totalement investi aux côtés du maire d'Aurons mais qui, impavide, a déclaré que « ces élections, [celles de Marseille et de Salon-de-Provence] ne sont qu'un épiphénomène ».

Le succès de M. Adam, s'ajoutant à celui, récent, de Mme Thérèse Aillaud (app. UDF) sur un candidat socialiste à Tarascon — ville dont elle maire — fait perdre, en outre, au PS, la marge de

manœuvre dont il disposait encore au conseil général (en cas d'abstention du PC, il détenait une majorité relative grâce à la voix prépondérante du président Louis Philibert). Le nouveau conseil se compose désormais de 17 élus socialistes, 11 communistes et 19 élus de droite et d'extrême droite (dont 5 RPR, 11 UDF et app., 1 divers droite, 2 FN). Sauf majorité de circonstance avec la droite, sur certains dossiers, le PS est désormais directement dépendant du PC.

GUY PORTE

**BOUCHES-DU-RHÔNE : canton de Salon-de-Provence (2<sup>e</sup> tour).**

Inscr., 47 657 ; vot., 24 208 ; abst., 49,20 % ; suffr. expr., 22 819. MM. Philippe Adam, FN, 11 595 voix (50,81 %) ; ELU ; Maurice Méridol, maj. p., m. d'Aurons, 11 224 (49,18 %).

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 47 666 ; vot., 24 208 ; abst., 49,20 % ; suffr. expr., 22 819. MM. Philippe Adam, FN, 11 595 voix (50,81 %) ; ELU ; Maurice Méridol, maj. p., m. d'Aurons, 11 224 (49,18 %).

En 1988, M. Vallet, qui avait déposé la barre des 50 % au premier tour, mais dont le nombre de voix était inférieur au quart des inscrits, avait dû attendre le second tour pour être réélu avec 14 741 voix (64,02 %) contre 8 284 (35,97 %) à M. Bernard Bernaud, RPR, sur 46 991 inscrits, 24 161 votants (soit 48,48 % d'abstention) et 23 625 suffrages exprimés.

Les résultats de premier tour avaient alors été les suivants : Inscr., 46 969 ; vot., 23 625 ; abst., 50,94 % ; suffr. expr., 22 870 ; M. Vallet, 11 514 voix (51,01 %) ; Bernaud, 6 336 (28,07 %) ; Pierre-Louis Campa, FN, 3 151 (13,96 %) et Jean-François Gast, PC, 1 569 (6,95 %).

**COTES-DU-NORD : canton de Saint-Brieuc-Nord (2<sup>e</sup> tour).**

Inscr., 10 506 ; vot., 3 827 ; abst., 63,57 % ; suffr. expr., 3 552. MM. Christian Daniel, div. d., 1 860 voix (52,59 %) ; ELU ; André Gacel, PS, adj. au m., 1 684 (47,40 %).

Le Parti socialiste a perdu le siège auquel M. Claude Samier, PS, élu sénateur le 24 septembre dernier et maire de Saint-Brieuc, s'était résolu pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. Dans ce canton traditionnellement favorable à la gauche, et où M. Samier avait été élu pour la première fois en 1982, le PS avait enregistré, dès le premier tour, un recul sévère de plus de 20 points de pourcentage. Arrivé en tête, dimanche dernier, le candidat d'union de l'opposition a maintenu son avance : il obtient 342 suffrages supplémentaires tandis que son adversaire socialiste en récolte 844 de plus. L'écart qui était de 19 points à l'avantage du PS au second tour de 1988, se renverse de 5,19 en faveur du candidat soutenu par le RPR et l'UDF.

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 10 515 ; vot., 3 463 ; abst., 67,02 % ; suffr. expr., 3 407. MM. Daniel, 1 826 voix (53,61 %) ; Gacel, 1 581 (46,38 %) ; Raymond Blanc, FN, 221 (6,43 %) ; Gérard Gaudier, div., 208 (6,10 %) ; Patrick Bouffine, UDR, 40 (1,17 %). En 1988, M. Samier avait été réélu au second tour avec 2 616 voix (59,54 %) contre 1 777 (40,45 %) à M<sup>me</sup> Madeleine Le Mor, UDF-RPR, sur 10 701 inscrits, 4 553 votants (soit 57,45 % d'abstention) et 4 393 suffrages exprimés.

**FINISTÈRE : canton de Guipavas (1<sup>er</sup> tour).**

Inscr., 15 969 ; vot., 8 112 ; suffr. expr., 7 967 ; abst., 49,20 % ; MM. Edmond Pestel, PS, 2 562 voix (32,16 %) ; Marcel Dantec, div. d., 2 459 (30,86 %) ; Georges Kerdiles, RPR, 1 603 (20,12 %) ; Olivier Morvan, FN, 727 (9,23 %) ; Guy Lizar, PC, 616 (7,73 %). Il y a ballottage.

Le conseil d'Etat avait annulé l'élection, en octobre 1988, de M. Edmond Pestel, qui avait déposé de 2 voix le conseiller général sortant RPR, M. Michel Briant. Le candidat

socialiste est en ballottage défavorable, comme l'an dernier, même s'il a gagné près de 2 points. Le RPR, en changeant de porte-drapeau, recule sensiblement, puisque, cette fois, il est devancé par un divers droite. Ce dernier a reçu le soutien du CDS face à M. Georges Kerdiles, fils du maire de Guipavas. Alors que le nombre de suffrages exprimés a légèrement augmenté par rapport à 1988, ce recul s'explique par la présence d'un candidat du Front national, qui gagne 3,5 points sur le score du candidat d'extrême droite aux législatives de 1988, bien qu'il n'y ait pas de problèmes liés à l'immigration dans l'agglomération bretonne, où se trouve ce canton. Le représentant du PC perd, lui, plus de 4 points.

En 1988 M. Pestel avait été élu, au second tour, par 3 893 voix contre 3 891 à M. Briant sur 15 630 électeurs inscrits, 7 936 suffrages exprimés et 7 784 votants. Au premier tour, il y avait eu 7 849 votants, 7 750 suffrages exprimés ; M. Briant avait recueilli 2 526 voix (32,59 %) ; M. Pestel 2 358 (30,42 %) ; M. Joseph Cadou, divers droite, 1 836 (23,69 %) ; M. Lizar, PC, 897 (11,57 %) ; M. Philippe Lecourt, sénateur, 133 (1,71 %).

**NORD : canton de Villeneuve-d'Ascq (1<sup>er</sup> tour).**

Inscr., 36 171 ; vot., 10 509 ; abst., 70,55 % ; suffr. expr., 10 355. MM. Jean-Michel Stievenard, PS, 4 471 (43,18 %) ; Guy Mulliez, Union de la droite, 2 127 (20,54 %) ; Georges Debove, FN, 1 701 (16,43 %) ; M<sup>me</sup> Françoise Verbrugge, PC, 1 016 (9,81 %) ; MM. Ronald Charbault, Verts, 922 (8,9 %) ; Jean-Jacques Mancau, MRG, 118 (1,14 %). Il y a ballottage.

L'élection cantonale qui se déroulait à Villeneuve-d'Ascq, commune de la banlieue lilloise qui couvre la totalité du canton, était due à la démission de M. Gérard Caudron, PS, maire de la ville et député européen, qui a renoncé au conseil général pour raison de cumul de mandats. Le taux d'abstention très élevé explique que les différences en pourcentage, entre les élections de 1988 et celles du 3 décembre 1989, apparaissent parfois importantes pour quelques dizaines de voix seulement gagnées ou perdues par un candidat d'un scrutin à l'autre. Par exemple, le Parti communiste, avec 42 voix de plus, voit son pourcentage

augmenter, de 3 points. M. Jean Michel Stievenard (PS), adjoint au maire, arrive en tête avec 43,18 % des voix, quoiqu'il perd plus de 17 points sur M. Caudron. Le candidat de la droite unie, M. Mulliez, ne progresse pas malgré l'appui du CNL. Le Front national enregistré, lui aussi, un succès certain en passant de 5,26 % à 16,4 %.

En octobre 1988, M. Gérard Caudron, PS, conseiller général sortant, maire de Villeneuve-d'Ascq, avait été élu au premier tour, avec 9 311 voix (60,76 %) sur 15 338 suffrages exprimés, 15 477 votants et 36 517 inscrits. M. Guy Mulliez, Union de la droite, avait obtenu 3 140 voix (20,47 %) ; M<sup>me</sup> Françoise Verbrugge, PC, 974 (6,35 %) ; M. Georges Debove, FN, 807 (5,26 %) ; M<sup>me</sup> Françoise Laurent, Verts, 731 (4,76 %) ; M. Jean Cadiau, sénateur, 279 (1,81 %) ; M. Dominique Hachet, divers droite, 96 (0,62 %).

**VAR : canton de Solliès-Pont (2<sup>e</sup> tour).**

Inscr., 13 340 ; vot., 7 591 ; abst., 43,09 % ; suffr. expr., 7 221. MM. Bruno Aycard, RPR, m. de Belgentier, 3 673 voix (50,86 %) ; ELU ; M. Guy Menut, PS, m. de Solliès-Pont, 3 548 (49,13 %).

[125 voix séparent le représentant du RPR du conseiller sortant invalidé par le tribunal administratif dont la décision avait été confirmée par le Conseil d'Etat. Conseiller général depuis 1974 et maire de la commune chef-lieu depuis 1976, le candidat socialiste devançait, à l'issue du premier tour, de 21 suffrages M. Aycard, RPR. Malgré une augmentation de la participation, le report eut pour effet de voter du PC et des Verts et les distances prises par le Front national à l'égard du candidat d'union de l'opposition, M. Menut n'est pas parvenu à conserver son siège.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 13 340 ; vot., 6 714 ; abst., 49,67 % ; suffr. expr., 6 624 ; MM. Aycard, 2 268 voix (34,23 %) ; Menut, 2 289 (34,55 %) ; Régis Chovert, FN, 1 190 (17,95 %) ; M<sup>me</sup> Clémentine Garbino, PC, 493 (7,44 %) ; M. Claude Moura, Verts, 384 (5,79 %).

En 1988, M. Menut avait été déclaré réélu au second tour avec 3 544 voix (50,25 %) contre 3 508 (48,74 %) à M. Aycard sur 12 703 inscrits, 7 253 votants (soit 42,90 % d'abstention) et 7 052 suffrages exprimés.]

# TRANSPORT

PAR  
**TOP AIR PORTUGAL**

Si vous avez la passion des voyages. Si le raffinement vous est naturel. Si partout dans le monde, de l'enregistrement à l'atterrissage, vous voulez être aux anges. Et sitôt débarqué, vous sentir d'attaque, partout. Affaires ou famille. Partez avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Celle dont le style reste inégalé. Demandez à tous ceux qui volent sur Air Portugal. Leur réaction est unanime : Transporté !



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



## La stratégie des

La stratégie des... (The text in this column is mostly illegible due to the quality of the scan and the angle of the page.)



14 Les magistrats en congrès  
15 L'islam en France

16 La réforme hospitalière  
17 Le Couronnement de Poppée à Montpellier

17 Kassav en concert à Fleury-Mérogis  
24 Tennis : la victoire d'Edberg au Masters

Introduction en Bourse d'une radio FM

La saga de NRJ



Jean-Paul Baudouin

La radio NRJ a fait, lundi 4 décembre, son entrée sur le second marché boursier de Paris. 512 000 actions, représentant 10 % du capital, avaient été mises en vente du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> décembre au prix minimum de 320 F, laissant à son fondateur et PDG, M. Jean-Paul Baudouin, la propriété de 78,2 % des parts. Cette entrée au Palais Brongniart couronne le parcours exceptionnel d'une station née en juillet 1981, en pleine « épopée des radios libres », dans un minuscule studio avec un investissement de 200 000 F et devenue aujourd'hui un groupe de communication réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 277 millions de francs pour un résultat net de 83 millions de francs. Un symbole dans l'univers mouvant de la radio où toutefois la concurrence de plus en plus intense entre les réseaux modifie sans cesse la donne.

Ce samedi 8 décembre 1984 ressemblait à un jour de printemps. Le fond de l'air était doux, le soleil lumineux et plus de cent mille jeunes défilèrent dans Paris. Ils avaient quinze ans, dix-sept à tout casser, ils s'étaient donné le mot à la sortie des lycées et étaient accourus comme une nuée d'oiseaux, une radio à bout de bras, des stars en tête de convoi. Fournure blanche, crinière au vent, Dalida la marraine, sur le toit d'une estafette, leur ouvrait le chemin et ils avançaient joyeusement, heureux d'être de la tribu et fiers de leurs banderoles : « Tous pour la musique », « Vive la liberté », « NRJ continuera de chanter », « NRJ ne se laissera pas bouffer ».

C'était elle, la radio, qui les avait mis dans la rue; elle qui leur avait lancé un SOS pathétique, multipliant les appels à l'aide, dénonçant les menaces de saisie dont elle était l'objet, fustigeant des autorités « jalouses » de la jeunesse. C'était leur première manif, une fête et un régal. Un traumatisme pour le gouvernement socialiste de l'époque. Un triomphe pour le fondateur de NRJ, que plus rien ni personne, dès lors, ne pouvait arrêter.

Le parcours ressemble à un saut-faute, et Jean-Paul Baudouin qui écrit peut-être un jour la saga de NRJ saura, n'en doutons pas, en tirer une « success story » exemplaire. Tout est réuni : la chambre de bonne nichée au fond du vingtième arrondissement qui abrita le studio des premières heures et dont l'existence, raconte-t-on, en interdit un jour l'accès à l'imposant Denis Roussos, les batailles de l'été 1981 pour obtenir la licence officielle; la guerre de la puissance, la guerre de la publicité, la guerre du réseau.

« Tout a dû être arraché de haute lutte, déclare volontiers le patron de NRJ. Tout a dû être conquis. Chaque étape de notre développement est l'histoire d'un combat. La législation, les autorités se sont toujours opposées à contraindre les entrepreneurs de la FM, retarder les évolutions naturelles, saboter leur expansion. » Il y a eu le développement d'un format, le recours aux franchises, le saut du satellite; et puis la grimpe quasiment constante dans les sondages, le dépassement de RMC, la lutte avec Europe 1, RTL en ligne de mire, et ce titre, huit années seulement après son lancement, de première radio de France pour les quinze-trente-quatre ans, seconde pour les moins de cinquante ans. Pionnière, aujourd'hui sur le second marché de la Bourse de Paris. Une consécration.

L'étape est d'importance qui clôt ainsi le premier tome de l'histoire

de NRJ. La radio sur les rails, c'est désormais un groupe diversifié que les trois lettres annoncent et Jean-Paul Baudouin entend bien transformer son entrée en Bourse en une seconde naissance. « C'est l'occasion d'un formidable coup d'accélérateur, dit-il; en terme de notoriété sur les marchés européens, en terme de développement sur de nouveaux terrains. Nous voici définitivement dans la cour des très grands. » Rideau sur le passé.

Un passé devenu encombrant pour la FM désireuse d'en finir avec l'image de désordre et d'anarchisme qui lui colle à la peau. Un passé encombrant aussi pour NRJ qui souhaiterait n'en garder que la trame d'un conte de fées parfait. Mais l'histoire ne saurait être parfaite et la réussite de NRJ procède d'une philosophie selon laquelle en affaires la fin justifie les moyens et d'un syndrôme qui n'exclut ni la tricherie, ni les coups de force, ni les compromis de toute sorte, ni aucune entorse à la législation. Obstiné à bâtir une machine à profits, obsédé par le succès de NRJ — l'affaire de sa vie — Jean-Paul Baudouin a mis tous ses moyens, toute son imagination, sa force de persuasion... ou d'intimidation, ses relations politiques ou professionnelles pour aplatiser la voie. Et gare à qui se trouvait sur sa route.

Le gouvernement de 1981 craignait les « radios-fric » ? Il enviait

le 10 août une lettre à Georges Filloud, ministre de la communication, s'engageant « à ne pas faire de publicité, à ne pas constituer de réseau, à demeurer en association à but non lucratif » en se promettant bien de faire l'inverse. RFM, sa concurrente qui n'a pas su faire preuve du même opportunisme, paya son refus de signer une telle promesse de plusieurs mois de brouillage intensif. La concurrence était rude et les places sur la FM parisienne incertaines. Baudouin se construisait un dossier en béton et multiplie les précautions. Le voilà opportunément doté d'un titre d'administrateur de l'Association pour la libération des ondes (ALÔ), plutôt bien vu du pouvoir, et représentée dans la commission chargée d'attribuer les fréquences.

Le PS trahi

Le Parti socialiste hésite sur sa propre stratégie en matière de radio ? Jean-Paul Baudouin lui apporte NRJ, glisse trois militants — dont Bertrand Delanoë — dans son conseil d'administration et lui promet le contrôle de l'information. Un engagement bien mince quand on sait la légèreté des flashs sur une radio musicale... Mais le pouvoir — qui se sentira trahi et en sera mécontent — ne le dira pas.

«manif» était bel et bien lié. On n'est jamais trop prudent.

Deux autres radios enfin se voient conviées à partager la même fréquence que NRJ ? Malheur à elles, qui seront balayées sans égard et dont les plaintes n'aboutiront pas. Tout comme celles, d'ailleurs, d'une poignée de stations voisines mais bien moins médiatiques, dont la voix se taira, écrasée par NRJ, dont la puissance d'émission dépassera parfois quatre-vingt fois celle prévue par la loi !

Mais Jean-Paul Baudouin est un entrepreneur de talent. Son obstination subjugue ses adversaires, et réduit l'épopée à une suite de tricheries — les membres de la Haute Autorité de l'audiovisuel en conservant quelques souvenirs — éclipse l'instinctif l'instinctif formidable qui a fait son triomphe. C'est en partie à lui que la FM doit d'être devenue aujourd'hui un secteur économique. Il a toujours su s'entourer avec soin et frapper aux bonnes portes et ce n'est pas un hasard — ni simple protection — si le format de NRJ s'est imposé le premier.

Quant les autres stations calquaient maladroitement leurs grilles sur celles des radios périphériques, il a, lui, opté pour une option thématique et lancé un format 100 % musical (après une mince hésitation pour une radio... des femmes). Quand quelques concurrents étendaient à grands frais leurs locaux, soignant leur devanture, lui, il concentrait ses moyens sur le son. Un son presque parfait, sans cesse amélioré pour en faire la radio au meilleur confort d'écoute, reconnaissable entre toutes sur la bande FM. Le produit, le son... Restait à bâtir l'image et donner à la marque NRJ (propriété de Jean-Paul Baudouin) une force attractive. Là encore, Jean-Paul Baudouin a été le premier, qui s'employa dès 1981 à faire le label (puis à le déclinier et le vendre), lui associa le titre de « plus belle des radios », toujours aidé par l'agence de Bonneville-Orlandini, consultée dès 1981, et qui prépara jusqu'aux slogans de la fameuse manifestation...

Aujourd'hui NRJ est puissante. Les maisons de disques la craignent... et lui mangent dans la main; les périphériques la vilipendent, choquées par ses manières brutales et habituées à plus d'élégance dans le club fermé des leaders, mais suivent avec angoisse sa progression dans les sondages. Son réseau comprend cent trente stations en France, en Suisse et en Belgique (dont soixante et une appartenant au groupe), reliées par le satellite Télécom 1. Elle vient de racheter Pacific (ou plutôt

son passif) avec la bénédiction du CSA, et compte y installer le programme de Chérie FM (pour les plus de trente-cinq ans) qu'elle diffusait déjà sur une fréquence parisienne détenue avec CBS et la Générale d'Images. A Paris, sur une troisième fréquence, elle teste depuis peu un format « rire et musique ».

RTL dégoûtée

Elle rêve de télévision, bien sûr, inconsolable de s'être fait raver la chaîne musicale TV6, à laquelle elle participait, et dont la concession a été réalisée en février 1987. Ses espoirs reposent donc sur Euro-musique, la télévision musicale conçue pour le câble par la Générale des eaux et la Caisse des dépôts. Elle se diversifie également vers la télématique, l'édition, la compilation de disques et l'organisation de concerts, où elle a supplanté RTL, dégoûtée par ses méthodes.

Inviolable ? Jean-Paul Baudouin en est sûr, qui mise sur une bonne croissance de son chiffre d'affaires (+19 % en 1990), confiant dans l'explosion du marché publicitaire français (en retard sur les pays voisins), le potentiel d'auditeurs encore absents de la FM, et surtout sur une meilleure adéquation entre les recettes publicitaires et l'audience des différentes radios. La part du marché publicitaire des radios FM (26,8 % en 1989 et 6,9 % pour NAI) est sans commune mesure, en effet, avec sa part d'audience (40,1 % en octobre, selon Médiamétrie).

NRJ connaît toutefois quelques faiblesses, et les sondages de ces derniers mois, qui trahissent un léger effritement de l'audience, sont une première alerte. Pas étonnant ! Le monde de la FM s'est professionnalisé à grands pas; les stations — celles de la concurrence — ont appris et copié. Et les radios commerciales sont retombées entre les mains de groupes dont c'est depuis toujours le métier. Son format a semblé hésitant, moins précis, moins ciselé que celui de stations destinées aux très jeunes (Maximùm, Skyrock...) et celui de stations conçues pour des adultes jeunes (Europe 2), dont le succès se confirme à chaque vague de sondage. Aurait-elle mangé son pain blanc, comme le murmurent certains ? La question scandalise Jean-Paul Baudouin, athlétique héritier de l'empire Rouge Baïer et propriétaire aujourd'hui de 78,2 % des parts de NRJ. « Des jaloux », répond-il simplement.

ANNICK COJEAN

Programmes diversifiés et alliances commerciales

La stratégie des périphériques

NRJ est désormais le dernier réseau national indépendant. Tour à tour, chacun des autres a en effet été intégré dans un groupe quand il n'en était pas issu et le combat des chefs, qui oppose les plus importants d'entre eux, a laissé sur la route la quasi-totalité des artisans de la première heure. La place centrale, dans le paysage actuel de la FM commerciale est aujourd'hui occupée en fait par les radios périphériques. Un phénomène frappant quand on se souvient des réticences, voire du mépris avec lesquels les trois géants des grandes ondes avaient accueilli, au début des années 80, l'irruption des radios FM; plus encore si l'on évoque leur délaissé rapide dans les sondages (tout au moins pour RMC et Europe 1) et quelques déboires dans leurs premières incursions timides sur la FM.

Rien d'étonnant à cette nouvelle situation, observent invariablement leurs responsables. La radio revient naturellement à la radio. C'est notre vocation, notre savoir-faire, notre raison d'être. Connaissances désormais de la victoire irrésistible de la modulation de fréquence (plus de la moitié des Français n'écoutent que la FM) et inquiets à la perspective de voir les parts du marché publicitaire s'aligner sur les parts de l'audience et mettre fin à leur immense avantage, les directions des radios périphériques ont adopté une stratégie offensive dans deux directions :

celle des programmes en diversifiant l'offre sur la FM, et celle de la publicité en concluant des alliances commerciales et en jouant le client; des auditeurs. Deux directions qui correspondent en fait à deux médiums différents — celui d'éditeur et celui de régisseur — et répondent à deux logiques pour le moment opposées.

L'une procède de la fragmentation croissante de l'auditoire et impose de diversifier l'offre pour cibler et satisfaire un public, explique Martin Bresse, directeur du développement FM et de la diversification radio d'Europe 1. L'autre répond aux exigences de l'achat d'espace en radio (toujours considérée comme un « mass media ») et implique d'offrir aux annonceurs le plus grand volume d'auditeurs.

D'où le mouvement de concentration observé actuellement autour des trois périphériques, devenues de véritables pôles d'attraction pour les stations FM. Un mouvement qui pourrait encore s'accroître, estime M. Roland Faure, responsable du dossier des radios au CSA, le chiffre de quatre réseaux nationaux (sur les huit actuels) lui paraissant plus « raisonnable ».

RTL — Programme : le réseau Maximùm, lancé cet automne sur la base de la radio Aventure FM (rachetée à Paris) et destiné à un jeune public à la

recherche de « danse music » et de nouveautés musicales.

Régie : outre Maximùm, la régie IP commercialise le réseau FUN (groupe Hersant), la radio vendienne Alouette FM et vient de mettre au point, entre RTL et RFM (groupe Crown) un produit dit « de complémentarité » pour atteindre la tranche des 25-40 ans « actifs et citadins ».

Europe 1 — Programme : Europe 2, musical, destiné aux 25-40 ans et adressé à des stations locales abonnées sur l'ensemble de la France (dont de nombreuses radios de la presse quotidienne régionale) avec une audience de près de deux millions d'auditeurs.

Régie : elle joue sur trois radios et sur trois cibles présentées comme complémentaires en proposant aux annonceurs les formules Radio Music (Europe 2 et Skyrock) et Puissance 3 (Europe 1, Europe 2 et Skyrock).

RMC — Programme : Nostalgie, le réseau des plus de trente-cinq ans, écouté selon le dernier sondage Médiamétrie par 1,9 million d'auditeurs (audience cumulée) et racheté au printemps 1989 à Pierre Alberti son fondateur.

Régie : outre Nostalgie, elle est à la recherche d'un réseau complémentaire susceptible d'apporter à ses annonceurs une cible plus jeune.

A. Co.

NRJ en chiffres

- Le réseau :
  - 130 points d'émission dont 25 filiales, 34 réémetteurs rachetés et 67 radios indépendantes franchisées.
  - 10,8 % d'audience cumulée en septembre-octobre 1989, soit 4,75 millions d'auditeurs (11,2 % en 1988) selon Médiamétrie.
  - 9,3 % de part d'audience de la radio (11,8 % en 1988) contre 20,5 % à RTL, 10,5 % à Europe 1, 9,8 % à France-Inter, 4,5 % à RMC et 4,4 % à Europe 2.
- Les participations :
  - 99,8 % de la régie publicitaire 15/34.
  - 33 % de Chérie FM.
  - 100 % de Pacific FM (en cours).
  - 12 % dans la chaîne Euro-musique.
  - 50 % de la société Edition NRJ (avec Finot).
- Le chiffre d'affaires 1988-1989 : 277 millions de francs (dont 226,5 MF) pour la publicité; 26,5 MF pour les franchises; 9 MF pour la télématique; prévision : 330 MF pour 1990.
- Le bénéfice net : 84 millions de francs (prévision : 107 MF pour 1990).

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett Frankfurt

William Forsythe

6, 7, 8, 9 et 16 décembre 20h30

17 décembre 15h00

Impressing the Czar

Potemkins Unterschrift

In the Middle Somewhat Elevated

La Maison de Mezzo-Prezzo

Bongo Bongo Nageela

Mr Phut Goes to the Big Top

14 et 15 décembre 20h30

Die Befragung des Robert Scott

Enemy in the Figure

Pretty Ugly (Amanda Miller)

40.28.28.00



## M. Pierre Arpaillange critiqué à gauche comme à droite

## L'Association professionnelle des magistrats fer de lance contre l'ennemi intérieur

LA DÉCOUVERTE *Le Monde*

**Le Monde**  
**DOSSIERS**  
**& DOCUMENTS**

DÉCEMBRE 1989

**LES TERTIAIRES**

- L'explosion diversité.
- De nouvelles formes de services.
- Une société de tertiaire.

**HEROS STARS ET IDOLES**

- Toujours imaginaires.
- Archétypes et...
- Nouveaux modèles.
- Des professionnels des medias.


CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# La guerre d'Algérie

*Dossier et témoignages réunis et présentés par  
Patrick Eveno et Jean Planchais*

Reprenant des articles publiés depuis  
trente ans dans *Le Monde*, complétés par des  
entretiens inédits réalisés récemment avec  
des acteurs français et algériens de la guerre  
d'Algérie, cet ouvrage constitue une  
remarquable fresque de cette guerre, remise  
en perspective par le rappel de l'histoire  
antérieure du mouvement nationaliste, et  
l'évocation des séquelles de la guerre en  
France comme en Algérie.

*Une coédition*

LA DÉCOUVERTE  Le Monde



## SOCIÉTÉ

L'islam en France et l'intégration des franco-maghrébines

# Fadila s'en va-t-en guerre

Nous poursuivons notre enquête sur les musulmans de France. Après le sondage IFOP (le Monde du 29 novembre), les problèmes de l'école (le Monde du 30 novembre) et la bataille des mosquées (le Monde du 2 décembre). Aujourd'hui, la situation des jeunes filles d'origine maghrébines.

**« J'étouffais. »** La jeune femme porte une main mate à sa poitrine. Quand elle se remémore son adolescence, aujourd'hui à trente-cinq ans, Fadila semble revivre ce sentiment d'oppression qui ne la quittait jamais. Sa jeunesse durant, son père, un Kabyle descendu de la montagne et parti pour Paris pendant la guerre d'Algérie, l'a soumise à une surveillance aussi rigoureuse que constante. Fadila était l'aînée, sa préférée. Il la suivait le matin, quand elle se rendait au lycée, veillant à ce qu'elle ne s'attarde pas en route. Le soir, il l'attendait à la sortie des cours. Pas question d'aller boire un café avec les copains, encore moins de flâner un peu devant les magasins. Une jeune fille n'a pas à « traîner dans la rue ».

Et puis un jour, Fadila a « eu l'âge ». Vingt ans, l'âge de se marier. Après avoir aidé sa mère à élever ses sept frères et sœurs, il fallait songer à se caser. Son futur a été présenté au père par un cousin. Il a plu. Elle l'a accepté, lasse d'une vie sans horizon. Leur mariage a duré un an. Ensuite, Fadila est rentrée dans sa famille, et tout a recommencé comme avant.

Les seules sorties autorisées étaient celles du dimanche, en famille. Fadila se souvient de ces rares séances de cinéma, accordées par le père grâce à l'intervention d'une amie. Elle avait alors plus de vingt-cinq ans... « C'est le travail qui m'a sauvée », raconte-elle à présent. Je respirais enfin. Au début, je devais rentrer chez moi manger à

midi. Il fallait cavalier à la maison, j'étais épuisée. Mon père a fini par comprendre et m'a laissé la liberté de déjeuner dehors. » Quand Fadila a décidé de se remarier avec un jeune homme de mère française, ses parents l'ont, bon gré mal gré, acceptée.

Une histoire presque banale, loin des tragédies — meurtres, mariages forcés — qui percent de temps à autre la surface de l'actualité. Une histoire déjà ancienne ? Pas forcément dépassée en tout cas. Car l'émancipation des jeunes filles d'origine maghrébines avance par à-coups. La machine à des ratés. Leila a vingt-quatre ans. Elle s'est mariée voilà cinq mois avec un gars « de là-bas ». Un coup de tête. Elle fréquentait un Français, mais ses parents l'ont appris et ne l'ont pas supporté. Leila a choisi le mariage avec un quasi-inconnu. Pour conquérir, espérait-elle, une parcelle de cette liberté confisquée par la famille. « Une porte de sortie. » Une porte rapidement refermée par son propre mari, qui, bien que né en France, a lui aussi une conception toute traditionnelle de la place de la femme. « J'ai le droit de sortir, mais avec lui. »

### Les gardiens de la virginité

Fadila, Leila. Deux exemples parmi tant d'autres. Comme elles, des milliers de jeunes filles sont brimées, voire séquestrées par leur parents. Au nom de la sacro-sainte « tradition » du pays d'origine qui veut que les femmes restent à la maison. La société musulmane a fait de la virginité au moment du mariage une de ses lois. Avec, couronnant ce parcours d'abstinence, la trop fameuse cérémonie du drap. En France, les jeunes mariés s'y plient parfois encore, plus par lassitude et par « respect » que par conviction. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à recourir à divers stratagèmes (une trousse de foie ou de rosbif fait très bien l'affaire) pour tacher la couche nuptiale de sang...

Mais le principe demeure et justifie bien des excès. Pour rassurer leurs mères, nombreuses sont celles qui demandent un certificat de virginité auprès de médecins français. Certaines (beaucoup plus rarement car l'opération coûte plusieurs milliers de francs) vont jusqu'à se faire recoudre un hymen déchiré. La plupart vivent dans un mensonge permanent. « Elles sont des clandestines », souligne Souad Benani, présidente de l'association Les Nanas beurs, sans cesse obligées de stimuler. Au point qu'elles ont souvent du mal à en sortir, et, plus tard, continuent à mentir, presque instinctivement. » La peur les oblige à cacher leurs relations amoureuses, et même, parfois, une grossesse. Car l'existence de la contraception, sujet tabou s'il en est, ne parvient pas toujours à leurs oreilles. Et les moins informées sont bien sûr les plus « serrées ».

Autre vérité essentielle : la virginité est une chose trop précieuse pour être laissée à la garde des femmes elles-mêmes. Un homme doit constamment faire office de chaperon et de garde du corps. Un rôle que les frères assument, parfois avec violence mais de plus en plus avec une grande complicité. « Chez nous, une femme qui sort seule ne peut être qu'une putain », résumait crûment les intéressées. Dans ce monde hostile qu'est restée la France aux yeux de nombreux immigrés, la perdiction attend les filles au coin du trottoir. Et c'est pour les sauver du vice qu'il faut à tout prix les empêcher de sortir. Une vision déformée que les enfants ont bien du mal à faire évoluer. « Ma mère ne travaille pas. Elle ne connaît rien du monde extérieur, elle ne sait même pas ce que veut dire aller au restaurant ou en boîte. Alors elle se fait des films. » Des « films » où, télévision aidant, la drogue et la prostitution tiennent le premier rôle.

Mais, peut-être plus encore que la peur du dehors, la crainte du regard de la communauté fige les parents dans des principes rigides. Que vont dire les oncles, les tantes, les cousins, toute cette famille élargie qui veille à l'honneur de la famille de ses filles ? Que vont penser les voisins, maghrébins comme eux, locataires de la HLM d'en face ?

« Notre déménagement a été saluatoire », raconte Nadia, une belle brune indépendante de vingt-huit ans. Passer d'une grande cité — genre Les 4000 à La Courneuve — à une petite résidence à Saint-Denis, avec beaucoup moins d'immigrés, m'a permis de me libérer plus facilement. » Car, à travers cette attention permanente aux faits et gestes d'autrui, c'est tout le pays qui vous guette. Lui déplaire devient, dès lors, une forme d'infamie à ses origines.

« La venue en France, le déracinement, a souvent été un véritable choc pour les parents. Il leur est très difficile d'imaginer les choses autrement. Ils ne font que reproduire ce qu'ils ont connu pendant leur propre jeunesse. » L'association nouvelle génération immigrée (ANGI) se refuse à tout discours radical et « anti-parents ». Créée par des enfants de la « deuxième génération », l'association a mis sur pied un foyer d'hébergement pour jeunes femmes en rupture familiale. Mais elle a également voulu travailler en direction des adultes. Dans les meilleurs des cas, elle parvient à assouplir les positions et à permettre le retour de la fugueuse chez elle.

### Une formidable envie de vivre

Néanmoins, le départ définitif du milieu familial reste pour certaines adolescentes un dernier et douloureux recours. Déchirées entre l'appel d'une vie extérieure pleine de promesses et une contrainte intérieure de plus en plus étouffante, elles décident alors de fuir. Comme Tounès. Cette jeune Kabyle n'a pas revu ses frères ni sa mère depuis cette nuit d'hiver où elle s'est enfuie de l'hôpital. Séquestrée pendant plusieurs jours sans manger ni boire après que sa famille ait découvert sa liaison avec un jeune Français, elle était finalement tombée dans le coma. Elle put s'échapper avec la complicité des médecins, et rejoindre son ami. Pour ses frères, Tounès n'existe plus, Elle est fille « perdue ». A la recherche d'elle-même, sans aucun doute.

Comme elle, Sélia ne voit plus aujourd'hui d'autre solution que la

rupture. Pâle mais souriante, cette Marocaine de dix-neuf ans prépare sa fugue avec détermination. Car, c'est simple, elle n'en peut plus. Sélia est venue en France à sept ans. Son père l'a retirée du lycée le jour de ses seize ans. Sur de son bon droit puisqu'il avait déjà essayé de le faire avant qu'elle n'atteigne ce cap des seize ans, après lequel la scolarisation n'est plus obligatoire. « J'allais avoir mon CAP. Je m'accrochais, j'aurais tellement voulu continuer », soupire Sélia.

Depuis, elle vit enfermée dans sa chambre, dans un grand ensemble à Boulogne. Allongée sur son lit, au bord de la léthargie, elle laisse filer le temps. Ses sorties sont réduites au strict minimum et toujours minutées. Profitant un jour du sommeil paternel, elle se rend au local des Nanas beurs, une association de Françaises d'origine maghrébine, auprès desquelles elle trouve une oreille attentive. Grâce à leur aide, elle se cherche un foyer d'accueil. De là, elle espère « recommencer à vivre ».

Portée en elles par les beurettes, cette formidable envie de vivre est le moteur des changements en cours. Elle caractérise aussi bien les minidettes de dix-huit ans qui « s'éclatent » en boîte que ces femmes de quarante ans qui, un beau jour, reprennent goût à la liberté et refont leur vie. Au bout du compte, les anciens acceptent — par respect, par affection — que leurs enfants vivent autre chose. Ils courent alors leur approbation d'une voile de silence pudique. Et, malgré les crises traversées, il est rare que les liens avec la communauté cessent définitivement.

Car les jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine s'acharnent à garder le contact. Et à prouver que liberté n'est pas synonyme de laisser-aller. En réussissant socialement et en fondant une famille selon leurs vœux, elles parviennent — lentement certes — à faire évoluer la mentalité de leurs parents. Dans les familles installées de longue date sur le sol français, le sort des plus jeunes sœurs (celles qui ont vingt ans aujourd'hui) n'est

déjà plus le même que celui de leurs aînées.

« Mes sœurs et moi, nous avons éduqué notre mère. » Dalila a vingt et un ans, de grandes boucles châtaines et les yeux noirs. Elle est la fille cadette, celle qui a bénéficié du chemin tracé par ses aînées. Si elle n'a pas connu l'enfermement, elle n'a rien d'une délinquante. Mais quand un de ses cousins est venu la demander en mariage à son père — « pour les papiers », — elle a fumé devant lui et l'a regardé droit dans les yeux, « pour qu'il comprenne que je n'étais pas une femme pour lui. J'ai dit à ma mère : s'il te plaît, à toi, tu n'as qu'à l'épouser. Moi, je ne me marie pas pour faire plaisir aux autres ».

JUDITH RUEFF

► Les Nanas beurs, 126, rue Cas-téja, 92100 Boulogne. 46-21-07-29.

► ANGI, 9, rue de la Maladerie, 93300 Aubervilliers. 48-34-35-07.

► Expression maghrébine au féminin, 29, rue Godefroy-Cavaignac, 75011 Paris. 43-48-62-37.

Les états généraux de la culture scientifique, technique et industrielle

## LES FRANÇAIS ET LA SCIENCE LE REVEIL DE 89

Le mouvement des Etats Généraux de la culture scientifique, technique et industrielle, lancé il y a un an dans les 26 régions françaises a déclenché une multitude d'initiatives locales destinées à sensibiliser le public aux changements amorcés par les progrès scientifiques et techniques.

La connaissance scientifique fait partie de la culture. Mesurer les enjeux de société et l'impact du progrès scientifique sur la démocratie, élargir le cercle des acteurs qui œuvrent déjà dans ce domaine, tels sont quelques-uns des objectifs du Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

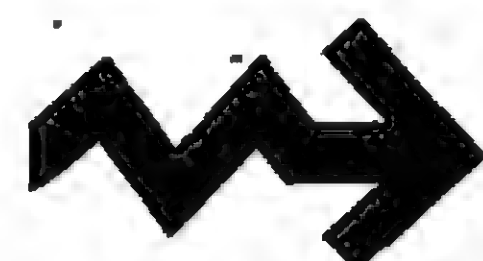
CERTAINS PENSENT ENCORE QUE LA SCIENCE, CE N'EST PAS DE LA CULTURE. LA FAUTE A QUI ?

LES SCIENTIFIQUES SAVENT-ILS NOUS PARLER ? SAVONS-NOUS LES ENTENDRE ?

L'ÉCOLE AIME-T-ELLE LA SCIENCE ?

LA PLACE DE LA SCIENCE DANS LES MÉDIAS : SIÈGE OU STRAPONTIN ? POURTANT, BIEN EXPLIQUÉ C'EST CAPTIVANT. ALORS POURQUOI PAS A LA TÉLÉ ?

ET SI LA CULTURE SCIENTIFIQUE ÉTAIT EUROPÉENNE ?



Pour répondre à ces questions : des carrefours, des ateliers, un plateau forum télévisé de clôture les ministres : Jack Lang, Hubert Curien, Jacques Chérèque, Robert Chapuis et : Hélène Ahrweiler, Yves Coppens, Michel Crozier, Pierre Desgraupes, Paolo Fasella, Philippe Guilhaume, Odile Jacob, Patrick Le Lay, Bernard Maitenaz, René Monory, Joël de Rosnay...

## Colloque National de la Culture Scientifique et Technique.

les 4, 5 et 6 décembre 1989 Cité des Sciences et de l'Industrie

Organisé par les ministères chargés de la Recherche, de la Culture, de l'Industrie, de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, et la cité des Sciences et de l'Industrie.

### Des beurs poussent la porte

Leila Bouachera voulait être ambassadrice. Le ministère des affaires étrangères ne lui a même pas communiqué le dossier du concours d'entrée au Quai d'Orsay. Ce n'était pourtant pas faute d'un niveau suffisant : Leila est, à vingt-neuf ans, titulaire d'un doctorat en droit international (mention très bien), d'un DEA de droit communautaire, d'une maîtrise en sciences économiques et d'une licence en langues orientales. « Mais vous imaginez, vous, une beure ambassadrice de France ! », ironise-t-elle non sans amertume.

Française d'origine algérienne, Leila Bouachera se sent, en effet, victime d'une « injustice » dans la mesure où des places auxquelles elle a postulé lui ont été, affirmé-elle, refusées « du seul fait de [ses] origines ». La reconnaissance de ses compétences « s'est arrêtée aux églises », précise Leila, qui vient d'être distinguée par l'Académie des sciences morales et politiques. « Il faudrait, en fait, changer de nom et passer par les mains d'un chirurgien » pour obtenir certains postes, et notamment dans le secteur public, ajoute encore cet ancien expert-consultant à la Commission européenne, aujourd'hui « lobbyiste ».

### « En orbite »

Ne s'avouant jamais vaincue, Leila Bouachera est donc partie en croisade et a fondé, en mai dernier, un groupe de réflexion, l'Intemporel, dont le but est de « faire bouger les mentalités ». « L'objectif est d'agir pour que nos enfants ne soient plus victimes de délit de faciès au moment d'accéder à un emploi », explique une autre membre de l'Intemporel, Fatima Zefzef, trente-cinq ans, attachée de direction à la Banque française de commerce

extérieur et qui a eu elle-même « beaucoup de mal à percer ».

Le groupe de réflexion entend donc « présenter une nouvelle image des beurs et des harkis », qui ne soit plus seulement celle de la délinquance et de la drogue, mais qui passe, au contraire, par « une valorisation des cas modèles ». La vingtaine de beurs, dont deux femmes, qui constituent aujourd'hui l'Intemporel, se veulent ainsi les ambassadeurs non seulement des immigrés de la deuxième génération mais aussi des Français musulmans, « deux communautés embarquées dans la même galère », selon Leila. Chirurgien, chorégraphe, financier ou publiciste, ils sont, précise encore la fondatrice de l'Intemporel, professionnellement déjà « en orbite », même si, dans leur branche respective, ils sont à la fois « les plus diplômés et les moins payés ».

L'action de ce groupe de réflexion est doublement ciblée. Il s'agit, d'une part, de faire prendre conscience aux décideurs politiques et économiques de tout « le potentiel encore inexploité de cette jeunesse élevée dans une double culture », ce qui constitue, assure Fatima Zefzef, un atout plutôt qu'un handicap. L'intemporel entend, d'autre part, « promouvoir une solidarité nouvelle » au sein même des communautés beures et harkis car, jusqu'à maintenant, ceux qui avaient déjà réussi ont, selon Leila, « loupé le coche » en ce domaine. « Nous devons montrer l'exemple aux autres et les aider à s'en sortir », affirme-t-elle en citant une phrase de Sénèque, choisie pour devise du groupe : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

VALÉRIE DEVILLE CHABROLLE

elle des musulmans ennemi intérieur

erre d'Algérie  
agréables et potables  
au et Jean Monod  
articles publiés  
Koude compliqué  
tentatives récentes  
et algériens de  
cette cause  
le rappel de la  
mouvement national  
séquelles de la guerre  
Le Monde



## SOCIÉTÉ

## Le projet de réforme du gouvernement

## M. Evin souhaite rénover et démocratiser l'hôpital public

A l'occasion d'un discours prononcé lundi 4 décembre devant les Assises nationales de l'hospitalisation publique, M. Claude Evin, ministre de la Santé, a présenté les grandes lignes de son projet de réforme hospitalière, qui doit être présenté devant le Parlement au cours de la session de printemps.

L'entreprise de « rénovation » de l'hôpital public que s'apprête à engager M. Claude Evin s'articule autour de quatre chapitres principaux : une rénovation du statut de l'hôpital ; une redéfinition de l'organisation hospitalière ; une harmonisation entre les secteurs public et privé à but lucratif en matière d'hospitalisation.

Même si, estime M. Evin, il s'agit de « faux et dangereux » de tomber dans le catastrophisme à propos de la situation présente et future de l'hôpital public, force est de reconnaître, les « difficultés » rencontrées aujourd'hui. « L'hôpital s'interroge sur son avenir, affirme le ministre de la Santé, nous l'avons vu dans les conflits sociaux au cours desquels s'expriment, au-delà des revendications catégorielles, le besoin d'un dialogue accru ».

Concernant la rénovation du statut de l'hôpital, M. Evin estime que les missions prévues par la loi de 1970 ne suffisent plus pour répon-

dre à toutes les attentes que suscite le service public hospitalier à la fin de ce siècle. La mission fondamentale qui lui incombe est, dit-il, « la permanence des soins et l'accueil des urgences » une mission qui n'est qu'évoquée dans la loi de 1970. Fini l'« hospitalocentrisme » : l'hôpital doit s'ouvrir plus largement sur son environnement. Autre nouvelle mission de l'hôpital public : l'évaluation scientifique, thérapeutique et socio-économique, un domaine dans lequel, reconnaît le ministre de la Santé, « nous avons un important retard à combler ».

En ce qui concerne le statut juridique proprement dit des hôpitaux, M. Evin envisage la création d'une catégorie d'établissement public administratif spécifique, l'établissement public de santé. Ce nouveau cadre juridique permettrait d'appliquer certaines règles de fonctionnement, en particulier une meilleure prise en charge des personnes âgées dans des structures sanitaires et sociales.

## Des unités fonctionnelles de base

Deuxième volet de la réforme : la redéfinition de l'organisation hospitalière. Dans ce domaine, « la réforme est essentielle (...). Elle conditionne l'organisation sanitaire de notre pays pour les vingt prochaines années ». En substance, il s'agit d'instituer une organisation fondée sur une base régionale, de

manière à mieux répondre aux besoins de la population. De la même manière, la région servirait de cadre de référence en matière d'assurance-maladie.

Les propositions les plus attendues par les personnels hospitaliers sont celles qui concernent la démocratisation de l'hôpital, troisième point du projet. « Nos hôpitaux publics souffrent de barrières trop rigides entre les services médicaux qui les composent », estime M. Evin, ajoutant que, « à l'intérieur même de ces services, les responsabilités des médecins sont mal définies. Cela n'est bon ni pour la prise en charge des malades, ni pour la motivation des médecins, ni pour la gestion rationnelle des moyens ». M. Evin propose donc un nouveau schéma d'organisation : seraient définies au sein de l'hôpital des unités fonctionnelles de base, où séjourneraient les malades en fonction de leur pathologie prédominante. Un médecin, responsable du fonctionnement médical, dirigerait cette unité. Celle-ci serait, « le lieu privilégié des échanges entre médecins et infirmiers autour du malade et des problèmes médico-techniques ». Ces unités seraient dans l'obligation de se grouper en service ou département, qui rassembleraient l'ensemble des unités médicales de la même discipline ou des structures plus larges, en particulier dans les centres hospitaliers généraux. Chaque service ou département se doterait d'un conseil ou, aux côtés des médecins, seraient représentées toutes les catégories de personnel des équipes

de soins. Ce conseil serait dirigé par un médecin désigné qui aurait la responsabilité du projet de service et du budget. Enfin, un cadre infirmier assisterait dans sa tâche le chef de service ou le chef de département.

Quatrième chapitre de ce projet de réforme, celui qui concerne l'harmonisation des deux secteurs d'hospitalisation, public et privé à but lucratif. Selon M. Evin, les très fortes disparités existant entre ces deux secteurs sont largement à l'origine des difficultés exprimées par les hospitaliers. Trois types de mesures permettraient un traitement plus équilibré. Tout d'abord l'instauration d'une marge nationale, dans le cadre du taux directeur, de manière à prendre en compte, comme c'est le cas dans le privé, l'évolution des activités médicales. Dès cette année, une marge nationale de 0,1 % sera consacrée au taux directeur (qui sera en 1990 de 4,2 %).

D'autre part, M. Evin entend mettre en œuvre des « règles uniformes et communes » pour les secteurs public et privé dans le cadre de la planification sanitaire. Enfin, pour adapter les règles de financement du secteur privé, le gouvernement instaurera un « coût total prévisionnel » pour les établissements privés à but lucratif.

Selon M. Evin, toutes ces propositions, qui ont déjà fait l'objet d'une large concertation, devront être encore discutées par l'ensemble des partenaires concernés.

FRANCK NOUCHI

## ESPACE

## En raison d'ennuis techniques

## L'arrimage d'un nouvel élément à la station soviétique Mir est retardé

Des ennuis techniques ont empêché les Soviétiques de retarder jusqu'à mercredi 6 décembre, l'arrimage à leur station orbitale Mir du module supplémentaire lancé le 26 novembre (Le Monde daté 26-27 novembre).

La mise sur orbite de cet élément de 23,5 tonnes avait déjà été retardée de plusieurs mois, en raison de sérieux problèmes informés détectés au sol, puis de la défaillance de matériel similaire monté sur le Soyuz qui avait amené à bord de la station, en septembre dernier, les deux cosmonautes qui l'occupent actuellement. Selon les informations données par la télévision soviétique et l'agence Tass, l'arrimage prévu samedi a été retardé en raison du « mauvais fonctionnement d'un des systèmes de direction automatique du module ».

De plus, une seconde panne a affecté le système automatique d'orientation de la station elle-même, obligeant les deux cosmonautes, Alexandre Viktorovitch et Alexandre Serebrov à prendre eux-mêmes les commandes pour effectuer les manœuvres d'approche et de tentative d'arrimage. Enfin, l'un des panneaux solaires du module D (rebaptisé « Kvant-2 » après sa mise sur orbite), peut-être endommagé lors du lancement, ne s'est déployé qu'à moitié. Mais, assurent les responsables du vol,

cette dernière défaillance ne gêne en rien l'arrimage.

La cause de ces ennuis techniques n'est pas encore connue. La situation n'est « pas catastrophique », a estimé le cosmonaute Titov à la télévision soviétique. Cependant, a-t-il reconnu, « nous n'avons pas assez d'expérience dans la conduite de systèmes aussi énormes, et nous ne sommes donc pas à l'abri des erreurs ». Des spécialistes américains soulignent cependant que les Soviétiques sont désormais engagés dans une course de vitesse pour identifier et corriger ces pannes, dans la mesure où le module Kvant-2 n'est conçu pour fonctionner que durant un temps limité en orbite avant son arrimage à la station. — (AFP, AP, UPI.)

Le satellite Solar Max est retombé sur Terre. — Le satellite américain Solar Max est retombé sur Terre samedi à 11 h 26 (heure française). Selon les responsables de la base spatiale américaine du Colorado, qui ont suivi sa rentrée dans l'atmosphère, le satellite de plus de deux tonnes s'est désagrégé en une multitude de débris au-dessus de l'Océan indien, à mi-chemin entre les côtes de l'Inde et de l'Australie. Si certains des fragments pouvaient être assez volumineux, aucun incident n'a été signalé. Engin scientifique lancé en 1980, Solar Max a pu observer plus de 12 500 éruptions solaires.

## RELIGIONS

Après la rencontre Gorbatchev-Jean-Paul II

## Les catholiques ukrainiens sont optimistes

« Nous avons prié pendant quarante-trois ans pour que jour vienne et Dieu a répondu à nos prières. Nos souffrances touchent à leur fin » : telle est la déclaration, plutôt optimiste, faite samedi 2 décembre à Rome, où il vit en exil, par le cardinal Lubachivski, archevêque majeur de Lvov, chef spirituel de l'Eglise uniate ukrainienne, dont le sort avait été discuté la veille entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev.

Le cardinal Lubachivski aurait reçu l'assurance que l'Eglise catholique d'Ukraine, de rite byzantin (4 à 5 millions de fidèles environ), liquidée par Staline en 1946, contrainte de fusionner avec l'Eglise russe orthodoxe, pourrait prochainement se faire entendre dans le cadre de la nouvelle législation sur les cultes. Ce serait « la première étape » vers une complète libération.

L'avenir de l'Eglise catholique ukrainienne et la question de la liberté religieuse en URSS, qui ont été au centre des conversations du 1<sup>er</sup> décembre entre M. Gorbatchev et le pape, sont effectivement liés. La nouvelle législation religieuse, dont le président soviétique a confirmé la préparation, comprendrait la liberté de conscience pour tous les citoyens (qui existait déjà

dans la Constitution). Mais aussi — ce qui est nouveau — la liberté d'enseignement et de propagande, ainsi que la reconnaissance de la personnalité juridique aux Eglises et différentes confessions organisées : c'est par ce biais que pourrait se faire la libération de l'Eglise catholique ukrainienne. Mais celle-ci n'est pas la seule à faire difficulté. La question de la reconnaissance officielle des communautés musulmanes ou des sectes (comme les témoins de Jéhovah ou les krichas) retarde également l'aboutissement de cette loi.

## L'hésitation du patriarche de Moscou

Est-ce à dire que la rencontre Jean-Paul II-Gorbatchev a balayé tous les obstacles ? La libération des uniates toucherait de plein cœur la souveraineté dont jouit en Ukraine l'Eglise russe orthodoxe. En pratique, celle-ci perdrait dans l'affaire une grande partie de ses ressources et de son clergé. Les paroisses, sont « nominativement orthodoxes », dit un observateur, « mais catholiques de cœur ». La plupart des séminaristes « orthodoxes » de Zagreb et de Léningrad viennent d'Ukraine. L'Eglise nationale russe ne peut supporter que sur son territoire de juridiction (comprenant l'Ukraine), et en utilisant le rite national byzantin, des fidèles soient placés sous une autre

autorité que la sienne. Même si un accord est intervenu entre les catholiques uniates et les orthodoxes pour l'application des lois rendues au culte par les autorités (2 000 environ), les esprits restent crispés et la cathédrale, à Lvov, a été récemment occupée par des uniates.

Cette question paralyse les rapports ecclésiastiques entre le Vatican et le patriarche de Moscou. L'annonce récente de la nomination de l'archevêque Kyryl, de Smolensk, à la tête du département des relations extérieures du patriarche de Moscou (en remplacement de Philaret de Minsk), est accueillie comme une bonne nouvelle au Vatican où l'archevêque Kyryl, très connu dans les milieux ecclésiastiques, fait de fréquents déplacements. En toute hypothèse, le pape ne se rendra pas en URSS — et encore moins en Ukraine — sans l'invitation du patriarche de Moscou et avant toute libération de l'Eglise ukrainienne.

Nouvelle législation religieuse, reconnaissance de l'Eglise uniate, établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et Moscou, voyage du pape : il s'agit de permettre à terme toutes ces évolutions, qui sont intimement liées, le « sommet » Gorbatchev-Jean-Paul II laisserait pour le coup un empreinte durable dans l'histoire. Mais la route de Rome à Moscou risque d'être encore longue.

HENRI TINCO

## ENVIRONNEMENT

## La protection de la haute atmosphère

## La lutte contre la destruction de l'ozone devra être accélérée

Encore une fois, pendant le mois d'octobre, la teneur d'ozone de la haute atmosphère antarctique est descendue, comme en octobre 1987, au niveau le plus bas connu.

L'ozone (une molécule faite de trois atomes d'oxygène) n'est qu'une infime quantité de l'atmosphère : si la totalité de celle-ci était ramenée à des conditions « normales » de pression (1 atmosphère) et de température (20 °C), elle serait épaisse de 8 kilomètres dont tout l'ozone n'occuperait que 3 millimètres. Dans la réalité, l'ozone est surtout présent entre 15 et 40 kilomètres d'altitude, sa concentration maximum étant située aux alentours de 25 kilomètres. Pour évaluer la quantité d'ozone réellement présente, on prend ces 3 millimètres comme référence. En octobre dernier, comme en octobre 1987, la quantité d'ozone présente au-dessus de l'Antarctique est descendue au minimum jusqu'à 1,2 millimètre. Alors qu'en octobre 1988 elle n'était descendue qu'à 2 millimètres.

C'est en 1979 que les Britanniques ont remarqué qu'un « trou » se formait au mois d'octobre dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique. Cette observation a été confirmée par les Américains et les Japonais, aussi bien par des mesures faites chaque année que par le réexamen des mesures faites au sol de 1969 à 1986 et par des satellites depuis 1978. Il est incontestable que la teneur en ozone de la haute atmosphère diminue au-dessus de l'Antarctique chaque mois d'octobre (c'est-à-dire peu après la réapparition, en septembre, du Soleil après l'hiver polaire austral) : il est tout aussi sûr que, chaque année — sauf en 1988 — le « trou » est plus accentué et qu'à partir du milieu du mois de novembre la teneur en ozone remonte à une valeur plus normale mais jamais tout à fait aussi haute que celle de l'année précédente.

## Situation inquiétante

Si infime que soit, de toute façon, la quantité d'ozone, ce gaz joue pourtant un rôle essentiel : il absorbe la quasi-totalité du rayonnement ultraviolet émis par le Soleil, rayonnement qui a la particularité de désorganiser la matière vivante sur laquelle il parvient.

Les très basses températures de la haute atmosphère de l'Antarctique jouent un rôle décisif dans la chimie très complexe de la stratosphère, et cette chimie favorise la formation d'oxydes de chlore actifs destructeurs des molécules d'ozone. Mais les spécialistes sont sûrs que la quasi-totalité des oxydes de chlore, qui ne représenteraient qu'à vingt ou trente ans que

0,5 partie par milliard (ppb) des gaz constituant la stratosphère, augmentent.

Au-dessus de l'Antarctique, on en est à 3 ppb. Et cet excédent a son origine indubitable dans les composés chlorés et bromés — essentiellement les chlorofluorocarbures (CFC) et les halons — qui sont produits et utilisés par l'homme et qui, très stables, remontent ensuite lentement jusqu'à la haute atmosphère où ils s'accumulent. La durée de vie des molécules de CFC et de halons est, en effet, de l'ordre du siècle.

La situation est d'autant plus inquiétante que les données les plus récentes montrent que l'ozone tend à diminuer partout dans le monde. Certes, cette diminution n'est pas uniforme : elle est assez faible (2 %) au-dessus des basses latitudes, faible (2 à 3 %) pendant l'été au-dessus des latitudes moyennes, plus forte (4 à 6 %) pendant l'hiver au-dessus des hautes latitudes. Dans l'hémisphère Sud, en particulier, entre les 55° et 60° degré de latitude sud jusqu'au pôle Sud, la diminution moyenne est de 4 % pendant toute l'année (de 30 % ou plus pendant les mois

d'octobre). Certes, il n'y a pas encore de « trou » d'ozone au-dessus de l'Arctique où les conditions météorologiques sont très différentes de ce qu'elles sont dans l'Antarctique. Mais il est certain que la composition chimique de la haute atmosphère de l'Arctique est déjà très perturbée.

En septembre 1987, quarante pays ont signé le protocole de Montréal. Ils se sont ainsi engagés à réduire peu à peu les usages des CFC et des halons pour arriver, en 1998, à une diminution de 50 %. Mais, étant donnée la durée de vie de ces molécules, la diminution prévue par le protocole de Montréal n'empêchera pas la teneur de la haute atmosphère en chlore et en brome de continuer à augmenter. Dans cent ans, ces teneurs auront doublé.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUEN) est chargé de dresser « l'état des lieux » des deux axes. Il a donc organisé des réunions préparatoires à la ratification du protocole de Montréal prévue pour avril 1990. Très vraisemblablement, il y sera question de diminuer les usages des CFC et des halons beaucoup plus vite que ce qui avait été convenu en 1987.

YVONNE REBEYROL

## LE MONDE diplomatique

Décembre 1989

● **LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE CENTRALE** : En un mois, des régimes figés depuis des décennies ont été bouleversés par leurs peuples et s'engagent désormais dans la voie de la démocratie. Après l'explosion de joie vient le temps de la réflexion. Claude Julien, Marc Ferro, René Passer, Jean-Jacques Guichard et René Lasserre analysent la nouvelle donne géopolitique et s'interrogent sur les menaces que recèlent tous ces brûlants espoirs au cœur de l'Europe pendant quarante ans, et qu'attise désormais le vent de l'histoire.

● **LE JAPON, UN EMPIRE FINANCIER** : Profiteur de l'instabilité monétaire mondiale et des fragilités de la politique économique américaine, le Japon, autre vaincu d'hier, a mis sur pied un phénoménal empire financier dans l'Asie du Pacifique. Clémentine analyse les rouages et décrit les faiblesses.

## Dans le même numéro :

● **CULTURE ET DÉMOCRATIE** : Les fruits de la culture, par Jean-Louis Rollet. — La presse et les paradis de la liberté, par Jean-Louis Pothier.

● **CHILI** : Transition vers la démocratie, par Victor de la Fuente.

● **CAMBODGE** : Folie meurtrière ou Etat de droit ?, par Nguyen Duc Nham.

● **LITTÉRATURE** : Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

En vente chez votre marchand de journaux

EMILIANO TARDIF  
Jésus est le Messie

**JESUS est le Messie**

Des miracles aujourd'hui dans l'Eglise catholique ?

*Pneumatique*

120 p. - 40 F

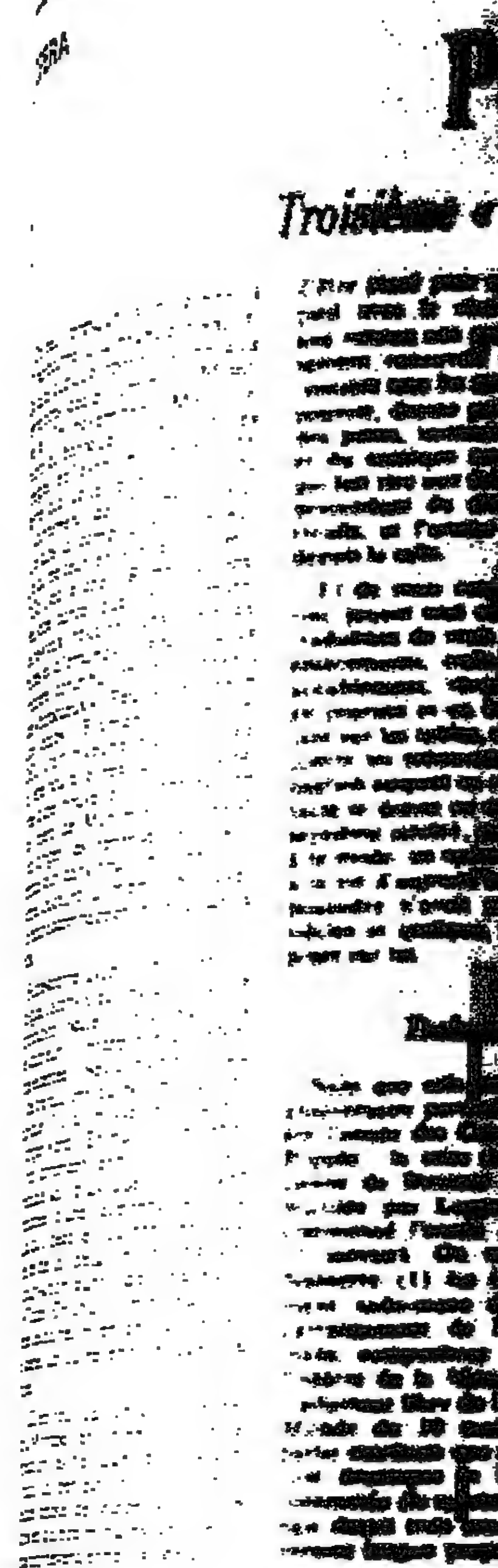
Disponible en librairies et à LOGOS DIFFUSION - 41600 Moulon-le-Fuzelier

Les Championnats d'orthographe

Quelques deux cent cinquante candidats, venus de tous les horizons de la francophonie, participaient à la finale des Championnats d'orthographe qui s'est tenue, samedi 2 décembre, dans la salle Labrousse de la Bibliothèque nationale, sous la férule joviale du créateur de cette manifestation, Bernard Pivot.

C'est un professeur de lettres classiques de Strasbourg, Jacques Ficot, seul candidat à obtenir le « sans faute », qui a remporté ce championnat. Dans la catégorie francophone, le gagnant, une Mauricienne, a été trépidée de deux fautes et, dans la catégorie non-francophone, la lauréate est une Irlandaise, avec quatre fautes.

Le prochain Monde des Bureaux publiera le texte de la dictée et les commentaires qu'elle appelle.





# CULTURE

OPÉRA

## Poppée couronnée à Montpellier

Troisième « Couronnement de Poppée » de l'année, version longue. On en redemanderait

On peut presque s'imaginer à Glyndebourne, à la grande époque. Ou dans quelque opéra italien aux proportions idéales. On est à Montpellier, fin novembre. Mais le démon du baroque a décapité les énergies, effrité les yeux. On devine que cette production du *Couronnement de Poppée* s'est faite dans la complicité. Complicité du metteur en scène, Gilbert Deflo, avec le chef, René Jacobs. Peut-être parce que le premier, jeune-vieux routier des opéras belges et allemands, signait là sa première contribution au travail des « baroqueux ». Peut-être parce que Jacobs (Flamand, comme Deflo) avait planché nuit et jour sur une nouvelle réalisation, doublée d'une nouvelle orchestration de l'opéra de Monteverdi, avant d'en diriger les représentations : connaisseur dans tous les sens du terme, touchant lui-même le clavier pour accompagner les récitatifs secs.

Haute-contre avant d'être musicien, Jacobs a eu ses avis sur la distribution vocale (il a choisi tous les chanteurs, l'interprète du rôle-titre excepté). Ses arguments, au fil du travail, ont dû porter davantage que s'il avait passé toute sa vie à diriger Verdi. Et puis, comment savoir, comment expliquer qu'un spectacle soit plus que la lecture appliquée d'une conception globale, qu'il décolle : au gré des qualités et de la fantaisie de chacun, acteurs-chanteurs, décorateurs (William Orlandi), metteur en scène déchaîné, inventant ici un jeu de scène, un autre encore dans la foulée.

Voilà en tout cas ce qu'on a pu voir à Montpellier : bien loin de la perfection esthétique et vocale — mais la perfection a toujours quelque chose de glacé — quatre heures et quinze minutes de conviction monteverdienne, la sensation

d'être placé pour une fois de plain-pied avec le chef-d'œuvre (dans une version non mutilée), l'éblouissement renouvelé d'un opéra qui contient tous les autres, tragédie du pouvoir, drame passionnel, sagesse des peuples, immortalité des grands, et du comique aussi, du comique qui fait rire aux éclats, et des dieux descendant du ciel pendus à des treuils, et l'amour menant le jeu depuis la salle.

Et de vrais corps, pas des pantins, jouant tout cela avec naturel, traduisant de vrais désirs, de vrais calcaissements, traînant au sol leur accablement, vivant leur victoire en courant et en bondissant, montant sur les tables, donnant du pied contre les tabourets. Sans réactivation suspect en résumé (le spectacle se donne en costumes du dix-septième siècle), sans transposition à la mode, un opéra baroque rendu à la vie d'aujourd'hui, comme si la poussière n'avait pas eu, en trois siècles et quelque, le temps de se poser sur lui.

### Trois partis

Sans que cela coïncide avec un anniversaire particulier, 1989 aura été l'année des Couronnements de Poppée : la mise en scène viscontienne de Strasser sur la version mutilée par Leppard avait mal commencé l'année (*le Monde* du 11 janvier). On verra bientôt à Nanterre (1) les images torride-maso de Bondy sur l'arrangement de Philippe Boesmans, compositeur vivant que le Théâtre de la Monnaie a nommé traducteur libre de Monteverdi (*le Monde* du 30 mai). Entre ces partis extrêmes que sont la mutilation et la traduction contractée (le spectacle de la Monnaie durait trois heures trente), la version longue proposée par René



Carolyn Watkinson (Néron) et Guy de Mey (Lucain)

FRANÇOIS BACCHIONE

Jacobs, et bientôt enregistrée par lui pour Harmonia Mundi, apparaît comme une solution de modération et de raison, preuve que les durées ne font rien à l'affaire. Elle diffère du travail d'Harmonia-court, longtemps considéré comme exemplaire. Moins d'instruments à

vec Visse, extraordinaire de drôlerie dans le rôle travesti de la nourrice d'Otavio et Guy de Mey, l'Atys de Villegies-Christie, sous les déguisements tour à tour inquiétants et impériaux de Lucain et de Liberto. Le rôle en demi-teintes d'Arnaut, nourrice de Poppée, est aussi confié à un homme, comme le veut la tradition. Christoph Homberger est un jeune ténor suisse. N'oubliez pas son nom.

### Un triomphe inédit

Grâce à cette clarté polyphonique, l'accent est partout mis sur l'expression, sur l'affect, par ailleurs mis à nu par le style vocal de Monteverdi, avec parfois de vrais gags instrumentaux, et une complicité quasi individuelle entre certains instruments et certains rôles. Toute cette invention s'exerce sur le manuscrit napolitain du *Couronnement de Poppée* (Harmonia-court s'étant, lui, plutôt arrêté sur le document vénitien), ce qui nous vaut pour finale une scène de triomphe inédite, couronnement en bonne et due forme des amants meurtriers, avec réapparition de l'Amour, réaffirmation de son règne absolu sur les hommes, et sonneries de trompettes (aussi apocryphes et aussi subtiles que le duo Néron-Poppée qui clôt traditionnellement l'opéra).

Tous les chanteurs ne sont pas tous, loin de là, des habitués du opéra baroque, actuellement agité par l'effervescence que l'on sait. René Jacobs a presque réussi à les réconcilier stylistiquement, même si Axel Köhler (très jeune contreténor de RDA) est un Otone notoirement insuffisant (il est vrai que le rôle veut ça) et Danielle Bortis une Poppée vocalement bien classique (mais d'une beauté à cracker). Carolyn Watkinson n'a plus tout à fait la voix assez puissante et ambiguë pour incarner un Néron triomphant. Mais Michael Schopper (Seneca) et surtout Jennifer Larmore (Otavio) sont tout bonnement admirables. Comme les Français : Domini-

que Visse, extraordinaire de drôlerie dans le rôle travesti de la nourrice d'Otavio et Guy de Mey, l'Atys de Villegies-Christie, sous les déguisements tour à tour inquiétants et impériaux de Lucain et de Liberto. Le rôle en demi-teintes d'Arnaut, nourrice de Poppée, est aussi confié à un homme, comme le veut la tradition. Christoph Homberger est un jeune ténor suisse. N'oubliez pas son nom.

ANNE REY

(1) Le *Couronnement de Poppée*, mise en scène Bondy, arrangement Boesmans, les 14, 16, 18, 21, 23, 25 et 27 février au Théâtre des Amateurs de Nanterre. La Monnaie apporte aussi chez Patrick Chéreau le *Julio Cesare* de Haendel dans la mise en scène de Peters Sellars, peut-être plus réussie que ses Mozart.

### Mort de la cantatrice Christiane Castelli

La cantatrice Christiane Castelli est décédée samedi 2 décembre. Elle était âgée de soixante-sept ans. Entrée à l'Opéra en 1944, cette grande soprano était notamment connue pour son interprétation de la Tosca. Elle avait eu pour partenaires les plus grands noms de sa génération : Georges Thill, José Luciani, Franco Corelli. Lorsque Christiane Castelli quitta l'Opéra, en 1977, elle devint inspectrice du chant, puis professeur au conservatoire national de Bordeaux. Durant la même année, elle créa le Grand Prix national de chant de Vichy, destiné à récompenser des jeunes interprètes des conservatoires de musique de province.

# VALMONT

un film de

## MILOS FORMAN

CLAUDE BARRI, RENN PRODUCTIONS, MILOS FORMAN, VALMONT, JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, "LES LIANES D'ANGELUS", CHODERLOS DE LACLOS, COLIN FIRTH, ANNETTE BENING, MEG TILLY, FAIRUZA SAKI, SIÂN PHILLIPS, JEFFREY JONES, HENRY THOMAS, MIROSLAV ONDRIČEK, THEODOR PISTEK, PIERRE GUFFROY, SIR NEVILLE MARRINER, ALAN HEIM A.C.E., SÉN A DANFIC, PAUL RASSAM, MICHAEL HAUMANN, MILOS FORMAN

d'un nouvel élément  
tétique Mir est retard.

one devra être accélérée

NDE  
domatique

Département  
MONTAIGNE EN LUNION

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER

REPOSER FINANCIER



## MUSIQUES

## Le solitaire en automne

Une grande altiste japonaise, Nobuko Imai pour une œuvre mélancolique de Takemitsu

Soirée japonaise à l'Orchestre de Paris, patronnée par Suntory Limited (une marque de whisky), pour la création mondiale d'une œuvre de Toru Takemitsu, commandée par le Festival d'automne et le ministère de la culture. On avait choisi, pour faire bonne mesure, le chef d'orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano, citoyen américain d'origine japonaise né en Californie.

« Efface-toi, ne chante pas, reste simplement silencieux. Reste simple : un fil à enrouler autour de l'automne ». C'est de ce poème de Makoto Ooka qu'est tiré le titre de Takemitsu *A String Around Autumn*, pour cette belle partition microtonale de quelque vingt-deux minutes, confiée à un alto solo et à un grand orchestre discret, en mélanges toujours subtils, à l'orientale.

L'œuvre ne sortira guère du caractère contemplatif et modeste annoncé par le poème. D'une masse de cuivres graves, relayés par les cordes, l'alto se lève sur un paysage de montagnes lunaires et déploie un chant mélancolique dont la couleur mahlérienne évoque parfois le *Chant de la terre*.

Une merveilleuse  
artiste

Musique solitaire sur des tissus de cordes serrées, des percussions scintillantes, des harpes aux ondes troublantes, où les contrebasses laissent planer comme une menace.

Parfois, des vagues soulèvent le flot : la merveilleuse altiste Nobuko Imai brode ses sanglots longs et nostalgiques sur les jeux de mutations des bois et des cordes.

Peu à peu les vagues s'apaisent, la musique s'attarde dans les plus mystérieux de cet orchestre qui rêve et s'éparpille de plus en plus, jusqu'à s'évanouir.

Kent Nagano et l'Orchestre de Paris étaient tout à fait à l'aise dans cette partition fluide. Leur interprétation de Nuages de Debussy semblait, en revanche, un peu molle, et celle de « Fêtes » masquait de la dynamique souple allée à la netteté des lignes qui crée la ferveur de ces pages.

Quant au *Concerto pour orchestre* de Bartok, son exécution restait trop approximative, et l'intérêt se dissolvait dans les détails. La complexité de l'œuvre, sa présence abrupte, allée à la richesse très dense des timbres et des lignes, exigent une cohésion du chef et de l'orchestre qui ne peut être que le fruit d'une longue collaboration.

JACQUES LONCHAMPT

## Pianiste sans complexes

La valeur n'attend pas le nombre des années

Pour son premier grand récital parisien Barry Douglas le prouve une fois encore

Avec ses cheveux longs et sa barbe juvénile, Barry Douglas, vingt-neuf ans, ressemble davantage à un rocker qu'à un pianiste classique. Signe des temps : un musicien peut se consacrer à l'étude acharnée des œuvres les plus difficiles tout en étant résolument installé dans son époque. Le vainqueur du dernier concours Tchaïkovski a joué, le 30 novembre, devant une salle Gaveau presque comble d'auditeurs attirés sans doute par son triomphe, l'été dernier, au Festival de La Roque-d'Anthéron.

Bien calé sur son tabouret, le dos droit comme un i, il lance sa main gauche sur le fameux *Sonate Hammerklavier* de Beethoven et se jette dans ce premier mouvement avec une intensité dont il ne dément pas. Son jeu est parfois légèrement instable rythmiquement, mais sa sonorité est raffinée, timbrée jusque dans les pianissimos les plus ténus, pleine, sans dureté, dans le fortissimo. Quand tant de pianistes se limitent à ces deux extrêmes, le jeune Irlandais émerveille par la variété de ses nuances dynamiques et par les couleurs qu'il tire de son Steinway. Et plus encore par son recueillement dans le large.

Il est en effet facile, de faire un sort à l'une des pages les plus étonnantes de Beethoven, d'en assombrir les basses, de faire sonner les notes supérieures des accords pour en souligner le caractère douloureux, d'accentuer, dès la seconde page, l'opposition entre l'accompagnement détaché de la main gauche et la mélodie en expansion qui s'étend dans l'aigu.

Au chant déclamé, Douglas préfère l'égalité des voix du quatuor à cordes. Voilà qui traduit une profonde compréhension de l'une des œuvres les plus intimidantes du répertoire et une absence de complexes réjouissante. Couronnant cet édifice, la fugue, avec ses terribles déplacements, sa polyphonie si complexe, fut moins maîtrisée. Quelques chutes de tension, des pédalles trop longues, brouillent l'entraîne des lignes, en ternissent la lecture.

Violence  
paroxystique

Mais quel pianiste, à part Claudio Arrau et Sviatoslav Richter, peut réussir en concert à transcender une œuvre ingrate dont l'impossibilité d'exécution est la base même du projet utopique de Beethoven ?

Après l'entracte, Douglas jouait deux préludes et fugues de l'opus 87 de Chostakovitch. Dans le second, le *Prélude et fugue en ré mineur*, une œuvre bien dans la manière souffrante du compositeur soviétique, il réussit à ramasser les voix, à les plier à sa volonté, tout en jouant avec une violence paroxystique.

Moins ordonnée, la polyphonie de la *Sonate* d'Alban Berg met la mémoire des pianistes à rude épreuve, exige une concentration minérale et une variété de timbres sans lesquels l'œuvre se disloque, succession d'effets, de sonorités ravissantes. Douglas la joue avec une rigueur assomplie par une intensité toute romantique. L'air circule qui rend les lignes intelligibles, les masses délicatement mouvantes ou solides comme des rocs. Après une lecture de *Dante* de Liszt le trouve en revanche moins à l'aise. Il force sa sonorité dans les passages d'intensité, se laisse aller à des raffinements excessifs dans les plages étiées. Déjà passablement ostentatoire, cette *Fantasia quasi sonata* devient filandreuse. Mais elle n'est pas du meilleur Liszt, et bien peu de ses confrères y sont de bout en bout convaincants.

ALAIN LOMPECH

► A écouter : *Sonate* et extraits des *Saisons* de Tchaïkovski. Un disque compact RCA. Barry Douglas y fait jeu égal avec l'interprétation légendaire de Richter.

## DISQUES

Bach et Chopin, par Dinu Lipatti.

Dinu Lipatti n'a laissé qu'une demi-douzaine de disques et pour tant son renom n'a fait que grandir depuis sa disparition prématurée en 1950. Ces interprétations ont été enregistrées en concert par des amateurs, en 1947 et en 1950. (C'est dire si le son n'est pas parfait.) Mais que ces pirates soient remerciés d'avoir ainsi préservé le jeu du pianiste roumain dans le *Premier Concerto* de Chopin et dans le *Concerto en ré mineur* de Bach, des œuvres qu'il n'avait pas eu le temps d'enregistrer pour le disque. (Pendant des années, EMI a vendu, de bonne foi, un enregistrement de ce concerto de Chopin par Alina Coenry Stefenska, pensant qu'il s'agissait d'une interprétation de Lipatti miraculeusement retrouvée dans les archives d'une radio.)

Si le jeu de Lipatti est simple, et en cela il est proche de celui de Clara Haskill, il s'impose par une

placide des gardiens rangés de chaque côté des traves. Enfin, les dix-sept musiciens du groupe antillais apparaissent dans leurs vêtements de tous les jours. Tout de suite, les musiciens, menés par le bassiste Georges Decimus et le guitariste Jacob Desvarieux, soulèvent la machine à rythme de Kassav, mais jouent presque timidement leur musique qui exprime le sens du transitoire, une manière libre de prendre la vie.

Qu'importe pourtant cette pudeur brusque du groupe. Pour les deux-cent cinquante jeunes détenus de Fleury-Mérogis, il ne s'agit pas alors d'écouter la musique comme on va au concert. Mais de l'habiter. L'un des détenus nous dira entre deux chansons : « Je ne sais plus si on est en prison ou en liberté ».

Ce spectacle permet de maintenir le lien avec l'extérieur. En trois quarts d'heure de concert, on fait plus pour eux qu'en plusieurs semaines de rééducation.

Sitôt assis, les jeunes battent des mains, chantent du ral avant d'écouter le zouk de Kassav, se lèvent et dansent, sous le regard

de Claude Fléouter, à partir du 12 décembre.

CLAUDE FLÉOUTER

► Au Zénith, à partir du 12 décembre.

## Melissa Etheridge à la Cigale

Une femme toujours en mouvement dont les chansons parlent de l'Amérique profonde

La petite tournée française que Melissa Etheridge achève lundi à la Cigale n'a rien de triomphal. A chaque étape (Bordeaux, Montpellier et Lyon avant Paris), quelques centaines de spectateurs sont venus écouter la chanteuse. Pas assez pour déclencher un mouvement de fond, suffisamment pour montrer que même en France, où elle ne passe pas à la radio, où les premières faveurs du public sont allées à ses consœurs Michelle Shocked ou Susan Vega, Melissa Etheridge commence à délimiter son territoire : un morceau d'Amérique profonde, nocturne et violente, qu'elle promène avec elle sur les routes. C'est une petite femme toujours en mouvement. Si elle arrivait à faire du cinéma comme elle en rêve, les directeurs de castings de Hollywood la classeraient entre Amy Madigan — le garçon manqué, séductrice malgré elle — et Holly Hunter, la femme de tête qui en fait toujours un peu trop.

Née dans le Kansas il y a vingt-huit ans, elle en est partie pour tenter sa chance à l'Est (Boston) puis à l'Ouest (Los Angeles) après s'être convaincue que le Middle West ne lui offrait qu'un avenir de chanteuse de country western pour noces, fêtes de lycées et réunions maçonniques.

A vingt-cinq ans, elle a décroché un contrat avec un gros label

(Island) et a commencé à tourner aux Etats-Unis. Son deuxième album *Brave and crazy* est sorti au début de l'automne : elle a parcouru des dizaines de milliers de miles et est devenue une star aux Etats-Unis.

Son monde est fait de voitures qui roulent jusqu'à l'aube pour fuir les insomnies, d'amants qui se trahissent pour mieux s'aimer. C'est le mélo épique de Bruce Springsteen ou de Bob Seger, un genre jusqu'ici plutôt masculin qu'elle joue en finesse, s'arrêtant juste avant la grandiloquence.

Sur scène, elle bouge beaucoup, force de temps en temps sur ses casses-voix, pour vendre ses chansons — ce n'est pas toujours évident. La mélodie facile n'est pas son fort. Elle a réuni trois musiciens discrets (c'est Melissa qu'on vient voir, elle ne laisse planer aucune ambiguïté là-dessus) et intelligents. Ils aident à passer les petits hums, les titres faibles. Le reste du temps, ils font à Melissa Etheridge une conduite infernale qui l'emmène vite et loin dans la nuit américaine.

THOMAS SOTINEL

► Le 4 décembre à 20 heures à la Cigale, 120, bd Rochechouart, 75018 Paris, avec Andrew Cash en première partie.

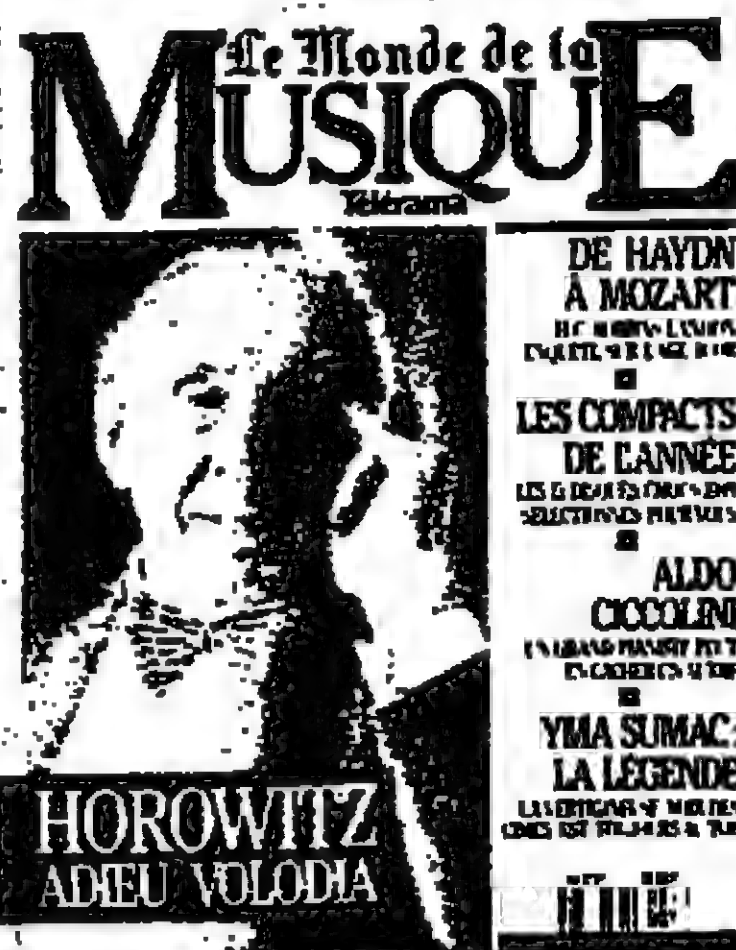
## Horowitz : adieu Volodia

ÉMOUVANT. Vladimir Horowitz nous a quittés. Le Diable du piano a fermé son Steinway. De New York à Paris, ceux qui ont connu le vieux magicien témoignent. ÉTONNANT. Après Haydn, H.C. Robbins Landon, le Sherlock Holmes de la musicologie, a pris Mozart en filature. Ses méthodes d'investigation sont dignes des grands « privés ».

TRADITIONNEL. Pour préparer Noël, l'arséopage de nos critiques a choisi les quinze compacts de l'année. Des « super chocs » à écouter les yeux fermés.

VERTIGINEUX. Yma Sumac, la voix la plus haute du monde, reparait sur les sommets du Top 50 américain. Elle nous a confié ses pensées les plus élevées.

Et aussi : Aldo Ciccolini sous le signe de Satie : des chaînes hi-fi à moins de 6 000 F : un shopping de rêve pour Noël, les chroniques, les compacts et les livres du mois. Le tout dans une nouvelle présentation dont nous vous laissons la surprise.



Le Monde de la Musique  
28 F chez votre marchand  
de journaux.

1 NE PUBLICATION LOFT

4 AU 9 DÉCEMBRE  
PIERRE GUYOTAT  
WANTED FEMALE  
SEANCES  
PUBLIQUES  
D'IMPROVISATION  
CENTRE  
GEORGES POMPIDOU  
LOCATION: 42 96 96 94

"Faire son shopping à Londres,  
c'est formidable !  
Mais crois-tu qu'il sache conduire à gauche ?"



125F



## CULTURE

Deux disparitions

### Alvin Ailey

L'enfant de la modern dance et de la culture noire

Le chorégraphe américain Alvin Ailey, fondateur et directeur de la troupe qui porte son nom, est mort vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à New York, des suites d'une maladie du sang dont il souffrait depuis un an. Il avait cinquante-huit ans (*Le Monde* du 2 décembre).

Ce Gargantua d'ébène au rire explosif (près de deux mètres de haut, un coffre en rapport) va marquer sur la scène internationale, où son apport le plus original sera été de marier les conquêtes de la modern dance et la culture noire. Martha Graham plus le rythme and blues : le mélange était spectaculaire, il conquit le monde entier, où l'Alvin Ailey Dance Theater, troupe multicolore où l'on vit souvent de splendides créatures, telle la panthère noire Judith Jamison, apportait depuis trente ans son enthousiasme, sa sensualité et sa joie de vivre.

Alvin Ailey naît le 5 janvier 1931 à Rogers, Texas, fils unique d'un ouvrier. Il est encore très jeune lorsque ses parents se séparent ; il reste avec sa mère dans le Texas puis la suit à Los Angeles en 1942. Dès l'enfance, il se montre fasciné par le théâtre des rituels de l'Eglise baptiste, et par l'apnée beauté du blues.

En Californie, il pratique l'athlétisme, prend des leçons de claquettes. Il reçoit un choc, en 1949, lorsqu'il découvre le travail de Les-

ter Horton, ethnologue et pionnier de la modern dance : il va cependant hésiter pendant plusieurs années entre la danse et une carrière plus stable dans l'enseignement. Diplômé de la Thomas Jefferson High School, il passe l'université de Californie puis entre au Los Angeles City College, où il demeure jusqu'en 1951, tout en dansant dans le corps de ballet du Lester Horton Dance Theater. Dernière valse-caprice : il quitte la troupe pour le San Francisco State College, avec l'intention de se spécialiser dans les langues romanes, mais un engagement dans un nightclub le pousse à choisir définitivement la danse, et il retourne chez Horton.

Pas

d'égoïsme

Après la mort de celui-ci, en 1953, il fait ses débuts de chorégraphe avec *Mourning Morning* et *According to St. Francis*, représentés à Los Angeles et au Jacob's Pillow Dance Festival durant l'été 1954. Il apparaît dans le film *Common Sense*, puis à Broadway dans la comédie musicale de Truman Capote *House of Flowers*. A New York, il fonde la modern dance avec Martha Graham, Hanya Holm, Doris Humphrey, Charles Weidman, Anna Sokolow, et le ballet classique avec Karel Shook. On

le voit dans plusieurs « musicals », notamment aux côtés d'Harry Belafonte (*Sing, man, sing*) et de Lena Horne (*Jamaica*).

Il fonde en 1958 sa propre compagnie, qui connaît immédiatement le succès, national d'abord puis international à partir de 1962, où il commence ses tournées par l'Extrême-Orient et l'Australie. C'est en 1960 qu'il crée ce qui restera son chef-d'œuvre et son ballet fétiche jusqu'au bout, *Revelations*, regretté comme « un hymne infiniement ému à Dieu et, peut-être étonnamment, à l'homme ». Il n'a pas l'égoïsme sacré du créateur : il invite des chorégraphes aussi variés que John Butler, Glen Tetley, Tally Beatty, Geoffrey Holder ou Paul Sanasardo.

Il a réglé soixante-dix-neuf ballets, pour sa troupe et aussi pour quelques grandes compagnies comme l'American Ballet Theater, le Harlequin Ballet, le Joffrey Ballet, le Ballet royal danois ou l'Opéra de Paris, où il monta en 1983 *Au bord du précipice* avec Patrick Dupond.

Depuis quelques années, il faut bien avouer que ses chorégraphies déçoivent : il abandonnait ses racines pour une sorte de « cuisine internationale » de la danse plus fade au palais.

SYLVIE DE NUSSAC

### Hassan Fathi

L'homme qui voulut réinventer l'architecture musulmane

Décédé au Caire le 30 novembre à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, Hassan Fathi, découvert par l'Occident, n'avait été reconnu que tardivement par le monde arabe.

On ne put qu'applaudir en 1981 la décision de la Fondation internationale Balzan (1) d'avoir choisi comme principaux lauréats (après Mère Teresa et le philosophe suisse Jean Piaget), l'architecte égyptien Hassan Fathi et l'écrivain argentin Jorge Luis Borges. En octobre 1980 le prix triennal spécial d'architecture, institué par l'agence Khan, avait déjà été décerné à Labore à Hassan Fathi, également lauréat, par la suite, d'une distinction américaine, sans parler de dernier ressort de l'intérêt soudainement et bruyamment manifesté par l'Egypte pour l'un de ses fils les plus célèbres (*Le Monde* du 28 octobre).

Tous ces honneurs, en vérité, étaient quelque peu tardifs, et partant dérisoires. Hassan Fathi — Dieu merci! — n'avait pas besoin de telles « distinctions » pour être heureux de vivre et avoir envie de créer. Jusqu'au bout il aura eu la souplesse du catin, la verve du pions et l'imagination d'un jeune homme. Mais les chiffres étaient là : il était né en 1900. Premier architecte islamique depuis deux siècles à avoir proposé à l'Orient — et au reste du tiers-monde — autre chose que l'imitation de l'Occident ou que des *mauresqueries*, il fut jusqu'à ces dernières années délaissé, ignoré, parfois persécuté, voire pillé (mais souvent mal et sournoisement) dans son propre pays, l'Egypte, et dans d'autres Etats arabes.

Bien que reconnu en Occident à la fin des années 60, à cause de son livre *Construire avec le peuple* (2) (dont le titre laisse espérer à certains esprits politiques qu'ils pourraient récupérer Hassan Fathi, alors que celui-ci s'est toute sa vie consacré comme d'une guigne de tout engagement politique) aucun gouvernement ou instance internationale

ne voulait, sauf exception (village Dar-el-Islam aux Etats-Unis), employer ses talents. Son culte pour les maisons en terre, son écologisme avant la lettre firent longtemps sourire.

Les étudiants du Nouveau Monde

La Fondation Balzan et celle de l'agence Khan ne sont pas directement en cause puisque leurs activités, surtout celles de cette dernière, sont nouvelles. Mais on aurait aimé que d'autres jurys, plus anciens, distinguent avant que cela ne sente à plein nez la mauvaise conscience, celui que les Egyptiens continuent d'appeler, à l'otomanne, Hassan-Bey.

Soudain, il fut recherché par la terre entière, traité aux tables princières, traqué par les femmes du monde internationales, et condamné à avoir pour disciples les trop parfaits étudiants à lunettes du Nouveau-Monde, alors que, durant soixante ans il s'était éprouvé en s'adressant en vain aux Arabes. Transformé, *notens volens*, en vieux sage, en gourou il poursuivait chaque jour, de l'heure du thé à la nuit profonde, dans son petit logis d'une maison médiévale cernée de ruines au pied de la citadelle du Caire, un monologue sur l'architecture et la vie, en français, en arabe ou en anglais, devant un auditoire composite et muet.

On tomba d'un excès dans l'autre. Personne n'osa le contredire même quand il eut la faiblesse de cautionner (*Le Monde* du 19 novembre 1980) la destruction au Caire par des musulmans de l'Inde d'un superbe minaret mauresque mamelek du XVI<sup>e</sup> siècle, « parce qu'il était vide » (avec le même argument on pourrait justifier l'éventuelle démolition des Pyramides de Guizah), ou quand il soutint avec l'appui opaque de la finance koweïtienne un projet de transformation en cité touristique de « son » vil-

lage du Nouveau-Gomrah (réalisé face à Louxor à l'époque du roi Farouk, mais très dégradé par les occupants, des fellahs d'un niveau socioculturel très inférieur à celui de la petite bourgeoisie rurale pour laquelle les maisons avaient spécialement été conçues).

Sans nul doute Hassan Fathi n'en serait pas arrivé à ces rapetisages s'il avait plus tôt été converti de laurier et si les Etats ou les riches amateurs arabes lui avaient passé des commandes quand il était encore temps. Au lieu de quelques villas bourgeoises dans la vallée du Nil, de quelques harems sur la mer Rouge ou en Mésopotamie, il aurait pu donner la mesure de son génie en bâtissant pour les Arabes des villes, des universités, des centres culturels ou des stades. Aucune des cités nouvelles du désert égyptien fondées par Anwar El Sadate ne portera sa signature!

Le Caire même, livré aujourd'hui à un cataclysme architectural de gracieux égoïstes, mesurés en parpaings, d'égoïstes écolats et de voitures agglutinées, ne pouvait plus être sauvé par Hassan Fathi. L'assassinat de la capitale égyptienne témoignera longtemps contre ceux qui attendaient pour rendre hommage à Hassan-Bey qu'il parvint à l'âge du grand départ. Qu'en le pleurant aujourd'hui, ils pleurent aussi sur la débâcle urbanistique du monde arabe! Une débâcle qui, si les leçons de Hassan Fathi avaient été écoutées, aurait pu être évitée.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Créée selon la volonté de Mme Angèle-Lise Balzan, décédée en 1957, la fondation a pour but d'encourager les activités humanitaires et culturelles sans distinction de nationalité. Son siège est à Milan, 38, via Manzoni.

(2) *Construire avec le peuple*, Bibliothèque arabe-Stadard, (traduit en vingt-deux langues mais pas en arabe...).

## COMMUNICATION

En tentant de prendre le contrôle de Mondadori

### M. Berlusconi pourrait occuper une position dominante dans les médias italiens

C'est une guerre juridique et financière qui s'est ouverte samedi 2 décembre entre M. Silvio Berlusconi, patron de la Fininvest, et M. Carlo De Benedetti, patron de la Compagnia Industriali Riunite (CIR). Enjeu : le contrôle du premier éditeur italien, Mondadori, qui en plus d'un catalogue de 2 000 livres et d'une palette de 35 magazines, a pris en avril le contrôle du groupe Espresso, qui publie notamment l'influent quotidien romain la *Repubblica* et les hebdomadaires *L'Espresso* et *Panorama*.

Le conflit est dû à un renversement d'alliance. Deux héritiers de la famille d'Arnaldo Mondadori, Luca et Claudio Formenton, auparavant alliés de la CIR de Carlo De Benedetti, ont démissionné le 2 décembre du conseil d'administration et décidé de « reprendre leur autonomie ». En dépit de leurs démentis, les deux anciens partenaires de l'« *ingegnere* » seraient

prêts à céder à Silvio Berlusconi leurs parts dans Mondadori, soit 350 millions de lire (1,7 milliard de francs), rompent ainsi le pacte qui les liait jusqu'en 1990 à M. Carlo De Benedetti.

En ajoutant les actions de la famille Formenton à ses propres parts (34,8 %), le patron de la Fininvest détendrait 60,5 % de l'AMEF, la société financière qui détient 50,3 % de Mondadori. Même s'il ne contrôle que 26,3 % de l'AMEF, Carlo De Benedetti ne s'avoue pas battu : il détient en effet par le jeu combiné des actions « privilégiées » et des actions ordinaires 42 % des droits de vote de Mondadori. Il peut compter en outre sur ses alliés Carlo Caracciolo et Eugenio Scalfari (directeur de la *Repubblica*) et Ciriaco De Mita, qui totalisent respectivement 4 % et 3,2 % des parts de Mondadori.

La bataille juridique-financière à peine commencée, les commentateurs se sont emparés de l'événement. La prise de contrôle de Mondadori par M. Berlusconi, qui détient déjà cinq télévisions privées (Canale 5, Rete 4, Capodistria,

Italia 1, Odeon TV), permettrait à ce dernier d'avoir la mainmise sur 16 % de la diffusion des quotidiens de la péninsule (avec *il Giornale* et la *Repubblica* notamment), sur 34 % des hebdomadaires, 20 % des livres et... 42 % du marché publicitaire national. Le soutien public apporté par M. Berlusconi aux socialistes italiens et ses déclarations selon lesquelles il voudrait faire de son futur journal télévisé « un produit orienté vers les idées de Bettino Craxi (leader des socialistes italiens), Giulio Andreotti (premier ministre démocrate-chrétien) et Arnaldo Forlani (président de la Démocratie chrétienne) » fait craindre le pire en matière de prise de contrôle de l'édition et de la presse italiennes. Les journalistes de la *Repubblica* et la Fédération de la presse italienne ont pris position contre Silvio Berlusconi, tandis que le directeur de la *Repubblica* explique dans l'édition du 3-4 décembre qu'« une telle concentration éditoriale et publicitaire pourrait permettre des manipulations pour la chute du fascisme ».

Y.-M. L.

Les difficultés de la télévision locale

### Les ambitions de la presse régionale autour d'un septième réseau

Marché publicitaire trop étroit, déséquilibre financier : dix-huit mois après ses premiers pas, la télévision locale se heurte à de redoutables obstacles en France, selon un rapport sévère du CSA. Les projets, pourtant, ne font pas défaut, attentivement surveillés par une presse quotidienne régionale, qui se divise sur la marche à suivre.

Présumé. Le rapport que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) rendra public dans les jours qui viennent est très circospect sur les chances, en France, de la télévision locale. Au sens, toutefois, où le grand public l'entend : celui d'une télévision émettant plusieurs heures par jour sur sa fréquence propre. A Toulouse, en Savoie et à Lyon — les trois seules exceptions —, l'émission de ces chaînes se caractérise, selon le texte, « par une importante disproportion entre les dépenses et les recettes ». Côté dépenses, le rapport chiffre entre 15 et 20 millions de francs leur coût minimal. Côté recettes, les difficultés rencontrées par Télé-Toulouse ou 8 Mont-Blanc, par exemple, sont éloquentes. La première — créée en avril 1988 — n'a réalisé que 6 millions de francs de recettes publicitaires brutes, soit 3,2 millions de recettes nettes pour son premier exercice. Quant à la seconde — huit mois après son lancement —, elle reçoit à la hausse ses pertes d'exploitation prévisionnelles, les évaluant dorénavant entre 6 et 10 millions de francs contre 3,5 millions auparavant.

Ces difficultés, le rapport les explique par la taille limitée des bassins de populations desservies — entre 500 000 et un million de personnes à chaque fois — et par la faiblesse des ressources publicitaires locales. Colpeux tena des forces du marché, de la réglementation et des perspectives d'audience d'un programme régional, « un objectif de 10 millions de francs de recettes publicitaires semble déjà difficile à atteindre », estime le rapport.

La télévision locale est donc structurellement déficitaire. C'est pourquoi tous les pionniers des programmes locaux réclament la régulation de la publicité pour la grande distribution à la télévision. Le gouvernement y réfléchit, qui a confié une nouvelle étude de l'ADATE à ce sujet, après les conclusions d'un premier groupe de travail rendues publiques l'été dernier. « Mais, regrette-t-on au gouvernement, les grands journaux régionaux qui s'y sont associés traitent les

pièces, et demandent par avance des compensations ».

La presse régionale, pourtant, a pris conscience de l'enjeu. Cinquante fréquences, dit-on, ne seraient-elles pas disponibles, susceptibles de desservir, hors région parisienne, 40 % du territoire et de 15 % à 18 % de personnes au total? De quoi susciter les convoitises autour d'un réseau multivilles, si, de plus, celui-ci venait à être complété, comme cela est techniquement possible, par une fréquence sur Paris.

Sollicités à l'origine par TF1 pour réaliser des « correspondances » locales alimentant les journaux nationaux de la Une, la *Voix du Nord*, le *Courrier picard*, la *Republique lorraine*, le *Dernier Nouvellon* d'Alsace et la *Dépêche du Midi*, rejoints par *Nice-Matin*, *Midi libre* et l'*Indépendant*, se sont regroupés dans RCL-TV, avec TF1 et le Crédit

agricole pour créer une dizaine de réseaux régionaux (*Le Monde* du 18 novembre 1988). Celles-ci proposeraient trois heures de programmes propres, et quinze autres heures d'émissions seraient quotidiennement fournies par une structure nationale.

Plus récemment, six journaux régionaux ont rejoint *Sud-Ouest* pour jouer la carte des décrochages locaux de M6. Depuis huit mois, la chaîne et le quotidien bordelais testent un « six minutes Bordeaux ». Six minutes quotidiennes d'informations rythmées, tout en image, réalisées par une mini-équipe de six personnes pour un budget annuel de 3,5 millions de francs. Des premiers sondages plutôt favorables incitent la chaîne à persévérer durablement et à se porter candidate pour étendre cette politique à une dizaine de sites.

PIERRE-ANGEL GAY

**Créteil** Maison des Arts

DU 8 AU 20 DÉCEMBRE

Après l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le retour des États-Unis.

Pour en finir avec le stéréotype.

*EB* qu'est-ce que ça fait à moi?

Maguy MAR

VENDE 8 DEC 20 H 30

**QUATUOR**

**ALBAN BERG**

**MOZART**

**BEETHOVEN**

**SCHUBERT**

OPERA COMIQUE

LOC. 4 - 04 - 45

**14 NIVEAUX**

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

de l'American Center se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.

2e trimestre : 4 janvier - 28 mars

Public Speaking - English for Economics and Trade

Film Course - Medical English - Writing English - American Today - Video - Popular Writing and the American Press - Sports English

Sessions intensives

Préparation au TOEFL

F.P.C.

Site Garches : 1 place de l'École 92, rue René Cochin 92000 Paris 78 - 47 33 18 52

Site de la Défense : 15 rue de la Défense 92000 Paris 78 - 47 33 18 52

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

**125F° L'Angleterre**

2 jours à pied ou en voiture.

\* Prix A.R. par pers., base 1 pignon ou 4 pers. en voiture.

**SEALINK**

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.







# AGENDA

LUNDI 4 DECEMBRE

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**  
LUNDI  
Relâche.  
**SALLE GARANCE**  
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-37)  
LUNDI  
Relâche.

**Relâche.**  
Nouvelles, Révolutions, Cinéma : Négritude, septembre 1978 (v.o. s.t.f.), de Francis Deldorff, 14 h 30 ; Chute de neige (1974, v.o. s.t. anglais-réduction simultanée), de Francis Koss, 17 h 30 ; Les Fugitifs (1983, v.o. s.t.f.), de Roy Gues, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles  
LUNDI  
Relâche.

**MARDI**  
Le Paris des dévotions du XIX<sup>e</sup> siècle : Pierre Klossowski : Roberte (1977) de Pierre Zucco, 14 h 30 ; Apocryphes : Georges Simenon (1981) de Nicolas Ribonard, 18 h 30 ; Carte blanche à Jean Vautour : le Dénouement de la vie (1985) de Jean Herman, 18 h 30 ; Colette : Colette (1981) de Yannick Bellon, Chéri (1982) de François Chazot, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**ALICE** (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.), Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-28).

**ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR** (fr.-all.), Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; George V, 2<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 1<sup>er</sup> (45-74-94-84) ; Grand Pavois, 1<sup>er</sup> (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 1<sup>er</sup> (45-32-81-88).

**BAGDAD CAFÉ** (fr.-v.o.), Cinoche, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).

**BREVET HISTOIRE D'AMOUR** (Pol.), v.o. : Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (43-26-80-28).

**BURNING SECRET** (Brit., v.o.), Cinoche, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).

**CAMILLE CLAUDEL** (fr.), Elysees Linc, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14).

**CHAMBER A PART** (fr.), 2<sup>e</sup> (42-36-83-33) ; Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-21-82-30) ; UGC Denon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-36-43) ; UGC Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (45-82-20-43) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14<sup>e</sup> (45-39-62-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94).

**CINÉMA PARADIS** (fr.-it., v.o.), 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-89-83) ; George V, 6<sup>e</sup> (45-82-41-46) ; Pathé Mangin-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**COMÉDIE D'AMOUR** (fr.), Pathé Impérial, 13<sup>e</sup> (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Faillies, 14<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 14<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Pathé Mangin-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14).

**LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT** (fr.-bel., v.o.), Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-89-83) ; Gaumont Opéra, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-49-50) ; Bonnettes Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02).

## PARIS EN VISITES

### MARDI 5 DÉCEMBRE

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M. Poirier).

« Exposition Égypte-Egypte », 14 heures, Institut du monde arabe, entrée de l'exposition (P.-Y. Jollet).

« Une heure au cinéma de Pasty », 12 h 30, 1, rue du Commandant-Schönsted (D. Flament).

« Festes et tournois du palais Garnier », 13 h 15, dans le vestibule, scène de Lully (M. Serret).

« La Bibliothèque nationale : histoire et architecture », 15 heures, 58, rue de Richelieu (M. Vermeersch).

« Le temple du style Mazarin », 17 heures, 17, rue d'Arques (M. Brossard).

« Les robes russes de la cathédrale Saint-Alexandre Nevski », 18 heures, 12, rue Daru (M. Huet).

« Exposition : dessins, sculptures, peintures d'Abdine », jusqu'au 21 janvier, galerie Vieille-du-Temple, 23, rue Vieille-du-Temple.

« Exposition : Dessins et plans de voyage de Martinuzzi », jusqu'au 30 décembre, de 11 heures à 19 heures, galerie Edwige-Herold, 30, rue des Tournelles.

« Exposition : Claude Monet, Auguste Rodin, centenaire de l'exposition de 1889 », 15 heures, Musée Rodin devant l'entrée (Arca).

« L'exposition Cartier », 16 heures, hall du Petit-Palais (Touraine culturelle).

« Les secrets de Moulletard, des commanditaires de Saint-Médard à la maison du Père Goriot », 14 h 30, musée Condé-Daumesnil (Paris Livre d'Histoire).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, boulevard de Ménilmontant, Pape principale (V. de Langlade).

« Les nouveaux jardins, les nouvelles implantations et la rénovation du quartier Copernic », 14 h 30, rue de Bagneux, angle rue Bagneux (V. de Langlade).

### LE DERNIER CHEMIN DE WALLER

(All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6<sup>e</sup> (43-26-80-28).

**DO THE RIGHT THING** (All., v.o.), Cinoche, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).

### LES FILMS NOUVEAUX

**COSMIC BOOK CONFIDENTIAL**, Film américain de Ron Mann, v.o. : Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**HISTOIRE D'OROKIA**, Film franco-burundais de Jacques Oppenheim et Sou Jacot, v.o. : Utopia Champollion, 6<sup>e</sup> (43-26-84-68).

**OLIVER ET COMPAGNIE**, Film américain de George Scribner, v.o. : Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-87) ; Rex (Le Grand Rex), 2<sup>e</sup> (42-26-33-93) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 6<sup>e</sup> (45-83-15-43) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Mistinguo, 14<sup>e</sup> (45-39-62-43) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**PALEONTOLOGIA ROSSA**, Film italien de Nanni Moretti, v.o. : Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-21-82-30) ; Reflet Logos I, 6<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6<sup>e</sup> (43-26-80-28) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-49-50) ; Mistinguo, 14<sup>e</sup> (45-39-62-43).

**VARANES FRANCE**, Film français de Gérard Oury, Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-87) ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-26-33-93) ; UGC Denon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Gaumont Opéra, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-36-43) ; UGC Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (45-82-20-43) ; Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LES ENFANTS DU DÉSORDRE** (fr.), 2<sup>e</sup> (42-36-83-33) ; Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-21-82-30) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-89-83) ; George V, 6<sup>e</sup> (45-82-41-46) ; Pathé Mangin-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Française, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Les Trois Louisebourg, 6<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Gaumont Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 15<sup>e</sup> (45-74-94-84) ; Images, 19<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-86).

**LA FEMME DE ROSE HILL** (fr.-v.o.), Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-25-12-12) ; Ga





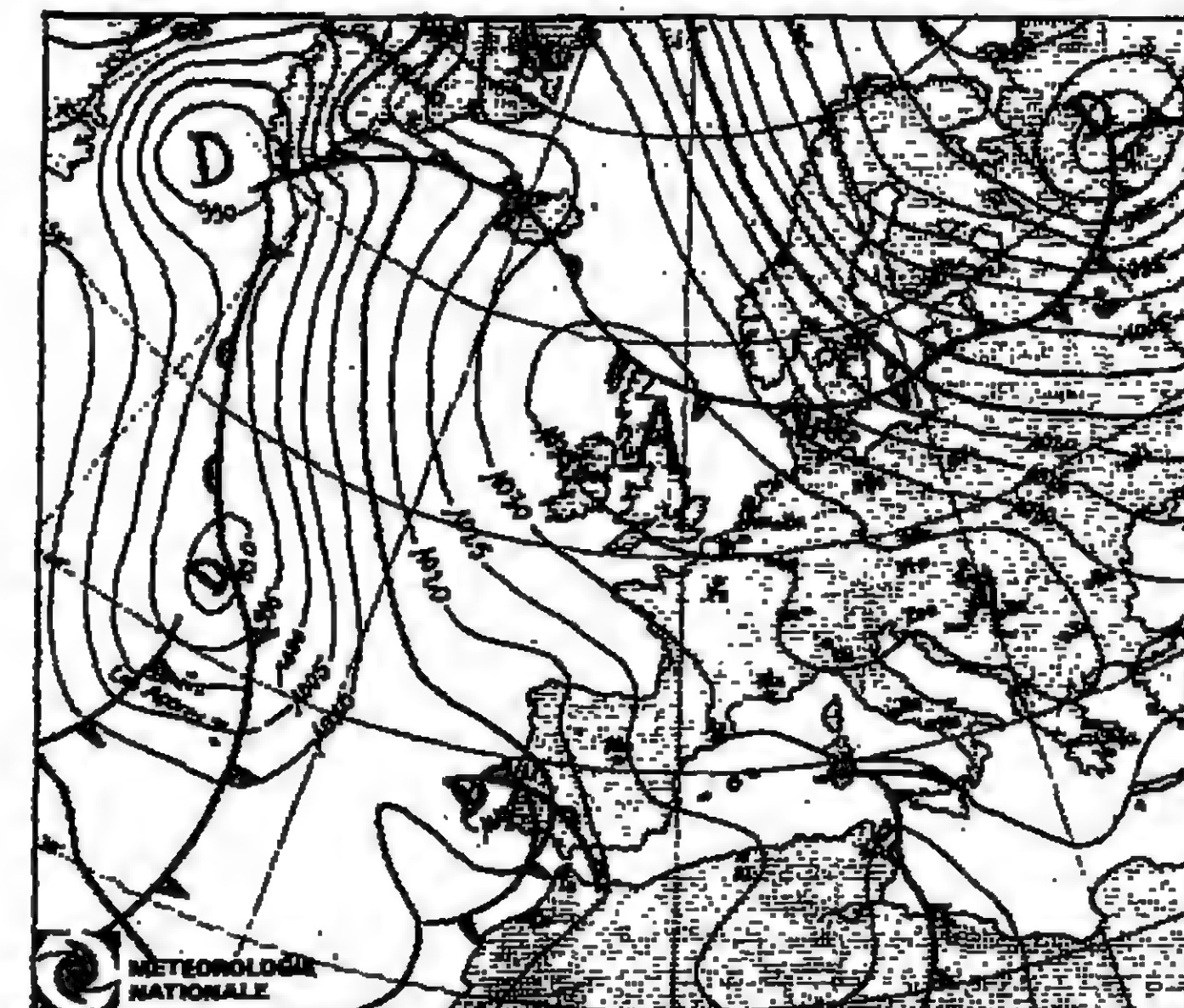


Jeppico 1350

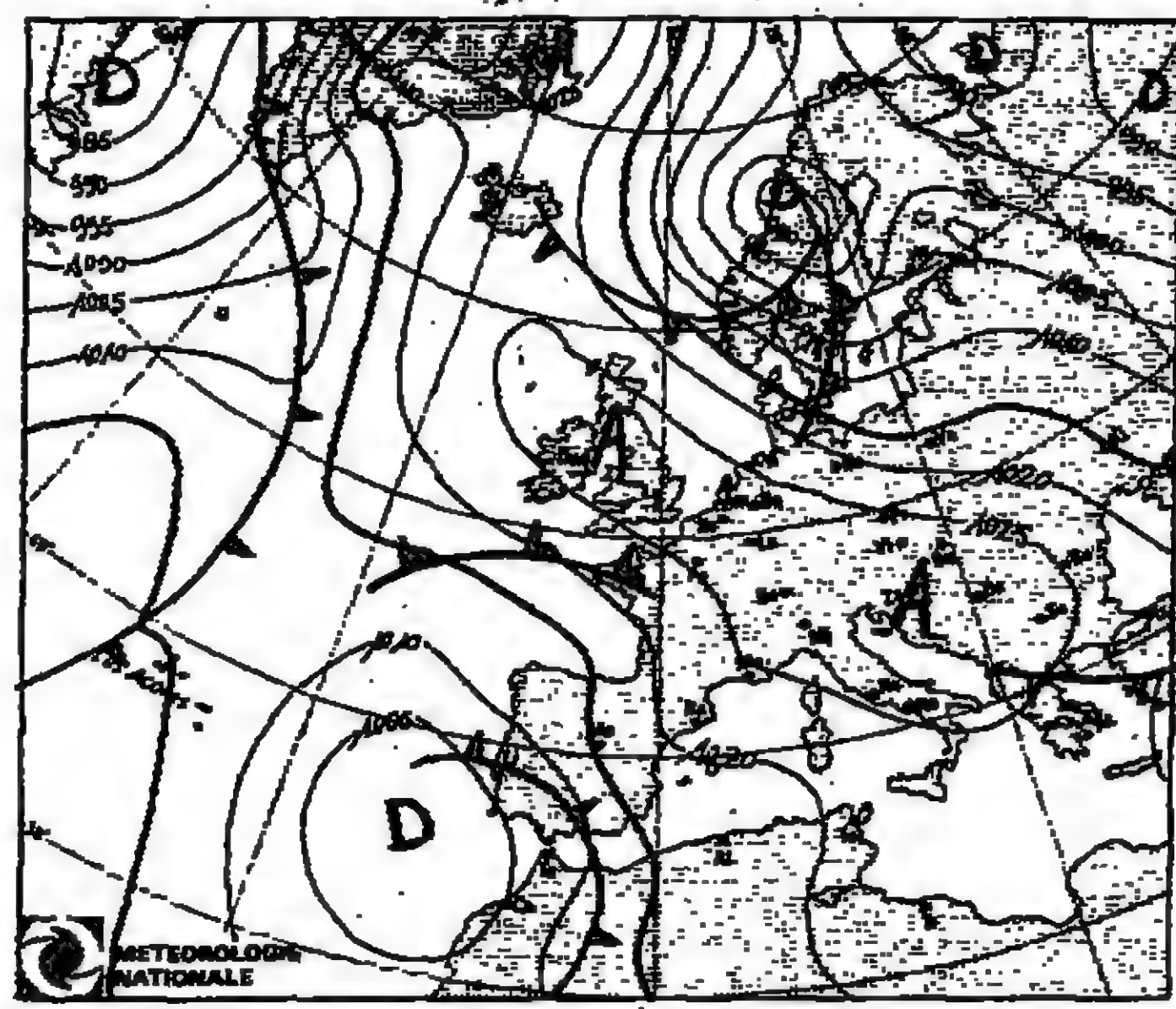
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 décembre à 0 heure et le mardi 5 décembre à 24 heures.

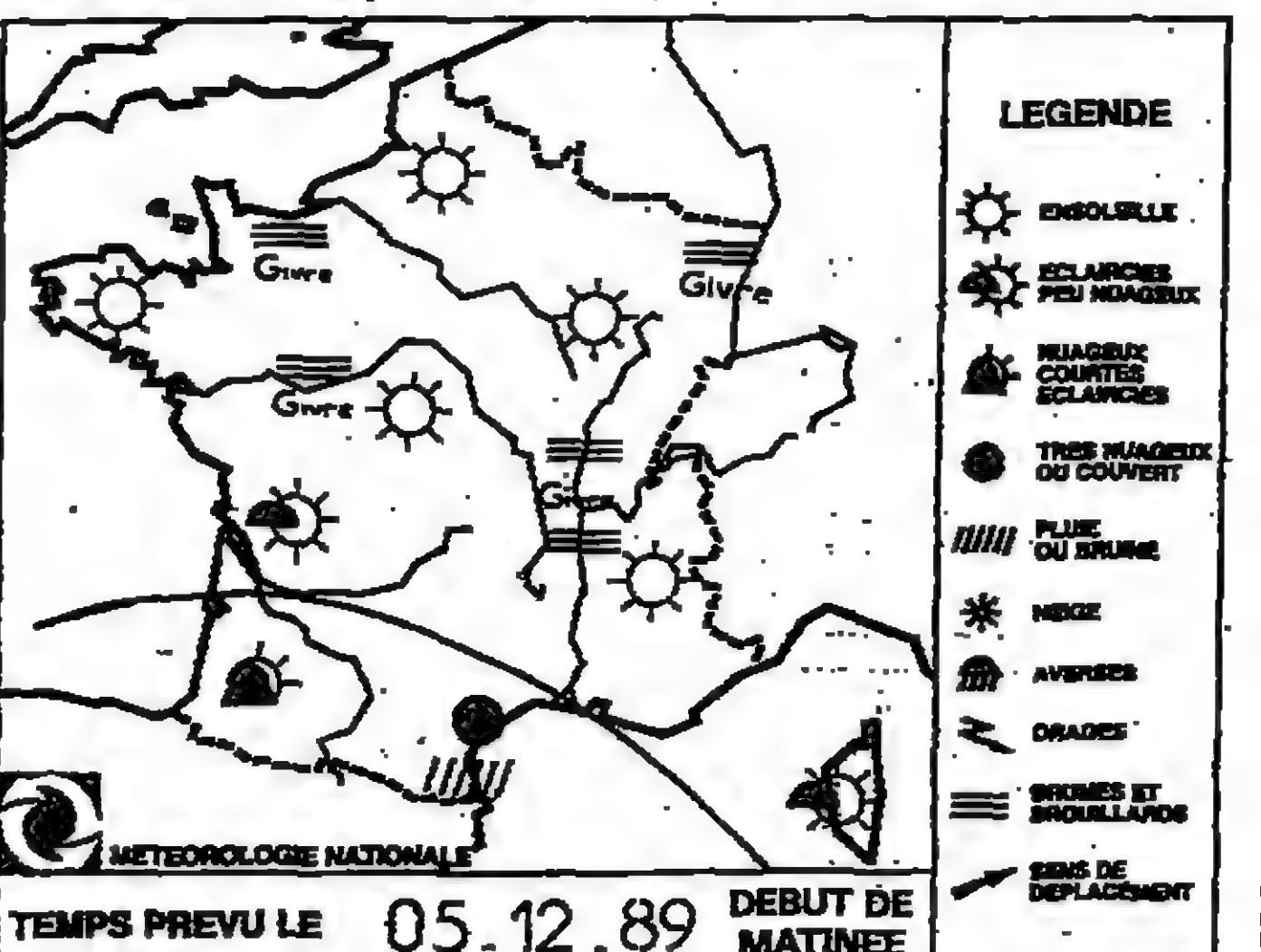
Les conditions anticycloniques persistent sur la France amenant un temps le plus souvent ensoleillé mais toujours froid le matin avec du brouillard. Une perturbation circulaire mène sur l'océan au sud du pays où il pourra pleuvoir un peu.

Mardi : soleil en général, nuages près de la Méditerranée. Le matin, le temps sera encore froid avec de nombreuses gelées sur une grande partie du pays. Il y aura du brouillard localement givrant, surtout sur l'Est et le Centre-Est, mais également dans le Centre et le Nord. Les nuages seront absents dès le début de matinée sur la Languedoc-Roussillon et ils pourront même donner un peu de pluie. Des nuages seront également présents sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et la Provence, mais n'apporteront pas de précipitations.

Au fil des heures, les brouillards matinaux devraient se dissiper et le soleil s'imposer. Ces brouillards pourront tout de même persister toute la journée en Alsace et dans la vallée de la Saône. Sinon, le ciel sera bien dégagé et la journée très ensoleillée. Seules les régions du littoral méditerranéen et de la Corse auront un ciel nuageux avec des pluies faibles.

Les températures maximales seront comprises entre -4 degrés et -9 degrés sur la moitié nord du pays. Plus vers le sud, elles seront plus élevées pour s'élever de zéro degré à trois degrés sur la Sud-Ouest à 5 degrés à 7 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, il fera plus de 10 degrés sur les régions allant de la pointe de la Bretagne au Pôitou-Charentes, au sud-ouest et au sud-est. Près de la Méditerranée, il fera même près de 15 degrés. Allant vers le nord, les températures seront plutôt voisines de 3 degrés à 5 degrés, mais dans les endroits où le brouillard durera toute la journée, il pourrait geler toute la journée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-12-1989 et le 4-12-1989

FRANCE	TOURS	7-4 D	LOS ANGELES	28 11 D
ALGER	15 7 P		LOS ANGELES	7 0 D
BARCELONE	14 3 D		MADRID	10 6 P
BORDEAUX	13 3 D		MADRID	21 14 N
BRETAGNE	9-5 B		MEXICO	17 9 B
BRETAGNE	11 3 D		MEXICO	10-5 B
CHARENTES	7-5 B		MONTREAL	-4-15 -
CHARENTES	9-2 D		MONTREAL	2-1 C
CHARENTES	9-4 D		MONTREAL	24 16 C
CHARENTES	2-9 B		MONTREAL	9-7 D
CHARENTES	3-4 C		MONTREAL	-1-4 D
CHARENTES	3-5 B		MONTREAL	16 5 -
CHARENTES	11 1 D		MONTREAL	20 3 D
CHARENTES	11-4 B		MONTREAL	25 20 N
CHARENTES	12 0 D		MONTREAL	14-1 D
CHARENTES	12 0 D		MONTREAL	23 23 A
CHARENTES	14 6 N		MONTREAL	5 1 D
CHARENTES	4-9 B		MONTREAL	25 19 C
CHARENTES	14 6 N		MONTREAL	19 7 D
CHARENTES	5 0 B		MONTREAL	16 14 A
CHARENTES	13-1 D		MONTREAL	0-4 P
CHARENTES	11 4 N		MONTREAL	12-1 D
CHARENTES	9-4 B		MONTREAL	1-7 B
CHARENTES	5-7 D		MONTREAL	
CHARENTES	5-7 D		MONTREAL	

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à émettre ; N On peut voir ; M Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre ou classique.

### Lundi 4 décembre

- TF 1**
- 20.35 Feuilletton : Bonne Espérance. (F épisode).
  - 22.20 Magazine : Santé à la Une. La chirurgie esthétique : du nouveau-né à l'adulte.
  - 23.45 Magazine : Minuit sport. Résumé du super-cros de Barcel.
  - 0.20 Journal et Météo.
  - 0.40 Série : Mémoires.
  - 1.05 TF 1 nuit.
- A 2**
- 20.35 L'heure de vérité. Invité : Yves Ponsard. Le ministre d'Etat de la République de Hongrie répond aux questions de François-Henri de Villiers, Alain Duhamel, Albert du Roy, Geneviève Moll et Dimitri Yalouchine (des Nouvelles de Moscou).
  - 21.50 Flash d'informations.
  - 21.55 Profession comique. Jean-Claude Brialy.
  - 22.45 Quand je serai grand. Jean Nouvel.
  - 22.50 Informations : 24 heures sur la 2.
  - 23.10 Météo.
  - 23.12 Soixante secondes. Georges Vastel.
  - 23.15 Du côté de chez Fred (rediff.).
- FR 3**
- 20.35 P-Cinéma : Vaquero. Film américain de John V. Farrow (1952).
  - 22.05 Journal et Météo.
  - 22.30 Magazine : Océaniques. CNRS, les grands fonds.
  - 23.25 Musiques, musique. Ripetto (duo Gilda-Ripetto), de Verdi.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Les envoûtés. Film américain de John Schlesinger (1987). Avec Martin Sheen, Helen Shaver, Herley Cross.
  - 22.20 Flash d'informations.
  - 22.25 Magazine : Lundi sport. Football : à 22.40, magazine : Mag Max, de Didier Roustan ; à 23.40, football américain.
  - 0.40 Cinéma : Engrangées. Film américain de David Mamet (1987). Avec Lindsay Crouse, J.W. Marmorek, Mike Nussbaum (v.o.).
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Paradise motel. 22.20 Série : Vendredi 13.
  - 23.30 Magazine : Arrêt sur image. Le point au lendemain du sommet Bush-Gorbatchev.
  - 0.00 Journal de minuit.
  - 0.05 Arsène Lupin joue et perd (rediff.).
- M 6**
- 20.30 Cinéma : La banquière. Film français de Francis Girod (1980). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant, Jean-Claude Brialy.
  - 22.45 Téléfilm : Le bel des assassins. Un saxophoniste fait sa justice.
  - 0.15 Six minutes d'informations.
  - 0.20 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler.

- 1.00 Rediffusions.**
- LA SEPT**
- 20.30 Cinéma : Les vacances de Monsieur Hulot. Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Nathalie Padoa-Schiaparelli, Michèle Rola.
  - 22.00 Court métrage.
  - 22.30 Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (1). De Marcel Lohm.
  - 23.30 Feuilletton : Condorost (1<sup>er</sup> épisode). De Michel Sauter.
  - 1.00 Magazine : Mégamix. De Martin Melançon.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 L'histoire en direct. Les FTP-MOI : des étrangers dans la Résistance.
  - 21.30 Dramatique. Plaisirs paléontologiques, de Jane Bowles.
  - 22.40 Cote d'amour.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : Coda. Africa.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 8 juin 1971 à Stuttgart) : Symphonie n° 7 en mi majeur de Bruckner ; Matris le pain, de Hindemith, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Sergio Celibidache. A 22.30, Virtuoses, virtuoses : Rudolf Firkušny. A 22.55, Faites voir la musique. A 23.07, Symphonie n° 8 en si mineur, D 759, de Schubert ; Pelléas et Mélisande, de Schönberg.
  - 0.30 Textes et prétextes. Souvenir et passion : Francis Poulenc.

### Mardi 5 décembre

- TF 1**
- 15.50 Variétés : La chance aux chansons. Club Dorothée.
  - 16.45 Les chevaliers du zodiaque : Le zodiaque.
  - 17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
  - 18.45 Avis de recherche.
  - 18.55 Feuilletton : Santa-Barbara.
  - 19.20 Jeu : La roue de la fortune.
  - 19.50 Le bébé show.
  - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
  - 20.35 Cinéma : Rencontres du troisième type. Film américain de Steven Spielberg (1977). Avec Richard Dreyfuss, François Truffaut, Teri Garr.
  - 22.55 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Deschamps.
  - 0.45 Journal et Météo.
  - 1.05 Feuilletton : C'est déjà demain.
  - 1.30 TF 1 nuit.
  - 2.05 Info revue.
- A 2**
- 16.30 Série : Les mystères de l'Ouest. Dessin animé.
  - 17.15 Les Rikidis au pays du Père Noël.
  - 17.20 Magazine : Graffiti 5-15.
  - 18.05 Corps : Quick et Flupke ; Graffiti 5-15.
  - 18.15 Série : Les voisins.
  - 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
  - 19.00 Série : Top models.
  - 19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.35 Les dossiers de l'écran : Sauve-toi Lola. Film français de Michel Drach (1988). Avec Carole Laure, Jeanne Moreau.
  - 22.25 Débat : Le cancer, un combat de tous les jours. Avec les professeurs Pierre Tambourin, directeur de recherche à l'INSERM, Guy de Thé, directeur de recherche au CNRS et coauteur avec André Hubert de Modes de vie et cancer. Thomas Turz, clinicien, chercheur à l'Institut Gustave-Roussy, Lucien Totti, chirurgien, Dominique Marencini, cancérologue, André Rache, médecin généraliste.
- CANAL PLUS**
- 15.30 Cinéma : La lumière de l'arc. Film franco-italien de Francesco Comencini (1987). Avec Nicole Garcia, Wladimir Stanczak, Francesco Romana Prandi.
  - 17.00 Documentaire : Les allumés... L'opéra du bout du monde, de Jane Gilbert et Stephen Lenny.
  - 17.20 Cabou cadin. Les Pierrelou : Polochon ; Histoire de la maison bleue.
  - 18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
  - 18.30 Top 50. Présenté par Marc Tesson.
  - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité : Antoine de Caunes, Lenny Kravitz.
  - 20.30 Cinéma : Star Trek 4, retour sur terre. Film américain de Leonard Nimoy (1986). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley.
  - 22.30 Flash d'informations.
  - 22.35 Cinéma : Maturice. Film britannique de James Ivory (1987). Avec James Wilby, Hugh Grant, Rupert Graves (v.o.).
  - 0.50 Cinéma : La femme en noir. Film français classé X de Michel Ricard (1988). Avec Christophe Clark, Tracey Adams, Philippe Soira.
- LA 5**
- 15.30 Série : Le renard.
  - 16.45 Dessins animés. Dragon : Gu gu gannio (rediff.). Gili ; Embrasse-moi Lucile : Sous le signe des mouquettaires ; Super nana.
  - 18.50 Journal images.
  - 19.00 Série : Happy days.
  - 19.30 Le bar des ministères.
  - 20.00 Journal.
  - 20.30 Drôles d'histoires.
  - 20.40 Téléfilm : Sea, sex and surf. De James Ingrassia, avec Richard Steinmetz. A Rebecca Thompson.
  - 22.30 Série : La fièvre d'Hawaii. Des vacances mouvementées.
  - 23.30 Magazine : Nomades.
  - 0.00 Journal de minuit.
  - 0.05 Arsène Lupin joue et perd (rediff.).
  - 1.35 Série : Thierry la Fronde.
- M 6**
- 17.05 Série : L'homme de fer.
  - 18.05 Variétés : Multibop.
  - 18.35 Série : Campus show.
  - 19.00 Série : Magnum.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : Madame est servie.
  - 20.30 Téléfilm : Ma femme a disparu. De Glen Jordan, avec Jack Klugman, Elizabeth Ashley.
  - 22.00 Téléfilm : Les chevaux sauvages. De Dick Lowry, avec Kenny Rogers, David Andrews.
  - 23.35 Six minutes d'informations.
  - 23.40 Musique : Boulevard n'haird.
  - 1.00 Rediffusions.
  - Multibop : Poly en Tunisie ; Anne, jour après jour ; Destination santé (le piège de la drogue) ; Poly en Tunisie ; Culture pub ; Hirohito, l'empereur ambigu ; Poly en Tunisie.

- LA SEPT**
- 20.30 Cartes postales vidéo.
  - 20.35 Documentaire : Marseille de père en fils. De Jean-Louis Cornil.
  - 22.15 Film d'animation : Images (Zbigniew Rybczynski).
  - 22.30 Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (2). De Marcel Lohm.
  - 23.30 Danse : La fiancée aux yeux de bois.
  - 0.30 Documentaire : Les trois trajets d'Armand Gatti.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel médecine. Dossier : médecine et torture.
  - 21.30 L'amour fou. Comment vivre en couple quand on est handicapé mental (rediff.).
  - 22.40 Nuits magnétiques. A l'extérieur des barreaux.
  - 0.05 Du jour au lendemain.
  - 0.50 Musique : Coda. Africa.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert donné le 8 octobre au Théâtre des Champs-Élysées : Concerto pour piano et orchestre n° 2, de Matsamuro ; Concerto pour violon et orchestre, de Dutilleul ; Kyomon, pour orchestre et chœur d'enfants, de Miyoshi, par la Mélodie et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Michiyoshi Inoue ; sol : Minoru Nogima, piano, Deyi Erli, violon.
  - 23.07 Club d'archives. Petit concert : Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre en mi bémol majeur, K 297b, de Mozart ; Kammermusik pour orgue et orchestre de chambre, op. 46, n° 2, de Hindemith ; Symphonie pour orchestre de chambre n° 5, de Hermann ; Masse pour chœur mixte et double quintette à vent de Stravinsky ; Intégrale des quatuors de Schönberg : Quatuor à cordes n° 1 en ré mineur, op. 7 ; Les Intronables de la Guilde : Symphonie, n° 41 en ut majeur, K 551, de Mozart.

### Audience TV du 3 novembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,5	7,7	Publicité	M. Duvalier	Max Dugan	Ripetto	Culture pub
		22,7	12,3	6,6	2,6	8,6	1,4
19 h 45	60,7	7,7	Maguy	M. Duvalier	Communication	Tout le monde	Newsline
		23,2	19,6	6,9	2,5	6,2	1,7
20 h 18	68,2	Journal	Journal	Berny Hill	Ca cartoon	Journal	M <sup>6</sup> est servi
		25,5	18,1	11,2	4,2	5,1	4,9
20 h 35	68,8	Vol au-dessus...	Vagance Cécile	Alot Rivet	Tocantini	Mis maudis	La nuit
		38,0	18,4	3,6	1,2	6,9	3,5
22 h 8	62,9	Vol au-dessus...	Vagance Cécile	Océaniques	Tocantini	Mis maudis	Sport 5
		33,5	20,7	2,6	0,6	6,1	0,9
22 h 44	48,9	Vol au-dessus...	Musique au cœur	Chutes rapides	Journal art	11 jours, 11 nuits	100 fois l'an
		35,3	3,4	3,9	0,1	6,4	1,1



## SPORTS

## FOOTBALL : le championnat de France

## Nice profil bas

L'Olympique Gymnaste Club de Nice occupe seul la dernière place du championnat de France de football de première division après sa défaite à Mulhouse (1-0) dimanche 3 décembre. Le temps où la ville azurienne voulait se doter d'une équipe de niveau européen semble loin. L'heure est aux économies et aux incertitudes.

## NICE

de notre envoyé spécial

L'équipe de football de Nice détient au moins un record : celui du nombre d'entraîneurs utilisés en six mois. Actuellement, en France, aucun club ne peut se targuer d'avoir changé trois fois d'hommes de terrain en si peu de temps. Il y a d'abord eu Nenad Bjekovic, technicien yougoslave, ancienne vedette de la formation suédoise à la fin des années 70. Le public l'adorait. Le président, Mario Innocenti, un peu moins. Il a été « remercié » à la fin de la saison dernière. Est alors arrivé Pierre Alonzo, entraîneur de l'équipe réserve, spécialisé dans la formation des jeunes joueurs. Trop tendre ? Il a tenu seize matches, avant de céder son inconfortable trône à un troisième inconnu, argentin celui-là : Carlos Bianchi, buteur à succès (Reims, Paris-SC) devenu entraîneur. Peine perdue ! Depuis son arrivée à la tête de l'équipe, samedi 4 novembre, l'OGC Nice n'a pas quitté la dernière place du championnat de première division. Dimanche 3 décembre, face à Mulhouse, les Nicols se sont une nouvelle fois inclinés (1-0).

Le mal ne serait-il donc pas affaire de compétences techniques ? Mario Innocenti accuse le mauvais sort : « Nous n'avons vraiment pas été épargnés par les blessures ». Des joueurs essentiels, comme les attaquants Jules Bocandé, Milos Djelmas ou Robby Langers, n'ont pu en effet disputer tous les matches de l'Olympique Gymnaste Club de Nice (OGC-N). L'argument s'avère insuffisant.

Le public nicols en est conscient, lui qui gronde à chaque match à domicile au stade du Ray. Principal accusé : Mario Innocenti, président du club depuis neuf ans, PDG d'une société de distribution de produits alimentaires. Les supporters ne lui ont toujours pas pardonné la mise à l'écart du très populaire Nenad Bjekovic à la suite d'un conflit personnel. Ils lui reprochent également d'avoir « rendu » des joueurs tels que Daniel Bravo (parti au Paris-SG) ou Eric Guerit (à Monaco) et de ne pas savoir gérer son effectif.

« J'ai agi en chef d'entreprise », réplique-t-il à ses détracteurs. Explication : après avoir vainement investi deux ans de suite, de 1987 à 1989, pour décrocher une participation à une Coupe d'Europe, le club est revenu à des objectifs plus modestes. De 45 millions de francs en 1987-1988 et 52 millions en 1988-1989, le budget du club est passé cette saison à 36 millions. La vente de quelques joueurs a permis de combler un déficit de 12 millions de francs.

« J'assume mes responsabilités. Il n'y avait pas d'autres solutions pour que les finances restent en bonne santé », explique ce président si contesté qu'il a dû à plusieurs reprises, quitter le stade par une porte dérobée pour échapper aux quolibets de la foule. On le dit impulsif et fort en gueule, tout à tour beau parleur et autoritaire. Tony Bessy,

ancien adjoint aux sports de la ville et responsable durant plusieurs années du service des sports de Nice-Matin, le qualifie volontiers de « Cedeuse du stade du Ray ». A ce portrait venant s'ajouter de solides liens d'amitié avec le maire, M. Jacques Médéric (RPR), un élément loin d'être négligeable dans cette « ville bananière », selon l'expression prêter d'un conseiller municipal de gauche.

## L'avenir du club en cause

Alors qu'un match des plus serrés l'oppose à l'administration fiscale (le Monde du 28 novembre), M. Médéric ne se soucie sans doute guère des piteuses prestations de ses joueurs de football. Pourtant, cette fois, la crise est profonde. Sur le plan sportif, bien sûr. Mais surtout, au-delà des résultats, c'est l'avenir du club qui est en cause. Et si les jeunes supporters réclament le départ du président, si les anciens joueurs ne reconnaissent plus leur vieux OGCN et boudent le stade, c'est que l'heure est grave.

Personne ne sait vraiment où va le club. L'a-t-on d'ailleurs jamais su ? Après avoir connu une période de gloire dans les années 50 (quatre titres de champion de France), l'équipe au maillot rouge et noir s'est éclipse. Certes, sous l'impulsion de M. Jacques Médéric, soutenu de « Las Vegas français », d'une équipe de football montée à grands frais, le club s'est réveillé de 1972 à 1977 mais sans décrocher le moindre titre. Depuis, plus rien, ou pas grand-chose. Des places dans le peloton du football national. Trois ans en seconde division aussi, de 1982 à 1985.

La vaine tentative d'accéder à une coupe d'Europe ces deux dernières années et le classement actuel de l'équipe traduisent en fait le malaise d'un club qui ne sait toujours pas s'il doit être ambitieux ou résigné. Mario Innocenti, qui se réserve le droit d'abandonner la présidence à la fin de la saison, confirme cette incertitude lorsqu'il déclare : « une mise à plat de tous les problèmes en compagnie des dirigeants, des partenaires financiers, du public ». Nice cherche sa voie. Entre les rêves des supporters, qui voient leurs rêves régionaux de Cannes ou de Monaco nourris par les grandes ambitions, et les budgets « profil bas » d'un président qui se targue de ne dépenser que ce qu'il a (1), la solution se trouve assurément du côté de l'hôtel de ville. M. Jacques Médéric a déjà dépensé 32 millions de francs de subventions directes pour l'OGC-N depuis 1979. Les élus de gauche au conseil municipal s'empressent de rappeler que cela fait cher du but et se plaignent de « ne rien savoir de ce que devient l'argent public ainsi attribué au club ».

## Condamné à stagner

La seule solution pour que Nice dispose dans les années à venir d'une grande équipe passe-t-elle donc par la mairie ? Le football, qui n'attire plus en moyenne que sept à huit mille spectateurs, n'est plus un enjeu électoral aussi déterminant que par le passé. Se montrer trop généreux avec les adeptes du ballon rond courrait Jacques Médéric d'une partie des autres sports. Avec de M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes et adjoint aux sports de la ville : « Il n'est pas question d'augmenter la subvention qui est actuellement de 12 millions par an ».

## Michel Platini fidèle à l'équipe de France

A l'issue d'un long entretien avec M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), vendredi 1<sup>er</sup> décembre à Paris, Michel Platini, dont le contrat à la tête de l'équipe de France expire le 31 décembre, aurait accepté de poursuivre sa tâche. Les deux hommes ont toutefois refusé de révéler la teneur et la durée du nouveau contrat qui devrait être soumis à l'approbation du prochain conseil fédéral, le vendredi 15 décembre.

Michel Platini avait été sollicité ces dernières semaines par M. Giovanni Agnelli pour prendre la direction de la Juventus de Turin, où il avait terminé sa

carrière de joueur. A trente-quatre ans, le sélectionneur français préfère donc continuer l'œuvre de renouvellement entreprise avec l'équipe nationale. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1988, date de son entrée en fonctions, son palmarès avec l'équipe de France est tout juste équilibré (trois victoires, trois matches nuls et trois défaites), mais Michel Platini pense pouvoir s'appuyer avec succès dans l'avenir sur le nouveau groupe qu'il a formé depuis la rencontre France-Suède du 16 août. Pour renforcer la cohésion de ce groupe, il a prévu une tournée au Koweït, du 16 au 25 janvier 1990.

Alors que Mario Innocenti paraît de plus en plus isolé, les rumeurs vont bon train concernant l'arrivée de nouveaux dirigeants plus fortunés. Le nom de Francis Paillot, PDG de la SEREL, une société implantée à Nice et spécialisée dans la signalisation (feux rouges, horodateurs, panneaux lumineux...) circule avec insistance. Celui-ci, très lié avec M. Jacques Médéric, n'a été intéressé par la présidence du club. Nous sommes ouverts à toutes les propositions », proclame quant à lui Christian Estrosi. Mais si aucun investisseur puissant ne se manifeste dans les mois à venir, le club azurien est condamné à stagner. Du côté de l'hôtel de ville, on semble d'ailleurs s'être fait une raison. Le vieux stade du Ray devrait être détruit au début des années 90. Les hectares ainsi gagnés en lisère du centre ville permettront de réaliser une opération immobilière. L'OGC-N ira alors s'installer dans un immense complexe sportif à l'est de la ville, dans la plaine du Var — dite « plaine des courants d'airs » — tant elle est ventée. Ce projet, très impopulaire, dont le coût n'a pas encore été chiffré mais dont le principe est d'ores et déjà arrêté, prévoit un stade de quarante mille places. Mais que les amateurs de football ne se réjouissent pas trop vite. « Il ne sera pas nécessaire d'avoir une grande équipe, pour attirer un grand monde, cela sera avant tout une salle de spectacle », prévient M. Estrosi. Les footballeurs nicols sont donc condamnés à ne plus jamais être des artistes ?

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Selon lui, « la situation financière est saine », mais il reconnaît qu'il a dû personnellement se porter garant auprès de certaines banques pour pouvoir assurer la paye des joueurs en attendant la subvention municipale en janvier 1990.

BASKET-BALL	
Championnat de France (Seizième journée)	
Reims b. Villeneuve	86-75
* Racing Paris b. Gravelines	96-90
Lorient b. Avignon	110-87
* Cholet b. Montpellier	131-105
* Cholet b. Monaco	105-88
* Roanne b. Tours	98-89
Nantes b. Caen	98-88
* Nanterre b. Antibes	112-83
* Mulhouse b. Saint-Quentin	94-88
Classement. — 1. Limoges, 32 pts ; 2. Mulhouse, 30 pts ; 3. Pau-Orthez, 28 pts ; 4. Nantes, 27 pts ; 5. Cholet, 26 pts ; 6. Gravelines, 25 pts ; 7. Villeneuve, Reims, Monaco, 24 pts ; 8. Gravelines, Racing-Paris, 22 pts ; 9. Montpellier, Roanne, 21 pts ; 10. Avignon, 20 pts ; 11. Lorient, Tours, 19 pts ; 12. Caen, 18 pts.	

FOOTBALL	
Championnat de France (Vingt et unième journée)	
Bordeaux b. Montpellier	2-0
* Marseille b. Toulouse	5-1
* Paris SG b. Sochaux	6-0
* Monaco et Lille	1-1
Lyon et Nantes	renis
* Lens b. Saint-Etienne	2-0
* Caen et Toulon	2-2
* Auxerre et Metz	1-1
* Cannes b. RP	3-1
* Mulhouse b. Nice	1-0
Classement. — 1. Grenoble, 32 pts ; 2. Marseille, 31 pts ; 3. Sochaux, 24 pts ; 4. Monaco, Toulouse, Paris-SG, 23 pts ; 5. Saint-Etienne, Lyon, 22 pts ; 6. Nantes, 21 pts ; 7. Toulon, 20 pts ; 8. Auxerre, Lille, Cannes, Reims, 19 pts ; 9. Caen, 18 pts ; 10. Mulhouse, Metz, 17 pts ; 11. Montpellier, RP, 16 pts ; 12. Nice, 15 pts.	

Deuxième division (Vingt et unième journée)	
GROUPE A	
Nancy b. Dijon	3-0
* Strasbourg b. Bastia	3-0
* Martigues et Guingamp	0-0
* Avignon b. Nîmes	2-1
Annecy b. Alès	2-1
* Orléans b. Reims	1-0
* Lorient b. Valenciennes	2-1
* Lens b. Bastia	3-0
* Châteauneuf et Grenoble	1-1
Classement. — 1. Nancy, 31 pts ; 2. Strasbourg, 28 pts ; 3. Bastia, Martigues, 25 pts ; 4. Alès, Nîmes, 23 pts ; 5. Lorient, 22 pts ; 6. Orléans, Dijon, 18 pts ; 7. Montpellier, 14 pts ; 8. Valenciennes, Reims, 13 pts.	

GROUPE B	
* Le Havre et Saint-Saurin	2-2
* Rennes b. Créteil	1-0
* Valenciennes et Laval	3-3
* Mort b. Lens	1-0
* Lorient b. Besenval	1-0
* Angers et Toulon	1-1
* Dunkerque-Abbeville	renis
* La Roche-Von et Rouen	0-0
* Quimper b. Guingamp	2-0
Classement. — 1. Le Havre, Rennes, 27 pts ; 2. Valenciennes, 25 ; 3. Laval, 24 ; 4. Lens, 23 ; 5. Besenval, Angers,	

## TENNIS : Tournoi des maîtres

## Edberg, le troisième larron

L'explication au sommet attendue en finale du dernier Tournoi des maîtres de tennis entre les deux meilleurs joueurs du monde en 1989, Ivan Lendl et Boris Becker, n'a pas eu lieu. Stefan Edberg, numéro trois du classement, a tiré profit d'une baisse de régime des deux champions pour battre, samedi 2 décembre, l'Allemand de l'Ouest en finale.

## NEW-YORK

de notre envoyé spécial

« Les nouvelles raquettes en matériaux synthétiques ont bouleversé le tennis en déclinant la puissance qu'il est possible de mettre dans les balles. Il est maintenant trop tard pour revenir en arrière. Mais dans les dix prochaines années il faudra bien faire quelque chose. Pour endiguer les effets de cette puissance à l'engagement de John McEnroe après avoir été successivement battu par Ivan Lendl en finale de classement et par Boris Becker en demi-finale du Tournoi des maîtres. L'ancien champion du monde n'avait, en effet, marqué que huit points (dont un sur double faute) pendant les dix jeux de service du Tchecoslovaque et si contre l'Allemand de l'Ouest il avait obtenu un break, il avait « encaissé » huit aces et autant de services gagnants.

En tenant ces propos l'Américain avait la même préoccupation que naguère Philippe Chatrier, le président de la Fédération internationale (FIT), qui a envisagé de ne donner qu'une seule balle de service dans les tournois du Grand

Prix pour que le jeu ne soit pas réduit à un exercice s'apparentant aux tirs au but en football. Dans l'esprit de John McEnroe — comme dans le nôtre, au demeurant — il se faisait pas l'ombre d'un doute que Lendl et Becker allaient pouvoir régler, pour leur dernière confrontation sur le court du Madison Square Garden, cette histoire de suprématie mondiale pour 1989, entre le numéro un au classement mondial des joueurs et le champion de Wimbledon et de Flushing Meadows. L'un et l'autre avaient été en tout points époustouflants depuis le début de la semaine. Ils semblaient vraiment invincibles.

Pourtant Ivan Lendl et Boris Becker allaient s'incliner successivement devant le joueur qui semblait le moins apte en cette fin de saison à brouiller les cartes, Stefan Edberg. Certes, le Suédois a terminé l'année au troisième rang mondial, ajoutant à son palmarès une victoire dans le tournoi de Tokyo en battant Lendl en finale. Mais c'était surtout deux défaites qui avaient marqué sa saison : la première en finale des Internationaux de France contre l'Américain Michael Chang qui l'avait comme hypnotisé ; et la seconde en finale des Championnats de Wimbledon contre Boris Becker qui lui avait ravi le titre conquis l'année précédente en l'anesihésiant par l'effort.

Apparemment, il y avait chez ce garçon un jeu élégant, proche de la perfection, une faille psychologique qu'une graphologie (1) avait cru pouvoir expliquer en rapprochant la forme curieuse de sa signature (un S zigzaguant comme la foudre) avec un incident qui avait marqué le début de sa carrière (en 1982, un juge de ligne touché par un de ses services était mort en tombant sur la tête). Reste que Stefan Edberg a bel et bien succédé, dimanche 3 décembre, à Jimmy Connors, Bjorn Borg, John McEnroe, Ivan Lendl et Boris Becker au palmarès du Madison

Square Garden. Comment un champion à la personnalité aussi incertaine a-t-il pu se retrouver en aussi belle et forte compagnie ?

Eh bien ! c'est qu'en dépit de leur raquette catapulte, de leur vitesse de bras et de leur ego hypertrophié, Ivan Lendl et Boris Becker ne sont pas des robots. Ce sont des joueurs qui, comme tout un chacun, sont soumis à des sautes de forme et d'humeur. Si le service avait été la clé de leur réussite durant les matches de classement, le service a été la cause de leur échec en demi-finale et finale. Il a suffi pour cela que leur pourcentage de premières balles chute sensiblement : avant la demi-finale, Lendl avait une moyenne de 59%, et il est tombé contre Edberg à 52% ; avant la finale, Becker était à 58% et il n'a pas dépassé 49% contre le Suédois. La qualité de tout ce qui venait derrière ces services a baissé dans les mêmes proportions, leurs défaites étant dès lors inévitables.

Encore fallait-il qu'Edberg ne manquât pas les chances qui s'offraient à lui. Suédois asphyxié aussi bien par le jeu (c'est un par voleur au royaume des ligueurs) que par le comportement individualiste (son entraîneur est Anglais, Tony Pickard) il aurait pu, tout autant, être dépourvu de cet acharnement à gagner qui avait fait de Bjorn Borg un quintuple champion de Wimbledon et un sextuple vainqueur de Roland-Garros. Ce n'était pas le cas. Et il le montre bien au moment décisif de la finale : le tie-break de la deuxième manche.

## Fin de série pour Becker

Pour en arriver là, la partie avait été serrée. L'Allemand de l'Ouest qui avait gagné ses quatorze derniers matches à New-York (12) s'était adjugé la première manche en perdant son premier service : « A cette heure-là je ne suis pas encore vraiment réveillé, il faut un peu de temps pour que je me mette en route ». Puis il avait obtenu deux breaks et marqué deux jeux de service blancs. La deuxième manche avait eu sensiblement le même profil : un break pour chaque joueur, deux jeux blancs pour Becker, et un pour Edberg qui avait suffisamment levé le niveau de son jeu pour avoir une balle de set. Le tie-break était néanmoins indispensable pour désigner le vainqueur de la manche.

Et Becker menait 5-6. Allait-il se produire le même scénario que lors de la dernière finale de Wimbledon ? La deuxième manche s'était également jouée au tie-break et en la remportant Becker avait en fait gagné le match. « A deux set à rien, j'étais à peu près sûr de vaincre », devait dire Boris Becker. Mais pendant qu'il pensait à la finale de Wimbledon 1989, Edberg avait en tête celle de 1988. Il avait alors perdu la première manche 4-6, puis enlevé la seconde au tie-break avant de s'imposer en quatre sets.

Dans le contexte 1989, l'hypothèse 1988 semblait avoir peu de chance de se reproduire. Pourtant Edberg allait réussir deux services quasiment imparables (retour long et ace), sans une puissance extraordinaire mais avec une effet d'accroche très particulier qui lui ont assuré deux points : 6-5. Il retourna alors un coup droit qui laissa Boris Becker sans réaction : 7-5, le scénario 1988 était décidément le bon. Trois heures et trois minutes après avoir pénétré sur le court sous les ovations d'une foule largement acquiescente à sa cause, Boris Becker perdait le titre qu'il avait conquis l'an passé de haute lutte contre Ivan Lendl, avec un soupçon d'amertume : « C'est dur de se motiver contre un joueur qu'on a battu deux jours auparavant en poule de classement. Mais c'est la règle des Masters. L'an dernier elle avait opéré en ma faveur puisque Stefan m'avait battu avant que je batte moi-même Ivan ».

Et le plus improbable des champions, Stefan Edberg, laissait percer sous une joie contenue quelques facettes d'une ambition insoupçonnée : « Actuellement je me sens très bien physiquement et moralement. Ces deux victoires sur Lendl et Becker prouvent que l'année prochaine je serai sans doute en course pour la première place. Faute d'avoir permis de trancher entre le Tchecoslovaque et l'Allemand de l'Ouest, les « masters » ont donc mis à jour un troisième larron à prendre d'autant plus au sérieux qu'il lui reste à placer son coup droit au niveau — moult — de son revers : « Quand j'avais seize-dix-sept ans c'était mon meilleur coup, il le redeviendra peut-être ».

ALAIN GRAUDO

(1) L'Equipe du 13 juin.  
(2) Trois lors des Masters 1988, sept lors de l'Open des Etats-Unis, et quatre depuis le début des Masters 1989.

## Les résultats

22. 8. Nott, Rouen, Dunkerque, 20 ; 11. Créteil, 18 ; 12. Saint-Saurin, Tours, Quimper, 17 ; 15. La Roche-sur-Yon, Guingamp, 16 ; 17. Abbeville, 13 ; 18. Lorient, 12.	
--	--

PATINAGE ARTISTIQUE	
Championnat du monde juniors	
La jeune Française Surya Bonaly a terminé deuxième, derrière la Japonaise Yuko Sato, les Championnats du monde juniors de patinage artistique, après avoir remporté le programme libre, samedi 2 décembre à Colorado Springs (Etats-Unis).	

RUGBY A XIII	
Coupe du monde	
La Nouvelle-Zélande a battu la France (33-0), dimanche 3 décembre à Carcassonne, dans une rencontre comptant pour la Coupe du monde.	

RUGBY	
Championnat de France (Troisième journée)	
GROUPE A	
Gravelines b. Auch	31-18
* Colomiers b. Béziers	15-13
* Dax b. Chalons	25-0
* PUC b. La Rochelle	25-20
Classement. — 1. Grenoble, Dax, Colomiers, 9 pts ; 4. Auch, 6 pts ; 5. PUC, 5 pts ; 6. Béziers, 4 pts ; 7. La Rochelle, Chalons, 3 pts.	

Poule 2	
* Racing b. Montpellier	23-15
* Biarritz b. Bayonne	24-20
Graulhet b. Volcan	13-12
* Bourgoin et Bègles	12-12
Classement. — 1. Racing, Biarritz, 9 pts ; 3. Montpellier, 7 pts ; 4. Bègles, Bourgoin, 6 pts ; 6. Graulhet, 5 pts ; 7. Bayonne, Volcan, 3 pts.	

Poule 3	
* Nice b. Béziers	21-10
Agen b. Lourdes	18-9
* Nîmes b. Hagetmau	19-6
* Toulon b. Cognac	59-08
Classement. — 1. Toulon, Nice, Agen, Nîmes, Béziers, 7 pts ; 6. Lourdes, Hagetmau, 5 pts ; 8. Cognac, 3 pts.	

TENNIS	
Tournoi des Maîtres	
Demi-finales : B. Becker (RFA, n° 2) b. J. McEnroe (E-U, n° 4), 6-4, 6-4 ; S. Edberg (Sué, n° 3) b. I. Lendl (Tch, n° 1), 7-6, 7-5.	
Finale : Edberg (Sué, n° 3) b. B. Becker (RFA, n° 2), 4-6, 7-6, 6-3, 6-1. (Entre parenthèses, la nationalité et le classement mondial des joueurs.)	

VOLLEY-BALL	
Coupe des champions	
L'équipe de Fréjus a éliminé, dès le second tour de la Coupe des champions, le club soviétique du CSKA Moscou, détenteur du trophée depuis quatre ans. Vainqueur, mercredi 29 novembre à Marseille (1-3), les joueurs du Var ont renouvelé exploit lors du match retour, samedi 2 décembre (3-0).	

Le Monde	
Edité par le SARL le Monde	
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication	
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)	
Rédacteur en chef : Daniel Vernat	
Correspondant en chef : Claude Sales	
Administrateur général : Bernard Wouris	
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09	
Tél. : (1) 42-47-97-27	
Telex MONDPAF 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81	



26 La Canada menacé par l'inflation  
27 à 30 Champs économiques

46 Capitales étrangères  
47 Voie la course aux sports

48 Marchés financiers  
49 Bourse de Paris

BILLET

Calmer les impatiences

Quand l'économie retrouve les chemins de la croissance, la pédagogie de la crise devient plus difficile à faire accepter par les salariés. C'est pourtant l'exercice auquel s'est livré M. Michel Rocard, le dimanche 3 décembre à l'émission de TF 1 « Sept sur sept ». Le premier ministre a admis la réalité des « impatiences » de la société française sans chercher à prendre le contrepied du récent rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) qui constatait un accroissement des inégalités de revenus depuis 1985. Pour corriger une telle situation, « il faut du temps », a-t-il expliqué.

Le discours invitait les salariés à la patience risque de rencontrer d'autant plus de résistances que, déficit du commerce extérieur mis à part, les signes de santé retrouvée se multiplient. Le chômage baisse légèrement et plus de 300 000 emplois nouveaux devraient être créés en 1989. La hausse des prix était relativement élevée en octobre (0,4 %) mais, assure M. Rocard, on ne peut parler d'inflation lorsque le rythme d'augmentation est « supérieur à la croissance ».

Un tel contexte rend M. Rocard prudent. S'il n'exclut pas de distribuer, en moyenne et non par tête, autant de pouvoir d'achat aux fonctionnaires en 1990 qu'en 1989 (+ 3,3 %), il privilégie le qualitatif. Dans la fonction publique, il veut étendre la négociation à la formation — ce qui est déjà fait — et à l'organisation du travail. Mettre ainsi en avant la volonté de négocier et de rechercher « le compromis social » est conforme au rôle d'un premier ministre, qu'il soit de gauche ou non. Encore faut-il donner un réel contenu à cette négociation, en proposant quelques directions.

M. Rocard ne manquera pas d'imaginer sociale avant d'accéder à Matignon. Il semble aujourd'hui un peu à court de grands projets. La négociation est un moyen et non une fin. Et désigner l'ensemble du patronat et le patron de PSA comme des mauvais élèves soupçonnés de ne pas avoir compris le « besoin de relations sociales modernes » ne suffit pas à faire sortir celles-ci du flou.

M.J.

INSOLITE

La revanche de Peugeot (suite)

Après les actions en justice contre deux municipalités qui avaient accordé une aide aux grévistes (le Monde du 2 décembre), la direction de l'usine Peugeot à Mulhouse persiste. Elle a assigné le comité d'établissement devant la chambre civile du tribunal de grande instance pour avoir voté une aide alimentaire de 150 000 francs aux grévistes pendant le conflit.

La direction conteste la « légitimité » de cette décision et considère que « les œuvres sociales du CE doivent bénéficier à l'ensemble du personnel et non pas à une catégorie donnée ».

Par ailleurs, M. Richard Mark, délégué CFDT dans la même usine, a estimé le samedi 2 décembre, devant la presse, que six cents des douze mille salariés de Peugeot Mulhouse étaient partis de l'établissement au cours des trois derniers mois. « Il s'agit d'ouvriers très qualifiés qui n'ont pas fait grève mais qui, en choisissant de quitter l'usine, ont tenté de trouver une solution individuelle à un mécontentement qu'ils n'ont pas osé exprimer pendant le conflit », a-t-il précisé.

Hyperinflation, faible croissance

La Yougoslavie connaît une crise économique profonde

Le premier ministre français, M. Michel Rocard, se rend en visite officielle, le mardi 5 et le mercredi 6 décembre, en Yougoslavie. Le pays du « modèle autogestionnaire », ancien précurseur des réformes en Europe de l'Est, est en proie à une grave crise économique et semble politiquement à la traîne.

Sur les eaux d'une fontaine porte-bonheur, au centre de Belgrade, on voit flotter des billets de 5 000 et 10 000 dinars. Avec une inflation qui atteint, d'après l'office central des statistiques de Belgrade, 2 500 % en cette fin d'année, ces billets ne valent plus respectivement que 50 centimes et 1 franc.

La Yougoslavie vit en état d'hyperinflation, avec des taux mensuels de hausse des prix qui frisent désormais les 50 %. Les Yougoslaves ont appris toutes les techniques financières qui permettent de survivre dans ce genre de situation. Ils font leurs courses le matin, parce qu'ils savent que les prix d'un millier de produits de consommation courante peuvent grimper jusqu'à 100 % dans la journée. Les salariés changent leur paie en deutschemarks au marché noir, et tout le monde fait de la cavalerie — en utilisant au maximum chèques et cartes de crédit — pour gagner quelques jours, voire quelques semaines dans les paiements.

Les autorités yougoslaves préparent des « mesures de choc » pour tenter de ramener l'inflation à 10 % par mois en 1990. Par exemple, importation massive de produits de consommation, pour intensifier la concurrence sur le marché intérieur. Ou, selon M. Mihodrag Zecovic, directeur général de la Banque franco-yougoslave (joint-venture entre la Société générale et Paribas, d'une part, et neuf banques yougoslaves d'autre part), établissement d'un lien entre le cours du dinar et celui de l'écu.

Mais certaines observations mettent en doute la détermination yougoslave à lutter contre l'inflation. Une délégation israélienne, appelée en consultation, a jugé que le plan anti-inflation qui a donné des résultats en Israël ne fonctionnerait pas en Yougoslavie, faute d'une volonté collective suffisante.

« Jusqu'à présent les Yougoslaves se sont accommodés de la hausse des prix : les particuliers comme les entreprises s'adaptent, au sommet ou en creux de la monnaie, et l'inflation efface le tout », résume un expert français.

Paradoxalement, le laxisme monétaire interne s'accompagne d'une amélioration des comptes extérieurs. La Yougoslavie a de confortables réserves en devises (près de 6 milliards de dollars),

Eviter la marginalisation

« Il y a une pompe à réamorcer et un signal politique à donner. » Telle est, du point de vue de l'Hotel Matignon, la justification du voyage de M. Michel Rocard en Yougoslavie. Le premier ministre est invité depuis longtemps par les dirigeants de ce pays, où il a déjà effectué, à l'époque du PSU — autogestion oblige... — plusieurs voyages. De son côté, le président de la République souhaite que le tour des pays de l'Europe de l'Est qu'il a lui-même entamé ne laisse de côté que la Roumanie.

Pays à part dans l'ensemble socialiste, la Yougoslavie a peur d'être oubliée par une Europe de l'Ouest dont elle a été la première à se rapprocher, mais qui a maintenant les yeux fixés sur la RDA, la Pologne ou la Hongrie. Paris veut donc rassurer les dirigeants de Belgrade : « Nous espérons pouvoir donner, dit-on à Matignon, un signal de non-marginalisation ».

Pourtant, même si M. Rocard, sur place, ne l'explique pas si clairement, le raisonnement de la France serait, en substance : vous aviez pris de l'avance par rap-

port à vos voisins de l'Est. Mais, aujourd'hui, ils vous ont rattrapés et même dépassés. Pour obtenir une aide au même titre que la Pologne ou la Hongrie, il vous faudrait : à votre tour, faire de nouveaux pas vers la démocratie, par exemple en envisageant des élections libres.

Selon Matignon, les dirigeants yougoslaves sont « demandeurs d'échanges de vues sur les moyens de transformer leur politique économique dans un sens plus efficace ». Dans ce domaine, l'idée de M. Rocard serait que la Yougoslavie doit inverser les facteurs en matière de décentralisation : moins de centralisme en politique, davantage en économie. Pour redresser leur situation économique, les Yougoslaves devraient accepter une certaine « recentralisation » de l'économie, afin que le pouvoir central puisse intervenir avec plus d'efficacité. En ce sens, M. Rocard apporte son appui au pouvoir fédéral, qui sera son principal interlocuteur lors de sa visite en Yougoslavie.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

après cinq années consécutives d'excédent des paiements courants. Les exportations ont progressé de 10 à 15 % par an depuis 1985, et les « invisibles » renflouent massivement les comptes yougoslaves : 4 à 5 milliards de dollars par an sont rapatriés par les Yougoslaves travaillant à l'étranger, et les recettes nettes du tourisme avoisinent les 2 milliards de dollars. Le pays a réussi à ramener sa dette envers les pays à devise forte à 16,1 milliards de dollars.

Chômage déguisé

Ces données encourageantes ne doivent cependant pas cacher que la Yougoslavie est un pays en crise profonde. L'économie a connu une récession en 1988 et devrait enregistrer une croissance faible en 1989. D'après des statistiques officielles, 63 % des salariés gagnent moins de 114 dollars par mois, et le chômage touche 15 % de la population active. L'instauration d'une véritable économie de marché, souhaitée par le gouvernement de M. Ante Markovic, aura pour conséquence de révéler tout un chômage déguisé, avec les risques

sociaux et politiques que cela comporte dans un pays tiraillé par les rivalités entre communautés.

Pour les entreprises françaises, le marché yougoslave est le deuxième débouché en Europe de l'Est, derrière l'Union soviétique. La France est pour la Yougoslavie le quatrième client après l'Union soviétique, la RFA et l'Italie. Les échanges, à peu près équilibrés, représentent quelque 1,2 milliard de dollars par an, dont le tiers dans le domaine de l'automobile.

De gros contrats sont en cours de conclusion, dont une usine de câbles téléphoniques, à Belgrade, de 700 millions de francs (joint-venture Alcatel-Elektronika), plusieurs centrales thermiques au Kosovo pour 5 à 6 milliards de francs (Alstom) et peut-être le métro de Belgrade, en coopération avec des entreprises soviétiques et yougoslaves. Il y aurait en tout une dizaine de projets de coopération industrielle franco-yougoslave, parmi le foisonnement de sociétés conjointes en voie de constitution en Yougoslavie (217 joint-ventures cette année).

SOPHIE GHERARDI

Les Internationales syndicales et les réformes à l'Est

Soutien prudent de la CISL à la pérestroïka

Ironie de l'histoire : c'est au moment où le « rideau de fer » se lève que la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), fondée à Londres en 1949 d'une scission en pleine guerre froide de la Fédération syndicale mondiale (FSM), a célébré dans la capitale britannique, lors d'une réunion de son comité exécutif qui s'est achevée le 1<sup>er</sup> décembre, ses quarante ans.

Pour la majorité des cent quarante-deux organisations de quatre-vingt-dix-sept pays appartenant à la CISL, en grande partie d'inspiration ou de tradition social-démocrate, le communisme est intrinsèquement pervers et les régimes instaurés en URSS et dans les pays de l'Est font un peu figure d'« empire du mal ». A Londres, le comité exécutif de la CISL a réitéré sur « le processus de réforme en Union soviétique et en Europe de l'Est ».

constitué par l'impact du processus de réforme sur les travailleurs soviétiques alors que « plus de quarante millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté » et que les pénuries restent éternelles.

Dans le rapport adopté par le comité exécutif de la CISL, les risques d'inflation et de chômage — et donc de tensions sociales — sont mis en évidence. Une telle évolution pourrait obliger le parti à « reconstruire » ses théories sur le rôle de syndicats agissant comme des contrôleurs de transmission ou des agences quasi gouvernementales de l'emploi. A terme, la CISL n'exclut pas que les syndicats officiels soient remplacés, au moins partiellement, par des syndicats librement choisis. Et elle justifie sa relative bienveillance pour la pérestroïka en soulignant que celle-ci confirme son attitude critique vis-à-vis du « totalitarisme » des régimes de l'Est. L'idéal du syndicalisme libre aurait fini par être contagieux.

Risques sociaux

Il y a plusieurs semaines déjà, les syndicalistes de la CISL avaient débattu, à Bruxelles, de la pérestroïka à partir d'un rapport sur « le processus de réforme en Union soviétique et en Europe de l'Est ». Pour son auteur, le Britannique Stephen Pursey, chef du département de politique économique et sociale à la CISL, la pérestroïka n'est pas une « folle passegrère ». Loin de se réduire à un verrou unique destiné à séduire le monde extérieur, elle remet en question les fondements du système soviétique. Toutefois, même si des principes de l'économie de marché sont introduits progressivement, il faudra attendre de nombreuses années avant qu'un nouveau système économique et social n'émerge et surtout que les salariés connaissent une véritable amélioration de leur niveau de vie.

Si la CISL reconnaît que l'atmosphère politique a changé en URSS, elle ajoute aussitôt que ce changement n'a pas été encore appuyé par des réformes constitutionnelles essentielles. Pour les syndicats libres, le principal test sera

Deux tendances

Pour M. John Vanderveken, secrétaire général de la CISL, il s'agit d'« encourager » une ouverture des structures notamment syndicales dans les pays de l'Est en élargissant l'analyse économique de ces sociétés. Les attitudes de la CISL, qui, comme le DGB allemand mais aussi le TUC britannique, les syndicats scandinaves, belges, néerlandais, italiens et espagnols, ont des relations avec les syndicats des pays de l'Est pourront les poursuivre en privilégiant, là où ils existent, les syndicats indépendants, par exemple en Hongrie et en Pologne (où Solidarité est membre de la CISL). Et les réactions syndicales multilatérales vont se multiplier.

De l'aveu même de M. Vanderveken, il y a deux tendances à la CISL : ceux qui jugent possible d'aider à promouvoir des réformes à l'Est et ceux qui craignent de renforcer des systèmes communistes considérés par définition comme inamendables. FO et l'AFL-CIO font plutôt partie de ce second camp.

MICHEL NOBLECOURT  
Lire la suite page 26

Le soutien de l'Etat aux entreprises publiques

M. Fauroux obtient 2 milliards supplémentaires

L'Etat est un actionnaire parcimonieux mais sensible. Sur le fond, M. Fauroux, ministre de l'Industrie, qui rédige une grosse dizaine de milliards de francs par an pour doter les entreprises publiques d'argent frais, a perdu la bataille face à M. Bérégovoy, ministre des finances. Malgré l'amélioration des finances publiques due au retour à meilleure fortune de la maison de France, le budget 1990 n'a inscrit que 4,7 milliards pour les dotations au capital des nationalisées. A peine la moitié de ce que voulait l'industrie.

Néanmoins, à force d'insister, le ministre regagne quelque terrain. M. Bérégovoy vient ainsi d'accepter de modifier le collectif budgétaire de 1989 libérant 2 milliards qui viendront s'ajouter aux 4,7 indiqués. Le mécanisme est le suivant. Sur l'année 1989, les dotations budgétaires votées étaient de 4,1 milliards dont 2 milliards destinés à appuyer la dette de Sodeva, une « coquille » financière, filiale de l'Etat créée, il y a deux ans qui avait repris à son compte 12 milliard d'endettement de la Régie. L'avantage à l'époque était d'alléger d'un coup le bilan de Renault d'une somme importante. L'Etat remboursant ensuite la Sodeva par petits paquets, année après année. Cela a été fait pour 4 milliards en 1988, il en reste donc environ 8,2 (compte tenu des inté-

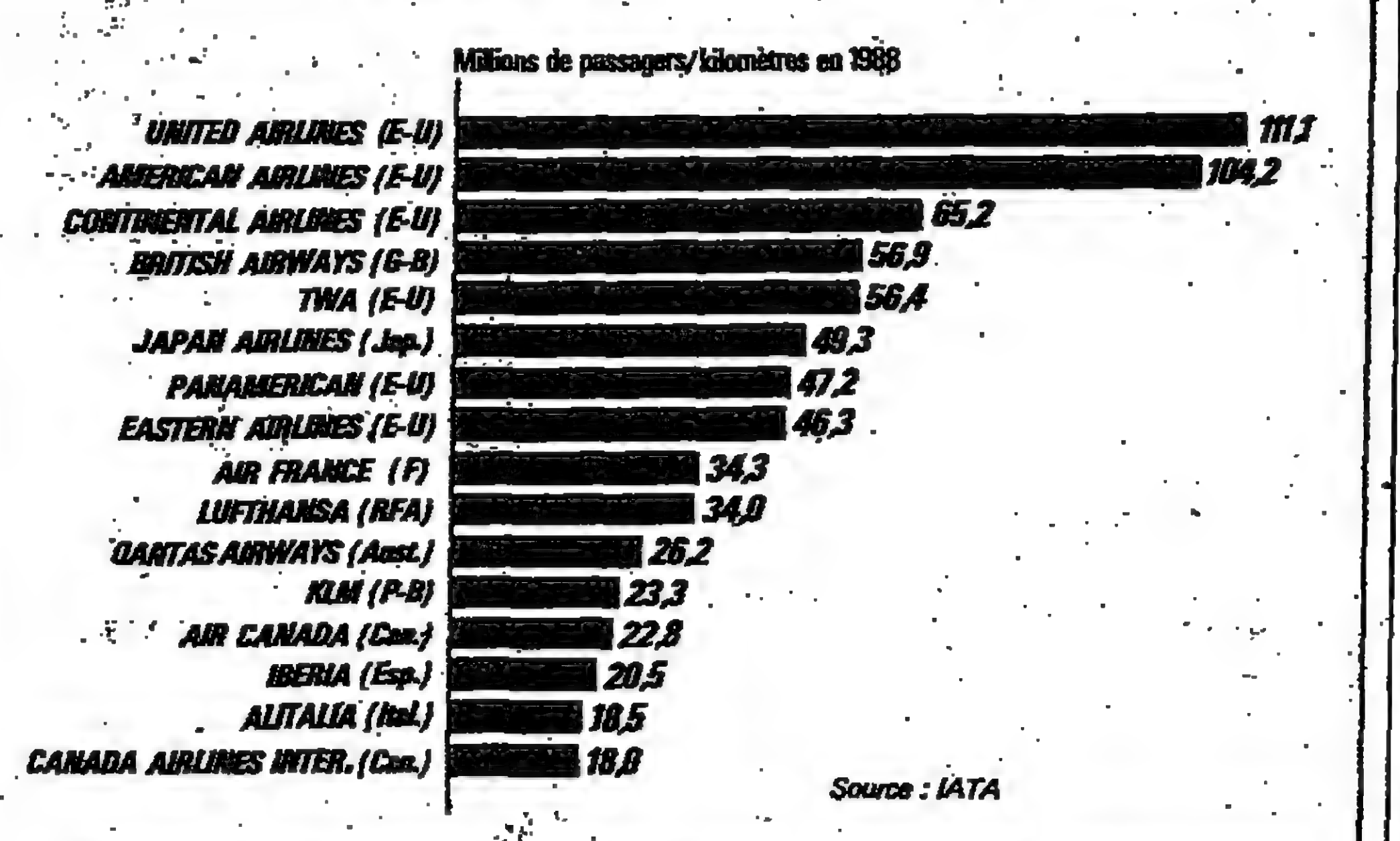
rets) à payer. Cette année, deux milliards ont été versés sur les 4,1 de l'enveloppe de M. Fauroux.

En fait, ils seront payés par M. Bérégovoy lui-même, pris sur une enveloppe plus large de désendettement de l'Etat. Comme en 1989 ont été dépensés 1 milliard pour Péchiney et 500 millions pour l'Informatique Bull, il restait dans les caisses de 1989 environ 2,5 milliards : les 2 milliards de la Sodeva-Renault plus 500 millions qui n'avaient pas encore été affectés et qui sont, en théorie, destinés à Bull (pour aider au rachat de l'américain Zenith) ou à l'aéronautique. Pour 1990, M. Fauroux pourra donc disposer de 2,5 plus 4,7 soit 7,2 milliards.

La décision de M. Bérégovoy porte effet à long terme puisqu'en réalité la Sodeva sera bientôt dissoute et sa dette additionnée à la dette générale de l'Etat. La « coquille » avait été créée par M. Balladur qui avait décidé de la renflouer grâce aux recettes des privatisations. Celles-ci étant arrêtées, cela n'a plus de sens, explique-t-on au ministère des finances, de distinguer les dettes entre elles. Les remboursements Renault ne pèseront plus sur les épaules de M. Fauroux, ni en 1989 ni dans les années suivantes. Autant d'argent en plus pour les autres nationalisées.

E.L.R.

Les Américains volent en tête



Ce classement des compagnies aériennes est fondé sur le nombre de passagers multipliés par celui des kilomètres parcourus, un vol d'une heure n'équivaut pas à un long-courrier. Il ne prend pas en compte les résultats de la compagnie soviétique Aeroflot, qui n'a adhéré qu'en 1989 à l'Association du transport aérien international (IATA) et qui est le plus grand transporteur du monde. On notera le palmarès écrasant des Etats-Unis, qui classent trois transporteurs parmi les cinq plus importants. Deux précisions s'imposent : Continental et Eastern font partie du même groupe, Texas Air, et peuvent être comptabilisées ensemble ; selon les chiffres provisoires de 1989, la première compagnie occidentale serait désormais American Airlines.







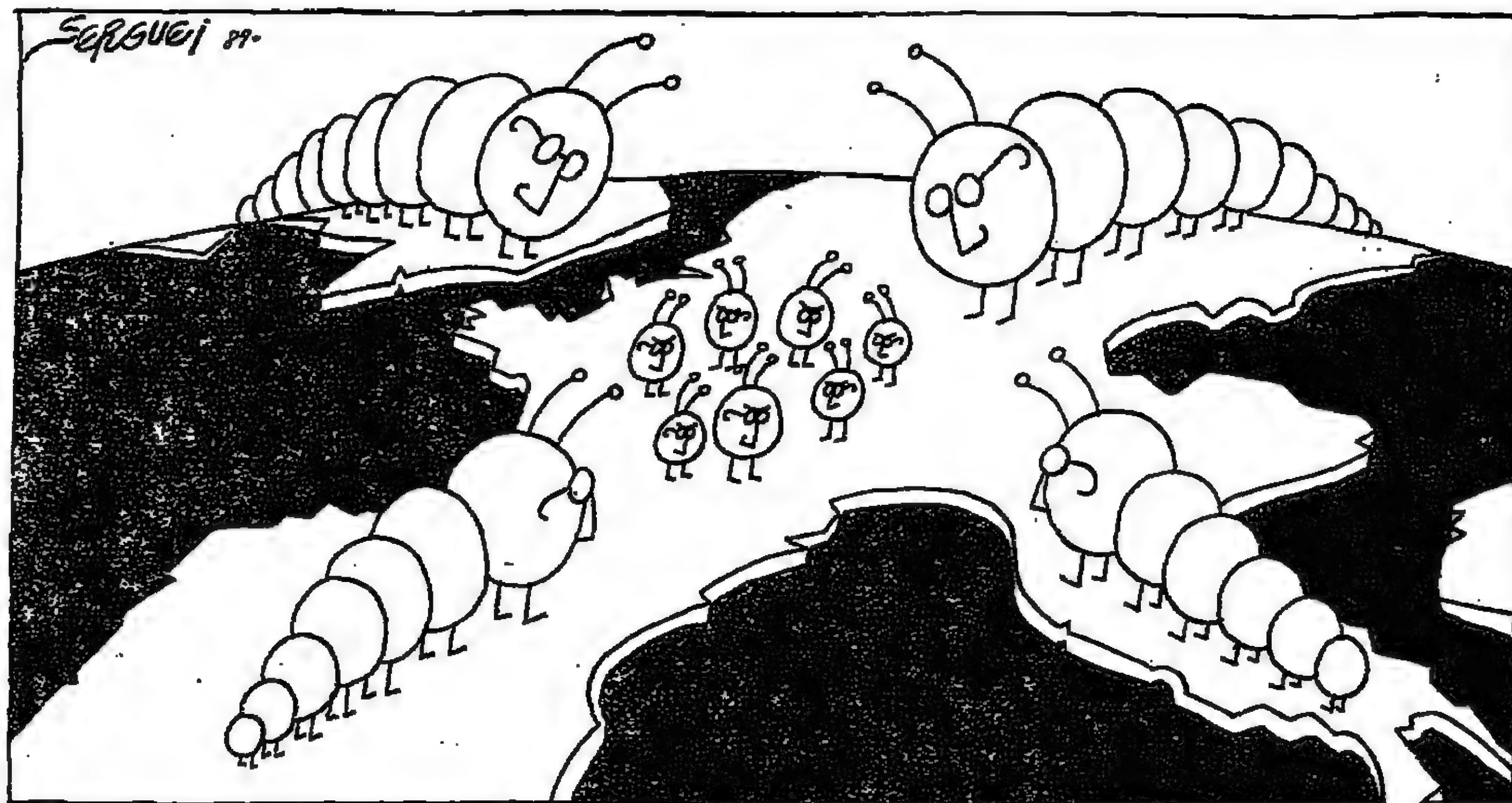
# CHAMPS ECONOMIQUES

de l'écologie

en forte croissance  
des inflationnistes

## Recomposer le syndicalisme

La création d'une grande centrale social-démocrate ne fait plus rêver. Mais les syndicats ne doivent pas aborder 1993 en ordre dispersé face aux mastodontes anglais et allemands.



Le constat est devenu banal mais il ne se dément pas : le syndicalisme français est faible. Avec un taux de syndicalisation estimé à 10 % environ, la France est la lanterne rouge des douze pays de la CEE (voir tableau ci-contre).

Les confédérations peuvent se consoler d'une telle situation en soulignant, à juste titre, qu'elles ont plus d'adhérents que les partis politiques. Mais, à trois ans de l'échéance européenne du marché unique, elles sont confrontées à un handicap supplémentaire, que ne connaissent pas ou peu les autres pays européens qui jouent la carte du pluralisme, celui de la division. Comme si, chassant sur un terrain ramené à une peau de chagrin, elles étaient plus préoccupées de tirer dans les jambes des autres que de défricher de nouvelles zones giboyeuses.

De ce constat est né un projet, d'ailleurs murmuré d'avance, celui de favoriser une *recomposition* du mouvement syndical français. En clair, l'idée, caressée depuis plus de deux ans par des responsables du Parti socialiste, consistait à bâtir une grande centrale social-démocrate concurrente à la CGT et à établir des liens plus ou moins étroits avec le PS.

La recette était apparemment simple : prenez une FEN minée par les divisions entre ses différents courants, une FO et une CFDT regroupant tant bien que mal les différentes familles socialistes et ajoutez-y, le cas échéant, plusieurs syndicats autonomes, et vous aurez

une nouvelle force syndicale. En poussant le rêve, certains imaginaient même que cette nouvelle étoile pourrait être suffisamment attractive pour attirer à elle la CFTC et la CFE-CGC.

Les difficultés de la FEN, l'ouverture des successions à la CFDT et à la FO, la peur des « coordinations » prenant de plus en plus souvent la place des syndicats dans les conflits, avaient relancé le débat à l'automne 1988. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, se prit alors à rêver d'un « *Epinay du syndicalisme* », qui aurait les mêmes vertus réunificatrices que le congrès du même nom qui vit la vieille SFIO se fondre avec les autres familles socialistes dans un nouveau PS, sous la houlette de François Mitterrand.

### Un nouvel Epinay

Le problème est qu'aucun syndicalisme n'est en quête d'un nouvel Epinay. Déjà, ce débat sur la reconstitution, qui pourrait refaire surface lors du prochain congrès du PS, en mars à Rennes, est loin de faire l'unanimité au sein du PS. Certains responsables politiques récusent ainsi toute « *course de transmission partis-syndicats* », estimant qu'un modèle travailliste est « contraire à la tradition française ».

Tandis que la majorité socialiste de la FEN semblait parfois prêter une oreille attentive aux idées de reconstitution, les autres syndicats

réagissaient — au moins officiellement — par la négative. Le sujet devint même un thème d'affrontement à FO lors de la bataille pour la succession d'André Bergeron entre Marc Blondel et Claude Pitou. Les amis du premier soupçonnaient ceux du second de préparer une nouvelle alliance avec la CFDT et la FEN.

Pour sa part, dès son accession à la tête de la CFDT, Jean Kaspar repoussait toute idée d'« *Epinay du syndicalisme* ». Quant à la CGT, première visée, elle fustigeait, en mai 1989, lors de son quarante-troisième congrès confédéral, les « tentatives de reconstitution du mouvement syndical réformiste » recherchées pour « tenter de contrôler les efforts du syndicalisme de classe ».

Aujourd'hui, le paysage syndical s'est quelque peu modifié. En août 1989, Henri Krasucki a inauguré, sans changer sur le fond aucune de ses positions, une politique de la main tendue vis-à-vis des autres confédérations. Et les grèves chez Peugeot et aux finances, comme avant en Corse et à la météorologie nationale, ont été conduites dans une unité — presque — sans failles. L'effet automatique de ce regain unitaire à la base a été l'effacement de « coordinations », qui, encore à l'automne 1988, avaient tenté de tenir le haut du pavé.

Sous l'impulsion de Marc Blondel, FO a renoué, d'une manière plutôt cahotante et fluctuante, avec le « *syndicalisme de contestation* », quitte à donner prise à un jeu rapproché, mais sans lende-

main, avec la CGT. Et la CFDT de J. Kaspar a présenté l'image d'une organisation privilégiant plus la coopération et la politique contractuelle, au risque de méconter les composantes les plus à gauche de la centrale sans recueillir pour autant les faveurs de l'opinion publique.

La reconstitution espérée déboucherait-elle sur une décomposition du mouvement syndical ? De bons esprits le craignent. Au sein de la FEN, les querelles internes se poursuivent : la majorité socialiste d'Unité, indépen-

dance et démocratie (UID), traditionnellement houspillée par la minorité communiste d'Unité et action, a même vu le contrôle du troisième syndicat national, le SNETAA, lui échapper.

A la CFDT, J. Kaspar conserve quasiment intactes les frontières de la majorité qui l'avait élu il y a un an, mais ses opposants de gauche, comme la fédération des finances et celle des transports-équipement, pourraient être tentés par une radicalisation si la modération confédérale persistait. La CFDT connaîtrait-elle alors d'autres « SUD », du nom de ce syndicat créé aux Petites Maisons pour regrouper des exclus « gauchistes » de la centrale ?

l'esprit, surtout si le Parti socialiste s'obstine à vouloir être le pilote d'une telle opération. Mais même au PS, ce « *syndrome social-démocrate* », ainsi dénoncé récemment par M. Blondel, ne fait plus rêver.

A défaut de reconstitution, les confédérations réformistes peuvent pourtant faire un bout de chemin ensemble. Trois faisons les engagements à s'orienter davantage dans cette voie. D'abord, sauf pour ceux qui font profession de cultiver les différences à la lumière de textes sacrés comme la Charte d'Amiens de 1906, les clivages idéologiques s'estompent, comme par exemple entre la CFDT et la CFTC.

Ensuite, c'est sur le terrain de la négociation sociale que les syndicats vont devoir être les plus présents. Il y a bien des thèmes, comme par exemple les nouvelles technologies et l'organisation du travail, sur lesquels des convergences peuvent apparaître ou se confirmer.

Enfin, il y a l'impératif européen. Les syndicats français vont-ils aborder 1993 en ordre dispersé, alors qu'ils auront en face d'eux des mastodontes de composition hétérogène, comme en RFA et en Grande-Bretagne, ou des organisations coopérant entre elles, comme en Italie et même en Espagne ? Ce serait une belle occasion perdue. Pour longtemps. A moins qu'ils ne soient percuteurs de plein fouet par le vent venu de l'Est...

MICHEL NOBLECOURT

### Lanterne rouge

Danemark	80 %
Belgique	75 %
Portugal	60 %
Irlande	59 %
Luxembourg	49 %
Allemagne	43 %
Grande-Bretagne	43 %
Italie	39 %
Grèce	35 %
Pays-Bas	30 %
Espagne	17 %
France	10 %

Ces taux de syndicalisation sont calculés par rapport à la population active salariée. Il s'agit dans la plupart des cas d'estimations du nombre réel de syndiqués dans les douze pays de la CEE. Toutefois, en Grande-Bretagne, le taux réel serait désormais en dessous de 40 %. En Italie, le pourcentage de syndiqués avancé par les organisations syndicales est de 45 %.

### L'impératif européen

A FO, l'unité est loin d'avoir été rétablie, les gages donnés par M. Blondel à ceux qui l'ont élu n'ayant pas vraiment été compensés, malgré la signature récente de deux « accords de méthode » avec le CNPF, par des ouvertures vis-à-vis de ceux qui l'ont combattu. Certains redoutent un processus de *stodolisation* de FO, les fédérations cultivant leur autonomie et leurs différences sans se soucier des orientations générales de la confédération.

L'avenir serait-il irrémédiablement noir pour le syndicalisme, condamné alors au déclin, à la division et pour finir à la décomposition ? Une reconstitution syndicale aboutissant à la constitution d'une grande centrale est une vue de

## Maîtriser la croissance

Dans les domaines de l'environnement, de l'alimentation et de l'énergie, le triomphe du libéralisme serait suicidaire. Face aux risques de rupture, un nouveau mode de gestion s'impose.

par Paul-Henri Bourrellet et Robert Diethrich

Il ne se passe guère de temps sans que l'on n'entende évoquer de nouvelles menaces sur notre environnement : ozone, effet de serre, acidification des sols et des lacs, pollution des mers par le pétrole et des nappes souterraines par les nitrates, radioactivité, dangers pour l'Antarctique, disparition d'espèces, déforestation massive, etc.

Parallèlement, les révoltes nées de la pauvreté et de la malnutrition, et les inquiétudes sur la capacité à nourrir décemment une population mondiale en fort accroissement constituent des sujets d'angoisse et de controverse périodiques.

La désertification et l'érosion des sols progressent-elles gravement ? Le manque d'eau risque-t-il de compromettre l'agriculture de vastes régions, entraînant des famines ou de grandes migrations ? Ou au contraire les progrès techniques sont-ils susceptibles de nous libérer de l'assujettissement au sol et au climat ?

Enfin les déséquilibres de l'approvisionnement énergétique sont cycliques. Très vives il y a dix ans au point de provoquer de véri-

tables paniques — lors du deuxième choc pétrolier — les craintes étaient hier mises en sourdine. Mais il faut savoir que ce n'est que temporaire et les divergences d'appréciation sur le nucléaire, les énergies douces, le charbon, les économies d'énergie, sont loin de s'atténuer, alors qu'il va bien falloir faire des choix qui pèseront sur notre avenir.

### Un caractère planétaire

Chacun des trois grands domaines actuels de préoccupation — l'environnement, l'alimentation, l'énergie — a pris un caractère planétaire et ils sont en étroite interaction les uns avec les autres. Les productions d'aliments et d'énergie trouvent leurs contraintes, ou leurs limites, dans leurs conséquences néfastes sur les milieux naturels. La crise de nombreux pays, caractérisée par un endettement qui les paralyse, est pour beaucoup liée à la mauvaise valorisation de leurs ressources naturelles : et, à son tour, elle menace de rendre utopique une politique globale de gestion de l'environnement.

D'autres questions sont également posées concernant notamment la gestion des espaces et l'élargissement des frontières vers les milieux sous-marins, souterrains et interplanétaires (quels espoirs peut-on fonder ?) ; les matériaux pour le futur, dont beaucoup sont issus du pétrole (condamnent-ils les produits traditionnels ?) ; la régulation des productions et de la distribution.

Comment mettre fin à la coexistence dans le monde des surplus et des pénuries ? Comment aussi profiter de l'efficacité des mécanismes du marché, tout en évitant qu'ils débouchent sur l'endettement des pays sous-développés et sur un véritable décrochement économique d'une partie du monde ?

Seul le progrès technique est susceptible de concilier un développement, dont il serait déraisonnable de nier la nécessité (ne serait-ce qu'en raison de la croissance démographique et des écarts de niveau de vie), et le caractère désormais limité de notre univers économique. C'est le progrès technique qui permet de repousser petit à petit les frontières du monde accessible, d'améliorer le rendement de l'exploitation des ressources et d'atténuer les effets de leur dégradation, enfin de recycler

et d'utiliser plus économiquement les matières premières.

C'est ainsi que l'éventail des matériaux dont nous disposons s'est considérablement enrichi et s'adapte aux besoins nouveaux, avec une tendance historique à l'abondance et à l'abaissement des coûts relatifs ; seuls quelques produits rares et non substituables seront sujets à renchérissement. L'abondance alimentaire prévaut également partout où le système technique et social est en mesure de tirer parti des progrès des moyens de production et de distribuer correctement les produits ; il n'est guère douteux qu'il devrait être possible de nourrir une population mondiale croissante.

Enfin, si les problèmes de l'énergie apparaissent beaucoup plus difficiles pour le long terme, ce serait faire preuve d'un pessimisme exagéré que de ne pas espérer trouver des solutions. Avec le progrès de la maîtrise des ressources et des usages, et une utilisation diversifiée des ressources considérables qui sont accumulées, nous devrions pouvoir faire face aux échéances et aux défis, certes au prix d'un très sérieux effort d'investissement et d'une discipline volontariste.

Lire la suite page 29

38 Frs.  
Pour gagner beaucoup plus.



FINANCES  
38 Frs. Pour gagner beaucoup plus.



# CHAMPS ECONOMIQUES

HUMEUR

## Eloge du communisme

par Bernard Maris

Ce pauvre Karl Marx, qui portait tête basse engager la vaisselle de Jenny marquée aux nobles noms et armes des Argyl, heurta de plein front la loi d'airain de la propriété, ou l'axiome de Proudhon peut-être : soupçonné de vol, il fut embarqué.

Il n'est pas de grande idée qui ne méprise la propriété, et son corollaire, le travail. « Vende tes biens et suis-moi », « Partez, abandonnez femmes et enfants, rejoignez les surréalistes ! » Le communisme, c'est (c'était ?) l'abolition de la propriété et la fin de la liberté du travail, invaincues par le bourgeois, celui que Hegel appelle « l'homme du besoin », et Bloch, plus clairement, le « cochon ». « Il ne s'agit pas de rendre le travail libre, mais de l'abolir » (Marx).

Aujourd'hui les Allemands de l'Est quittent la baignoire, le lieu qui porte précisément en frontispice l'équation de la liberté et du travail. Tous les faiseurs de sociétés communistes en chambre, Bebeuf, Dazamy, Fourier, Marx, la refusent. En un sens, le passage à l'Ouest témoigne du progrès historique du travail libre sur le travail forcé : enfin je peux aller me faire exploiter librement, et vous allez voir si ma productivité va augmenter sous la houlette des « frères cochons » de l'au-delà du mur...

Qui ne fut communiste ou socialiste ? Hitler clama son socialisme. Lénine vanta le tout-dictatorialisme socialiste. Trotski prêcha le socialisme et le travail forcé. Staline le réalisa. Vincent Auriol inventa le socialisme-cassoulet, et Chaudet le socialisme-couscous, malheureusement sans assiette. Dans la grande vallée du collectivisme on trouve les chaussettes de Georges Marchais, les béquilles de Michel Rocard et le casquette de Fidel Castro, dont l'histoire ne retiendra qu'une action sournoise, autant que radicalement antipolitique : avoir altéré, après trente ans d'efforts, la qualité des cigares Davidoff.

Après que des bataillons d'enseignants eurent mesuré les splendeurs des divers « modèles », depuis la Yougoslavie jusqu'à l'Algérie en passant par le Nicaragua (certains parlèrent d'un modèle roumain un temps, eh oui !), quelque chose ne manqua pas de frapper, non pas au moral mais au portefeuille, ces classes moyennes socialistes, dont le jugement politique se résume globalement au demi-point de pouvoir d'achat. Visiblement, malgré la qualité des modèles, les communistes produisaient moins que les capitalistes.

L'URSS devait dépasser les Etats-Unis vers 1970, d'après Khrushchev, le Chou un peu plus tard, parce que son modèle était un peu plus rustique. Or l'unique domaine où l'Est réussit à faire nettement mieux que l'Ouest, c'est en matière de pollution.

### Sur un air de violoncelle

Les Russes ont fait voler le lac Baïkal, et la seule action économique perspicace des Polonais, qui disputent aux Mexicains le lent et subtil plaisir de la mort par étouffement, fut de comprendre que la pollution, comme le capital, ne connaissait pas de frontières et de négocier leur fumée avec leurs voisins allemands. Une rallonge pour la dette, ou on enlève l'Elbe grand Caesareus, qui ne dispose pas d'Arzonnie, a réussi à abriter le centre de Bucarest. On latrifie ce qu'on peut.

Les communistes n'ont pas réussi à enrichir les pauvres. A peine ont-ils approuvé les riches. On conçoit la haine réciproque d'un catholique et d'un communiste. Ils s'adressent à la même clientèle. Le ciel a crédit pour l'un, moyennant quelques souffrances sur terre, dans le labeur et la partition. L'Eden au comptant pour l'autre, s'il le terre cultivée comme un jardin. Le communisme est une rédemption des humbles. La cuisine poura diriger l'Etat qui n'osera plus. Et l'ouvrier ira à la pêche le matin et jouera de la flûte le soir.

Les pauvres de l'Est qui reçoivent l'aumône de quelques marks vont enfin découvrir de leurs yeux éblouis des montagnes de marchandises. Le fétichisme. La fascination pour le rutilant. Le brillant. C'est la seule chaleur que l'Occident ait offert, sur un air de violoncelle voté à un Russe. Coubine la phrase merveilleuse « Du gouvernement des hommes succède l'administration des choses », ils posent le pied sur une terre où les choses commandent les hommes.

A l'heure de l'effondrement de l'Est, qui annonce la mercantilisation désoignée rapide de la Terre, la création du « village mondial » où, dans un univers désormais sans nuit, la télévision, ubiquitaire et divine, devient l'âme de ce qui n'est possible plus, avons une pensée pour l'un des plus belles idées qu'ait produites l'humanité... D'autant que la nomenclature, avide des jours qui rapportent après les lendemains qui chantent, se reconstruit rapidement dans la culture yuppie. Flantern vient de passer à l'Ouest. Un jour Marchais... Il sera bientôt honorable de s'affirmer communiste.

Ce pauvre Karl Marx ne pourra qu'être satisfait de ce triomphe mondial du bourgeois, préface à la fin de l'Histoire annoncée dans le Capital. Des Kapital chantant la mercantilisation du travail, et le chœur du mur déraciné l'accompagne. Durant sa rédaction, Karl subit le fidèle martyre de furoncles, d'anthrax et de vomissements abominables. Mais il n'atteignit les stysses de la douleur qu'en perdant Jenny.

« C'est-à-dire que la fin du monde a été d'une rage de dents ? » écrit-il, désespéré, à sa fille... Il mourut un an plus tard. Les murs sont couverts de maux de tête. Et qu'est-ce que la fin de l'Histoire a été d'une bonne migraine ?

► Maître de conférences à l'université de Toulouse-I.

COURRIER

## Classification n'est pas raison

par Christian Schmidt

La classification est-elle nécessaire en économie ? Pour les zoologistes et, les botanistes, le classement des espèces représente le plus souvent un préalable inséparable d'une option théorique déterminée. On peut, par extension, considérer les classes des phénomènes étudiés par les économistes comme autant d'espèces susceptibles d'être organisées de diverses manières.

Ainsi la théorie des jeux a-t-elle conduit à une typologie des marchés, d'autres étant également possibles sur la base, par exemple, du caractère « contestable » ou non des obligations contractées au cours des négociations marchandes. Ces exercices ne sont pas dépourvus d'intérêt dès lors qu'ils aboutissent à une classification. Mais la portée scientifique n'a rien à voir avec les classifications des sciences naturelles, sur lesquelles repose l'identification des objets observés.

A titre d'illustration, il suffit de considérer les trois « mondes » distingués par Maurice Baslé sous les appellations respectives de « hiérarchie », de « transfert » (1). Si l'on ne saisi pas immédiatement à quel système de classification ils répondent, on peut néanmoins tester leur opérationnalité sur un exemple.

La rémunération du travail par le salaire correspond à une opération clairement identifiable dans la réalité économique. Il n'est pourtant pas possible de saisir, sur la base des informations fournies par M. Baslé relatives à ces trois mondes, à cette catégorie d'opération appartenant au monde de l'échange (celui du travail), à celui de la hiérarchie (salaire), à celui du transfert (partage du surplus), ou aux trois à la fois.

L'auteur prend soin de souligner que ces mondes se superposent. Certes, mais qu'en peuvent être, dans ces conditions, les versu méthodologiques d'une tripartition dont le domaine d'interprétation de chaque volet n'est pas spécifié (et peut-être même plus besoin aujourd'hui d'évoquer Bachelard pour rappeler que les objets scientifiques, en économie comme ailleurs, sont toujours construits par les chercheurs. Mais aucune relation terme à terme entre les objets et les méthodes n'a jusqu'à

Admettons donc que l'économie n'est pas seulement, ni même peut-être principalement, une science d'observation, et que la comparaison des théories concurrentes ne peut s'effectuer sur une base strictement empirique. Le problème de classification réapparaît alors, mais à un autre niveau : les espèces à classer étant cette fois les théories, voire les théoriciens eux-mêmes : c'est ce à quoi s'attache principalement M. Baslé.

De fait, la discipline économique a toujours cultivé une solide tradition de regroupement et d'ordonnement de ce que l'on appelle autrefois les doctrines (2). Mais la permanence de cette tradition et la persistance jusqu'à ce jour d'écoles de pensée opposées ne suffisent pas à garantir la nécessité scientifique de telles classifications.

Dans le but louable de moderniser cet exercice, M. Baslé propose de fonder sa classification, également tripartite, des courants de pensée économique sur trois options méthodologiques. Popper et ses émules sont passés par là. Soit. Mais il ne faut pas confondre alors méthodes et objets scientifiques. Les choix individuels sous contraintes, les relations entre les agents qui composent une économie nationale et les interactions entre les agents et les institutions constituent autant d'objets différents.

### Domaines balisés

On observera simplement que le contour recoupe à peu de chose près les domaines déjà parfaitement balisés de la microéconomie, de la macroéconomie, enrichis seulement par la constance de la plus récente économie des institutions. Point n'est besoin en tout cas de références douteuses et approximatives à l'individualisme méthodologique et au « holisme » pour les identifier.

Qu'il existe un lien entre les objets étudiés et les méthodes utilisées, nul ne songe à le contester, et il n'est même plus besoin aujourd'hui d'évoquer Bachelard pour rappeler que les objets scientifiques, en économie comme ailleurs, sont toujours construits par les chercheurs. Mais aucune relation terme à terme entre les objets et les méthodes n'a jusqu'à

présent encore été mise en évidence en économie.

Ainsi la question des choix individuels (1<sup>er</sup> objet) peut être abordée de manière « substantiviste » ou « procédurale » (l'analyse de l'économie globale (2<sup>e</sup> objet) peut être abordée par l'équilibre ou par le circuit ; et les problèmes de l'économie institutionnelle (3<sup>e</sup> objet) peuvent être abordés par la théorie des jeux et par la régulation. En sens inverse, le recours à l'économie a été également pratiqué dans le domaine des choix collectifs et des relations interindividuelles. Quelle peut être alors la portée, et plus simplement la signification, d'une classification à simple entrée où les objets et les approches de ces objets n'ont pas été distingués, sans même parler de méthode ?

Si le message que l'on veut en définitive transmettre est seulement que la science économique ne représente pas aujourd'hui encore un front uniforme et que son développement contemporain reste profondément imprégné par son histoire récente, tous ceux qui réfléchissent à la pensée économique ne peuvent qu'être d'accord avec lui. Mais il se trouve malencontreusement contredit par la grille proposée pour l'illustrer.

Forcé est, du reste, de constater pour conclure que de même que les classifications des phénomènes observés ne débouchent pas en économie sur des constructions théoriques, celles des idées économiques, surtout lorsqu'elles sont pratiquées de manière réductrice, n'entraînent guère de valeurs ajoutées à notre connaissance. Peut-être est-ce tout simplement parce qu'avant de classer il importe de chercher à délimiter le champ de validité des corps théoriques que l'on se propose d'examiner.

► Professeur à l'université de Paris-Dauphine.

(1) Maurice Baslé : « Les trois courants de la pensée économique », *Champs économiques*, 31 octobre et 7 novembre 1989.  
(2) Joseph Schumpeter a montré que les premiers ouvrages d'histoire des doctrines économiques sont composés des grands textes théoriques de l'économie politique classique (Ricardo, Malthus, Mill...).

## LIVRES

« Le travail au quotidien » de Pierre Bouvier

## Un exercice de socio-anthropologie

OUI, un livre savant. La rugosité de la langue, très professionnelle, n'épargne pas le lecteur. Une fois admis que l'on ne se baigne pas dans un lagon des tropiques, les trouvailles seront très appréciées. Elles sont le fruit d'une très longue immersion de l'auteur (pourquoi ne pas prolonger la métaphore ?) dans le milieu de certaines catégories de travailleurs.

La méthode d'investigation est ici originale et justifie les explications de Pierre Bouvier, bien que celles-ci aient gagné à ne pas être dispersées entre deux gros miroirs (pages 23

à 48 puis pages 171 à 184) et de petits éclats (pages 153 et 154). Il s'agit, dans le sillage de Georges Balandier, de mieux définir la sociologie du quotidien. En l'occurrence, le champ du travail a été ici privilégié.

Pour l'observer, il ne paraît pas si évident de se faire embaucher au cœur de l'entreprise que l'on veut étudier, la difficulté étant de pénétrer dans une catégorie sociale à laquelle on est complètement étranger. Mieux vaut une « distanciation », que postulent certains anthropologues, pense Pierre Bouvier.

L'exercice de socio-anthropologie auquel il s'est livré a consisté à choisir

comme poste d'observation celui d'animateur du secteur des bibliothèques-départementales du comité d'entreprise de la RATP. Plusieurs années de travail à mi-temps ont été ainsi passées dans les nombreux lieux de Paris ou de proche banlieue où se déroulaient ces activités.

Les investigations de Pierre Bouvier portent donc essentiellement sur les agents de la RATP et la manière dont ils vivent leur métier. Ils y entrent comme dans la gendarmerie ou dans la police, « parce que c'est là où on gèle le plus sans qualification et avec, en outre, la sécurité ». Le temps de formation correspond à une « mise en parenthèse », et ce

milieu des impétrants et des stagiaires, l'agent ne le fréquentera plus ultérieurement. Les « rites de passage » : familiarisation ou montées en grade, se matérialisent toujours de la même façon : « pas » autour d'un buffet avec les collègues. Deux cohortes se distinguent dans l'« ensemble populationnel » avec son statut de mi-ouvrier, mi-employé fonctionnarisé : celle qui s'intègre et celle qui critique cette situation bâtarde.

La « liturgie centrale » tourne autour du règlement, qui se présente à la fois comme un « livre de supplices », puisqu'il codifie le travail, les

horaires, les servitudes, et comme une cuisine protectrice, car il transcrit les droits de l'agent. Pierre Bouvier nous parle aussi des « rites de bricolage » (petits détournements de temps sur lesquels la direction ferme les yeux), de l'humour « compensateur », etc.

### Graffiti et violences

La comparaison avec le métro de New-York fait ressortir deux différences fortes : le syndicalisme unique là-bas et l'origine ethnique des personnels. Trait commun : l'insécurité ou plus exactement le syndrome insécuritaire : graffiti, violences. Les agents tendent à éviter le plus possible le contact avec le public, bien que les agressions soient statistiquement très rares, compte tenu des masses concernées.

Une bonne partie du livre de Pierre Bouvier est consacrée à l'étude des effets de l'introduction des technologies nouvelles. La fin des années 60 a marqué dans le métro le passage du bloc mécanique-électrique au bloc automatique. Véritable cas-

sure conduisant à une déprofessionnalisation et à une désocialisation. Le pilote sous le contrôle des ordinateurs de commande centralisée a désoctivé le conducteur, l'a isolé, le quasi dépourvu de ses anciens agents. Du coup, les revendications sont devenues plus qualitatives et ont moins emprunté directement la voie des organisations syndicales pour aller vers les formes de « coordination » et le spontanéisme de type 1968.

Quelques bonnes pages également sur l'accompagnement d'un travailleur immigré retournant définitivement dans son pays d'origine, où il rechute dans un statut, directement opposé à celui qu'il avait dans son pays d'accueil (un ouvrier devenant commerçant ou employé).

Cette voie de la sociologie du quotidien apparaît au fil des pages beaucoup plus fertile qu'on aurait pu l'imaginer en ouvrant le livre.

PIERRE DROUIN  
\* Le Travail au quotidien, de Pierre Bouvier. Presses universitaires de France. 196 pages, 130 francs.

### Rectification

A la suite des « Notes de lecture » publiées dans le Monde du 14 novembre, Kenneth R. Timmerman nous écrit :

Le passage touchant les accords spatiaux franco-soviétiques du mois de décembre 1988 qui accuse le président Mitterrand d'« offrir aux Soviétiques sur un plateau d'argent tout ce qu'ils tiennent de nous voler depuis dix ans » n'est point, comme indique la note de M. Sauvy, la « traduction d'un texte officiel américain ». C'est au contraire le commentaire d'une « source chargée de surveiller les transferts de technologie au sein des SR français », comme c'est

explicité dans le passage du livre en question.

Par ailleurs, à ma connaissance, les autorités américaines n'ont pas émis le moindre commentaire au sujet des accords franco-soviétiques. Il est justement intéressant de marquer et d'être au mon but, l'amorce certaine d'une prise de conscience au sein de l'administration française du danger stratégique que revêtent certains contrats d'ordre « commercial » avec l'URSS, surtout dans l'euphorie générale que nous ressentons tous en Occident devant le début d'un nouveau chapitre dans les relations Est-Ouest.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les abonnements  
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Imprimé  
à Le Mans  
D. M. Gauthier  
94821 VRY

### Le Monde

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

### Le Monde

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDPUB 204 136 F

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	720 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 680 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement à  
l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : le titulaire ou son épouse doit être invité à fournir  
leur demande deux semaines avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'abonnement à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Veillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms propres et capitales  
à l'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE-CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_



## CHAMPS ECONOMIQUES

# Sortie de crise au Mexique...

Pour la première fois depuis 1982, la croissance sera peut-être supérieure à la progression démographique. Mais, suite au virage libéral de 1986, le peuple et les classes moyennes ont souffert et souffrent de paupérisation.

LES Mexicains approchent-ils de la lumière après le long tunnel des années 80 ? Les autorités assurent que certains indicateurs d'indices enregistrés récemment sont bien les premiers résultats concrets de la stratégie radicalement nouvelle qu'avait lancée en 1986 Miguel De la Madrid à l'instigation de l'« ouverture » internationale, et que son successeur, l'actuel président Carlos Salinas, dénomme tout simplement la « modernisation ».

Cependant, la jeune mais véhémente opposition nationaliste du PRD de Cuauhtémoc Cardenas, est persuadée que le parti officiel (PRI) a trahi le peuple et que la révolution institutionnalisée, il y a soixante ans est désormais à refaire. Il s'agit, selon elle, au mieux d'une amélioration fugace et au pis d'une manipulation pure et simple par du pouvoir qui en a fait d'autres.

L'unique certitude est que l'inflation est désormais sous contrôle : 18 % escomptés pour 1989, 12 % au glissement. C'est en effet un excellent résultat pour un pays qui avait perdu la maîtrise de ses prix depuis le début des années 70 et qui, il y a douze mois, en était à 51 % l'an.

Il est, par ailleurs, fait état d'une croissance de 2,5 % pour le premier semestre, avec une projection de près de 3 % sur l'ensemble de 1989, alors que le gouvernement n'escomptait que de 1 % à 1,5 %. Ce serait alors la première fois depuis la crise financière d'août 1982 que l'augmentation de la production brute dépasserait la croissance démographique.

### Le retour des capitaux

Les autorités annoncent aussi un retour des capitaux nationaux « évadés » (2 milliards de dollars, sur un total de 85 milliards, dont environ 30 milliards « mobilisables »), qui laisse pour l'instant sceptiques maints observateurs mexicains. Les quelques investissements étrangers annoncés dans l'automobile, le tourisme ? L'intérêt manifesté par certains capitalistes, européens ou américains, à l'égard de ces grandes entreprises d'Etat dont la privatisation va s'accroître ? L'opposition considère tout cela « peu substantiel », comme le formule un universitaire de renom, Jorge Castañeda.

Quelque chose a bougé, mais il s'agit en toute hypothèse d'un progrès fragile. La balance commer-

ciale, après avoir été en excédent de 8 milliards de dollars en 1987, sera à peine positive cette année, à la suite de la politique d'ouverture aux produits étrangers. Conséquence aussi de la décision de contrôler le taux de change du peso, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1988 au titre du « pacte de stabilité » signé entre syndicats et patronat en vue de juguler une hyperinflation menaçante : les importations de toute nature ont galopé, tandis que périclitaient les exportations.

Perdre ainsi 8 milliards de dollars — alors que la fameuse renégociation de la dette du 23 juillet en fera gagner, lorsqu'elle sera « finalisée », l'an prochain, de 2 à 3 milliards par an (sur un total de 105 milliards) — voilà qui est certes préoccupant. Le ministre du commerce, Jaime Serra, considère pourtant, non sans raison, qu'il s'agit là d'un « déficit temporaire sain ». Les jeunes « tecnos » (technocrates) qui composent le cabinet économique du président Salinas constatent sans excès les effets d'une des plus graves dévaluations dans le tissu industriel mexicain — le secteur du textile par exemple — par les importations massives, convaincus comme ils le sont d'être sur le bon chemin.

Où trouver, alors, les devises — d'autant plus cruciales pour le pays que le remboursement de la dette, même réduite, ponctionnera quelque 10 milliards de dollars en 1990 ? On compte sur « l'effet de confiance » — dérivé des quelques succès déjà engrangés — mais aussi sur des taux d'intérêt très élevés (32 %) pour attirer le retour des capitaux nationaux réfugiés à Miami. On compte aussi sur une profonde simplification et sur une libéralisation drastique de la réglementation des investissements étrangers annoncée le 16 mai dernier, dans le cadre d'une dérégulation plus générale de l'économie, en vue d'attirer les capitalistes d'outre-frontières.

On compte encore sur une confirmation de la remontée — légère — des prix du pétrole enregistrée en 1989, sur une amélioration des capacités de production et d'exportation du pays, après l'offensive présidentielle contre le « pouvoir syndical » au sein de la compagnie nationale Pemex, enfin sur la conclusion, en 1990, d'accords sectoriels avec les Etats-Unis en vue d'obtenir un meilleur accès au marché américain pour certains produits mexicains, et sur de l'argent frais.

Cette « new money » — comme on dit volontiers à Mexico où l'on doit bien souvent penser et parler comme à Washington — sera prêté, sans aucun doute désormais, tant par les organisations financières internationales que par de grands Etats amis — le Japon en particulier, — rassurés sur le « cas » mexicain. Des banques, aussi, choisiront cette option dans le menu prévu par l'accord du 23 juillet (1). Beaucoup formulent déjà presque ouvertement, à Mexico, le pronostic que « dans trois ou quatre ans il faudra renégocier » la dette. Mais « cette fois les banques occidentales auront provisionné un maximum », se rassure un interlocuteur.

Face à l'équipe économique du président Salinas, peut-être la plus brillante d'Amérique latine, il y a le peuple, constate un peu mélancoliquement un industriel. Cet homme reconnaît également que le gouvernement a des comportements « un peu théâtraux » vis-à-vis du mouvement syndical. Ce n'est pas pour lui déplaire — non plus que l'essentiel de ce qui vient du pouvoir depuis le tournant de 1986.

### Une chute des revenus

Entrée, pour la plupart d'entre eux, en rébellion contre le « gauchiste » Luis Echeverría (1970-1976), furieux de la nationalisation des banques décidée par un président en fin de mandat, Lopez Portillo (1982), les hommes d'affaires étaient — fait sans précédent depuis 1940 — en train d'échapper au PRI. Ils ont été « reconquis » par M. de la Madrid et C. Salinas.

Le peuple, lui, serre les dents. Il n'est pas jusqu'aux classes moyennes qui n'aient souffert de la paupérisation. Le tournant libéral du milieu des années 80 était certes une quasi-obligation : la proximité des Etats-Unis ne contraindait-elle pas jusqu'à un certain point le Mexique à être « ouvert », ses émigrés, ses candidats migrants et ses frontaliers, entre autres, l'y poussaient plus que d'autres ? Mais la masse des citoyens a dû se payer d'avance, alors qu'elle avait déjà beaucoup sacrifié à l'austérité sous couvert de stabilisation.

Le « pacte » — pacte de stabilité —, en vigueur depuis la fin 1987, jusqu'au 31 mars 1990 au moins est une bonne illustration des ambiguïtés du moment. C'est en effet une des rares mesures non orthodoxes — au sens où l'entend le FMI — prises par les deux derniers

gouvernements depuis le virage de 1986. Mais le secrétaire général de la grande confédération syndicale CTM, Fidel Velázquez n'est certes pas seul à constater que « les salaires sont davantage gelés que les prix ». N'y a-t-il pas là, en somme, un étrange usage du libéralisme ?

La chute des revenus, notamment salariaux, des Mexicains — de l'ordre de 50 % en sept ans — a été aggravée par une très profonde détérioration des services rendus par la collectivité publique : la santé, l'éducation et le logement populaire, par exemple. Dans son souci de rééquilibrer le budget, l'Etat a réduit tous ses investissements : ceux à finalité économique (entreprises publiques, routes, ports, etc.), mais également ceux d'utilité sociale immédiate. Ainsi l'agglomération de Mexico, avec ses vingt millions d'habitants, commence à manquer d'eau, des adductions suffisantes n'ayant pas été réalisées ces dernières années.

D'autres sacrifices sont à venir. Dans sa politique de vérité des prix et des tarifs publics, le gouvernement a déjà commencé de supprimer certaines de ces traditionnelles subventions par lesquelles les gouvernants, dans tout le tiers-monde, amadonnaient leurs populations urbaines. Les prix de l'électricité ont ainsi récemment été fortement augmentés, tandis que la toute récente restructuration de la CONASUPO — une énorme organisation destinée à fournir aux citoyens des vivres à bas prix — laisse pressager d'autres augmentations.

On conçoit dès lors combien l'expérience mexicaine est importante : elle pose rien de moins que la question de savoir si l'expérience des quatre dragons d'Asie est jouable à l'échelle d'un pays latino-américain de quatre-vingt-quatre millions d'habitants. Avec, tout de même, une spécificité non reproductible : la coïncidence avec les Etats-Unis, une donnée culturelle difficile à vivre, mais qui constitue, à n'en pas douter, un atout économique majeur, comme le démontre le fait que les Etats du nord constituent aujourd'hui la partie la plus dynamique et la mieux équilibrée socialement du pays.

de Mexico

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les autres options sont une réduction des taux d'intérêt et une diminution du capital.

## Maîtriser la croissance

Suite de la page 27

Toutefois il ne faut pas se laisser prendre au piège d'une confiance imprudente dans l'équilibre entre la montée des besoins et la réponse du progrès technique : l'incertitude, l'instabilité, le raccourcissement des délais de réaction autorisés, obligent à mettre en pratique, d'urgence, un nouveau mode de gestion. Car la mobilité des éléments du monde physique et la vivacité des réactions du monde économique ont produit une mutation fondamentale par rapport à la situation que nous connaissions encore il y a vingt ans : qu'il s'agisse d'une partie du tiers-monde, des dérivés de la biosphère ou des oscillations déstabilisatrices des marchés, nous ne pouvons plus écarter le risque de divergences irréversibles.

Aux niveaux atteints par la puissance des perturbations et la vitesse des changements, la turbulence est née, se généralise et ne

disparaîtra pas de sitôt, car elle ne représente en quelque sorte que la contrepartie, redoutable, de l'efficacité de notre système technique. A cet égard, la balance serait peut-être équilibrée si le facteur temps n'intervenait pas, le temps qui est essentiel pour les évolutions naturelles et que nos capacités techniques bousculent.

Dans ce contexte nouveau, il faut retenir quatre principes :

• Prendre en compte simultanément tous les aspects des ressources naturelles : les produits commerciaux qu'elles peuvent fournir, mais aussi le cadre de vie, la protection, les services non marchands qu'elles offrent. Il est très dangereux, par exemple, que l'extension de la sphère marchande, remarquablement efficace dans l'instant, mais fondamentalement instable et spéculative, prédomine sans restriction, ou que les institutions internationales finan-

cières et commerciales aient une puissance que n'équilibrent pas d'autres autorités.

• Intervenir en parallèle à toutes les échelles géographiques, depuis la dimension planétaire jusqu'aux zones écologiques locales, et mettre en place des structures décentralisées, intégrées dans un réseau. L'inegalité dans la répartition de chacune des ressources naturelles impose une telle organisation maillée des relations géopolitiques. En même temps, la nécessité d'éviter une trop grande instabilité des marchés doit conduire à resserrer les coopérations économiques régionales et à mettre en place des concertations mondiales pour les principales matières premières.

• Agir de façon précoce pour tenir compte des incertitudes irréversibles et pour ne pas être pris de vitesse par des effets cumulatifs et par des franchissements de seuils irréversibles. Ce principe de prudence élémentaire en situation d'incertitude fondamentale est particulièrement impératif pour l'énergie : la raréfaction des hydrocarbures — avantageusement exploitables, l'appropriation du risque nucléaire, la crainte de l'effet de serre, les inégalités géopolitiques fondamentales nous menacent, à diverses échéances, de panées d'appropriation et de choix sur les prix.

Ainsi une politique cohérente doit-elle être engagée immédiatement pour faire face aux défis de l'immédiat et du long terme. Ce principe n'est guère moins impé-

rieux pour l'alimentation et l'eau, où les défis, pour être plus localisés, n'en sont pas moins pressants.

• Associer dans la gestion les réactions individuelles et spontanées (le libéralisme, la démocratie) et les actions réglementées (la réglementation, l'action d'organismes publics) orientées vers une croissance à un niveau « tolérable » compte tenu des contraintes et des temps d'adaptation. Le triomphe du libéralisme serait progressivement suicidaire s'il ne s'accompagnait d'une volonté de maîtrise à tous les niveaux de responsabilité.

Un immense effort de concertation, d'explication et d'éducation doit être entrepris, car les comportements qui commandent les rapports de l'homme avec le milieu naturel sont irrationnels, dominés par l'alternance de peur viscérale et d'insouciance. Le respect de la nature, la maîtrise de la consommation et de la démographie doivent être reconnus, et ce mouvement doit, pour tous, s'accompagner de contreparties sur le plan des modes de vie, des valeurs culturelles, de la révalorisation des patrimoines. La solidarité et la responsabilité à l'égard de la biosphère sont les nouveaux impératifs qui s'imposent au monde.

PAUL-HENRI BOURRIELIER et ROBERT DIETRICH

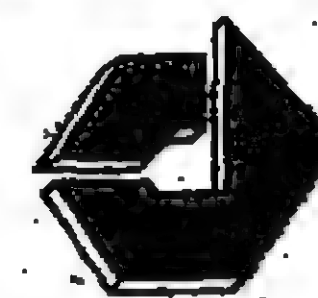
► Président des Houillères du bassin du Centre et du Midi.  
► Directeur de la technologie au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

LONGINES®

LE TEMPS POUR GAGNER



Collection Lindbergh



SUP DE CO  
NANTES

L'expérience\* & la clé\* de l'international

■ Des accords d'échanges concrets avec plus de 20 pays :

- Tous les étudiants de 2<sup>e</sup> année suivent au moins un trimestre de cours intégrés de niveau graduate aux USA (O.S.U., Illinois).  
- En projet : tous les étudiants de 2<sup>e</sup> année suivront également 1 trimestre de cours dans 6 universités européennes.  
- 20 possibilités de bourse MBA (en Amérique du Nord et en Europe).  
- Des élèves étrangers (Asie, Europe) intégrés dans le cursus SUP de CO.

■ Des formations avec et pour des Institutions Internationales :

- E.M.P. - European Management Program : une Ecole Européenne avec les Universités de Glasgow et de Bilbao.  
- Des formations de longue durée pour étudiants étrangers : Norvège (Oslo) et Suède (Linköping), summer-school (U.S.A. et Europe).

■ Des résultats concrets :

- Un réseau européen d'échanges pédagogiques.  
- Formations linguistiques de haut niveau pour la pratique internationale des affaires.  
- Un réseau important d'anciens élèves - cadres et dirigeants dans plus de 20 pays.  
- 150 étudiants M.B.A. depuis 10 ans.

\* L'expérience : plus de 10 ans d'expérience.

\* La clé : nos partenaires et nos anciens élèves en témoignent.

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES  
3, rue de la Jonellière - BP 72 - 44003 NANTES-Cedex 01  
Téléphone 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

38 Frs.  
Pour gagner beaucoup plus.

FINANCES



FINANCES

38 Frs. Pour gagner beaucoup plus.

numéros de DOSSIERS ET DOCUMENTS  
toujours disponibles...

SEPTEMBRE 1989 LES BANQUES EN MOUVEMENT  
L'INDE

OCTOBRE 1989 LES PAYS DE L'EST  
1929-1989 : KRACH ET BOOM

NOVEMBRE 1989 LES MULTINATIONALES  
LE GRAND MAGHREB  
En vente au journal LE MONDE - Service vente au numéro  
7, rue des Italiens - 75009 Paris

40373434



## CHRONIQUE

**EXISTERAIT-IL** aussi un déficit d'enthousiasme ? En cette année qui s'achève, marquée par la Bicentenaire, ce serait un comble que la France s'en rendit coupable. Une idée 50 combiens d'actualité s'était bien fait jour pendant qu'on célébrait 1989 : que, une fois la révolution à prétention scientifique des marxistes atteinte mortellement par sa totale incapacité à retenir la vie et à animer la société, la carrière était à nouveau grande ouverte, en Europe, en Chine et ailleurs, pour un combat politique placé sous la bannière de la Déclaration des droits de l'homme.

Au-delà de toute attente, une immense poussée populaire à Budapest, à Varsovie, à Berlin, à Tallin, à Riga, à Prague, qui gagnait, qui gagnait, n'en doutons pas, Sofia et même Bucarest, est venue bousculer la carte de l'Europe, confondant les faiseurs de pactes et les stratèges de l'apocalypse nucléaire (lesquels, l'an dernier encore, se demandaient gravement s'il ne faudrait pas faire garder au début du vingt et unième siècle la frontière de l'Elbe par des régiments turcs !).

Quoi qu'il arrive, l'imposture a éclaté. Est-ce cela qui ferait peur, y compris à ceux qui devraient le plus s'en réjouir ? Le discours sur la liberté que nos hommes politiques de la droite avaient fini par entonner aussi bien, ou presque, que Jaurès tourne court dans leur bouche, comme si, frappés d'étonnement, leur langue s'était brusquement desséchée. Les amoureux de la *realpolitik* (il en est de plus en plus) à gauche s'en mêlent à leur tour. Pour eux aussi, le réalignement, c'était de manœuvrer dans l'histoire immobile. L'Europe, dit pourtant un homme politique qui cultive la poésie, était comme un grand oiseau auquel on avait lié les ailes. Il est en train de desserrer les nœuds. Devant ce spectacle insolite, les tempéraments se révoltent. Certains croient avoir pour mission de garder la tête froide. Ils ne sont que grincheux. Ce dernier mot n'est pas de moi. C'est celui qu'on prononce dans l'entourage du maire de Paris.

Parmi les proches amis de Jacques Chirac, il est aussi des voix qui ne parlent que de prudence. Mais ce n'est pas elles qui dominent. Le son résolu et optimiste dont a usé l'ancien premier ministre dans son interview à deux jour-

## Les grincheux et l'Europe démusee

nalistes du *Figaro*, Paul Guibert et Charles Lambroschini (édition du mardi 28 novembre) n'est pas pour la galerie. On a tout lieu de penser qu'il exprime, de la part de son auteur, un sentiment profond. Comme le discours public est de plus en plus recouvert par les raisonnements fastidieux toujours incomplets de ceux que j'appellerai les petits comptables de la puissance (les mêmes qui comptaient naguère les divisions tchèques et polonaises comme autant d'adversaires de l'Occident), relevons avec plaisir et sans plus d'ambages l'existence d'une notable exception, dans la classe politique, au manque d'imagination devant l'imprévu.

Que les bouleversements en cours soulèvent maints problèmes et quelques difficultés, rien de plus normal, dit-on dans l'entourage de celui qui, dans le texte publié par notre confrère, reprend à son compte le mot de « maison » pour désigner la nouvelle Europe à construire. Mais que la perspective d'habitudes perdues, de confort à remettre en question, ne nous fasse pas perdre de vue l'essentiel. Le phénomène de fond, c'est l'aspiration à la liberté de l'homme, à la liberté de l'Europe. Tout d'un coup les valeurs que nous n'avons cessé de rappeler pendant quarante ans prennent corps. Écoutons l'appel de nos frères de l'Est. Et d'ajouter que cette façon de s'exprimer « à l'afrique » ; c'est-à-dire à la fois sobriement et lyriquement, est la plus appropriée à la grandeur de l'événement.

L'Europe était muselée. Elle s'ébroue. Du même coup, on redécouvre son potentiel qui est énorme. Ensemble les Européens aujourd'hui encore de l'Ouest et les Européens encore aujourd'hui de l'Est forment — Russie exclue — une population de cinq cent millions d'habitants, soit presque autant que les deux Supergrands de la période de l'après-guerre réunis. Ces cinq cents millions d'hommes et de femmes partagent fondamentalement la même culture. Entre eux, il faut tisser des liens nouveaux, ce qui ne doit rien retirer à l'individualité de chaque peuple.

L'Europe à laquelle on rêve dans les milieux proches du maire de Paris n'est pas exactement l'Europe de l'Atlantique à l'Oural naguère évoquée par le général de Gaulle, qui déclarait dès le 25 mars 1959 : « La réunification des deux fractions en une seule Allemagne qui serait entièrement libre nous paraît être le destin normal du peuple allemand, pourvu que celui-ci ne mette pas en cause ses actuelles frontières à l'ouest, à l'est, au nord et au sud et qu'il tende à s'intégrer un jour dans une organisation contractuelle de toute l'Europe pour la coopération, la liberté et la paix. » L'Europe que se plaît à imaginer l'entourage de Jacques Chirac s'arrêterait à la frontière russe. Mais quelle frontière ? On peut la concevoir largement ouverte de part et d'autre... Ce serait alors, au prochain siècle, la revanche des vieux peuples sur les plus nouveaux. Dans le monde futur, comme on peut déjà le voir se dessiner, le deuxième pôle de civilisation et de dynamisme économique serait en Asie. Le siècle américain est-il voué à la brièveté ? Gageons que les Supergrands super-armés auront encore plus d'un tour dans leur sac.

Arrêtons là ces inutiles incursions dans un avenir inconnaissable et surtout ne nous laissons pas entraîner dans la voie sans issues des différents « scénarios » du futur, une méthode aussi stérile qu'elle est à la mode. Disons que, tout autant pour voir un peu plus clair que pour guider l'action, une réflexion sur les fondements de notre « système » (qui semble exercer un pouvoir d'attraction insoupçonné naguère par ses détracteurs) est sans aucun doute d'un plus grand secours que les petits comptes de la puissance.

Si nos stratégies politiques renoncent si difficilement à l'abominable coupure de l'Europe en deux, c'est parce celle-ci avait eu pour résultat de réduire à l'Allemagne les vingt millions d'habitants que, selon Clemenceau, elle avait en trop. Cependant, cette « solution » ne pouvait avoir qu'un temps et cela d'autant plus qu'elle nous mettait en contradiction avec le principe sur

lequel repose la légitimité de notre système politique : la volonté librement exprimée des peuples.

Historiquement, ne l'oublions pas, c'est le système soviétique qui nous a mis dans la tête l'idée que la compétition économique avait nécessairement quelque chose de martial. Nous rattrapons, disait Khrouchtchev, les États-Unis d'ici à 1980, ce qui permettra au communisme d'enterrer le capitalisme. C'est ainsi que la comptabilité nationale — elle s'y prête par nature — est devenue au fil des ans un substitut pour le dénombrement des divisions en ligne sur le front. Cependant, si on fait l'Europe, la compétition ne se fera pas essentiellement entre l'automobile française et l'automobile allemande ou italienne, mais entre Peugeot, Renault, Volkswagen, Mercedes, Fiat, etc., à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières respectives.

Les francs que je dépense dans le Vaucluse ne sont pas d'une autre nature que ceux que je dépense à Lille. Si l'on doit prendre au mot le gouvernement français et Jacques Delors, qui ne manquent pas une occasion de réclamer l'union économique et monétaire la plus complète, il faut en conclure qu'il s'agit d'un processus qu'il vaudrait le plus rapproché possible dans le temps il n'y aura plus aucune différence entre l'achat d'un produit français et l'achat d'un produit néerlandais ou allemand.


La plupart des raisonnements qui ont encore cours sont des sous-produits abâtardis des modes de pensée contractés pendant la guerre et conservés par amour de la guerre (dont on utilise les concepts, stratégie, conquête des marchés, etc., à tort et à travers). C'est pourquoi je les qualifie de petits comptes de la puissance. C'est en vertu d'une telle logomachie qu'on a pu, par exemple, se figurer que la découverte du pétrole dans la mer du Nord serait de nature à donner un avantage « compétitif » à la Grande-Bretagne. Dans l'état de guerre, il est évidemment de la plus haute importance de disposer directement des sources de matières

premières. Mais sur un marché ouvert (impossible à imaginer en dehors de l'hypothèse de la paix), en quoi l'industriel britannique est-il avantagé parce qu'il achète du pétrole britannique, s'il le paye, ce qui est nécessairement le cas, au même prix que l'industriel français qui l'importe ?

A ce principe élémentaire tourne le dos, de la première à la dernière page, l'Atlas de la puissance économique (bien illustré) que vient de publier Hachette sous la direction de l'historien et géographe Pierre Vailland. Il n'y est question que de « la maîtrise des ressources minérales » (comme si nous vivions en état de blocus) ; de la « crise de la guerre des firmes » (pour l'automobile) ; de « la bataille des brevets » ; de « la production hégémonique des banques de données » ; de « la montée en puissance des Bourses » (le krach de Wall Street aurait-il servi le grandeur des États-Unis ?) ; des « critères de la puissance » pour les monnaies (comme si, en soumettant l'émission du rouble à la discrétion de l'Est, l'URSS, en réalité, ne s'était pas privée de monnaie). Les langues elles-mêmes sont promues au rang de « véhicules de la puissance » (ce que savent très bien les hispanophones latino-américains, dont la langue est pourtant l'une des deux ou trois les plus parlées dans le monde).

Illustration parmi beaucoup d'autres de l'abus des concepts, on lit à la page 56 : « La puissance agricole ne se fonde plus seulement sur la richesse des sols, les facteurs du climat ni même les progrès techniques. Partout où des cultures puissantes se sont développées, l'intervention publique sur les marchés agricoles est devenue un élément constant, structurant et régulateur de ces agricultures. » Comme l'auteur de ces lignes limpides doit vaguement se douter que les choses ne se passent pas exactement de cette façon, il fait figurer à la même page le sous-titre suivant : « Les effets pervers de l'intervention. » La « puissante » maison Hachette trouvera peut-être le moyen, au nom de la culture française, de recueillir quelques subventions pour vendre son atlas en Pologne ou en URSS. Ses lecteurs ne seront pas déçus : ils y retrouveront les schémas et les modes de pensée implicites ou explicites du Goupin.

Si, pour vous, ce qui est compliqué  
peut s'énoncer clairement,  
vous êtes en intelligence avec nous.



ARRÊTÉ DE COMPTÉ

DATE DE VALEUR

PEP

REMIÈRE

JOURS CALENDAIRES

Eh oui, nous savons nous faire comprendre dans les Banques CIC :

Crédit Industriel et Commercial de Paris  
Lyonnaise de Banque  
Banque de l'Union Européenne  
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine  
Crédit Industriel de l'Ouest  
Société Nancéienne. Varin-Bernier  
Banque Scalbert Dupont  
Banque Régionale de l'Ouest  
Crédit Industriel de Normandie  
Société Bordelaise de CIC  
Banque Régionale de l'Ain  
Banque Bonnasse

Banques CIC. En intelligence avec vous.

**GROUPE CIC**



## Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES  
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE  
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT  
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-  
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

### Paris Banlieue Sud

## Directeur de filiale

Nous sommes un des premiers groupes français de l'Emballage et nous recherchons pour une de nos filiales (140 personnes) un directeur.

A 40 ans environ, de formation supérieure type grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une expérience réussie à un poste de Direction ou de Gestion d'un Centre de Profit Industriel.

Nous vous proposons d'organiser, de coordonner et d'optimiser

le développement de notre Société en harmonie avec la stratégie du groupe.

Une bonne connaissance des problèmes de la PME ainsi que des qualités alliées de stratégie et de sens du terrain seront les meilleurs garants de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. R 54M au CDDA, 110 rue de Sèvres, 75015 Paris.

DIJON - PARIS



CDDA

LYON - BESANCON

## Mule ou tigresse ? Bœuf ou lion ?

Vous ne voyez pas la différence ?

Prenez le bœuf et le lion, par exemple. Les deux sont puissants.

Le bœuf suit un sillon qu'il croit le sien, mais c'est la voie de son maître.

Le lion veille, même quand il se repose, bondit quand il le faut, et chasse avec sa tribu.

Or, nous sommes une équipe de consultants en plein développement depuis 85, désespérés de ne pouvoir en faire plus. Nous cherchons donc des lions, des tigresses...

Ou des loups, des chats, des blaireaux des ours et - pourquoi pas - des rats laveurs !

Chacun son style...

Mais dans la même famille d'esprits : celle des *fissipèdes*, comme vous l'avez remarqué !

Nous conseillons les Directions de grands groupes industriels : management stratégique, communication de management, organisation, R.H., etc.

Vous êtes bon, vous êtes bonne, nous aussi.

Vous êtes en bonne santé physique et morale. Vous voulez entreprendre et partager vos idées. Nous aimons travailler en équipe, et l'argent n'est pas un problème... Nous cherchons des partenaires, des chefs de mission, des professionnel(le)s de la réflexion, des intervenants, et des assistant(e)s. Vous voyez : rien que des *fissipèdes* !

Nos partenaires et chefs de mission doivent être des professionnel(le)s du management et de l'animation d'équipe, crédibles et efficaces dans les contacts de haut niveau. Ils (elles) savent réfléchir, mais aussi séduire, parler, écrire, et mener à terme leurs missions. Ils et elles (Ah, le français !) aiment rencontrer des personnes, des entreprises, des idées remarquables, et les faire mieux travailler ensemble.

Rencontrons-nous. Envoyez CV, photo, lettre manuscrite à Odile COUPEAU (Réf. 506)



le développement par  
l'intelligence réciproque  
1+1 CONSULTANTS

21, rue des Longs Prés - 92100 BOULOGNE

Notre Groupe, leader européen en matière de conseil  
en gestion des Ressources Humaines,  
souhaite intégrer son

## DIRECTEUR DE CABINET SPECIALISÉ EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Basé à Paris, vous définissez et participez à la mise en place de notre stratégie de développement (stratégie, action commerciale et recrutement). Par ailleurs, vous animez une équipe de consultants confirmés et gérez un centre de profit.

De formation supérieure, vous pouvez justifier d'une expérience réussie du développement d'une activité de services en Cabinet ou en Entreprise. La pratique de langues étrangères serait un plus.

La rémunération proposée sera en rapport avec nos exigences.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, s/réf. SO/8911/LM, à

MEDIA PA 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

### Confédération française de la coopération agricole

recherche son

## FUTUR DIRECTEUR

opérationnel dans ces fonctions à échéance d'une année.

### Mission :

représenter la Coopération Agricole auprès des institutions professionnelles, administratives et politiques tant nationales qu'internationales, en vue de promouvoir la cohésion et le renforcement du mouvement coopératif et d'assurer le développement, la coordination et la défense des intérêts économiques et moraux des branches agricoles et agro-alimentaires adhérentes.

Le candidat devra gérer avec le Président une structure professionnelle confédérale en s'appuyant sur une équipe de collaborateurs qualifiés, étudier et négocier de nombreux dossiers en percevant les enjeux politiques, nationaux et communautaires, constituer une force de proposition, développer les relations avec les médias, participer à de nombreuses réunions d'étude, d'arbitrage, de décision...

### Profil :

- 40-50 ans, esprit de synthèse. Excellentes dispositions pour la rédaction et pour l'expression orale. Anglais indispensable, allemand fortement souhaité.

- Profonde connaissance du milieu professionnel et adhésion à l'éthique de la Coopération.

Une expérience de Direction d'une entreprise, un passage dans un Cabinet d'Audit, la charge d'une instance professionnelle seront appréciés. Déplacements fréquents.

Formation Grandes Ecoles ou Université. Agro, HEC, Sciences Politiques et ENA, Economie et Gestion 3ème cycle.

Voulez-vous nous adresser votre Curriculum Vitae sous la référence 254, à : CABINET GENEVAY-LPA

11, square Jasmin - 75016 Paris (Confidentialité assurée).

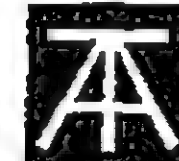
## directeur des affaires juridiques, H/F rejoignez l'un des grands de la communication

Atteignant bientôt le milliard de marge brute/an, et déjà implanté dans 8 pays, notre Groupe allie professionnalisme reconnu et taux de croissance spectaculaire avec deux axes de développement : l'international et la diversification.

Notre direction générale accueille à notre siège à Paris le nouveau Directeur des affaires juridiques, membre de la direction financière. Assisté d'une secrétaire compétente, votre intervention couvre la vie juridique d'une soixantaine de sociétés, la rédaction des protocoles d'accord et tous problèmes liés au droit de la communication, droit de l'immobilier, assurances, etc.

Vous avez déjà fait la preuve de votre compétence juridique en droit des affaires et traité des opérations de fusions/acquisitions. Sans être un expert, vous avez de bonnes notions de fiscalité. Curieux, rapide, organisé et communiquant bien, vous savez présenter vite des dossiers « ficelés » et allez volontiers sur le terrain. Vous êtes bien sûr bilingue anglais.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5591 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GENEVE - LAZAR - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

### Le Monde CADRES

Ville de 30 000 habitants de l'agglomération rouennaise

recrute un

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

- Collaborateur direct du député-maire, il devra mettre en œuvre à court terme un projet de restructuration générale des services articulés sur la mise en place d'outils modernes de gestion.
- Il aura, de façon permanente, en charge :
  - la coordination et l'animation d'une équipe de direction structurée
  - la gestion prévisionnelle des finances municipales
  - l'évaluation de l'action des services.

Primes, véhicule et logement de fonction assurés.

Adresser candidature manuscrite et C.V. détaillé à :  
M. Pibarot, groupe TEN, 10, rue Mayet, 75008 Paris.



**Le Monde**  
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

# L'Avenir se lève à l'est... c'est à Besançon

A 2 h 30 de Paris par TGV, à deux pas de Genève, Zurich et Bâle, une région se mobilise. BESANÇON (120 000 hab.), capitale de la Franche-Comté, accueille 16 000 étudiants dans 5 facultés, une école d'ingénieurs, une école supérieure de langues étrangères, un IUT, plusieurs classes préparatoires aux grandes écoles. Les 153 entreprises industrielles de la place, leur environnement tertiaire et de recherche comptent déjà plus de 56 000 salariés et fonctionnaires. Aujourd'hui encore, BESANÇON vous propose de participer à son avenir.

**ALPIA**  
Société privée française (200 personnes), nous mettons notre professionnalisme dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement et de consommables au service d'une ambition internationale (doublement de notre chiffre en 3 ans).

**Nous créons le poste de :**  
**CHEF DE GROUPE MARKETING PRODUITS**

Professionnel du Marketing, vous joignez à une formation de type ESC, une expérience réussie de 4 à 5 ans en tant que Chef de Produits dans une structure marketing reconnue.

Votre mission consistera à animer et coordonner l'action d'une équipe de trois chefs de produits. Vous aurez également en charge la gestion d'une famille de produits.

Votre esprit ouvert, créatif et méthodique et vos qualités de communicateur sont les garants de votre réussite. Vous maîtrisez l'anglais.

Si notre projet vous intéresse, merci d'adresser CV détaillé, photo, prétentions sous réf. MARK au Service du Personnel - ALPIA - BP 1359 - 25000 Besançon cedex.

**Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs**

**GESTION DE PRODUCTION - QUALITE**

La CCID, pour renforcer son action dans les domaines **GESTION DE PRODUCTION - QUALITE** recherche :

**un CONSEIL D'ENTREPRISES**

Expérience professionnelle - Formation technique supérieure - Connaissance de l'anglais souhaitée - Aisance dans les contacts

Envoyer C.V. et prétentions sous référence GQ à : CCID - Direction Industrie/Commerce Extérieur 45, avenue Carnot - 25000 Besançon

**AZC**  
GROUPE PRATIC-ADÉMYA

**Découpage-Emboutissage**

recherche :

**- UN INGENIEUR METHODES**

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à Jean-François CHEGNION - BP 18 - 25410 Saint-Vit

**communication**

recherche :

**- CONSULTANTS SENIOR**  
**- DIRECTEUR ARTISTIQUE**

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à Jean-Luc SIBILLE - 11 bis rue Nicolas Bruand 25043 Besançon Cedex

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs,  
La Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie,  
La Ville de Besançon,  
L'Union Patronale du Doubs,  
le Conseil Général du Doubs,  
le Conseil Régional de Franche-Comté.  
**SERONT VOS PARTENAIRES**

**TFC**  
THERMIQUE FRANC-COMTOISE

Pour faire face à un NOUVEAU MARCHÉ dû à la croissance des implantations d'industriels européens dans notre région, NOTRE SOCIÉTÉ d'installation en Génie Climatique, reconnue dynamique et performante par ceux de la Profession (Palmarès Monitor de novembre 1989) SOLICITE dans le cadre du développement de ses activités industrielles OFFRIER une opportunité de carrière à un :

**INGENIEUR D'ETUDES OU CHARGE D'AFFAIRES**  
Génie Climatique

Si vous ne vous sentez pas suffisamment responsabilisé dans vos fonctions actuelles. Si vous souhaitez remplir pleinement un rôle qui allie compétences techniques et sens commercial, alors ce poste répond à vos objectifs. Il vous SERA CONFIE (des études techniques/ prix aux négociations) la responsabilité globale des affaires que vous traiterez directement avec les industriels.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre + CV + Prétentions) à Thermique Franc-Comtoise - M. le Directeur BP 1553 - 25009 Besançon cedex

**LA SOREFI**  
FRANCHE-COMTE

recherche son **RESPONSABLE DE DEPARTEMENT MARCHES FINANCIERS ET PREVISIONS**

Opérateur de marchés, gestionnaire de portefeuille... vous possédez une pratique courante des nouveaux instruments financiers et du MATIF, ainsi que de solides notions de calcul actuariel. Vous voulez évoluer vers la gestion de bilan bancaire (ALM).

Venez prendre la responsabilité de notre Département Marchés Financiers et Prévisions. Rattaché au Directeur Financier, vous assurerez le suivi du portefeuille titres et de la trésorerie, vous mettrez en œuvre la politique de gestion des risques financiers, et superviserez les prévisions d'exploitation. De formation supérieure, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers français et internationaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions), en précisant la référence 56R/LM à : SOREFI - 191 rue de Belfort 25044 Besançon cedex

**MODEL** Découpeur Emboutisseur

recherche :

**- UN DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES**  
**- UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE PRODUCTION**

Merci d'envoyer votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à MODEL Daniel Zeiller - BP 1362 - 25006 Besançon Cedex

**SCFEB**

**SOCIETE DE CONSTRUCTION DE FOURS ELECTRIQUES DE BESANÇON**

recherche :

**- UN INGENIEUR METHODES**  
**- DES TECHNICIENS DAO ET MAINTENANCE**  
**- UN CHEF DE FABRICATION**

Merci d'adresser votre candidature (Lettre + CV + prétentions) à SCFEB - J.-Pierre CHOUET - BP. 1245 - 25004 Besançon

LA QUALITE  
NOTRE PRIORITE ET VRESPONSABILITE  
DIRECTEUR DU DIRECTUn puissant groupe  
vous invite à participer  
à ses divisions  
PROFESSEURS NUMERAIRES DE  
évaluation de votre prINFORMATION  
INDUSTRIELLE-CONTI

SALES SU

APPLICATION

West sec. Filiales  
de l'Europe du Suder  
omptable

PANEL



**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### LA QUALITE NOTRE PRIORITE ET VOTRE AMBITION

Nous sommes une PMI (300 pers.) filiale d'un Groupe papeter dynamique. Notre marché, déjà largement européen (export : 52% du CA), témoigne de notre volonté de satisfaire toujours plus et mieux les attentes de nos clients. Pour mener à bien la politique de qualité totale entreprise depuis 3 ans, nous créons le poste de :

### RESPONSABLE QUALITE

rattaché au DIRECTEUR GENERAL

Sa mission : après un audit de l'existant, étudier, définir, formaliser et animer les procédures, les outils et les actions nécessaires à la mise en place et à la gestion du système qualité permettant la certification de l'entreprise à l'horizon 1992.

Promoteur et acteur des objectifs de l'entreprise, il aura complété sa formation supérieure (Ingénieur ou ESC) par une spécialisation en gestion de la qualité et saura par son ouverture au dialogue, ses qualités de pédagogue, sa forte motivation personnelle mobiliser la participation constructive de tous.

Cette responsabilité, en prise directe avec l'ensemble des fonctions de l'entreprise, lui ouvrira des opportunités d'évolution intéressantes dans la Société et le Groupe.

Poste basé à 100 km au Nord de Paris.

Ecrire sous réf. 49 A 1662-9M à Annie SANTAMARIA  
115, rue Turenne - 33000 BORDEAUX  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

**etap**

X, ECP, MINES, HEC...

### DIRECTEUR DE GROUPE DE FILIALES

Un puissant groupe français, leader et en développement, recherche le Directeur d'un ensemble de filiales en France.

Il sera chargé :  
• d'animer plusieurs directeurs de centres de profits;  
• de créer de nouvelles implantations;  
• de négocier des contrats à niveau élevé

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan ayant déjà assumé avec succès des responsabilités opérationnelles de direction de centres de profits importants.

Il aura environ 10 à 15 ans de vie professionnelle et il témoignera de solides qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur ainsi que d'un réel potentiel d'évolution.

Poste basé au choix à Paris ou grande ville universitaire Ouest.

Ecrire sous réf. 49 A 1650-9M  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

Un puissant groupe international  
vous invite à participer à la forte expansion  
de l'une de ses divisions spécialisée dans les  
SYSTEMES NUMERIQUES DE CONTROLE COMMANDE  
et à valoriser votre première expérience

### INFORMATIQUE INDUSTRIELLE-CONTROLE DE PROCESS

Plusieurs postes sont ouverts à des candidats désireux de s'investir dans une société qui pratique une politique dynamique de gestion de ressources humaines.

### SALES SUPPORT

Leur mission à caractère technique et commercial recouvre :

- l'appui technique au réseau de vente (analyse de besoins, visites en clientèle...)
- l'étude et la définition de solutions techniques adaptées
- la réalisation des offres correspondantes

Ce poste peut déboucher à moyen terme sur une fonction à dominante commerciale.

Réf. 49 B 1599-9M

### APPLICATION ENGINEERS

Ils assurent après la signature du contrat la mise au point définitive de la configuration des systèmes (Hard + Soft) de l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en route sur le site en relation permanente et étroite avec la clientèle.

Réf. 49 B 1596-9M

Ces postes nécessitent une formation technique supérieure, automatisme, informatique industrielle, ainsi qu'une première expérience (2 à 5 ans) dans le domaine des applications informatiques destinées au contrôle de process.

Fréquents déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Anglais indispensable.

Postes basés banlieue ouest Paris.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

### CHEF DE PRODUITS SYSTEMES ELECTRONIQUES

Société leader dans les systèmes de sécurité électronique (540 MF de CA) en progression constante recherche le Chef de produit de son activité principale.

Au sein de la direction scientifique qui définit les futurs systèmes en fonction de l'évolution des besoins de mise en sécurité, il sera chargé :

- de gérer les gammes, produits et services existants en relation avec les directions technique et commerciale,
- analyser les besoins du marché à moyen et long terme et en déduire les axes de développement correspondants,
- suivre l'évolution de la concurrence,
- représenter la société dans les différents organismes nationaux et internationaux chargés des normes et des réglementations.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé possédant une expérience similaire de 4 à 5 ans si possible dans un domaine où le facteur sécurité (électronique) est dominant. Des connaissances en métrologie seraient un plus. Des qualités de contacts, de persuasion, une bonne ouverture d'esprit, un sens aigu des responsabilités ainsi qu'une parfaite connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Poste : banlieue ouest Paris  
Ordre de grandeur de rémunération : 300 000/an

Ecrire sous réf. 49 E 1437-9M  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

Société filiale d'un groupe industriel international  
leader sur son marché,  
recherche pour son Département Céramiques Industrielles

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE ET EXPORTATION

Au sein du Service Commercial, en liaison étroite avec les services R&D et Fabrication, il assurera une double mission :

- entretien et amélioration d'un portefeuille existant;
- développement de nouvelles affaires auprès de la clientèle High Tech.

Idealement, ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique ou matériaux, ayant 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques.

Un ingénieur débutant - de valeur - pourrait toutefois remplir ce poste après une période initiale de formation.

Anglais courant indispensable, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste ville sud-ouest.

Ecrire sous réf. 49 D 1445-9M

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

PME et ses filiales  
Banlieue Ouest et Sud

### Chef Comptable

Formation : DECS, DESCF, MSTCF ou MSG.  
Expérience minimale : 10 ans, dont 4 ans en cabinet d'expertise comptable.

Familiarisé avec la gestion informatique

Adresser CV et prétentions sous réf. 9247 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS,  
qui transmettra.

Organisme du secteur social  
recherche une :

### Assistante de Direction

pour sa cellule Organisation et Méthodes afin de :

- assurer la tenue des plannings et la préparation des réunions
- suivre et gérer certains dossiers particuliers
- capable d'apprécier l'urgence et les situations

Connaissance en steno et Word 4

Bonne présentation et sens des contacts

Anglais exigé

Adresser CV + prétentions + photo sous référence

9246M à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS  
qui transmettra.

LOUIS VUITTON  
HAUTE COUTURE PARIS

Notre entreprise, 5,3 Milliards de CA en 1988, 2.500 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe. Notre Direction Juridique vous offre de participer à son développement.

### JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

Basé à la Défense - Grande Arche,

vous interviendrez au sein d'un service de 4 personnes dans les domaines suivants :  
• Droit des Sociétés • Dossiers Immobiliers • Rédaction de contrats.  
Vous êtes diplômé d'études supérieures juridiques - spécialité droit des affaires - et disposez d'une première expérience réussie en entreprise ou en conseil.  
Des qualités d'analyse, le sens du relationnel, un esprit généraliste et une attitude concrète et opérationnelle seront les atouts majeurs de votre réussite.  
Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, sous réf. 9244.

**LV**



# Le Monde

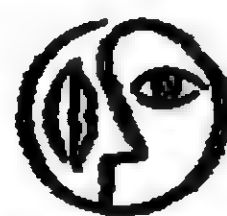
## CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 17

### CHEF DU SERVICE MARKETING TELEPHONIQUE

Paris - Cet important groupe de presse, l'un des tout premiers en France - 45 publications dont un quotidien La Croix L'Evénement, 1,5 milliard de chiffre d'affaires - recherche le responsable de son service marketing téléphonique. Rattaché au directeur des services communs, il participera avec lui à la définition des orientations stratégiques du service et aura pour mission d'assurer l'optimisation de la productivité de l'unité et de son potentiel commercial, tant vis-à-vis des directions commerciales des publications du groupe que des clients extérieurs. Pour ce faire, il coordonnera l'activité des équipes de vente à domicile (40 télépromoteurs) et du siège (10 personnes) et d'une cellule

administrative. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, gestion, IEP) pouvant se prévaloir d'une expérience commerciale terrain significative exercée dans le cadre de produits élaborés ou de services. Des qualités de gestionnaire, alliées à des capacités de réflexion et d'innovation sont nécessaires pour réussir dans ce poste. La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence S/8479M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



BAYARD PRESSE

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

### Services Lamy

### JURISTES CONSULTANTS

#### Droit Social

#### Juristes seniors de haut niveau

Maîtrise en Droit minimum, ayant acquis une pratique très complète de la fonction au cours de leur expérience de 8 à 10 années passées en entreprise et/ou en cabinet. Idéalement, ils auront développé une expertise dans une discipline spécifique du Droit Social. Ils disposeront d'une grande autonomie, encadreront des juniors et pourront devenir à terme des associés dans le cabinet basé à Paris 17ème.

Réf. M 11/3014 C

#### Juristes juniors à fort potentiel

titulaires d'un DESS de Droit Social, justifiant d'une première expérience même courte acquise en entreprise ou en cabinet juridiques.

Réf. M 11/3014 B

Si vous avez de la rigueur, une forte puissance de travail, de l'ambition et si vous parlez couramment anglais, adressez lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à notre conseil :

EGOR S.A.  
8, rue de Bani - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42.25.71.07

### Rejoignez une équipe de professionnels du marketing direct business to business.

#### Notre entreprise

N° 1 du mailing groupé business to business en France, nous sommes de fait une des toutes premières agences françaises de marketing direct dans ce domaine.

#### Notre métier

Construire et mettre en œuvre pour de grandes entreprises des programmes complets de génération de contrats de vente (des budgets de l'ordre de 600 000 francs à plusieurs millions de francs).

#### Nos clients

Des multinationales françaises et étrangères dans l'informatique, la bureautique, les télécommunications, la location de véhicules, les assurances, l'automobile, le financement professionnel, etc.

#### Nos interlocuteurs chez nos clients

Les Directions Générales, Commerciales et du Marketing.

#### Le poste :

### DIRECTEUR DE CLIENTELE

#### Votre mission

Gérer et développer un portefeuille de clients dans des secteurs économiques déterminés en collaboration avec la Direction Générale.

#### Vous

Vous avez entre 25 et 30 ans environ et réussissez en ce moment brillamment comme chef de publicité ou responsable de clientèle dans la presse professionnelle ou dans une agence de marketing direct.

Vous êtes persévérant, intelligent et ambitieux et êtes prêt à vous investir pour devenir, en quelques années, un expert reconnu du marketing direct business to business.

#### Ce que nous vous apportons

- La pratique au meilleur niveau français et européen du marketing direct business to business (stratégies, logistique, communication, bases de données) et la confrontation quotidienne avec les meilleurs spécialistes dans les entreprises.  
- Une formation permanente au sein d'un groupe humain très exigeant.  
- Une rémunération élevée dès le départ et de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous garantissons une discrétion absolue dans l'étude de votre dossier.

Ecrivez à l'attention personnelle de Pierre ABECASSIS

### LES CARTES D'INFORMATION DIRECTE

120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

### LA MUTUELLE GENERALE DES PTT (1 800 personnes)

gère pour ses 570 000 adhérents plusieurs établissements et recherche pour Paris :

### DIRECTEUR D'UN CENTRE DE SANTE

En relation avec le corps médical, il définira des axes de développement - création de nouveaux services, choix des investissements - Il assurera la gestion tant humaine qu'administrative de l'ensemble du centre, mettant à profit ses qualités relationnelles, son sens du management, sa rigueur d'organisation.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, SUP de Co ou GESTION, Ecole Nationale de la Santé Publique de RENNES. Environ 35 ans, avec une expérience de plusieurs années en milieu hospitalier ou médical.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite sous la référence 858 à :

Claudine GALLET  
Ressources Humaines  
3, rue Cornille  
75006 PARIS

**GROUPE Cabino** Dans le cadre de notre développement européen et international, nous souhaitons renforcer notre service juridique à notre siège social et recherchons un

### Collaborateur juridique

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation maîtrise de Droit des Affaires complétée d'un D.J.C.E., d'un Magister ou d'un D.E.S.S. (Droit des Affaires/Fiscalité). Fort d'une première expérience, de 3 à 5 ans environ dans un cabinet juridique Fiscal et Droit des sociétés ; vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

En liaison directe avec le Directeur du Service Juridique, vous le seconderez dans toutes les affaires importantes touchant au développement. Vous assurez le suivi de tous les contrats commerciaux, des relations avec les filiales et vous développez un service d'audit juridique.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO12 à CASINO, Service de Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 St-Etienne Cedex.



Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français  
de dimension internationale  
Spécialiste en imagerie diagnostique  
520 personnes, 650 MF de CA (dont + de 50 % à l'export)

La Responsable de notre **SERVICE JURIDIQUE**

### SON ADJOINT 238.000 F/an +

Diplômé d'une Maîtrise de Droit Privé, vous avez démontré votre goût pour les questions de Droit Communautaire et International lors d'un 3ème cycle.

Vous maîtrisez l'Anglais. Après une expérience réussie de 2 ou 3 ans en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez rejoindre un groupe international, valoriser vos qualités de praticien et votre sens de la communication.

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous les conseillerez et les assisterez lors des négociations des contrats export.

Vous exercerez également votre activité dans le cadre de la propriété industrielle, en participant au choix des marques et en les gérant.

Venez rejoindre notre équipe !

Poste basé à Villepinte (proche RER B Parc des Expositions).

Adressez lettre manuscrite + CV détaillé et photo s/réf. VI.01.1288 à :  
GUERBET SA - Etablissement de Villepinte  
BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

Ville de Sotteville-lès-Rouen (30 000 habitants)

### AGENT DU CADRE A

● Recrute d'urgence par voie de mutation ou de recrutement direct (contrat), un agent du cadre A ayant une solide formation en Sciences économiques et au moins trois années d'expérience en collectivités locales.

● Placé sous la responsabilité immédiate du directeur général des services, sa tâche sera de :  
- gérer dynamiquement la trésorerie et la dette ;  
- expertiser les fiscalités directe et indirecte de la collectivité ;  
- organiser et coordonner le travail de préparation et d'exécution budgétaire ;  
- perfectionner et gérer la comptabilité analytique.

Avantages statutaires et de fonction prévus

Adressez candidature manuscrite et C.V. détaillé à :  
M. Pibarot, groupe TEN, 10, rue Mayet, 75006 Paris.

#### Immobilier

### RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Rennes

Cette entreprise régionale de 60 salariés, est spécialisée dans la gestion et la promotion immobilière sur l'Ouest de la France. Renforçant ses structures, elle recherche un Responsable de Programmes pour piloter ses projets et préparer la diversification à moyen terme.

Rattaché au Directeur Général et à la tête d'une équipe de 5 personnes, il aura l'entière responsabilité du montage des opérations (définition du produit, coordination technique, gestion budgétaire, animation commerciale). La pratique de la micro-informatique est souhaitée.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) d'au moins 30 ans, professionnel confirmé, ayant acquis une solide expérience de la fonction. Les conditions de travail attractives ainsi que les ambitions de la Société, sont de nature à motiver un réel talent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 65/3416 A à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE  
15, rue Charles Monclat - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Suivie à une promotion interne, le Directeur de notre division Santé (350 M de CA) recherche une

### SECRETAIRE DE DIRECTION

Votre mission sera triple :

- Assurer le suivi des dossiers en lien avec les interlocuteurs internes (journalistes, commerciaux, etc.) ou externes.  
- Assister le Directeur dans la gestion globale de la Division : réunions, rédactions de comptes rendus, tenue de tableaux de bord, statistiques,  
- Gérer "la vie quotidienne" : téléphone, agenda, courrier.

A 30 ans environ, votre formation supérieure, votre expérience et votre potentiel vous permettront d'assurer de réelles fonctions d'assistante. Vos capacités relationnelles, votre sens de l'initiative et de l'organisation trouveront à s'exprimer dans un poste complet et dans une structure en plein développement.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant votre salaire actuel, sous référence MJA/29 M à BAYARD PRESSE Direction des Affaires Sociales 3, rue Bayard - 75008 Paris.



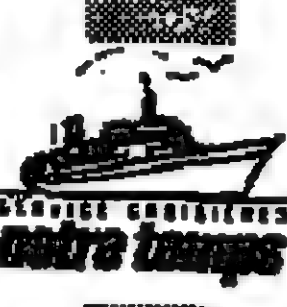
BAYARD PRESSE

28 publications en France  
17 à l'étranger

notre temps

Vermeil

JELIX



Le service technique de la navigation aérienne a en charge le suivi de la conception, de l'exécution, de l'installation des matériels nécessaires au contrôle de la navigation aérienne.

IL RECHERCHE :

### UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Dont la mission sera d'assurer la direction d'une structure QUALITÉ à mettre en place au sein du service. Dans le cadre de la coordination et de l'animation des différentes activités de l'organisme il veillera plus particulièrement :

- à l'établissement des règles et des procédures à faire respecter par les partenaires industriels,  
- aux actions de formation nécessaires à la mise en application de ces règles,  
- à la gestion de la qualité.

#### PROFIL

Le candidat devra posséder une solide expérience acquise au sein d'un service QUALITÉ ou d'un service de production soumis aux règles de l'assurance qualité dans le domaine de l'électronique.

Adressez un C.V. à M. PEUDECCEUR  
STNA, 246, rue Lecombe, 75015 PARIS.

... d'Azur

... de la Ville d'Angers

EUROPE ASSOCIÉS

... confirm

... ASSOCIÉS

... ASSOCIÉS

UN JEUNE CADRE  
MARKETING

... ASSOCIÉS

... ASSOCIÉS



# Le Monde

## CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Provence - Côte d'Azur

Chargé de satisfaire l'ensemble des besoins en informatique de gestion de notre société, vous devrez concevoir et gérer un système d'informations accessible aux différents départements du groupe, maîtriser et supporter les applications existantes en les faisant évoluer vers un système homogène.

Vous avez une formation supérieure (Bac+3 ou 4), complétée par une formation type "Analyse Concepteur de Systèmes d'Informations".

Votre expérience en entreprise vous permet aujourd'hui d'appréhender avec autonomie et sens des responsabilités l'ensemble des problèmes de gestion d'une société.

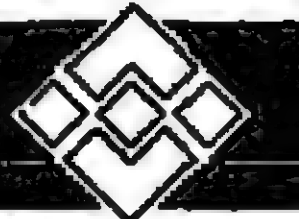
La connaissance de l'anglais est nécessaire. Des déplacements sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Agnès LENOIRE - CISIGRAPH Technoparc du Golf - 1312 VITROLLES

CISIGRAPH développe l'un des systèmes CFAO le plus complet et le plus performant dans les domaines de la mécanique et du plastique.

## RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

CISIGRAPH



### Responsable Communication pour la Ville d'ANGERS

Nous recherchons pour Angers un Responsable qui, rattaché directement au Cabinet du Maire, saura mettre en œuvre une politique globale de promotion pour la ville tant sur le plan stratégique que sur le plan opérationnel.

Vous possédez une bonne culture générale due à une formation supérieure (mini Bac + 4).

Vous avez une première expérience dans une agence de Relations Publiques ou un service de communication. Vous avez donc autour de 30 ans.

Vous êtes intéressé par le fait de travailler pour une Ville avec des élus.

Vous parlez anglais. Et surtout vous avez envie de rejoindre une équipe dynamique et innovante, passionnée par sa ville.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV) sous réf. 117 M à notre conseil ORBE, 41 avenue George V - 75008 Paris, qui étudiera en toute confidentialité.

### EUROSEPT ASSOCIÉS

Société de conseil en gestion, organisation et systèmes d'information

recrute

### Consultants confirmés

- 28 ans minimum
- Expérience souhaitée en société de conseil ou d'audit, ou au sein du département organisation d'une entreprise
- Connaissance d'une seconde langue européenne appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. PL) à :

Lise PERROT, EUROSEPT ASSOCIÉS  
9, rue Royale, 75008 PARIS

### ERAMET-SLN

3<sup>ème</sup> producteur mondial de Nickel et leader sur le marché Euro-Nickel, réalisant 80% de son CA à l'export recherche.

### UN JEUNE CADRE MARKETING

Votre principale mission sera de réaliser des études telles que, bilan offre-demande de Nickel sur le marché mondial, évolution de la consommation par branches industrielles, prévision de consommation.

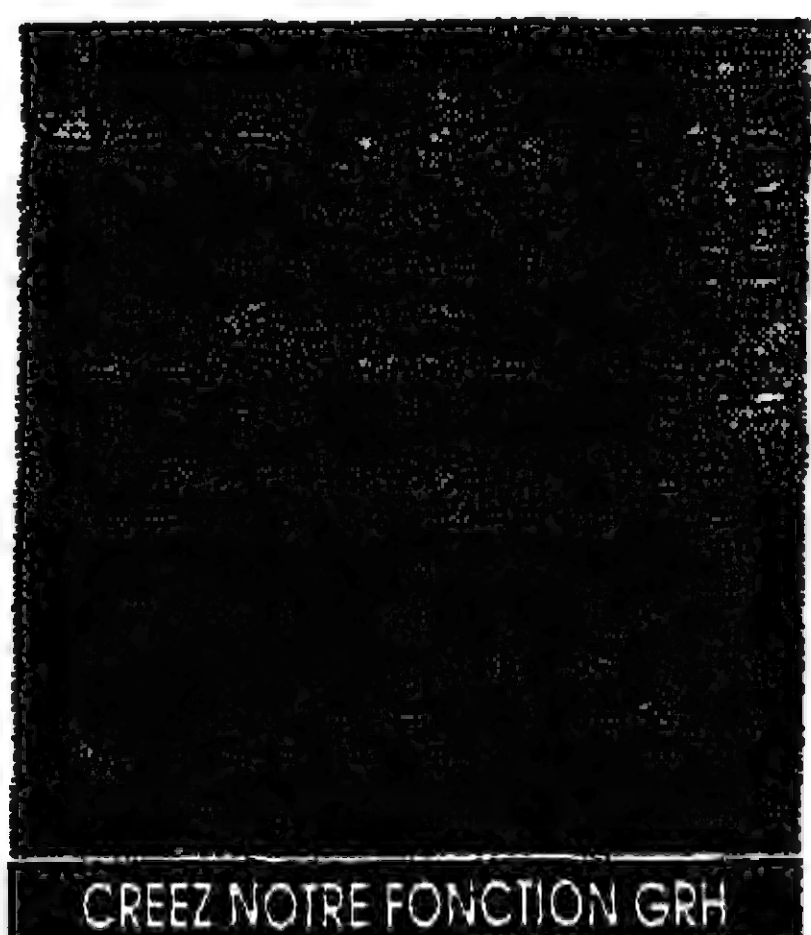
Vous participerez également à des actions de promotion et de communication en relation avec le réseau commercial.

Vous êtes issu de HEC, ESSEC, SUP DE CO ; vous avez entre 25 et 30 ans et une première expérience acquise en France ou à l'étranger ; vous vous intéressez au Marketing de biens industriels et vous êtes bilingue anglais français.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 4312, à SERIFO, 47 bis avenue Boquet, 75007 Paris.



Membre de Syntec



GROUPE CIC

CREDINTRANS

En 1992, nous fêtons, avec les 15 banques et établissements financiers qui composent le groupe CIC, le 20<sup>ème</sup> anniversaire de CREDINTRANS, leur filiale commune. Avec une progression moyenne de 20% par an, nous sommes dans le peloton de tête des sociétés informatiques par la rentabilité.

Notre politique de développement des ressources humaines nous permet d'engager un tiers de l'effectif en phase de développement interne (triplement de l'effectif en 4 ans).

En relation avec le Directeur Général et les responsables de divisions, vous créez et organisez la fonction de Gestion des Ressources Humaines.

Après étude des besoins, des profils, des qualifications et des filières, vous recensez les moyens à mettre en place, élaborez la stratégie de

recrutement, ainsi que les plans de formation, sur un budget de l'ordre de 2 M€.

A court terme, vous prendrez également en charge la création de notre Centre de Formation Clientèle.

A 28/35 ans, vous avez complété votre formation IEP, DESS Gestion du Personnel, par une première expérience dans les fonctions de Formation ou Personnel, que vous souhaitez valoriser.

Soit l'opportunité de réussir dans cette mission impliquante, riche et évolutive, d'être en contact avec des interlocuteurs de haut niveau, démontrer autonomie, créativité et psychologie bien sûr.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo, réf. 3H/12, à Denis GUILLEMIN - CREDINTRANS - 37/39, avenue Ledru-Rollin - 75012 PARIS, ou téléphonez au 40.19.23.06 pour rendez-vous.

### Multiplier par 3

Avec vous c'est possible



Aujourd'hui déjà N°1 français du marché des fournisseurs de micro-services TELETEL (avec 1600 sites installés) nos produits sont des services d'information sur INTERNET, de la prise de commandes en passant par la messagerie professionnelle. Nos applications ont séduit tant les collectivités locales que les entreprises publiques ou privées, notamment des sociétés d'assurance.

Aujourd'hui filiale d'un grand industriel de l'informatique : SMT Goupil, et d'un grand utilisateur : la SEITA (qui couvre 30 000 points de vente avec ses systèmes de prise de commandes télématiques), nous lançons une nouvelle gamme de services pour réseaux à valeur ajoutée et une nouvelle série de terminaux.

Notre challenge avec succès à partager : X3 notre CA en 3 ans soit 250 MF en 1992.

### Ingénieurs d'Affaires

Branches Grands Comptes.

pour vendre des systèmes de Télécommunication et de Terminals à partir des outils et produits Métavidéotex.

Pour gagner avec nous : une formation supérieure (école de commerce ou d'ingénieur), 5 ans d'expérience de la vente de solutions clé-en-main et un sens de la négociation à haut niveau.

Réf. 4136

### Chef de Marché

pour développer notre activité TPV en collaboration étroite avec les partenaires du groupe (SEITA, SMT Goupil).

Pour gagner avec nous : une formation commerciale, une expérience de 3 à 5 ans dans l'animation d'une force de vente et bien sûr un esprit d'initiative, et une forte capacité de conviction.

Réf. 4137

### Ingénieur Technico-Commercial

pour assurer le lien entre les ingénieurs du développement et la force de vente en assistant celui-ci dans la définition de solutions techniques élaborées, soit en avant-vente avec le client, soit en réponse aux cahiers des charges.

Pour gagner avec nous : une formation supérieure (école d'ingénieur ou maîtrise d'informatique), une bonne connaissance du secteur des télécoms, une bonne maîtrise de la conception des solutions appropriées.

Vos atouts : une double compétence technique et commerciale pour faire remonter les informations clients auprès du marketing et trouver les éléments soit et hard chez les constructeurs pour de nouveaux projets.

Réf. 4138

Pour de vous engager avec nous, écrivez sous référence choisie à : Sources - 108, rue St Honoré - 75001 Paris

### KPMG Fiduciaire de France

Nous recherchons pour notre DIRECTION DE PARIS

### FUTURS CONSEILS DE PME - PMI

Vous avez :  
- une expérience de Cabinet  
- une formation universitaire ou Grande Ecole  
- le goût des responsabilités, du développement  
- une aptitude réelle à communiquer.

Nous offrons :  
- les possibilités d'une carrière ambitieuse  
- une rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo + Curriculum-Vitae détaillant vos réalisations à Catherine JAMMES 18 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET.

NOTRE GROUPE

22 filiales - 300 millions de francs s'apprête à créer encore une vingtaine de filiales en France ainsi que six implantations à l'étranger (Europe, USA, Canada)

### NOUS RECHERCHONS :

1) NOTRE DIRECTION DES VENTES INTERNATIONALES (Paris)  
Ce cadre, de haut niveau, excellent vendeur lui-même devra :  
- collecter, mettre en forme, exploiter les informations sur ces nouveaux marchés ;  
- recruter, former et animer nos équipes commerciales pour atteindre les objectifs ambitieux du Groupe ;  
- développer, coordonner et contrôler l'activité commerciale et internationale de toutes les filiales.

PROFIL : ESSEC, ESC ou équivalent, 25-35 ans, bilingue anglais (espagnol ou allemand apprécié).

2) LES SIX FUTURS DIRECTEURS DE NOS FILIALES A L'ETRANGER  
Après une solide formation commerciale au siège principal du Groupe, les généralistes auront à participer à la création puis au développement et à la gestion de leur futur centre de profit à l'étranger.

PROFIL : ESC ou équivalent, 25-30 ans, bilingue.

Les candidats offriront un fort tempérament commercial, doublé de rigueur administrative et de la capacité de travail d'un véritable chef d'entreprise.

Envoyer candidature (CV, photo + lettre de motivation et références) à : A.S.S. Direction des Ressources Humaines, 8, rue Thomas-Eaton, 92230 GENNEVILLIERS

### mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST

Notre société est réputée dans le domaine de la fabrication des papiers graphiques et d'emballage. Ses 7 unités de production sont essentiellement dans l'Est et le Sud-Est.

Pour les 2 unités proches de Grenoble, représentant près de 500 personnes, nous recherchons un :

### Chef du personnel

Diplômé d'études supérieures, la trentaine, vous avez déjà une expérience de 4 à 5 ans, idéalement dans une industrie de process en continu. Vous avez fait vos classes dans une position d'adjoint et vous vous sentez apte maintenant à tenir la barre.

Sur les 2 sites, vous avez, bien sûr, la maîtrise de tous les aspects de la fonction (recrutement, salaires, formation, sécurité).

Surtout, votre présence sur le terrain, votre sens relationnel, font de vous le promoteur de la politique sociale auprès de la hiérarchie. Expert dans votre domaine, vous êtes un conseiller écouté de votre Directeur d'unité.

Nous vous remercions d'adresser rapidement votre candidature (réf. 1104/RES) à SEFOR RHÔNE-ALPES 17, avenue du Granier 38240 MEYLAN, qui nous aide dans cette recherche.

SEFOR Rhône-Alpes

Société réalisant des biens d'équipements industriels. Filiale d'un important groupe industriel français recherche

### CHEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un ingénieur IP ENS, INSA ou équivalent, ayant les qualités d'un patron de petite entreprise, une expérience réussie des travaux industriels acquis en entreprise générale ou en société de montage. Sur les objectifs fixés par la Direction Générale il aura, après formation, la responsabilité commerciale, technique et administrative d'une unité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9468 à EUROMESSAGES, soit par FAX au 49.10.95.72, soit par courrier BP 80 - 92105 Boulogne-Billancourt cedex, qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS STRASBOURG LYON MARSEILLE EUROMESSAGES

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre objectif :  
accroître  
les performances  
des institutions  
financièresEUROGROUP  
CONSULTANTSCONSULTANTS JUNIORS  
X, HEC, MBA

Groupe de Conseil en Management (80 personnes), nous intervenons auprès des Directions Générales de Groupes Financiers et Industriels.

Nous allons doubler notre activité dans les trois ans à venir en particulier dans le secteur financier.

Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants de talent dotés d'une forte personnalité et ayant de réelles capacités d'animation et d'innovation.

Vous avez une formation de tout premier plan et une expérience réussie de 1 à 3 ans dans un Cabinet de Conseil ou dans une Institution Financière.

Vous maîtrisez parfaitement l'un des domaines suivants :

- conception et mise en œuvre des contrôles de gestion stratégique et opérationnel,
- organisation des back-offices et systèmes d'information Bourse-Titres,
- gestion de la trésorerie et des risques de taux d'intérêt,
- technologies nouvelles et stratégie informatique.

Rejoignez-nous et participez à notre croissance.

Vous serez formé à la conduite de nos missions à partir des démarches originales qui contribuent à notre succès et favoriseront vos initiatives pertinentes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Jean-Marie Nogaro,  
17, rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois.

Important groupe  
de commerce international  
QUARTIER ÉTOILE

recherche

## UN CADRE COMPTABLE

libre de tout engagement,  
pour travaux de consolidation et suivi des filiales

Le DECS ou un diplôme équivalent est exigé, de même qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Faculté d'adaptation, mais aussi rigueur et stabilité sont aussi des qualités indispensables pour le candidat que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous  
n° 8674

LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

DELVIA  
ASSURANCES

La Direction Française (300 personnes)  
d'une Société d'origine Suisse  
comptant 4500 Collaborateurs en Europe, recherche

RESPONSABLE DU CONTROLLING/  
ASSISTANT DE DIRECTION

Vous êtes attiré par la planification stratégique et souhaitez  
apporter votre aide au Directeur pour la France sur des dossiers  
importants

- Vous possédez un esprit de synthèse,
- Vous êtes pratique et créatif,
- Vous aimez le contact,
- Vous avez bénéficié d'une formation supérieure en gestion, économie ou droit.

Nous attendons votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel et prétentions) à DELVIA ASSURANCES - Direction du Personnel  
153, rue du FG St-Honoré - 75383 Paris Cedex 08



## SOREFI

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Société régionale de financement du réseau des Caisses  
d'Epargne de Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous  
étoffons nos services à Marseille en accueillant

## le N°2 du département back-office bancaire

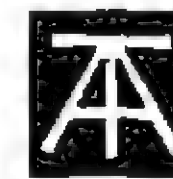
A 30 ans environ, de formation supérieure, (école bancaire ou de commerce), vous avez réussi une première expérience au sein de l'exploitation d'une banque à réseau. Rejoignez-nous pour prendre de réelles responsabilités techniques et humaines sur 10 collaborateurs. (réf. 1509 LM)

le N°2 du département comptabilité  
et réglementation bancaire

Venez analyser, mettre en place, gérer et contrôler notre système de comptabilité et de contrôle de gestion, dans le respect de la réglementation bancaire.

A 30 ans environ, vous nous apportez une solide formation comptable et financière (DECS, MSTCF...) et une expérience de la comptabilité et de la fiscalité bancaires. (réf. 1510 LM)

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE,  
vous remercie de lui écrire  
sous référence correspondante



## ALEXANDRE TIC S.A.

7, RUE SERVIENT - 69003 LYON  
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT DE LA CONSTRUCTION  
(RENNES) RECHERCHE

## CHEF DES SERVICES COMPTABLES

- En relation avec la Direction Générale, il devra :
- Animer son service (9 personnes) et contrôler la comptabilité générale des sociétés concernées.
  - Rendre à la consolidation des bilans.
  - Maîtriser les techniques du reporting.
  - Fournir les données nécessaires au contrôle de gestion interne dans le cadre de relations fonctionnelles.
  - Assurer le secrétariat Sociétés.
  - Haut niveau technique en comptabilité générale (DECS + certificat juridique).
  - Expérience de plus de 5 ans nécessaire.
  - Sens des exigences du travail en équipe.



Envoyer CV, photo et prétentions à notre Conseil D. LAUNOY  
que nous avons chargé d'instruire cette recherche en toute  
confidentialité.

KPMG FIDAL - BP 509 - 35006 RENNES CEDEX.

BANQUE JAPONAISE A PARIS  
RECHERCHEUn cadre spécialiste  
des affaires immobilières  
(30/35 ANS)

Formation supérieure, 5 ans d'expérience spécialisée en milieu bancaire et maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 66186 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

## Cabinet d'audit et d'expertise comptable

Membre réseau international  
recherche :

## EXPERT COMPTABLE

Anglais souhaité.  
Pour postes encadrement situés à :  
BESANCON, GRENOBLE, LILLE, LIMOGES, NANCY  
Association envisageable à court terme.

Adresser C.V. manuscrit, prêt. et ville souhaitée sous n° 8665  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## La Banque de l'Est Parisien

## Jeunes Diplômés Bac+4, +5

Le Crédit Agricole de la Brie s'affirme aujourd'hui  
comme la BANQUE DE L'EST PARISIEN, présent au  
cœur d'un formidable pôle économique, ressort de la  
Seine et Marne.

Premier financier des Particuliers, partenaire  
privé des entreprises et des professionnels...

Avec 1 200 collaborateurs, 98 points de vente,  
plus de 14 milliards de total de bilan, nous jouons  
un rôle qui va grandissant... pour des carrières en  
pleine évolution...

Jeunes diplômés Bac+4, +5, vous souhaitez  
entrer d'emblée dans une carrière aussi active  
que votre vie ?  
Notre dynamisme va séduire votre soif de  
performance.

AUDIT, MARKETING, MARCHES DES PARTICULIERS ET  
DES PROFESSIONNELS, FORMATION : autant de  
domaines où vous développerez vos compétences.

Curieux de tout, persuasifs, vous saurez trouver des  
idées fortes, sources d'innovation.

Parce que nos métiers sont multiples et passion-  
nants, nous vous proposerons, dès demain, de  
nouvelles responsabilités au sein de notre banque.

Pour un avenir riche en perspectives, contactez les  
collaborateurs ALLO-CARRIERES au (1) 49.09.09.49,  
du lundi au vendredi, de 9h à 17h (précisez la  
réf. A123) ou adressez votre candidature sous la  
réf. A123 à ALLO-CARRIERES  
50/54, rue de Silly - 92515  
(1) 49.09.09.49  
BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX ALLO CARRIERES

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

## Investissez-vous dans la finance.

La DIRECTION DES SERVICES FINANCIERS ET DU CONTROLE DE GESTION D'IBM France recherche :

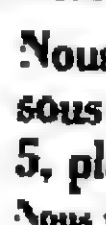
## TROIS CADRES FINANCIERS

pour rejoindre, dans une première étape de carrière, ses équipes de :

- prix et conditions de vente,
- consolidation et études comptables,
- audit.

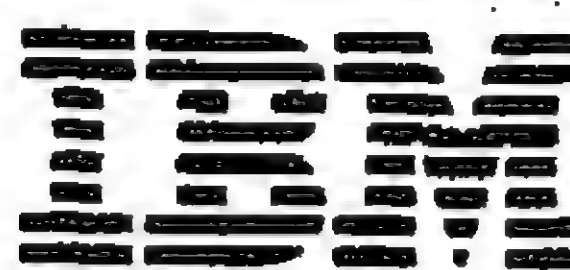
Cette offre s'adresse à des cadres diplômé(e)s GRANDES ECOLES  
SCIENTIFIQUES ou DE GESTION (X, HEC ou équivalent), EXPERTISE  
COMPTABLE, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience.

Ces postes situés à PARIS LA DEFENSE et à ORLEANS nécessitent une  
parfaite connaissance de l'anglais en raison de leurs implications internationales.  
Les éléments de valeur se verront confier par la suite d'autres postes à  
responsabilités dans les domaines les plus variés.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo)  
sous référence F21 à IBM France, Service Recrutement,  
5, place Vendôme 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

CONTROLEUR  
DE GESTION INDUSTRIEL

Recherche pour un groupe industriel de 1500 personnes, une personne expérimentée, capable de gérer un service de contrôle de gestion, avec une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
M. J. B. - 10, rue de la République - 92100 Nanterre

Jeune SUP DE C  
L'EDITION  
A BESOIN DE VO

Recherche pour un groupe d'édition, une personne capable de gérer un service de production, avec une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
M. J. B. - 10, rue de la République - 92100 Nanterre

JEUNE CHARGE  
D'AFFAIRES

Recherche pour un groupe d'affaires, une personne capable de gérer un service de vente, avec une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
M. J. B. - 10, rue de la République - 92100 Nanterre

Dans un environnement  
CONTROLEUR D

Recherche pour un groupe d'affaires, une personne capable de gérer un service de vente, avec une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
M. J. B. - 10, rue de la République - 92100 Nanterre

Recherche pour un groupe d'affaires, une personne capable de gérer un service de vente, avec une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
M. J. B. - 10, rue de la République - 92100 Nanterre



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 17

CONTROLEUR  
DE GESTION INDUSTRIELLE

UNELC

Siège d'un Groupe  
Multinationale fabrique,  
et commerciale de  
matériel dans l'industrie  
pour l'industrie et le  
grand public (800 pers.,  
CA : 450 Millions de  
Frs.).

Pour renforcer notre  
Département Financier,  
nous recherchons

Véritable audit de la Production et en étroite  
collaboration avec le Directeur Administratif et  
Financier, vous participerez à l'élaboration du budget  
annuel de la société. Vous élaborerez les budgets et  
plans d'investissement de la Production. Vous êtes  
chargé de l'établissement des prix de revient et de  
leur suivi, vous améliorerez les procédures.

Environ 30 ans, vous êtes issu d'une Ecole  
d'ingénieur, double d'une formation de gestion  
et doté d'une expérience significative du contrôle  
de gestion en milieu industriel.

La connaissance de l'outil informatique et la  
pratique de la micro-informatique sont  
nécessaires - anglais apprécié -

A terme, votre personnalité allant rigueur et  
sens du dialogue, pourra vous faire évoluer  
au sein de notre groupe. Poste basé au nord  
de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de  
candidature sous réf. Y 154 à  
Agence YVOR - 21, rue Beaupré  
75008 Paris, qui transmettra.

Unelec

Jeune SUP DE CO,  
L'EDITION  
A BESOIN DE VOUS !

Notre société, 80 millions de CA, appartient à un prestigieux  
groupe d'édition : l'image de marque de nos ouvrages est très  
forte.

Une première expérience (2 ans environ) du contrôle de gestion  
vous permettra de créer et mettre en place les procédures  
budgétaires et les tableaux de bord.

Vous analyserez les prix de revient des livres et aiderez les  
responsables de service dans l'élaboration de leur budget. Vous  
serez une force de propositions en terme d'organisation.

Vos qualités d'analyse et de rigueur et vos capacités de  
dialogue seront un atout majeur pour votre réussite à ce poste.  
Merci d'envoyer votre CV (+ votre rémunération actuelle), en  
précisant la référence M/SOS sur l'enveloppe, à notre conseil

Onicar

6, rue Halévy 75009 PARIS

Importante société de capital-risque, Paris 8e  
se consacrant à tous les secteurs de l'activité économique  
recherche un

JEUNE CHARGE  
D'AFFAIRES

Son profil :

- de formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur,
- spécialiste du capital-risque ou de l'analyse d'entreprises ayant une  
connaissance effective des PME (analyste financier, contrôleur de gestion,  
audit, organisateur...).

Son rôle :

- assister le directeur de la société avec un accès direct à la prise des décisions,
- démarcher les entreprises et la recherche de fonds propres et assurer la  
présence de la société auprès d'elles,
- analyser, mettre en forme et rédiger les dossiers,
- suivre les participations, analyser les écarts et y porter, éventuellement,  
remède.

Nous offrons :

- un poste d'avenir dans une société récente, très dynamique et en plein  
développement, au sein d'une petite équipe d'experts reconnus,
- une rémunération motivante et rapidement progressive.

Merci d'adresser votre C.V. en indiquant votre rémunération annuelle actuelle  
sous référence 926 au :

Cabinet Claude JOUBIN  
62, avenue de Wagram  
75017 PARIS

qui vous assure de la plus  
grande discrétion.

Dans un environnement international

## CONTROLEUR DE GESTION

La trentaine ou un peu plus, diplômé d'une grande Ecole de commerce ou de gestion. Vous avez une  
formation DECS. Vous maîtrisez l'anglais, courant, et l'espagnol serait apprécié.

Vous avez une expérience d'environ 5 ans dans un contexte industriel international et vous justifiez  
d'une connaissance pratique de l'audit et du contrôle de gestion.

Ces 3 sous-déterminants vous permettront d'acquiescer à de véritables responsabilités. En effet, nous  
vous proposons d'intégrer la Direction Internationale d'un très grand Groupe français. Dans ce cadre,  
vous serez la responsabilité du contrôle de gestion et du reporting pour chacune de nos implantations  
à l'étranger, et ce, en animant une petite équipe. Enfin, vous devrez détecter les problèmes  
émergents, en faire le diagnostic et proposer les solutions adéquates.

Si ces perspectives et ces responsabilités vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet  
de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence 4736/M à :

ERCA - 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS

JEUNES DIPLOMES  
RECHERCHONS  
DES HOMMES D'AFFAIRES

Nous sommes une banque avec une clientèle internationale de banques, de sociétés  
financières, les opérations de trésorerie, les opérations de crédit, les opérations de  
change et les opérations de banque internationale.

Notre département financier est composé de plusieurs sections :  
- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

- Section des opérations de change : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de change et de la gestion des opérations de crédit.

- Section des opérations de crédit : nous sommes responsables de la gestion des  
opérations de crédit et de la gestion des opérations de change.

Poulain  
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

## 3 contrôleurs pour une gestion bien serrée.

700 personnes, 800 millions de CA, Chocolat Poulain SA est au cœur de la stratégie du groupe Cadbury Schweppes sur le  
marché européen : des projets, des moyens et un renforcement important des outils de gestion. 3 postes sont à pourvoir, dont  
2 en création. Les collaborateurs recherchés, rattachés au responsable du contrôle de gestion, participeront, en équipe et chacun  
dans leur domaine, à la mise en place de nouveaux systèmes d'information. Ils exerceront tous un rôle de management.

Le contrôleur de gestion commercial (réf. 055 112 LM) : en charge du recouvrement clients (credit manager) et du contrôle des  
coûts commerciaux, il est à la tête d'une équipe de 5 personnes. Un de ses atouts : sa connaissance de la grande distribution.

Le contrôleur de gestion industriel (réf. 053 512 LM) : responsable du contrôle des coûts industriels (GPAO), ainsi que de la  
validation et du suivi des investissements, il encadre 2 personnes. Une première expérience dans un environnement GPAO serait  
appréciée.

Le contrôleur de gestion budget/reporting (réf. 054 512 LM) est responsable de la consolidation des budgets et de la gestion des  
coûts fixes et marketing. 5 personnes travaillent avec lui. Il s'est déjà rodé dans un contexte anglo-saxon, son anglais est donc  
opérationnel.

28/32 ans, Sup de Co ou équivalent, 3 ans minimum d'expérience de la fonction, à l'aise avec l'informatique, vous êtes motivé(e)  
par la perspective de jouer un rôle moteur dans un projet d'entreprise ambitieux. Ecrivez au cabinet Sirca, 64 rue La Boétie -  
75008 Paris, en indiquant la référence du poste qui vous intéresse et votre rémunération actuelle. Postes basés à Blois.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

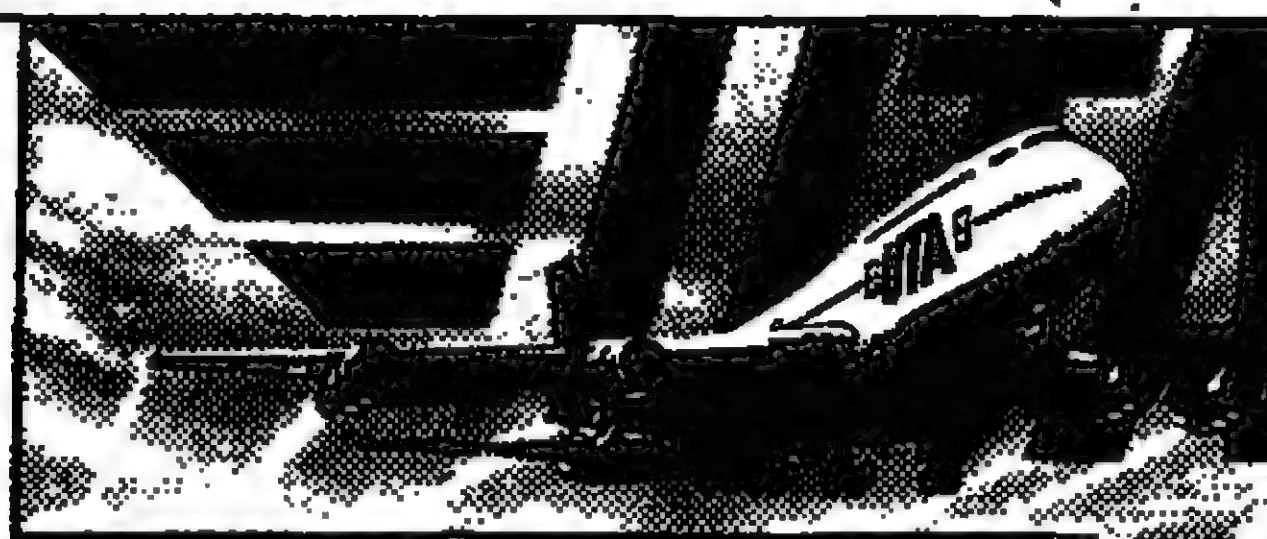
Membre de Syntec

UTA

CHARGEURS S.A.

est une société de  
CHARGEURS S.A., première  
entreprise privée française  
dans le domaine du transport  
aérien, première entreprise  
européenne dans le domaine  
du transport de voitures par  
la route, et première  
entreprise mondiale dans le  
domaine du négoce, du  
peignage et du tissage de la  
laine.

CHARGEURS S.A. compte  
parmi ses principales filiales :  
Aéromaritime, Causse-  
Walton, Delcar, Gillet, Lainière  
de Picardie, Lapoutre,  
Novacel, Paquet, R.J.T.,  
Peignage Armédis, Prouvost  
Lefebvre, Roudière, U.T.A.



POUR L'AVENIR, DECOLAGE IMMEDIAT

POUR RENFORCER NOTRE FONCTION FINANCIERE ET  
ACCOMPAGNER NOTRE DEVELOPPEMENT, NOUS  
RECHERCHONS :

## CONTROLLER EXPERIMENTE

A 30 ans environ, ingénieur grande école ou diplômé d'une école de  
gestion, vous travaillerez depuis 5 ans minimum dans la fonction  
Contrôle d'une grande entreprise.

Vous avez acquis la maîtrise des principales techniques et appris à  
faire du contrôle de gestion un réel instrument d'amélioration des  
performances.

Nous vous proposons de rejoindre le Contrôle Général de la Société  
et de participer à la réalisation de ses objectifs.

Ce poste de généraliste, au carrefour de l'information financière et  
économique, permet une vision synthétique du fonctionnement de  
l'entreprise et ouvre des perspectives de carrière intéressantes au  
sein d'unités opérationnelles UTA et du groupe Chargeurs S.A.

réf. CE

## JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

Vous disposez d'une formation supérieure grande école ou  
universitaire, avec si possible une spécialisation informatique.  
Vous désirez vous orienter vers une carrière de contrôleur de  
gestion dans une société à vocation internationale.

Nous vous proposons de débiter votre projet professionnel dans  
cette fonction avant d'évoluer ultérieurement vers des postes à  
responsabilité dans des secteurs opérationnels.

réf. JCG

Il est bien évident que vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et lettre de candidature sous référence  
choisie à : UTA - Service Recrutement - 60, rue Arago, 92808 PUTEAUX.

الرجاء انظر



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Financiers**

**immobiliers**

Grâce à ses ressources humaines et techniques, notre banque n'a cessé d'évoluer depuis plus de 60 ans. Banque d'affaires, ouverte sur l'Europe et le Monde, nous sommes connus pour notre performance. Aujourd'hui, nous renforçons notre département immobilier et recherchons de nouveaux collaborateurs-dynamiques et entrepreneurs.

**Adjoint du Responsable des "Opérations Marchands de Biens"**

A 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 5 ans environ au sein d'un établissement spécialisé dans l'immobilier. Nous vous confierons la gestion et le développement d'une clientèle de marchands de biens et de locataires. Vous étudierez et présenterez les dossiers de participation.

**Adjoint du Responsable des "Participations SCI"**

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 7 ans minimum, au sein, soit d'une société de promotion immobilière, soit d'une banque. Vous serez chargé de nous représenter aux assemblées, suivre et développer nos affaires, analyser et présenter les dossiers de participation.

Vous serez chargé de nous représenter aux assemblées, suivre et développer nos affaires, analyser et présenter les dossiers de participation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) en précisant la référence choisie à la BANQUE WORMS - Direction des Relations Sociales et du Personnel, 1, place des Degrés - CEDEX 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

**Une expérience internationale vous attire !**

Nous vous proposons de rejoindre la filiale saoudienne d'un important Groupe Industriel, leader sur son marché, qui recherche son

**Responsable Financier**  
Arabie Saoudite

En relation étroite avec le Directeur Administratif et Financier, vous participez à l'ensemble des fonctions financières. Vous êtes chargé particulièrement de mettre en œuvre les procédures et de superviser l'enregistrement des opérations comptables, d'établir les prévisions de trésorerie et les documents nécessaires aux consolidations et vous animez une équipe.

De formation supérieure en Gestion (ESC, Université), vous avez une expérience significative de la fonction, acquise en PME, cabinet ou groupe, une maîtrise parfaite de l'anglais et une bonne pratique de l'outil informatique.

Votre autonomie, vos excellentes qualités d'adaptation et relationnelles, votre professionnalisme sont les garants de votre réussite à ce poste qui vous assure des perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la réf. A 1019 à notre Conseil.

**CONCEPT RECRUTEMENT**

**JEUNE HEC, ESSEC, ESCP, ESCA**

**Assistant contrôle de gestion**

Filiale d'un important groupe industriel français, nous sommes spécialisés dans la vente de produits de grande consommation du secteur automobile.

Dans le cadre de notre développement (800 MP de CA, 680 personnes en 1989), nous étions notre structure.

Nous vous offrons l'opportunité de commencer dans la vie professionnelle par des missions qui vous permettront d'appréhender l'entreprise sous ses différentes facettes.

Vous prendrez progressivement la responsabilité du suivi de certaines divisions en France et de filiales en Europe. En relation fréquente avec les opérationnels, vous élaborerez les budgets, les actualiserez et jouerez un rôle de conseil auprès de leurs directeurs. Vous participerez au reporting auprès de la maison mère. Pour ce poste situé en proche banlieue Ouest, l'anglais est souhaité et de courts déplacements sont à prévoir.

Venez nous révéler vos talents: adressez votre candidature sous référence CG/M2 à Bertrand Montcalm, Sodacim, 156 bureaux de La Colline, 92213 St-Cloud Cedex.

**Animateur et gestionnaire c'est la double compétence que nous recherchons pour notre :**

**CONTROLEUR DE GESTION**  
Région Parisienne

Notre groupe de distribution (53 magasins de 1000 m<sup>2</sup>, près de 5000 personnes) est sur un secteur en plein développement.

Aujourd'hui, à environ 30 ans, vous êtes prêt à prendre de nouvelles responsabilités, à la mesure de votre potentiel. Au-delà de votre formation supérieure c'est votre expérience du contrôle de gestion dans une unité opérationnelle et l'animation d'équipe qui nous intéressent.

Au sein de notre direction régionale, vous mettez en place et contrôlez les budgets, les investissements et les comptes d'exploitation. Vous participez aux stratégies de développement en termes de gestion, d'organisation et de ressources humaines.

Vous devrez faire preuve d'une bonne capacité d'écoute, mais aussi de persuasion pour animer les responsables gestion des différentes unités, orienter leurs actions et optimiser les résultats. La structure de notre groupe permet des perspectives d'évolution vers de hautes responsabilités à des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 89.12.05.R.C.G. à notre Conseil.

**RÉGION DE SAINT-BRIEUC** **IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE**  
700 collaborateurs - CA 1,7 milliard de francs

EN FORTE CROISSANCE INTERNE ET EXTERNE. PARMI LES LEADERS SUR SES MARCHÉS, OUVERT AUX MÉTHODES DE GESTION PERFORMANTES recherche un

**RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION (H.F.)**

**Mission :** Élaborer et suivre les budgets et les prix de revient. Estimer et analyser les résultats mensuels. Contrôler et développer les tableaux de bord, les systèmes d'informations, les procédures. Réaliser toutes études de coût et de rentabilité. La supervision du contrôle de gestion des filiales implique le développement du poste au niveau du groupe.

**Profil :** Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, mais jouissant d'une large délégation, assés d'un Junior : de personnalité ouverte et entrepreneur, familier des contacts à tous niveaux, le candidat retenu devra justifier d'une expérience réussie dans ce type de fonction (3 à 5 ans pour une formation E.S.C. ou équivalente, 7 à 10 ans pour un DUT de Gestion) et maîtriser parfaitement le maniement des outils du contrôle de gestion, notamment le micro-informatique (LOTUS).

La rémunération tiendra compte de l'expérience et saura motiver un candidat de valeur.

Réponse assurée par notre Conseil aux candidats dont le dossier comprend lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 89.12.05.R.C.G.

**Alain KERVADIC**, 5, place de la Liberté, 22000 SAINT-BRIEUC. Tél. 96 33 23 88

**Affirmez votre sens stratégique**

**U**

**SÉLÉFRANCE**  
Cabinet de Recrutement

**SÉLÉFRANCE**  
72, rue Regnaud  
75013 PARIS

**RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

De formation supérieure en comptabilité, gestion ou finance, vous possédez si possible une première expérience sur chantiers et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

En relation avec les Autorités et Administrations locales, vous prenez en charge la gestion du personnel (local et expatrié), la logistique et les problèmes juridiques locaux (assurances, contentieux...). Vous intervenez également dans la gestion financière, et dans la comptabilité (généraliste, analytique, transfert sur Paris, monnaie locale).

Une mission complète où vous exercerez avec talent votre rigueur, votre sens des contacts et votre esprit d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P/FR/01, à notre Conseil **VECTOR CAREER CONSULTANTS** Nodine Carré - 83, rue Michel Arge 75016 PARIS.

ARCO

Cre

Fu

de l'I

Case Poclaim

de Ge

Mic

GROUPE HERVET



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

## ARCO Chemical European Operations

(700 millions de \$ de CA) cherche pour un de ses secteurs géographiques internationaux son

## Credit Services Coordinator

Paris

Rattaché au Credit Manager Europe, vous serez responsable de l'analyse crédit et du recouvrement sur un secteur export important. Vous aurez à développer les systèmes de paiement, vous assurerez le respect des procédures et participerez au développement des ventes, tout en réduisant les risques financiers. Agé d'environ 30 ans, de formation école de commerce, vous avez une première expérience dans un poste similaire et un sens solide des contacts. La maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi que de bonnes notions informatiques. (Réf. RCS017MO).

et pour les projets européens son :

## European Project Auditor

Paris

Vous serez responsable de l'audit de l'ensemble des projets du groupe en Europe et du développement de procédures de contrôle interne. L'analyse des contrats avec les sous-traitants ainsi que le suivi du respect des conditions et de l'avancement des travaux, seront de votre ressort. Vous participerez également à la définition des programmes d'audit au niveau européen. Agé de 26/30 ans, de formation école de commerce, vous avez une première expérience d'audit en milieu international. La maîtrise de l'anglais est indispensable et de bonnes notions d'allemand souhaitables. (Réf. RCS016MO).

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous référence du poste choisi.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

Groupe industriel très performant, N° 1 européen dans son secteur d'activité (12 000 personnes ; 6,5 mds de Francs de CA) recherche pour l'une de ses filiales

Contrôleur  
de Gestion Industriel  
à fort potentiel

Région Sud

à 150 km de Paris

Salaire motivant

Le candidat, 26/30 ans, diplômé d'une grande école de commerce, et/ou d'une université (DECS souhaitable) devra être opérationnel immédiatement. Il prendra en charge l'ensemble du contrôle de gestion de deux unités de fabrication (détermination des prix de revient ; contrôle budgétaire ; mise en place des tableaux de bord ; reporting). Très responsabilisé, le candidat devra évoluer rapidement au sein du groupe. Pour cela, il devra justifier d'une expérience de trois ans dans une fonction similaire ou proche (anglais courant nécessaire ; connaissances en micro-informatique obligatoires).

Contactez Frédéric Pougeon au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. FPS010MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

Une Banque Privée performante recherche son

Directeur  
de l'Exploitation Bancaire

Paris

Rattaché à notre Directeur Général, vous gérerez les engagements de la banque et développerez un fonds de commerce varié, en disposant d'une large autonomie, avec une équipe de 5 collaborateurs.

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une réelle expérience de l'exploitation bancaire, tant sur les aspects commerciaux que sur l'analyse des risques.

Un bilan positif reflètera cette expérience (4/5 ans) acquise dans un environnement bancaire de taille humaine et vous permettra de démontrer vos aptitudes à évoluer au sein de petites équipes. Vous souhaitez jouer un rôle actif dans le développement de notre banque. La rentabilité des opérations, la rapidité de décision et la personnalisation des relations avec la clientèle seront un souci permanent de votre action.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et composée d'une partie fixe, d'un intéressement et d'une partie personnalisée en fonction de vos propres performances.

Contactez Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FS2028MO.

**Michael Page Banking**  
Spécialiste en recrutement bancaire  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

Pour votre intégration dans la filiale française (2,7 milliards de Francs de CA) d'un puissant groupe américain N° 1 sur son marché devenez

## Contrôleur de Gestion

Nord-Ouest Paris

Salaire motivant

Au sein d'une unité de production et de distribution, rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de l'entité, vous serez responsable plus particulièrement du reporting, de l'élaboration des budgets et du développement des outils d'analyse. Vous encadrerez l'équipe de comptabilité fournisseurs et participerez aux nombreux projets financiers et logistiques dans un environnement en pleine mutation. Agé de 25/28 ans, de formation Ecole de Commerce, vous avez une première expérience en audit ou contrôle de gestion. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. RC1917MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

## Case Poclain SA

recherche pour une de ses usines son

*Mme Isabelle Duboué*

Contrôleur  
de Gestion Industriel

Oise

300 KF +

En assurant l'encadrement d'une équipe de 15 personnes, vous serez responsable des affaires financières liées au site. Vous développerez les budgets et le plan stratégique, vous suivrez les actions destinées à améliorer la rentabilité et participerez au développement du reporting. L'identification des risques et la mise en place d'actions correctives seront également de votre ressort.

Agé de 30/35 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de contrôle de gestion industriel et d'encadrement. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. RCS065MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

## Kenner Parker Tonka

Filiale française d'un groupe américain

CA : 650 MF

250 Personnes

Leader mondial du jeu de société et du jouet : (Trivial Pursuit, Monopoly, Pictionary, Cluedo, Tinnie, Mask, SOS Fantômes) recherche un

Assistant Contrôleur  
de Gestion

Paris-Est

Rattaché au contrôleur de gestion vous participerez à l'élaboration des reportings et des trackings mensuels. La préparation du budget et la clôture annuelle font également partie de vos fonctions principales. Vous participerez à la préparation des présentations de la société et le développement de certaines analyses de gestion peut vous être demandé (taux de marge, stocks...).

Agé de 24 à 26 ans, vous êtes jeune diplômé de formation école de commerce ou vous justifiez d'une première expérience d'un à deux ans dans un poste similaire. Une ouverture sur la micro-informatique et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Contactez Pascal Vancutsem, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. PV5083MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney

GROUPE  
HERVET

Locaterme

Filiale de Crédit Bail/Location du Groupe HERVET, dans le cadre du développement de son activité, recherche un

## Exploitant Confirmé

pour assurer le développement et la diversification de l'activité par la prospection de clientèle de qualité, la négociation et la mise au point d'opérations de Crédit Bail, de location, et de Crédit d'équipement professionnel. Il participe à l'élaboration des produits, barèmes et procédures.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Université), le candidat bénéficie d'une EXPERIENCE COMMERCIALE réussie d'environ 5 ans en financement des entreprises dans un Etablissement de Crédit Bail Mobilière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly, sous réf. M51LOC.

Société cosmétique en fort développement (CA : 600 MF), nous sommes la filiale d'un groupe anglo-saxon, leader dans son domaine, nous recherchons un

Directeur Administratif  
et Financier

Paris

500 KF

Rattaché directement au Président, membre du Comité de Direction, il assume la responsabilité des domaines suivants : Comptabilité générale, informatique, contrôle de gestion, trésorerie.

Agé de 35/40 ans, de formation supérieure, le candidat justifie d'une solide expérience de la fonction en milieu anglo-saxon et manifeste de réelles qualités de management. Doté d'un esprit entrepreneur, fortement impliqué, il devra s'investir personnellement dans notre projet d'entreprise et participer au développement de notre structure. Anglais courant requis.

Contactez Christophe Aubry au 42.89.30.03 ou adressez CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. CA5053MO.

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement Financier  
Paris, Lyon, Londres, Amsterdam, Bruxelles, Sydney



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## UN JURISTE M/F

Banque d'Affaires à taille humaine, filiale d'un important groupe financier, nous recherchons aujourd'hui, pour notre Direction Juridique

A 28 ans environ, de formation BAC + 4 (maîtrise de Droit), vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum, de préférence au sein d'une banque.

En relation étroite avec notre Directeur Juridique, vous serez chargé d'assurer la mise en place et le suivi des garanties, le recouvrement des créances, ainsi que les contentieux.

Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 6474, à

MEDIA PA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Une fonction complète

## Jeune Chef du Personnel

Etablissement industriel de 600 personnes

Bourgogne

Filiale d'un très important groupe international offrant d'amples possibilités de carrière au sein de ses nombreuses filiales tant en France qu'à l'étranger, cette société industrielle, spécialisée dans la production de biens d'équipement Grand Public aux marques réputées, recherche le Chef du Personnel de l'un de ses établissements situés en Bourgogne. Cette fonction sera confiée à un jeune candidat âgé d'au moins 28 ans, doté d'une personnalité affirmée et ouverte, diplômé de l'enseignement supérieur, bénéficiant d'une première expérience d'au moins 3 ans en tant qu'adjoint d'un Chef de Personnel. Dépendant du Directeur de l'établissement et fonctionnellement rattaché au Directeur des Affaires Sociales du Groupe, il animera une équipe de 6 personnes et sera responsable de la gestion du personnel, de la communication interne et externe, de la formation, des relations avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs. Une fonction complète pour un candidat ambitieux désireux accéder ultérieurement à des postes de Direction de Personnel. Le poste est situé en Bourgogne, à 2 heures de Paris. Rémunération très motivante.

ORION, notre Conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 912 717 M.

35, rue du Rocher 75008 PARIS

ORION  
Chambres et BoutiquesJeunes diplômés,  
vous avez notre crédit.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 2 ou 3), vous êtes débutant ou pouvez faire valoir une première expérience de la gestion de dossiers de crédit. En tout état de cause, vous souhaitez développer vos compétences en ce domaine, dans un contexte aussi large que possible.

Nous sommes la banque de l'immobilier par excellence : notre clientèle : les promoteurs, les marchands de biens, les entreprises, de simples particuliers. Nous nous efforçons de mettre à leur service, dynamisme et professionnalisme.

Au sein d'une équipe structurée, vous assurerez la gestion complète des dossiers de financements, ce qui implique, bien entendu, dans le suivi des opérations, outre la rigueur et une grande autonomie, une qualité relationnelle sans reproche. Nous vous en dirons plus sur le détail de vos responsabilités. Merci d'adresser votre dossier sous la référence 050 411 LM à notre conseil, Anne Cousin, Consultante au Cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant vos souhaits de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Imaginez un monde  
où des postes auxquels  
vous n'avez encore jamais pensé,  
vous sont proposés.

36 15  
IMLe service télématique  
expert de l'emploi des cadresRejoignez un puissant groupe  
de commerce internationalTrésorier  
devises du Groupe

Au sein de la Direction Financière du Groupe et sous la responsabilité du Directeur de la Trésorerie, vous êtes chargé de mettre en place et d'assurer la gestion centralisée de l'ensemble des risques de change du Groupe.

Vous aurez la responsabilité des opérations de couverture, du back office et du reporting sur le risque de change du Groupe.

Diplômé d'une grande école, vous avez acquis une expérience de 5 à 7 ans du poste dans un groupe industriel ou commercial, une bonne connaissance des techniques de couverture ainsi qu'une solide formation financière. Vous possédez le sens de l'organisation, une grande capacité de dialogue et d'innovation. Pour ce poste basé à Paris, vous dirigerez une équipe de 4 collaborateurs expérimentés.

Envoyez votre dossier de candidature avec C.V. et photo sous réf. 8221/M à CURRICULUM 6, passage Lamotte 75018 PARIS.

BANQUE  
PRIVEE  
PARISRecherche pour sa Direction  
des Succursales

EXPLOITANTS

Les candidats devront justifier de 2 à 3 années  
d'expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence 6231/LM à MEDIA P.A. - 50-54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

MEDIA PA

## BILLION

La performance au quotidien  
7000 presses à injecter installées dans 45 pays

Implantés à Oyonnax, au cœur de la Plastics Valley, nous employons 370 personnes et réalisons en 1989 un CA de l'ordre de 400 MF, en forte progression. Pour renforcer notre équipe de Direction, nous cherchons un

## Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Général, votre mission est double :

- à la tête de nos services Comptabilité, Gestion Trésorerie et Informatique, être le moteur de l'évolution de nos procédures et de nos systèmes d'information ;

- en liaison avec les services concernés, veiller à la mise en place d'une gestion de production en flux tendus, adaptée à nos impératifs industriels et à nos contraintes budgétaires.

A 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou d'une école d'ingénieurs, votre expérience de contrôle de gestion en milieu industriel assure, votre crédibilité auprès des opérationnels. La connaissance de l'anglais est un plus.

Venez rejoindre une entreprise qui vous donnera les moyens de vos ambitions.

Ecrivez à notre Conseil COORDONNÉES - sous référence. 1172/LM - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COORDONNÉES

Analyste  
Financier

Bourgogne

en milieu  
industriel

KODAK-PATHÉ, Filiale du Groupe EASTMAN KODAK, recherche pour son complexe industriel de CHALON-SUR-SAONE (3000 personnes affectées aux unités de Production et au Centre de Recherches), un diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle en milieu industriel.

Rattaché au Chef du Département Contrôle de Gestion vous devrez :

- assister dans tous les domaines financiers le Directeur d'une division de production
- assurer le reporting local et international ainsi que la planification à court et moyen terme.

Ces activités se dérouleront dans un contexte international, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

De réelles perspectives d'évolution s'offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci de bien vouloir joindre une photographie à votre dossier de candidature et de l'adresser à KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres - 26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12



## Bridel

Groupe de 2.600 personnes - 15 unités  
- milliards de C.A. - dont les activités,  
l'esprit moderne et le succès font  
naturellement dire :

LES BONNES CARRIÈRES  
ONT UN NOM

recherche

## AUDIT GROUPE

Au sein de notre Direction des systèmes d'information, nous créons la fonction d'AUDIT GROUPE (Audit général des fonctions et services).

Nous recherchons un Cadre issu d'Ecole Supérieure de Commerce (ESSEC, HEC...) avec spécialisation Audit, et pouvant justifier d'une expérience de trois ans minimum dans la fonction en entreprise industrielle.

Nous vous confierons l'animation de la fonction, qui est primordiale compte tenu de l'expansion présente du Groupe.

Les personnes intéressées adresseront lettre manuscrite,

C.V. détaillé, photo et prétentions sous  
référence 891201 au Groupe BRIDEL  
Direction des Ressources Humaines  
35230 BOURGNE.

Emile Bridel

Jeune Contrôleur  
de Gestion

la création de la fonction

Basée hantienne Snd

Vous serez responsable de la définition des procédures budgétaires, de la mise en place du suivi et du contrôle des éléments, de l'établissement des prix de revient et de la valorisation des stocks.

Vous devrez garantir la fiabilité des résultats, analyser les écarts avec vos interlocuteurs opérationnels, et donner à la Direction Générale de véritables outils de décision pour la gestion de l'entreprise.

C'est un rôle complet conçu comme un conseil qui s'adresse à un jeune professionnel de la fonction diplômé d'une Ecole de Commerce, ayant acquis une première expérience dans un contexte industriel.

Souplesse d'adaptation, pragmatisme et hauteur de vue doivent être indissociables de votre rigueur et professionnalisme.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser C.V. - lettre manuscrite, sous référence J.52 LM à notre Conseil KER.

15, rue Daumier

75016 PARIS.



Jeune Contrôleur de Gestion



هكذا هو المثل

## UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 121

### Plans, budgets... maîtrisez notre gestion.

La trentaine, une bonne formation supérieure de gestion ou d'ingénieur, une expérience de 3 à 5 ans au sein d'un établissement financier (ou bancaire) où vous avez acquis une première expérience qui vous a permis de bien connaître les métiers du crédit et de maîtriser en toute autonomie les techniques budgétaires... vous voilà fin prêt pour prendre la responsabilité globale de notre contrôle de gestion.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international qui fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits aux consommateurs, tel est notre métier. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider nos clients à gérer le leur. Avec plus de 400 personnes, nous avons dégagé plus de 100 MF nets après impôts en 1988.

Dans le cadre d'une organisation décentralisée, vous développerez, animerez et contrôlerez le système d'information de gestion de notre société. A la tête d'une équipe de 5/6 personnes, vous assurerez la totalité de la fonction : contrôle budgétaire, tableaux de bord financiers, études, analyses. Le poste est basé dans la région lilloise. Ecrivez à Jean-Michel Court, associé du cabinet Sirca, sous la référence 056 112 LM au 64, rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Cette banque d'affaires au nom prestigieux, garante d'une tradition dans les milieux financiers internationaux, est forte d'une clientèle comptant la plupart des grands groupes. Pour sa direction de la gestion institutionnelle, elle recherche un

### Economiste spécialiste des marchés boursiers

banque d'affaires

Il rejoint l'équipe de gestion de fonds internationaux pour la conseiller dans les orientations stratégiques des placements à effectuer. En parallèle, il assiste le gérant d'une importante sica internationale, en s'appuyant sur des outils micro-informatiques.

Nous proposons cette création de poste à un élève de grande école ayant déjà de 2 à 5 années d'expérience des métiers de la finance, au travers de la pratique d'indicateurs macro-économiques mondiaux, financiers et boursiers. Il souhaite concilier les intérêts d'une fonction d'économiste et de stratégie avec celle, à terme, de gestionnaire. Bien évidemment, ce poste est considéré comme un point d'entrée dans le groupe.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTc 12353 au Cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

### PNC International Bank France

Affiliée à PNC FINANCIAL CORPORATION  
12e groupe bancaire américain  
avec 42 milliards de dollars de total de bilan  
4e groupe US pour l'activité Trust.

Dans le cadre du développement de notre activité Private Banking, nous recherchons des

### RESPONSABLES DE CLIENTELE PARTICULIERS

H/F

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'études supérieures, vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience de la clientèle privée au sein d'une banque ou d'une société de Bourse.

Vous disposez d'un solide tempérament commercial et d'une bonne connaissance des marchés financiers.

Vous souhaitez exercer une fonction de conseil et proposer de façon objective les placements financiers que nous avons sélectionnés auprès de nombreuses institutions françaises et étrangères.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Alain Riviere - PNC - 20, place Vendôme - 75001 PARIS.

## elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE GROUPE (PARIS LA DEFENSE)

### UN CADRE FINANCIER POUR LE DEPARTEMENT DES OPERATIONS FINANCIERES

Vous avez :

- de 25 à 28 ans,
- une formation Grandes Ecoles (HEC, Centrale, etc...),
- une première expérience en matière de Techniques Financières ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique,
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Vous êtes :

- un bon technicien de la Finance, méthodique, ayant le sens de l'analyse ainsi que des capacités de synthèse,

- mais aussi un homme de contact, ayant le sens du travail en équipe.

Vous aurez :

- à participer au montage des financements de la maison-mère et de ses principales filiales,
- à assurer les relations avec les banques et à suivre les marchés financiers pour évaluer les propositions en fonction des besoins du Groupe,
- à modifier l'étude de certains instruments financiers ou plans de financement pour en optimiser les paramètres de valorisation.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite avec photo et prétentions, à notre Conseil, Michel MORACCHINI (Réf. 8899) 22 bis, rue des Belles-Feuilles 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

### ENVIRONNEMENT ANGLO-SAXON

## Chef Comptable



Walton S.A. (170 MF de CA, en 88, 100 personnes), première filiale française du groupe international Racal, commercialise des équipements de haute technologie, destinés aux télécoms, à la micrographie...

Connaissant une forte croissance qui doit se "multiplier" dans l'avenir, notre Directeur Administratif et Financier souhaite étayer son équipe et recherche son Chef Comptable.

Votre rôle sera bien entendu de couvrir tous les aspects de la fonction jusqu'à l'élaboration du bilan, en animant une équipe de cinq collaborateurs. Mais, vous aurez aussi à assurer l'établissement des données comptables nécessaires au

reporting groupe, la gestion de trésorerie et participer à la mise en place d'un nouveau système d'informations.

Agé d'environ 30 ans, de formation comptable supérieure (DEC/DECS), vous avez acquis une expérience réussie dans une filiale d'un groupe par exemple, qui vous a permis de vous familiariser tant avec la comptabilité qu'avec la gestion dans un environnement informatisé. Ce poste évolutif qui nécessite la pratique de l'anglais est situé à Saint-Denis, dans un cadre très agréable.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/58 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

### L'ECUREUIL AFFINE SES TECHNIQUES DE GESTION

Depuis 1983, le Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CENCEP) poursuit une double ambition : adapter le Réseau des Caisses d'Epargne à l'extension de son champ de compétence et le préparer à affronter les nouvelles conditions de la concurrence européenne. Dans ce contexte passionnant, le Cencep perfectionne son Système d'Information de Gestion et recherche un :

### CONTROLEUR DE GESTION

Vous participez au développement du contrôle de gestion dans le Réseau des Caisses d'Epargne.

Vous concevez, réalisez et coordonnez la mise en place des outils de prévisions et de mesure des performances en animant des groupes de travail. Vous favorisez les initiatives locales et apportez une expertise globale.

Votre formation supérieure, enrichie de 5 ans d'expérience dans le milieu bancaire ou financier et d'une bonne connaissance de l'outil informatique, sera votre meilleur atout pour ce poste à fort engagement personnel riche d'évolution dans le Réseau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. CP/LM122 à Jacky GAUVIN, CENCEP, 29 rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

## UCABAIL

LA SOCIETE HOLDING DE CREDIT BAIL DU CREDIT AGRICOLE recherche un

### Cadre comptable expérimenté

Pour assurer la responsabilité de 3 sociétés de Crédit Bail immobilier, vous serez le garant de la fiabilité des informations comptables et aurez particulièrement en charge la production trimestrielle des comptes sociaux et financiers ainsi que l'établissement des déclarations destinées à la Commission Bancaire.

Sous l'autorité du chef de département, vous devrez réviser les procédures comptables afin de les optimiser.

Ces fonctions sont exercées dans un milieu hautement informatisé. Vous êtes titulaire du DECS minimum et possédez au moins 5 ans d'expérience en management d'unités comptables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Caisse Nationale de Crédit Agricole S/Réf. LAM/11/30 Direction des Ressources Humaines B.P. 48 78280 GUYANCOURT

Filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX, nous sommes au service des collectivités locales. Par la qualité et le sérieux de nos prestations, nous sommes présents sur l'ensemble du territoire national.

Nous renforçons nos structures et recherchons pour nos régions :

### 3 DIRECTEURS ADMINISTRATIFS ET GESTION Paris - Bordeaux - Reims

Rattaché au Directeur de Région vous prendrez en charge l'ensemble des fonctions administratives :

- gestion du personnel,
- comptabilité,
- contrôle de gestion,
- informatique,
- administration

Vous serez l'interface entre la région et les services centraux. Vous animerez et dirigerez une équipe de 10 à 15 personnes. De formation supérieure SUP de CO + DECF, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de généraliste dans une P.M.E.

Réf. FM 66

Nous créons auprès de notre Directeur Général la fonction audit et recherchons un

### AUDITEUR INTERNE

Diplômé d'une Ecole de Commerce + DECF vous avez acquis une première expérience d'environ 2 à 3 ans en cabinet et/ou en entreprise.

Votre mission : Audit comptable, financier et opérationnel en France et à l'étranger.

Le poste basé à Paris, nécessite donc de fréquents déplacements.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

En cas de réussite, de réelles perspectives d'évolution sont à prévoir.

Réf. FM 67

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous la référence du poste choisi en précisant la région désirée à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

**COCEPLAN**

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Ville de Conflans-en-Jarnisy

(Meurthe-et-Moselle)

3 000 habitants, ville en pleine expansion, à 30 km de Metz

recherche

DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER  
DE LA VILLE

## Définition de poste

- responsable du budget communal ;
- responsable du fonctionnement administratif de la commune : encadrement des services municipaux, relations avec les administrations, préparation et suivi de l'activité du conseil municipal, relations avec les habitants ;
- responsable du personnel communal.

## Formation

- Bac + 5, bonne connaissance des finances et du droit des communes ; compétence rédactionnelle.

## Profil

- disponible, dynamique, organisé, sens des relations et de la communication, souhaitant s'engager dans un travail à responsabilité globale, intéressé par un poste passionnant situé dans une ville à taille humaine, désireux de s'intégrer à une équipe d'une urie, enthousiaste et travaillant à un projet ambitieux de développement pour la ville et ses habitants.

Le poste ne requiert pas nécessairement une expérience professionnelle. Mais le candidat retenu aura fait la preuve qu'il possède les connaissances, le profil personnel, la disponibilité et la volonté nécessaires pour assurer la responsabilité complète du fonctionnement quotidien de la mairie.

Poste statutaire ou contractuel  
Possibilité de logement

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

Monsieur le Maire de Conflans  
Hôtel de ville  
54800 CONFLANS-EN-JARNISY

Accompagner les transformations dans  
la banque et les services financiers

Peat Marwick  
Consultants est  
membre du réseau  
mondial KPMG.  
A Paris,  
200 professionnels  
de haut niveau  
accompagnent les  
entreprises dans leur  
évolution.

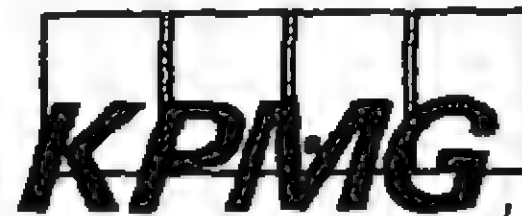
Depuis 10 ans environ, vous avez acquis une expérience variée au sein d'une Banque ou d'une institution financière dans les domaines du Contrôle de Gestion, de l'Informatique, de l'Inspection ou de l'Organisation.

Nous vous proposons de valoriser votre expérience dans le Conseil en encadrant chez nos clients nos équipes de Consultants. Vous conduirez des missions dans les domaines suivants : plans de développement, schémas directeurs, fusions d'établissements financiers, planifications et contrôles de gestion.

Vous vous appuierez sur des méthodes éprouvées et des spécialistes de haut niveau.

Le fort développement de Peat Marwick Consultants, qui réalise un tiers de son activité dans la Banque et les Services Financiers, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle REGNIER vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 93139 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



Peat Marwick Consultants

SI VOUS SAVEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK VOUS V-SERIEZ DEJA



LE C.I.C. PARIS - 110 implantations  
en Région Ile-de-France -  
recherche pour PARIS  
et la REGION PARISIENNE des

DIRECTEURS  
D'AGENCE

CIC Paris

UNE IDEE FIXE : LA FORCE DU SERVICE

dont les trois principales missions seront :

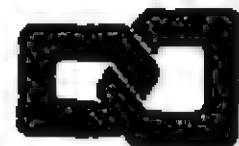
- le développement de l'activité de leur point de vente (clientèle PME - PMI / clientèle de Particuliers),
- l'animation et la motivation d'une équipe (10 à 25 personnes),
- la gestion des risques.

Les candidats retenus devront :

- posséder une formation Supérieure Générale (ESG, Universitaire...) ou bancaire (ITB, CESB),
- avoir une expérience de 5 ans minimum dans l'exploitation, comme Directeur d'Agence ou comme Adjoint.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : LOIC ALLAIN  
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL  
DE PARIS - D.E.C.C. - 66, rue de la  
Victoire - 75009 PARIS.



CHEF DE GROUPE

## OPERATIONS

Nous sommes une banque  
privée, filiale d'un important  
groupe bancaire européen.

Dans le cadre  
de développement  
de nos affaires en France,  
nous renforçons nos équipes  
et recherchons un  
CHEF DE GROUPE - OPERATIONS -

NMB BANK

A 30-35 ANS ENVIRON, VOUS ETES UN PROFESSIONNEL DE LA BANQUE. VOUS AVEZ ACQUIS  
UNE EXPERIENCE DE 5 ANS MINIMUM DANS UNE BANQUE (ANGLO-SAXONNE DE PREFERENCE)  
OU DANS UN SERVICE BACK-OFFICE.

VOUS MAITRISEZ LES NOUVEAUX PRODUITS FINANCIERS (MATIF, IRS...) ET LES PRODUITS  
DE TREASORERIE.

DE BONNES CONNAISSANCES EN ORGANISATION ET METHODES ET DE LA LANGUE ANGLAISE  
SERAIENT UN PLUS APPRETE.

VOUS SEREZ CHARGE D'ANALYSER, D'ELABORER ET DE METTRE EN PLACE DES PROCEDURES  
RELATIVES AU BACK-OFFICE.

VERITABLE MANAGER, HOMME DE CONTACT, VOUS PRENDREZ LA RESPONSABILITE D'UNE  
EQUIPE DE 15 PERSONNES.

DYNAMIQUE ET AMBITIEUX, VOUS SOHAITEZ VOUS INVESTIR PLEINEMENT AU SEIN D'UNE  
SOCIETE TOURNEE VERS L'AVENIR.

ALORS REJOIGNEZ-NOUS !  
MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER (LETTRE MANUSCRITE, CV ET PHOTO) SOUS REF 654,  
A MEDIA PA - 50-54, RUE DE SILLY - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Jeune «Controller»  
devenez adjoint au Directeur Financier

Notre société produit et commercialise des équipements et fournitures de bureau. Nous occupons une position leader sur le marché français, renforcée depuis peu par le rapprochement avec un groupe anglo-saxon. Une nouvelle dimension qui nous amène à créer cette fonction.

Votre première mission : réviser, améliorer et assurer le reporting mensuel. Rapidement vous prendrez sous votre responsabilité : l'animation de l'ensemble du contrôle de gestion, que vous aurez évolué, la consolidation comptable des activités du groupe en France.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de gestion, option finances-compta + DECS, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans centree sur le reporting anglo-saxon au sein d'un groupe ou de la filiale française d'une multinationale. Vous y avez pratiqué l'anglais.

Le poste est basé dans la région d'Angers.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité, merci d'adresser sous ref. 371 M à Michèle GOMEZ  
ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecully Cedex.

ALGOE  
CONSEIL EN MANAGEMENT

Société dont la dimension est internationale  
RECHERCHE

## COMPTABLES

(Postes à pourvoir en proche banlieue Ouest)

Vous êtes titulaires d'un BTS ou DUT de comptabilité finances, gestion.  
Vous avez une bonne connaissance de l'environnement micro-informatique.  
Vous avez deux ans d'expérience.

Alors, adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous ref 3668  
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



AIR FRANCE

2 JEUNES JURISTES  
Toutes latitudes pour réussir

Une implantation mondiale, 199 escales dans 79 pays sur 5 continents, 113 appareils, 37000 personnes, 31 milliards de francs de CA et 1,2 milliard de francs de bénéfice net en 1988 font d'AIR FRANCE le 1er exportateur français de services et la 4ème Compagnie aérienne internationale.

## DIRECTION DU PERSONNEL

Maîtrise du Droit Social ou Droit des Affaires +  
DEA/DESS de gestion de personnel

Vous serez le Conseil de la Direction du Personnel en matière juridique (légalisation sociale, règlements...) et prendrez en charge des études ponctuelles touchant à la politique sociale de l'entreprise. Vous évoluerez rapidement vers des responsabilités plus globales, en tant qu'assistant "chef de personnel" par exemple. Ce poste nécessite une première expérience d'un à trois ans.  
REF : DP

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions de salaire) au plus vite à  
Michelle Prinert - Air France - Recrutement des Cadres - Orly Sud 114 - 94396 Orly Aéroport Cedex.

## DIRECTION JURIDIQUE

Maîtrise + DEA/DESS de Droit des Affaires

Au sein d'une équipe de 8 personnes, vous serez chargé de la préparation et du traitement de dossiers contentieux relatifs à des affaires très variées tant en France qu'à l'étranger. Vous travaillerez en relation avec l'ensemble du groupe Air France, des avocats et d'autres auxiliaires de justice. Une première expérience acquise en cabinet conseil ou auprès d'un avocat sera appréciée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable dans ce poste.  
REF : AJ

trace l'avenir

Jeune Juriste



# AFFAIRES

## CAPITAL ET INTÉRÊTS

## La poste et la Caisse nationale de prévoyance dans la « bancassurance »

**Objectif : devenir le numéro un en 1992 du secteur assurance-vie et capitalisation**

Le 17 novembre dernier, MM. Yves Conquer, directeur général de la Poste, et Pierre Darnis, directeur général de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), ont signé un accord de collaboration pour développer une « plan marketing dynamique », dont l'objet est de faire du tандem Poste-CNP le numéro un de la banque postale de l'avenir. L'heure actuelle, comme le montre le graphique ci-contre, c'est le Crédit agricole, avec sa filiale Predica, qui est en tête dans le secteur combiné assurance-vie et capitalisation, avec près de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988, devant la Cardif, du groupe de la Compagnie bancaire, le tандem BNP-Credit Lyonnais, et les filiales de la BNP, du Crédit lyonnais, de la Société générale, du Crédit mutuel, etc.

En assurance-vie pure, toutefois, c'est l'alliance Poste-CNP qui prend la tête, avec 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988 (et 7 milliards de francs en 1989), devant le Crédit agricole et les autres banques.

Ayant été les premières à s'associer entre banquiers et assureurs, la Poste et la CNP estiment aujourd'hui indispensable de poser des jalons pour occuper des positions stratégiques, et d'élaborer ce « plan marketing », qui doit leur permettre de « traverser au mieux ces années charnières ».

Tout, effectivement, va se jouer très vite, puisque dès le 1<sup>er</sup> juillet 1990 il sera possible d'acheter un produit d'assurance européen. Ajoutons que la Poste, traditionnellement axée sur la collecte de dépôts sur livrets de Caisse d'épargne (livrets A et B) et sur les comptes-chèques, doit faire face à

une stagnation de ces deux activités, notamment la collecte sur le livret A, qui diminue un peu plus chaque année, et devrait, même, devenir négative en 1989.

Selon M. Don Jacques Luciani, directeur des services financiers, la Poste est ainsi contrainte de s'adapter à l'évolution de la clientèle, qui veut de l'assurance-vie et de la capitalisation, c'est-à-dire des produits d'épargne. Il faudra donc lui en donner davantage, et faire de l'assurance le « troisième pôle de développement » de la Poste avec pour objectif l'acquisition de parts de marché de 10 % à 12 % d'ici à 1992.

La stratégie du tandem Poste-CNP se développera selon trois axes. Le premier est l'augmentation de la collecte de l'épargne susceptible de bénéficier de dégrèvements fiscaux, comme l'assurance-vie et les produits de capitalisation, pour soutenir la croissance analogique à celle du réseau bancaire, soit 30 % par an. Le deuxième est l'enrichissement de la gamme par l'offre d'autres produits, avec l'étude des « segmentations » de clientèles existantes, l'offre de « paquets » de services, et la mise au point de garanties connexes à l'assurance-vie, comme l'assistance, le financement de projets, l'aide aux personnes « dépendantes », c'est-à-dire hospitalisées à domicile, etc. Le troisième axe est la fidélisation de la clientèle acquise qui, actuellement, ne défile, à hauteur de 78 %, que pour le produit « CNE », le fidèle client de la petite CNP, réserve potentielle de chiffre d'affaires très importante, pourra être utilisé. Pour l'instant, la gamme assurance de la Poste est constituée par les pro-

duits d'épargne (34 % du chiffre d'affaires), les bons de capitalisation (44,6 %) distribués par une filiale commune avec la CNP, Préviposte, les produits « retraite » (8,4 %), les produits mixtes (épargne plus assurance décès) pour 12,8 % et les risques (0,3 %).

**Il faut bien le dire, les atouts dont disposent les deux partenaires**

La Caisse nationale de prévoyance, constituée en 1959 par la réunion de trois caisses spécialisées créées à partir de 1850, associée étroitement à la Caisse des dépôts et consignations, et devenue en 1987 un établissement public à caractère industriel et commercial, développe son action en direction du grand public, avec les assu-

francs. Ses produits sont distribués par 28 000 points de vente, le réseau de la Poste étant complété par ceux du Trésor (recettes et perceptions) et des Caisses d'épargne Ecureuil.

« Il faut s'attendre, l'année prochaine, à des actes violents, réactions des adversaires du tandem Poste-CNP, qui l'accusent d'avoir signé leur accord de développement pour devancer un arbitrage ministériel, de toute façon défectueux. L'Etat, en effet, voit s'affronter ses propres services publics et ses établissements privés, comme les banques et les grandes compagnies d'assurances. En 1983, il avait dû bloquer le projet d'accord entre la Poste et SOFINCO, établissement de crédit à la consommation, devant les protestations des autres établissements de crédit, qui craignent à la concurrence illégale. Cela fois-ci, c'est la Poste qui se bat, mais, tout au moins, l'enjeu est important, et la bataille s'annonce très dure.

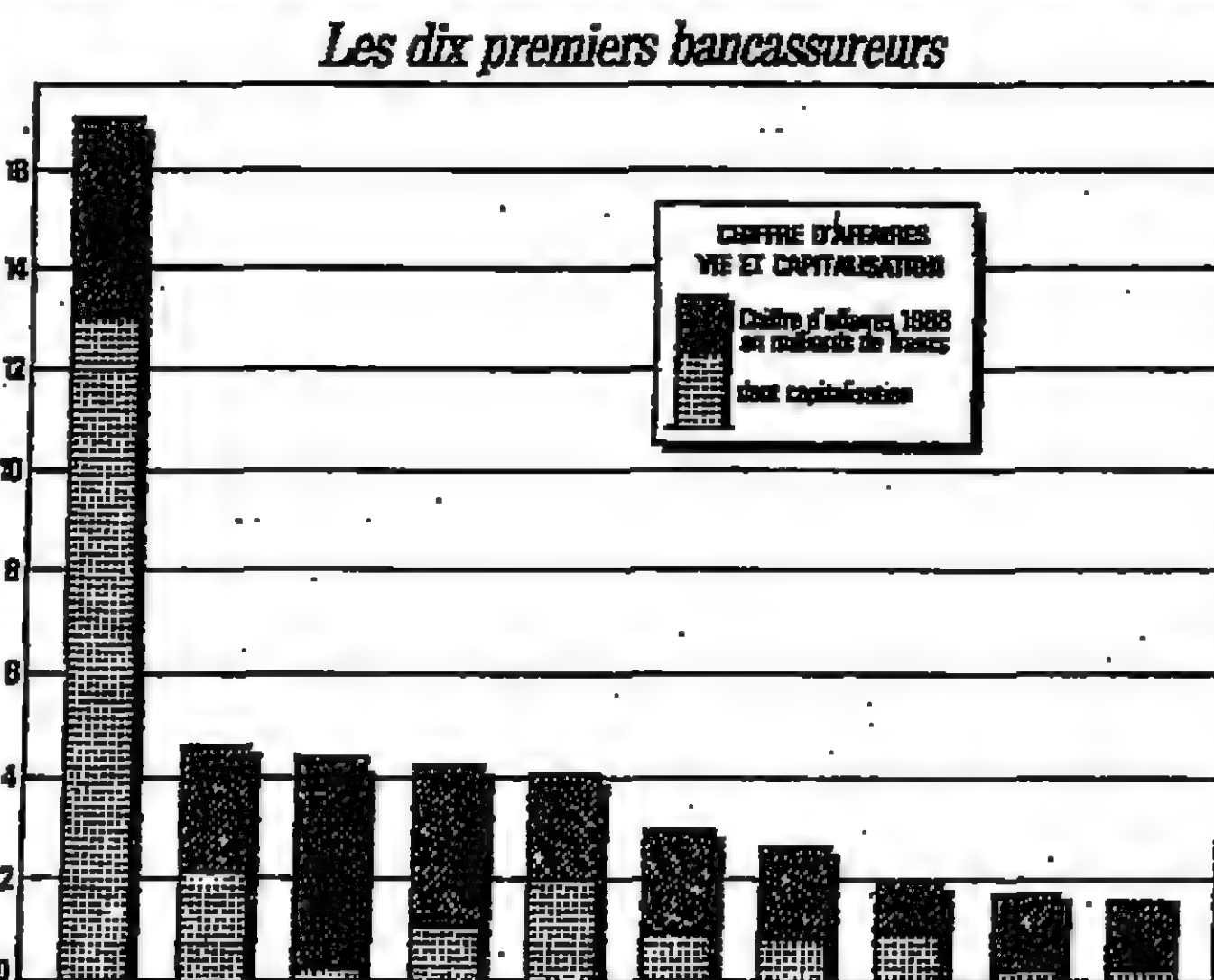
FRANÇOIS RENARD

D. La Barclays vend sa filiale américaine de sociétés à la consommation. La banque britannique Barclays a annoncé vendredi 24 novembre qu'elle revendait à la Commercial Credit Company, du groupe américain Primerica Corporation, sa filiale Barclays American Consumer Credit, spécialisée dans le crédit à la consommation. Le montant de la transaction est de 150 millions de dollars comptant (près de 950 millions de francs). Barclays American Financial, basée à Chicago, a été créée en 1972 par l'achat d'un millier de salariés dans deux-vingt huit établissements situés dans vingt-neuf Etats américains. Selon le *Financial Times*, cette opération « est le dernier signe montrant que les banques britanniques à l'étranger cherchent à se débarrasser de leurs actifs majeurs sur le plus gros marché bancaire du monde ».

## Une levée de boucliers en préparation

Une telle force de frappe est impressionnante, et on ne s'explana-  
rait guère qu'en invoquant le rôle de  
bombardier en préparation du côté de  
la concurrence commerciale, parmi  
les membres de l'Association fran-  
çaise des banques (AFB) et ceux  
de la Fédération française des assu-  
rances (FFSA). « Ils font de la  
provocation ! », entend-on dans ces  
milieux, où on reproche aux deux  
organismes de ne pas avoir facilité  
l'édification d'un réseau confit, à caractère  
de service public, avec des heures  
d'ouverture beaucoup plus nom-  
breuses, et des coûts de commer-  
cialisation jugés très réduits. « Cela  
ne leur coûte rien », affirment les  
banques et les compagnies d'assu-  
rances, tandis que M. Gérard Le  
Grand, directeur de la branche  
grand public de la Caisse nationale  
des épargnants, proteste en affir-  
mant que la Poste, soucieuse  
d'équilibrer ses comptes, lui fa-  
cilitait ses services au juste prix.

De fait, l'utilisation des guichets de la Poste pour la distribution de produits financiers autres que les livrets A, à savoir les produits d'épargne et d'assurance, fait partie des dossiers brûlants posés sur les bureaux des ministres de l'Intérieur, des Finances et du PTT; ce dossier est en cours d'examen, aussi bien chez M. Bérézgovoy que chez M. Quilès, et même, dit-on, à Matignon.



sont considérables. La Poste, avec ses 300 000 agents répartis sur tout le territoire, dispose de 17 000 bureaux, 31 000 guichets et 72 000 facteurs itinérants, le plus gros réseau de France, finement maillé et susceptible d'atteindre et de servir tout le monde, y compris des malades, invalides, handicapés, etc., ce qui n'est guère le cas pour les autres réseaux, fût-ce le Crédit agricole avec ses 5 000 guichets.

frances individuelles, et des collectivités locales, et salariés avec les assurances du groupe.

En 1988, son chiffre d'affaires s'est élevé à 16 milliards de francs, soit 11,5 % du marché de l'assurance des personnes, avec 2,5 millions d'assurés grand public, et 12 millions d'assurés groupe, les prévisions pour 1989 fixant le chiffre d'affaires à 20 milliards de

[illegible]



## AFFAIRES

En marge du Vendée Globe Challenge et du Salon nautique

## La course des sponsors

Treize marins ont lancé le 26 novembre dernier leurs courses à l'assaut des performances du Vendée Globe Challenge. La plupart de ces monocoques sont l'aboutissement de travaux particulièrement pointus faisant la part belle aux technologies les plus sophistiquées. Une semaine après leur départ, s'est ouvert porte de Versailles, à Paris, le Salon nautique... 110 000 mètres carrés arpentés sans doute par bon nombre de sponsors pris par le virus de la mer... sans l'aide desquels ces courses étranges n'auraient pas lieu...

A bord de la vedette l'Amiral-de-Joinville, on scrutait, on guettait passionnément Philou. « J'aperçois un ketch là-bas. Cela doit être le sien. » L'esprit frais et l'œil marin, le PDG de Fleury Michon, Yves Gonnard, savoure sans en perdre une miette les évolutions de son coureur, au départ de cette course exceptionnelle: le Vendée Globe Challenge. La vedette, fourrée d'un gratin d'invités parisiens et locaux relevé d'une bonne dose de représentants de la presse féminine et culinaire, réussit à accompagner bord à bord le poulain de l'entreprise. Et puis, c'est le coup de sirène en guise de « Bon vent ! » chaleureux.

Combien de skippers envient Philou d'avoir un tel sponsor. Il a le profil idéal du bailleur de fonds dont ils rêvent: enthousiaste et profondément respectueux du marin. Ce n'est pas le genre à transformer son skipper en homme-sandwich corvéable à merci pour la tournée des popotes. C'est un sponsor qui s'investit sur le plan affectif et financier et ne cache pas ses intérêts dans ce duo. Fleury Michon (chiffre d'affaires 1 milliard, 1 950 salariés) consacre aujourd'hui de 22 à 23 % de son budget communication au sponsoring. Le budget consenti à

Philippe Poupon s'élève aux alentours de 8 millions de francs par an. Les bateaux appartiennent à l'entreprise qui, systématiquement, les revend.

Le couple Fleury Michon-Philippe Poupon vit depuis sept ans. En 1982, Yves Gonnard s'est demandé si le sponsoring ne serait pas un bon moyen, parallèlement à la publicité classique, pour acquérir une notoriété (qui était faible à l'époque) et une nouvelle image. Il s'agissait de la faire évoluer: du métier traditionnel de charcutier à celle de l'entreprise moderne, spécialisée en plats cuisinés réfrigérés et charcuteries libre-service, qui s'allie le concours du célèbre chef Joël Robuchon. Yves Gonnard se félicite de sa chance d'avoir fait la connaissance de Philippe Poupon, qui avait un projet à long terme: « On a tiré le bon numéro », dit l'entrepreneur. « Je suis bien tombé », constate le skipper.

Entre 1982 et 1984, l'entreprise a lâché 2,5 millions de francs par an. Déjà, les chantiers Jeaneau s'associent dans un accord de partenariat et construisent le bateau au prix de revient. Comme actuellement. « Le bilan aujourd'hui fait apparaître trois résultats qui prouvent un succès majeur pour nous », dit Yves Gonnard: « une notoriété spontanée et en notoriété assurée, passée de moins de 50 % en 1982 à 95 % en 1989. » Ensuite, une percée de la marque auprès de la jeunesse. Enfin, résultat inattendu et non vraiment recherché: la dynamisation sur un plan interne. « Cela donne une fierté au personnel, y compris au PDG. »

L'augmentation du budget de sponsoring, d'abord mal perçue par le personnel, a provoqué une présentation générale du projet d'entreprise, alors confidentiel, pour justifier cette budgétisation en faveur d'un skipper. Poupon est devenu l'homme de la famille derrière lequel toute l'entreprise fait corps et se bat.

Les investissements peuvent être plus ou moins importants. Certains sponsors procèdent par étapes pro-

ductives, coups ponctuels, et, si la conclusion les satisfait, ils poursuivent leur engagement avec de plus gros budgets. Olivier Martin, directeur général du groupe Kayserberg, a décidé de proposer à Guy Bernardin le million de francs manquant trois semaines avant le départ, à la suite d'un simple contact fortuit avec l'ami skipper: l'opération vient renforcer la promotion de la gamme des produits OKAY. Cacharel entraîne ses fournisseurs, dont Liberty, et le réseau de sociétés sous licence pour soutenir la cause de Jean-François Coste et Pen-Duick-III.

En général, la mise initiale se récupère rapidement, et même démultipliée, si l'affaire est bien gérée. Tout dépend de la couverture médiatique et du suivi promotionnel. Evidemment la victoire du skipper représente un « must », mais, si ce n'est pas le cas, le sponsor dispose de diverses approches adaptées à ses objectifs pour rentabiliser son intervention.

## Coup de cœur

Lors du chavirage de Philippe Jeantot au cours de l'Ostar, le Crédit agricole a pris en charge le renflouement du bateau et voulu ainsi démontrer sa fidélité qu'il arrive. « Il faut qu'il revienne et ramène le bateau, on ne lui demande pas d'être classé », confirme Laura Vergnes, directrice du service plaisance de Concorde à propos d'Alain Gaudier, parti sous la bannière du Groupe Generali Concorde.

Quant aux valeurs que véhicule comme une aura magique la course océanique, elles sont largement exploitées — le défi, le sens du risque contrôlé, l'authenticité humaine, l'endurance, le courage, « écologique ».

Rien ne vaut un contact direct entre marin et sponsor. Combien d'intermédiaires ont laissé de fâcheux souvenirs ? Le coup de cœur d'un patron ou parfois même d'un responsable de communica-

tion, pour tel ou tel projet, s'avère non négligeable. C'est le déclic qui va ensuite amorcer la mise en train d'une vaste machinerie d'études, d'enquêtes, pour cerner les besoins de l'entreprise et les faire coïncider avec ceux du skipper, puis pour gérer les « retombées » (relations publiques, marketing, publicités, promotions, animations). Tant que le sponsor gagne de l'argent, et lui fournit les moyens de réaliser son rêve, le skipper est content. Evidemment les deux logiques ne peuvent plus se rencontrer à partir du moment où le sponsor, par ses abus éventuels, nient le marin, sa personne ou son idéal.

« J'ai exprimé ce que je souhaitais faire, et je ne voulais pas qu'il y ait une emprise du sponsor, qu'il me demande de faire des choses qui ne me plaisent pas », confie Philippe Poupon. « Si on me demandait quelque chose que je ne voudrais pas faire, je ne le ferais pas. Je remettrais mon aventure dans ma gaine et j'irais ailleurs. C'est tout ! », affirme Titouan Lamazou

(Ecoreuil d'Aquitaine). Bien des marins font des concessions et se plient aux impératifs de leur sponsor « tant que cela reste de bon goût ! », remarque Eric Tabarly. « On est prêt à jouer le jeu. Je n'ai jamais refusé à mon sponsor d'aller à certaines manifestations, ou en visite dans son usine pour voir le personnel. C'est un minimum à faire. C'est normal ! », dit-il. « Pépé » recherche un sponsor pour la Whitbread prochaine (30 millions de francs sur quatre ans) ou pour des courses Open en multicoque (6 millions de francs sur trois ans), si possible la Route du rhum 90 ? Il aimerait bien savoir, parfois, « pourquoi des sponsors refusent ? ». Il arrive que certaines agences de publicité agissent en contre-pouvoir parce qu'elles craignent de voir échapper des budgets. « On s'est dressé un cadre, dans lequel on prend ou on ne prend pas. Tout dossier mérite une analyse correspondant à la stratégie commerciale et à la stratégie d'image », commente M. Blacque Belair, responsable du sponsoring pour la

caisse nationale du Crédit agricole. La banque verte peut sponsoriser ce qui colle avec son image d'animation du terroir, ou son « positionnement » publicitaire, qui la porterait, entre autres, à donner sa chance à un inconnu. C'est pourquoi Philippe Jeantot (plongeur à la Comex) a pu décrocher en 1982 une aide pour le Boc Challenge (1983) après avoir démarché la Caisse régionale de Vendée, qui a dû appeler à la rescousse d'autres caisses. « Je développe une politique de marque d'Ecoreuil-Aquitaine, dans laquelle on a un élément de communication qui donne lieu à une opération de sponsoring et qui est un bateau », affirme M. Pagès, membre du directeur de la Société régionale de financement d'Aquitaine. Le voilier de Titouan Lamazou est « la virine flottante des réalisations régionales » en matière de technologie avancée. Face à la concurrence, il importait aussi de redonner du punch aux effectifs...

NATHALIE DES GAYETS

## Les régions aussi

Autre forme originale de sponsoring: le groupement. Une trentaine d'entreprises de Charente-Maritime se sont unies avec le conseil général et le Crédit mutuel du département, derrière Pierre Follendat. Diverses manifestations externes ou internes sont orchestrées et, notamment, en direction des scolaires (le 7 décembre au Salon nautique). Une méthode efficace pour promouvoir un dynamisme régional...

En matière de sponsoring voile, les entreprises ne sont pas seules en lice. Les collectivités locales, à leur tour, manifestent du répit. La Loire-

Atlantique a crédité le journaliste Patrick Carpentier de 500 000 francs indispensables, aux côtés du Nouvel Observateur et d'une dizaine d'autres soutiens amicaux. Bordeaux et la région Aquitaine ont vraiment épaulé Titouan Lamazou (Ecoreuil-Aquitaine). Ainsi, pour cofinancer l'organisation de Vendée Globe Challenge, ont foncé: Les Sables-d'Olonne, le conseil général de Vendée, qui a alloué, quant à lui, deux millions de francs sur un budget global de près de six millions de francs. Au finish, le Crédit agricole et Fleury-Michon ont dû compléter le tableau !

Selon Philippe de Villiers, président du conseil général, le résultat, déjà à la veille de la course, dépassait les prévisions. La Vendée avait trois raisons pour investir dans cette opération: « mer » (250 km de côtes) et ses différents aspects: la mer-aventure, la mer-industrie de la plaisance et autres activités économiques, la mer-vacances-tourisme. « Je ne vous cache pas, déclare Philippe de Villiers, que ce succès m'encourage à dire à tous ceux qui ont des idées en France, à caractère sportif ou culturel: venez me voir, je vous les finance ! »

## ENQUÊTE :

## LES JEUNES ET LA SCIENCE

Malgré la tyrannie des maths et la dictature de la section C, l'enseignement répond plutôt mal à la curiosité scientifique des enfants. Aux théorèmes, ces derniers préfèrent les expériences concrètes: lancer des micro-fusées, observer les étoiles, découvrir la botanique sur le terrain, ou l'informatique sur leur « PC ». L'école, et généralement la société française seraient-elles rebelles à la culture scientifique ? Le Monde de l'éducation répond à cette question à travers une grande enquête.

## ■ LES ESCAE

Il y a seize écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) en France. Elles délivrent toutes le même diplôme, mais chacune a un « label » qui lui est propre. Un dossier à lire pour connaître les modalités de recrutement, le coût des études et les particularités des « Sup' de Co ».

## ■ LE RETOUR DES PUNITIIONS EN CLASSE

Alerte ! Interdites depuis la fin du dix-neuvième siècle, les punitions sont de retour. De plus en plus d'enseignants avouent y recourir, le plus souvent à la demande des parents. Le Monde de l'éducation a rencontré des professeurs et des parents pour faire la lumière sur ce sujet tabou.

## ■ DES IDÉES POUR LES FÊTES

Des livres et des disques pour les jeunes de sept à soixante-dix-sept ans. Une sélection de films pour les vacances scolaires.

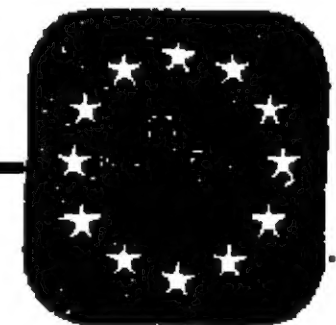
NUMÉRO DE DÉCEMBRE - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde  
DE  
L'ÉDUCATION

Les  
m

17 F





# L'écu, du panier des spécialistes au panier de la ménagère

Dimanche 3 décembre s'est achevé au Luxembourg le Mois de l'Europe, au cours duquel les particuliers étaient invités à effectuer leurs achats en écus (un écu vaut 7 francs français et 43 francs luxembourgeois). A l'origine de l'opération, l'association française Eurocitoyens est tout à fait satisfaite de la façon dont elle s'est déroulée, bien qu'aucun résultat chiffré ne soit encore disponible.

## LUXEMBOURG

de notre envoyée spéciale

L'Europe ? « On voudrait que ça aille plus vite », dit avec un grand sourire M. Weimerskirch. Chez elle, le kilo de boudin valait, au choix, 320 francs luxembourgeois ou 7,44 écus : le client payait dans l'une ou l'autre des monnaies. M. Weimerskirch est charcutier sur la place d'Armes, à Luxembourg. Tous ses prix étaient affichés dans les deux devises. Et à chacun des clients qui s'apprêtaient à régler la note, elle demandait s'il voulait

payer en écus. « 98 % étaient d'accord », dit-elle.

Le Luxembourg n'a pas frappé monnaie. Seuls les règlements par chèques, eurochèques et cartes de crédit pouvaient être effectués en écus. Mais c'est une première. Cent quatre-vingts des quatre cents commerçants de la ville — sans compter ceux du reste — ont participé à cette opération. Avec plus ou moins de conviction. M. Manou Gillen, lui, fait partie des enthousiastes. Monopole, la chaîne de grands magasins dans laquelle il est assistant de direction, a réalisé certains jours 10 % de son chiffre d'affaires en écus, dans les établissements du centre-ville ! Bien sûr, la tombola organisée en parallèle a joué un rôle d'incitation... Mais jamais les instigateurs du Mois de l'Europe n'auraient imaginé un tel succès.

Parmi les sceptiques, une Anglaise qui, au fond de son magasin de fourrures, affirme : « Vous savez, ici on prend tout, des yens, des marks, des dollars, si on nous proposait des écus on les prendrait. » Du moment que le client paie... Une de ses voisines est plus catégorique : « Je ne vois pas l'intérêt, ni pour le client ni pour le com-

merçant. » Au niveau commercial, l'intérêt est effectivement nul. Et ne participe à l'opération que ceux qui en saisissent la dimension symbolique.

M. Jacques Niedercorn, qui dirige la plus importante chaîne de magasins de hi-fi du Grand-Duché, voit, lui, un intérêt : « On a des fonds de caisse dans toutes les devises, si on pouvait n'en avoir qu'une, ce serait formidable. » Le plus gros chèque libellé en unités de compte européennes (en anglais European Currency Unit, ECU) qu'il ait reçu s'élevait à 5 800 écus. Le client ? Un des fonctionnaires des Communautés européennes. Parmi les résidents luxembourgeois, ce sont eux qui se sont prêtés le plus facilement au jeu. Les autres « ont essayé, au début, pour voir ». Mais en fait, ce sont les étrangers qui se sont montrés les plus intéressés.

## La collaboration des banques

« Les Allemands ne paient qu'en deutschmarks, les Belges en francs belges, les Français, quand on leur propose de libeller en écus, accep-

tent spontanément, pour eux c'est une sûre. »

Dans un premier temps réticentes, les banques, dont la coopération était évidemment indispensable, ont finalement accepté de collaborer à ce passage « d'un panier de spécialistes au panier de la ménagère ». Certaines d'entre elles sont déjà familiarisées au traitement de l'écu. La Sogeval, par exemple, assure le versement en écus des indemnités parlementaires de la cinquantaine de députés européens qui ont choisi cette devise. Pour ce faire, elle utilise les services de la trentaine de banques qui, dans les douze pays de la Communauté, assurent la compensation entre l'écu et les monnaies nationales.

Le système utilisé au cours de ce Mois de l'Europe est le même, explique-t-on à la Sogeval. Vous payez votre chambre d'hôtel par carte bleue, en faisant libeller le montant en écus ? La banque de l'établissement enverra le bon à une des quatre banques françaises (bien sûr cinq) qui assurent le clearing, c'est-à-dire la compensation d'écus en francs. Cette banque se retournera ensuite vers la vôtre. Mais un problème subsiste : pour l'instant, l'écu est encore considéré

comme une devise étrangère, d'où la facturation de commissions lors des transactions.

Quoi qu'il en soit, le Mois de l'Europe... « préfiguration de ce qu'implique le paiement en écus, a d'ores et déjà contraint les banques à résoudre une partie des aspects techniques », estime M. Alain Py, délégué général à la Sogeval. Corner les obstacles techniques qui s'opposent à la généralisation du règlement en écus, c'est l'objectif de l'instigateur de toute l'opération, le président d'une association française, Eurocitoyens, M. Didier Cahen.

« Il est étonnant, j'ai rarement vu une telle capacité à mobiliser », dit de lui M. Py. Didier Cahen, vingt-huit ans, est l'organisateur du

concours européen de piano. Ancien stagiaire dans le cabinet de M. Jacques Delors, auteur d'une thèse sur « l'usage privé de l'écu », il s'est lancé dans cette opération luxembourgeoise il y a plus d'un an. « J'en ai parlé au premier ministre et à la direction de l'Institut monétaire... il n'y a pas eu de feu rouge », explique-t-il. Pour le moins obstiné, et quelque peu « écumantique », il paie ses factures de téléphone et ses contraventions en écus, — le jeune homme a alors ramené ciel et terre pour parvenir à ses fins. « J'y ai passé un an de ma vie et je ne le regrette pas, dit-il, car c'est un pied de nez à nos gouvernants, une manière de leur dire : ce que vous n'êtes pas capables de faire, des citoyens peuvent le faire. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ACCORD AGRO-ALIMENTAIRE FRANCO-TURC

Le Crédit Agricole a été désigné par TMO - TOPRAK MASHULLERI OFISI - comme Secrétaire d'un consortium de banques françaises, pour le financement du premier accord agro-alimentaire Franco-Turc.

Cet accord a été signé entre les autorités françaises et TMO le 24 octobre dernier.

Il porte sur la livraison de 550 000 T de blé tendre à la Turquie au titre de la campagne 89/90.

Le Crédit Agricole assurera la rédaction du texte de crédit nécessaire au financement des exportations, en collaboration avec des banques du consortium, dont la Banque Internationale de Commerce.

CA CRÉDIT AGRICOLE

## Calendrier

- Mardi 5 décembre : conseil des ministres des transports, à Bruxelles.
- Jeudi 7 : conseil des ministres chargés des télécommunications, à Bruxelles.
- Vendredi 8 et samedi 9 : conseil européen à Strasbourg.
- Du lundi 11 au vendredi 15 : session parlementaire à Strasbourg et réunion, à Luxembourg, des représentants des Douze chargés de l'élaboration d'un texte sur le brevet communautaire.

RECTIFICATIF. — Dans le Monde du 25 novembre, deux erreurs typographiques nous ont fait appeler « M. René Lillet » puis « M. Millet ». M. Rémy Lillet, auteur du rapport intitulé « Pour une Europe du livre ».

## Réunis en colloque à Rotterdam

### Des experts des transports déplorent le manque de moyens de la Commission

#### AMSTERDAM

de notre correspondant

Il faut donner à la Commission de Bruxelles les moyens de mener une politique européenne des transports digne de ce nom. C'est sur cette conclusion sans équivoque que s'est achevée vendredi 1<sup>er</sup> décembre un séminaire de deux jours réunissant dans les environs de Rotterdam une bonne vingtaine de professionnels et d'experts du secteur des transports, invités à réfléchir à « un schéma européen ».

Un tel thème n'avait pas été choisi au hasard par Promothus-Europe, la fondation organisatrice. Se présentant comme un club de réflexion politique et confessionnel animé par de jeunes actifs de nationalités diverses, mais pour la plupart issus du Mouvement des étudiants européens (AEGEE), Promothus-Europe a l'ambition de rassembler « les besoins des Européens à long terme ».

A cet effet, une série de réunions « prospectives » est prévue, qui doit permettre la publication, le 31 décembre 1992, d'un rapport dégageant les différents secteurs-clés du développement de la CEE à l'horizon 2010... à commencer par le secteur des transports. « Toutes les études prévoient un accroissement de 30 à 40 % du trafic des marchandises et des personnes dans les vingt prochaines années. Que peut-on attendre de la Communauté ? », se demande le vice-président de Promothus-Europe, M. Franck Biancheri.

Selon le résumé du séminaire, c'est avant tout un constat de manque de moyen de la Commission qui a été dressé. Comment, par exemple, les services bruxellois compétents pourraient-ils définir une politique intégrée des transports en l'absence d'un outil statistique unique les pri-

vant de toute connaissance fiable des flux ? Comment peut-on leur demander de faire de la planification ou de la programmation alors qu'il n'existe pas de vraies structures à cet effet, sinon une cellule aux crédits non seulement modestes, mais de surcroît budgétisée de façon annuelle ? « Dans ces conditions, la Commission ne peut pas remplir sa fonction d'orientation ».

Par ailleurs, spectatrice de la guerre rail-route, ou rail-mer dans plusieurs États membres, la Commission ne joue pas non plus de rôle incitatif pour la combinaison des modes de transport. « Or il y a une demande du public, et ce serait à Bruxelles de favoriser la création d'une offre ».

## Des moyens « saupoudrés »

Autre carence reprochée à Bruxelles : l'absence d'une définition claire de l'« intérêt communautaire » des investissements en matière d'infrastructures de transport. Cette appréciation devrait à l'avenir être réservée à des projets « indispensables, soit à l'intérieur de la Commu-

nauté, soit pour ses relations extérieures, d'une taille et d'un coût suffisamment importants, et répondant à des exigences précises aux plans de la technologie ou de la prévention de l'environnement ».

Ainsi défini, l'intérêt communautaire permettrait à la Commission de mieux concentrer ses moyens financiers, qui sont encore trop souvent « saupoudrés pour faire plaisir aux États membres ». Dans la foulée, la CEE pourrait dégager des priorités générales claires, ce qui écarterait le danger que représente la mise en place de puissances parallèles, qui sont guidées par un intérêt particulier.

Si Promothus-Europe est mesuré sur « faciles à mettre en œuvre » : il suffit de « doter la Commission en moyens financiers et humains adaptés » : c'est un problème de volonté politique. Mais pourquoi celle-ci « a-t-elle jusqu'à présent fait défaut ? Apparemment le séminaire a étudié cette question pourtant cruciale — ou du moins n'y a-t-elle pas apporté de réponse.

CHRISTIAN CHARTIER

## EN BREF

Colloque sur l'Europe des transports et des communications. — L'Ecole nationale des Ponts et chaussées organise, jeudi 7 et vendredi 8 décembre, au CNIT (Paris-la Défense), un colloque sur « L'Europe des transports et des communications ». Résumés des enseignements au (16) 40-74-07-61.

Les Français sont favorables aux transferts de souveraineté, selon un sondage. — Un sondage effectué par l'Institut Optem, et publié le 4 décembre par Le Point,

révèle que les Français sont en majorité favorables aux transferts de souveraineté impliqués par l'union économique et monétaire : 52 % estiment que « ce serait plutôt une bonne chose » que le gouvernement français doive, comme les autres, respecter les décisions prises en commun pour décider du budget de l'Etat. 37 % pensent que « ce serait plutôt une mauvaise chose ». (Sondage effectué les 17 et 18 novembre auprès de 934 personnes).

## Compagnie Electro Financière

Les actionnaires, réunis en Assemblée générale le mercredi 29 novembre 1989, sous la présidence de Monsieur Philippe Dargent, ont approuvé les comptes de l'exercice 1988/1989. Le résultat net de gestion, compte tenu de la réduction des charges financières, a marqué une progression de 18 % par rapport à l'exercice précédent : il s'élève à 108,7 millions de francs au lieu de 91,7 millions de francs. Le résultat net total est de 224,7 millions de francs, contre 203,4 millions de francs.

**DIVIDENDE NET PORTE**  
DE 34,50 F A 36 F  
AVEC OPTION DE PAIEMENT  
EN ACTIONS ÉMISES A 967 F  
VALEUR ESTIMATIVE DE L'ACTION  
SUPÉRIEURE A 1.500 F

L'Assemblée générale a fixé le dividende net unitaire à 36 francs contre 34,50 francs au titre de l'exercice précédent : compte tenu d'un avoir fiscal de 18 francs, le revenu global par action s'élève à 54 francs. Ce dividende sera détaché le 7 décembre et mis en paiement le 28 décembre. Les actionnaires pourront exercer jusqu'au 20 décembre l'option de paiement du dividende en actions, émise à 967 francs.

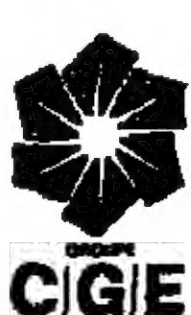
S'agissant de l'exercice en cours, le Président, après avoir indiqué que, vu le niveau du cours de bourse, seuls 4.150 bons de souscription d'actions à 1.200 francs avaient été exercés avant la date limite du 31 octobre, a informé l'Assemblée des importantes cessions, d'un montant total de 1,75 milliard de francs, réalisées en juillet et en août. Ces cessions ont principalement porté sur les titres de la Compagnie Générale d'Électricité provenant de l'absorption par cette dernière de ses filiales Alstom et Compagnie Financière Alcatel. Ces titres, qui ne pouvaient être conservés sans constituer une participation croisée, ont été intégralement cédés. Ces cessions ont permis de dégager, sur l'exercice en cours, des plus-values supérieures à 1 milliard de francs avant impôt et à 0,85 milliard de francs après impôt. Leur produit a déjà été réinvesti à concurrence de 1,3 milliard de francs en actions de plusieurs sociétés industrielles et financières, françaises et étrangères, extérieures au Groupe CGE.

Le portefeuille des valeurs immobilières, dont la valeur sur la base des premiers cours de bourse du 29 novembre excède 4 milliards de francs, est désormais ainsi constitué :

Le Président, après avoir rappelé que les participations dans les filiales industrielles du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité représentent 80 % de la valeur totale du portefeuille au 30 juin 1989, et 57 % au 30 juin 1988, a souligné que ces participations entrent aujourd'hui pour 22 % seulement dans la valeur totale du portefeuille. Une étape décisive vient ainsi d'être franchie, en plein accord avec la CGE, dans le renforcement, amorcé depuis 1987, de la spécificité du titre de la Compagnie Electro Financière par rapport à celui de sa maison-mère.

Les capitaux propres de la Société, y compris le résultat de l'exercice 1988/1989 et les plus-values, impôt déduit, réalisées depuis le début de l'exercice, représentent 1.055 francs par action. Compte tenu des plus-values latentes du portefeuille sur la base des premiers cours du 29 novembre, la valeur estimative s'établit à 1.505 francs, alors que le cours de bourse est de 1.150 francs. Le Président estime que, eu égard aux caractéristiques de la Compagnie Electro Financière, une telle décote boursière est actuellement injustifiée.

Le Président a indiqué enfin que, malgré le fléchissement prévisible — et temporaire — des revenus découlant des modifications apportées depuis le début de l'exercice à la composition du portefeuille, le résultat net distribuable de l'exercice 1989/1990 devrait marquer un nouveau progrès, permettant de poursuivre sans discontinuité la politique traditionnelle de distribution de la Compagnie.



CEF

Animer et mieux faire connaître l'une des artères les plus prestigieuses de Paris, tel est le propos du Comité Royale.

Cette année, la fête s'organise sur le thème du Cirque.

A partir du 29 novembre, six grands dispositifs seront suspendus entre Concorde et Madeleine.

Les 24 lampadaires de la rue Royale prendront la physionomie d'un personnage-clé et chaque magasin présentera des objets rares, faisant du lieu un véritable musée dédié à la mémoire du Cirque.

## Membres du Comité Royale :

Aurèle - Bernardaud - Bonpoint - Café du Roy - Cassegrain - Ceric - Cerruti 1881 - Pavillon Christoffe - Crédit Lyonnais - Hôtel de Clillon - Delvaux - Façonnable - Fred Joallier - Gismondi - Grunspan - Gucci - Hermès Parfums - Heurion et Huguenin - Lachaume - Ladurée - Lalique - Lufthansa - Maison du Valais - Pierre Marly - Yves Mikaeloff - Millaud - Office de Change de Paris - L'Oréal - O.J. Perrin - Polo Ralph Lauren - Royal Concorde - Royal Quartz - Stefanel - Le Tanneur - Villeroi et Boch - Wempe.

**A SAINT LAZARE**  
FACE A LA GARE

COSTUMES  
VESTES  
BLOUSONS  
PANTALONS  
CHEMISES  
ET TOUTS  
VÊTEMENTS  
POUR LES  
HOMMES FORTS

15, place du Havre.  
43.87.34.64.  
Ouvert le lundi.

**rafal**<sup>3</sup>  
ET A NICE, CAP 3000.  
NIMES (A C&S)



## MARCHÉS FINANCIERS

La restructuration dans l'assurance européenne

## M. Camillo De Benedetti rentre dans la compagnie Fondiaria

M. Camillo De Benedetti, président et actionnaire de contrôle de la société Gaic, et M. Raoul Gardini, président de Ferruzzi Finanziaria, ont annoncé le samedi 2 décembre la cession des assurances Fondiaria au profit de la Gaic.

Nouvelle restructuration surprise dans le domaine de l'assurance. M. Giuseppe Garofano, administrateur délégué de Ferruzzi Finanziaria, holding du groupe Ferruzzi, a annoncé samedi 2 décembre au cours d'une conférence de presse imprévue qu'un accord avait été passé avec M. Camillo De Benedetti, cousin de M. Carlo De Benedetti, aux termes duquel les assurances Fondiaria passaient sous son contrôle. La Gaic, société que contrôle M. De Benedetti, déboursa 3 600 milliards de lire (16,5 milliards de francs) pour racheter 51 % des titres de la troisième compagnie d'assurances italiennes.

Il ne s'agit cependant pas d'une cession pure et simple. Ferruzzi

Finanziaria utilisera une partie de cet argent (900 milliards de lire) pour prendre une participation dans la Gaic. Cette participation sera égale à celle de Paleocarpa, un holding financier également contrôlé par M. Camillo De Benedetti. Paleocarpa et Ferruzzi Finanziaria ont également décidé de « syndiquer » leur participation paritaire dans Gaic de manière à contrôler ensemble la société Gaic et les assurances Fondiaria. La direction effective de Fondiaria sera néanmoins le fait de M. De Benedetti, qui devient président de la compagnie d'assurances.

Cette opération ne signifie donc pas un désengagement de Ferruzzi du secteur de l'assurance. Bien au contraire, l'entrée de M. De Benedetti permettra de « renforcer les moyens d'action dans ce domaine » de diminuer l'endettement de Fondiaria mais aussi et surtout celui de Ferruzzi Finanziaria. Les 12 000 milliards de lire de dettes de Ferruzzi Finanziaria seront réduites de moitié par cet apport d'argent frais.

Dans le cadre de l'offensive de Paribas sur la Mixte

## La COB précise les règles du jeu en matière d'OPA

La Commission des opérations de Bourse a précisé, le samedi 2 décembre, dans un communiqué, que la clôture d'une offre publique ne suspendait pas les obligations des sociétés concernées. Cette annonce concerne bien sûr Paribas et la Compagnie de navigation mixte, la première ayant lancé une OPA sur la seconde, qui ne redeviendront libres de leurs mouvements que le 17 janvier prochain, date à laquelle le Conseil des Bourses de valeur publiera officiellement l'avis des résultats. La COB demande donc aux deux sociétés de « s'assurer que leurs actes et décisions ne compromettent pas l'intérêt social ni l'égalité de traitement

ou d'informations » des actionnaires.

La COB rappelle ensuite qu'il est en son pouvoir de statuer sur toute décision qui sort du cadre de la gestion courante et demande aux dirigeants des sociétés concernées « de faire preuve d'une vigilance particulière dans leurs déclarations ». Enfin, et surtout, la COB rappelle que la Mixte n'a pas le droit d'accroître son autocontrôle jusqu'à l'avis définitif du CBV tandis que Paribas ne peut vendre et acheter des titres Mixte qu'en dessous de son prix d'offre de 1987 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS  
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**CNT : Obligations 10 % - 1987**  
Les intérêts courus du 14 septembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables à partir du 14 décembre 1989 à raison de 500 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 2).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 135 F, soit un net de 365 F.

**CNT : Obligations PIBOR 3 mois - 1988**  
Les intérêts courus du 14 septembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables à partir du 14 décembre 1989 à raison de 462,42 F par titre de 20 000 F nominal (coupon n° 5).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 124,89 F, soit un net de 337,73 F.

**CNT : Obligations 11,30 % - 1974**  
Les intérêts courus du 21 décembre 1988 au 20 décembre 1989 seront payables à partir du 21 décembre 1989 à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal (coupon n° 15) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 19,20 F, soit un net de 82,50 F.

PROGRESSION DE 18,8 %  
DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ  
AU 30 SEPTEMBRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Havas s'est élevé à 15,5 milliards de francs au 30 septembre 1989, soit une progression de 18,8 % par rapport au 30 septembre 1988. Le périmètre pris en compte pour le calcul de ce chiffre d'affaires intègre pour la première fois les chiffres d'affaires réalisés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989 par Europoster et depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1989 par Mills & Allen Group Ltd, à la suite de l'accord signé au cours de l'exercice 1989 avec le groupe britannique M.A.I. Pic.

A structure comparable, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a progressé de 14,5 % au cours des 9 premiers mois de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ne comprend que les chiffres d'affaires des sociétés intégrées globalement et ne comprend donc pas, notamment, les chiffres d'affaires d'Eurocom, de C.E.P. Communication et de Canal+.

SERVICE MINTEL HAVAS : 36 15 - HAVAS ACTION

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global, base 100: 31 décembre 1988

24 nov. P. déc.

Valeurs Françaises, à rev. variable	120,8	122,3
Valeurs étrangères	115,8	118,6
Valeurs mixtes	120	120,9
Priorités	121,4	122,1
Chimie	110,5	112,7
Métallurgie, mécanique	128,4	130,6
Chemical, pétrochimie	108,9	113,9
Alimentaire et boissons	105,6	107,1
Ind. de consommation, non alim.	112,2	114,8
Agricoles	126,3	131,3
Diversité	137	144,3
Transport, télécom, services	133,5	137,4
Assurances	128,4	130,6
Crédit bancaire	112,8	115,2
Services	104,1	105,5
Immobilier et financier	121	121,6
Investissement et portefeuille	122,6	125,3

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs Françaises, à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100 en 1949

Valeurs Françaises, à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 en 1972

Valeurs Françaises, à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

Indice des val. fr. à rev. fixe

Emprunts d'Etat

Emprunts privés et obligat.

Sociétés

Base 100: 31 décembre 1988

BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation  
(en milliards de francs)

23 novembre 1989

Total actif

dont

Or

Disponibilité à vue à l'étranger

ECU

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire

Concours au Trésor public

Titres d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés monétaires et obligataires

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont

Billets en circulation

Comptes courants des établissements

Comptes courants de la constitution de réserves

Compte courant du Trésor public

Reprises de liquidités

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes

Contingents des allocations de droits de tirage spéciaux

ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire

Réserve de réévaluation des avoirs publics en or

Taux des opérations

sur appel d'offres

Taux des opérations à 14 jours

Taux d'escompte

Taux des opérations sur titres

## Relance

de la Bourse de Téhéran

La Bourse de Téhéran vient de relancer ses activités pour attirer des capitaux du secteur privé indisposés à une reprise de la production. Cette relance, selon le gouverneur de la Banque Centrale, M. Mohammad Hossein Adeli, vise à « inciter la population à participer aux opérations commerciales et financières » et à « encourager les investisseurs étrangers ». Les premiers résultats du mouvement de relance ont été positifs. Le volume des transactions a augmenté de 171,19 points (+ 0,46 %) pour s'établir à 37 303,87, un niveau jamais atteint.

Les premières réactions du secteur Bush-Gorbachev ont suscité un vif intérêt auprès des investisseurs. L'attention s'est ainsi concentrée sur les titres du « groupe soviétique », c'est-à-dire qui devraient tirer profit des changements dans le bloc communiste.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

## TOKYO, 4 décembre

Nouveau record

La pause n'aura pas duré longtemps. Le mouvement de hausse a repris dès lundi au Kabuto-Cho pour s'achever par un nouveau record d'altitude. Dès la fin de la matinée, le marché avait déjà notablement progressé. L'indice Nikkei s'ajustait à 167,86 points. A la clôture, le rendement de la Bourse japonaise s'élevait à 171,19 points (+ 0,46 %) pour s'établir à 37 303,87, un niveau jamais atteint.

Les premières réactions du secteur Bush-Gorbachev ont suscité un vif intérêt auprès des investisseurs. L'attention s'est ainsi concentrée sur les titres du « groupe soviétique », c'est-à-dire qui devraient tirer profit des changements dans le bloc communiste.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.

Les maisons de titres ont monté, ainsi que la construction mécanique et les sidérurgiques, qui devraient bénéficier d'une augmentation du commerce avec les pays communistes.



c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



Les déclarations de M. Michel Rocard à « 7 sur 7 »

## « Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde »

affirme le premier ministre

Invité, dimanche 3 décembre, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, M. Michel Rocard a évoqué l'élection de M. Marie-France Stirbois à la présidence de la République, la politique vis-à-vis des immigrés, la situation économique et sociale en affirmant que « ce n'est plus l'austérité ou la rigueur » mais qu'il faut faire « très attention » à une éventuelle reprise de l'inflation.

Lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, dimanche 3 décembre, M. Michel Rocard a évoqué l'élection de M. Marie-France Stirbois au second tour de l'élection législative partielle de Dreux en affirmant que ce résultat était « acquis dès le premier tour ». « Aucune partielle, jamais, n'a changé le destin d'une législature », a-t-il ajouté. Le premier ministre, jugeant que, dans les circonstances de la gauche avait « mal préparé » les élections et que, de toute façon, les partielles sont toujours mauvaises pour les gouverne-

ments, M. Rocard a toutefois reconnu que l'élection de M. Stirbois marque un « changement » et que le gouvernement doit mener une politique qui coupe court à cette évolution.

Cependant, pour M. Rocard, les dernières « élections partielles » ont marqué un « progrès » de la majorité, donc « tout va bien ». « Le Front national », a continué M. Rocard, c'est l'intégrisme en politique. C'est vraiment l'incitation à la haine et à la violence. C'est un intégrisme et tout intégrisme est toujours fasciste.

A propos de l'immigration et de l'intégration des étrangers en France, le premier ministre a affirmé : « Nous ne pouvons pas héberger en France toute la misère du monde. (...) La France doit rester une terre d'asile politique (...) mais pas plus ». M. Rocard a jugé que la France doit être « très ferme » pour lutter contre l'immigration clandestine. « En 1988 », a indiqué M. Rocard, nous avons refusé à nos frontières soixante-dix mille personnes. A quoi s'ajoutent une dizaine de milliers d'expulsions. Je m'attends qu'en 1989 les chiffres

soient un peu plus forts. Le premier ministre a indiqué que la politique menée dans ce domaine est « dure » mais qu'il n'est « pas question qu'elle soit médiatisée ». M. Rocard a encore rappelé que les expulsions sont effectuées dans le respect de l'Etat de droit. Il a annoncé une « intention diplomatique », l'installation de « policiers ou de douanes mixtes » entre plusieurs pays de la CEE.

Parallèlement, M. Rocard a souligné la nécessité de l'intégration des immigrés en situation régulière. M. Rocard a observé que la lutte contre l'immigration clandestine est nécessaire « pour maintenir la cohésion de la société française et pour pouvoir intégrer dans des conditions décentes ceux qui vivent en situation régulière ». M. Rocard a ajouté, à propos de l'intégration, que, en dehors de mesures particulières pour l'aide à l'apprentissage du français, il faut traiter les immigrés « comme tous ceux qui ont des difficultés », plutôt que de recourir à des mesures spécifiques. « Ce qu'il nous faut », a continué le premier ministre, c'est traiter concrètement les problèmes de pauvreté en France.

Le premier ministre a encore affirmé qu'il veut « mettre fin à toutes les situations d'incertitude » et qu'une réforme du code de la nationalité est « tout à fait imaginable ». Quant à la nationalisation, on peut « accélérer les procédures » sans toucher aux « droits légitimes ». En revanche, il a rappelé qu'il n'y a de majorité ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat pour accorder le droit de vote aux immigrés aux élections locales, même s'il a observé que six pays européens sur les douze de la Communauté reconnaissent ce droit de vote. « J'ai toujours dit, a-t-il

affirmé, que la société française n'était pas prête pour cela, qu'en France le vote des immigrés aux élections locales ne pouvait que conduire une politique d'intégration réussie et non pas la commencer.

« Raison garder »

A propos de l'affaire des voiles islamiques, il a jugé qu'il faut savoir raison garder et s'abstenir de « raison garder ». Selon lui, « la sagesse de Lionel Jospin poussait à la fermeté des provisions ». « La ligne choisie par le gouvernement », a conclu M. Rocard, était probablement la bonne.

M. Rocard a évoqué ses relations avec le président de la République, pour affirmer : « Le président de la République et moi-même avons largement fait notre synthèse (...). Il est l'élé du suffrage universel, la Constitution en fait le garant de nos traditions et l'homme chargé de donner les grandes orientations, et je, m'honore de lui obéir, tout simplement. » Quant à la préparation du congrès du PS, le premier ministre a jugé que ce parti ne doit pas être « gonflé », mais qu'il « est le fait-sommeil d'idées (au PS) et l'opposition d'une critique pour insuffisante rapidité (...) faite au gouvernement, il y a un passage un peu délicat, c'est normal ». Par rapport aux autres socialistes, M. Rocard a affirmé : « J'en ai tenu avec mes rapports avec la marginalité, je ne me sens pas beaucoup marginal. » A propos de la perspective d'une synthèse, le premier ministre a indiqué : « Mon vœu (...) est (...) que les socialistes sachent s'unir, et le plus tôt sera le mieux ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

### Couple princier

VOUS l'auriez vu, mon Mimi, hier, en fin d'après-midi. Il était pendu au téléphone : Bon, alors, ces cantonales ? Le PS perd trois sièges ? Parfait. Et à Marseille ? Grosse abstention à gauche ? Bien, ça, très bien ! A Dreux, c'est confirmé ? Elle passe, la petite minorité, comment elle s'appelle déjà, la nana du FN, la veuve Stirbois, c'est ça ? Génial ! Attali, sortez le champagne !

Ce faisait des semaines qu'il tannait ses conseillers : vous êtes sûrs qu'elle remonte, la droite, dans les sondages ? Vous ne dites pas ça pour me faire plaisir ? — Non, non, juré, craché, si on votait dimanche prochain, elle aurait la majorité à l'Assemblée. — Mon Dieu, mon Dieu, quel bonheur ce serait, j'ose pas y croire !

Il y croit, croyez pas, il y croit même tellement qu'il a mis en place — c'est marqué ce matin dans le Parisien — une cellule de « penseurs » chargée d'analyser toutes les partielles depuis six mois, des fois que mon Jacquot réintégrerait enfin le domicile conjugal. Reviens, chéri, reviens ! Il s'ennuie de lui à un point ! Et pas que de lui, de ses deux copines, l'endroci et l'endroci, des farceuses, des mar-

chantes, toujours le mot pour rire, pas comme ce bonnet de nuit de Joxe.

Quant à Rocky, mes copains du journal vous l'ont dit, c'est pas qu'il en a marre, il peut plus le voir avec son côté tête-sec-de-petit-plombier : Si je change la grille de votre évier, ça va engorger la tuyauterie et il y aura une fuite dans la salle d'eau. Parfait qu'un conseil des ministres il tire une goulée pas possible, même que l'autre jour il a levé la séance avant la fin : Allez, ça va, ça suffit, au revoir et merci !

Il était trop trognon, Rocky, quand on lui a demandé hier à la télé si ça marchait dans le ménage : Oui, oui ! Oh ! c'est lui qui porte la culotte : moi, j'obéis. Ça a dû l'agacer prodigieusement, ça encore, le Mimi. Il y a vu une perfidie : si les gens sont pas contents, c'est la faute à l'Elysée, pas à Matignon.

Patience, mon Mimi, comme c'est parti, t'as toutes les chances de revivre bientôt la même histoire, une belle histoire d'amour. Avec ton Jacquot. Ou avec l'Ex, tiens, pourquoi pas. Il en rêve, Giscard. Il a déjà fait graver vos cartes de visite : M'sieur et M'sieur le président de la République.

M. Le Pen va demander l'annulation de l'élection de Marseille. Le président du Front national va déposer incessamment un recours devant le Conseil constitutionnel pour demander l'annulation de l'élection, dimanche 3 décembre à Marseille, remportée par M. Jean-

François Mattéi (UDF), parce que le premier ministre, dit-il, a parlé des élections partielles à la télévision « alors que le scrutin n'était pas encore clos à Marseille ». Le scrutin de Dreux était clos à 18 heures, alors qu'à Marseille il l'a été à 20 heures.

### L'ESSENTIEL

#### SECTION A

**Le sommet de Maïte et l'évolution dans les pays de l'Est** ..... 2 à 6

**Synthèse difficile au PS...**

Au comité directeur du Parti socialiste, la controverse s'est poursuivie au sein du courant majoritaire entre les partisans de M. Jospin et ceux de M. Fabius ..... 8

**...et au RPR**

Les débats du conseil national du mouvement ont mis en évidence deux désaccords : le premier sur l'opportunité de modifier la Constitution, le second sur l'organisation de l'opposition ..... 9

**Les élections partielles**

Deux législatives : les victoires de M. Marie-France Stirbois (FN) à Dreux et de M. Jean-François Mattéi (UDF) à Marseille ; cinq cantonales : trois perdues par le PS, dont une, Salon-de-Provence, gagnée par le FN ..... 10 et 12

#### SECTION B

**La politique de garde des Sceaux contestée**

La politique conduite par Pierre Arpaillange a fait l'objet de vives critiques, au congrès du Syndicat de la magistrature, et à celui de l'Association professionnelle des magistrats ..... 14

**L'intégration des jeunes musulmans**

Fadila s'en va-t-en guerre ..... 15

**Le projet de réforme hospitalière**

M. Evrin annonce les grandes lignes de son projet pour rénover et démocratiser l'hôpital public ..... 16

**L'optimisme des catholiques d'Ukraine**

Au lendemain de la rencontre entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev, les catholiques d'Ukraine uniates espèrent une législation de leur Eglise ..... 16

**Le troisième « Couronnement » de l'année à Montpellier**

Rendue à la vie par Gilbert Deflo et René Jacobs, la version longue du Couronnement de Poppea, de Monteverdi, est éblouissante de modernité et de raison ..... 17

**Deux disparitions**

Le chorégraphe américain Alvin Ailey, à l'origine du mélange spectaculaire de la modernité et de la culture noire. — L'architecte égyptien Hassan Fathy. Découvert récemment par l'Occident, l'architecture musulmane fut pendant longtemps méconnue par le monde arabe ..... 19

**Silvio Berlusconi tente de prendre le contrôle de Mondadori**

A la suite d'un renversement d'alliances, le géant de la télévision privée essaye d'obtenir une majorité dans le premier groupe de presse italien ..... 19

**Télévisions locales : la presse régionale cherche sa voie**

Un rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel souligne la fragilité des premières expériences. Partenaire de la télévision locale, la presse régionale cherche à constituer un septième réseau ..... 19

**Sports**

Boris Becker et Ivan Lendl étaient les favoris du Tournoi des maîtres, mais c'est le troisième tenant, Stefan Edberg, qui s'est imposé. — Nice avait des ambitions européennes en football, mais l'heure est désormais aux économies avec l'équipe classée dernière en championnat de France ..... 24

#### SECTION C

**Le sort des nationalisés**

Le ministère de l'Industrie disposera de 2 milliards de francs supplémentaires ..... 25

**Les réformes dans les pays de l'Est**

Les syndicats libres donnent un prudent coup de pouce à la perestroïka ..... 26

**CHAMPS ÉCONOMIQUES**

**Recomposer le syndicalisme**

La création d'une grande centrale social-démocrate ne fait plus rêver. Mais les syndicats ne doivent pas aborder 1993 en ordre dispersé face aux mastodontes anglais et allemands ..... 27 et 28

**La chronique de Paul Fabra**

Les grincements et l'Europe démusclée ..... 30

#### Services

Abonnements ..... 28  
Annonces classées ..... 31 à 42  
Campus ..... 22  
Carnet ..... 22  
Loto, Loto sportif ..... 22  
Marchés financiers ..... 48  
Météorologie ..... 23  
Mots croisés ..... 22  
Radio-télévision ..... 23  
Spectacles ..... 21  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » classé 3-4 décembre 1989 a été tiré à 523 278 exemplaires

### Deux des collégiennes de Creil retirent leur foulard

Deux des trois collégiennes de Creil qui, depuis le 4 octobre, refusaient d'ôter leur foulard en classe ont changé d'avis. Lella et Fatima Achabou, treize et quatorze ans, deux sœurs de nationalité marocaine, ont annoncé, samedi 2 décembre, au principal du collège Gabriel-Havet leur décision d'ôter leur foulard et elles ont rejoint leurs camarades en classe. Le père des adolescentes n'a donné aucune explication à ce revirement, se réfugiant derrière les consignes

de silence que lui aurait données le consulat du Maroc la veille.

En l'absence de tout commentaire officiel, on se souviendra que le roi Hassan II a toujours souhaité une certaine discrétion de la part de ses ressortissants vivant à l'étranger. Il s'agit même prononcé naguère contre le droit de vote des immigrés en France.

Pour sa part, Samira Salhani, quinze ans, d'origine tunisienne, n'a rien changé à sa position.

### Le président sud-africain De Klerk a été reçu « en frère » en Côte-d'Ivoire

YAMOUSSOUKRO

Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, a été accueilli « en frère », à Yamoussoukro, par M. Félix Houphouët-Boigny, samedi 2 décembre, le quotidien ivoirien *Fraternité Matin*. Le journal aurait même pu dire en héros. Les autorités ivoiriennes avaient sorti toute la palette réservée aux grands de ce

monde. Jamais, un chef d'Etat d'Afrique du Sud n'avait reçu un tel accueil, que ce soit sur le continent ou ailleurs.

Cette visite d'une journée, du vendredi 1<sup>er</sup> au samedi 2 décembre, est la conclusion logique d'une fraternité discrète.

Les entretiens, quelque peu écourtés par l'état de santé de M. Houphouët-Boigny ont été consacrés à la situation interne en Afrique du Sud, aux dossiers anglo-lesothois et mozambicains et aux développements en Europe de l'Est et à leurs conséquences pour l'Afrique. Au menu des conversations, l'amélioration des relations commerciales figurait aussi en bonne place.

Aucun contrat n'a été signé. Aucune décision importante n'a été annoncée. Cette rencontre était, avant tout, une prise de contact et l'occasion de faire connaissance.

MICHEL BOLE-RICHARD

### « Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30.

**LE JEUDI 7 DÉCEMBRE 1989**

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :

• Audition de Daniel Vernet.  
• Information sur : relations humaines, finances, marketing, services généraux.  
• Questions diverses.

### Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

A. SOUSCEYRAC, Paris 10<sup>e</sup>

**VOLVIC**

**3617**

tarifmedia

Les performances de la télématique en plus

## SCIENCE & VIE

### MARS: AUTANT D'EAU QUE SUR LA TERRE.

On pensait jusqu'alors que la planète Mars était un monde sec et aride. On sait aujourd'hui avec certitude que le sous-sol martien renferme sous forme de glace une quantité d'eau au moins équivalente à celle de la Terre.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE DÉCEMBRE

- 12 briques pour construire l'Univers
- Comment notre œil voit la couleur
- Des micromachines contre l'infarctus

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE